L'ALLEMAGNE ET LA GUERRE

DEUXIÈME LETTRE

MONSIEUR LE DIRECTEUR ET CHER CONFRÈRE

Vous voulez bien m'inviter à vous communiquer les réflexions que j'ai pu faire depuis que, répondant à l'appel du bien regretté Francis Charmes, j'essayai de dire comment et pourquoi la barbarie dont usaient les Allemands dans la guerre actuelle était voulue, systématique, philosophique. Plus vivement encore qu'en octobre 1914, à vrai dire, je sens aujourd'hui une répugnance à me recueillir, à coordonner mes idées, à écrire. Plus que jamais, je songe à la devise de Hoche : *Res, non verba; Age quod agis;* ce qui veut dire : *Primo vincere, deinde philosophari*. Mais, d'autre part, il m'arrive du front des lettres où nos admirables combattans, entre deux batailles formidables, me font la théorie de la guerre actuelle, et me citent des textes de Platon ou de Pascal, avec une liberté d'esprit et une sérénité de réflexion égale à celle que je goûtais chez eux lorsque j'avais le bonheur de les voir travailler auprès de moi. Et, dans le monde entier, cette guerre est considérée comme une sorte de croisade philosophique, où sont aux prises deux conceptions opposées du bien et du mal, et de la destinée humaine. Il faut donc penser qu'il n'est pas contraire au devoir de philosopher à l'heure actuelle, et que les idées sont admises à se produire et à jouer un rôle, dans le temps même que la force se déchaîne avec une violence inconnue.

Reste, il est vrai, la difficulté, l'impossibilité de se ménager ce recueillement, que Descartes jugeait nécessaire à la pensée, si elle voulait se distinguer des impressions fugitives de l'imagination. Mais peut-être, à de certaines heures, le langage des événemens est-il si précis et si clair, que ce que l'on a de mieux à faire, c'est de l'écouter, et de le reproduire aussi simplement et fidèlement que possible.

*
* *

Le fait qui, dès le début de la guerre, a frappé le monde, c'est la violation brutale des lois divines et humaines qu'a, tout de suite, affectée l'Allemagne. Les crimes sont si énormes, qu'une partie de l'opinion, parmi les nations neutres, se conformant à l'injonction des représentans officiels de la science et de l'art allemands, en nia, *a priori*, la possibilité. *They cannot have done that,* entendions-nous dire de divers côtés.

Cependant, à moins d'être résolu à s'abriter derrière la neutralité pour soutenir la cause allemande, il fallut se rendre à l'évidence. Il n'était que trop certain, d'après les enquêtes les plus irrécusables, que l'Allemagne actuelle, qui a pour devise : *Deutschland über alles*, entendait imposer à l'univers toutes les conséquences, matérielles et morales, de ce principe, posé comme un axiome. Dès lors, le monde s'est trouvé en présence d'une question cruelle. Quoi! la patrie de Leibnitz, de Kant, de Beethoven, de Gœthe, en est venue à se dresser sciemment, puissance diabolique, contre le droit, contre la civilisation, contre l'humanité! Que penser d'une telle métamorphose? Est-elle réelle? Est-elle profonde? Est-elle durable? L'Allemagne ne doit-elle pas redevenir elle-même, dès que disparaîtront les circonstances qui l'ont fait sortir de son caractère? Se peut-il qu'il y ait au monde une nation érigeant la barbarie en manifestation de la culture, et que cette nation soit l'Allemagne? Question urgente, car, de la manière dont elle sera résolue, dépendra la conduite que les nations devront tenir envers l'Allemagne après la guerre.

Beaucoup, il faut le dire, se sont contentés et se contentent de cette réponse : Oui, l'Allemagne est changée, transformée, méconnaissable. Mais ce n'est là qu'un phénomène accidentel et passager, normal d'ailleurs : c'est la réaction, toute physiologique, d'un organisme qui, se trouvant engagé dans une lutte

à mort, use indistinctement de tous les moyens dont il peut disposer pour faire face à ses ennemis. La lutte finie, l'organisme, ayant retrouvé la sécurité, reviendra, tout naturellement, à son état antérieur.

Explication de naturaliste, indifférent aux enseignemens de l'histoire, objectent ceux qui ont observé l'évolution dont l'Allemagne a offert le spectacle, particulièrement depuis 1864. Mais, parmi ceux-ci, plusieurs se contentent d'admettre qu'en Allemagne, par suite de l'hégémonie de la Prusse, le militarisme s'est peu à peu implanté. Brisez, disent-ils, le militarisme prussien, et l'Allemagne reconnaissante redeviendra la nation pacifique et idéaliste dont le monde observait avec sympathie la prospérité.

En face de ces interprétations, plus ou moins optimistes, s'en est produite une autre toute différente. Recherchant le passé le plus reculé de l'Allemagne, nombre d'érudits ont pensé y trouver la preuve de la persistance, à travers les siècles, d'une Allemagne toujours la même dans son fond, quelles que fussent les effusions superficielles de ses théologiens, de ses philosophes, de ses poètes, de ses musiciens. Et cette Allemagne éternelle ne différait point de celle-là même que nous avons sous les yeux. Rêver une conversion de l'esprit allemand serait aussi insensé que de s'attendre à la transformation d'un loup en agneau.

Mon esprit est, je l'avoue, obsédé par ce problème, que je vois renaître dans tous les livres qui m'arrivent de l'étranger, dans toutes les conversations que j'ai avec des neutres. Me permettez-vous, Monsieur le Directeur et cher Confrère, d'indiquer la solution que je serais disposé à y donner?

***

Des théories et de la pratique actuelles, je trouve les germes, non seulement dans l'Allemagne du Moyen Age, si laborieusement et peut-être si incomplètement convertie à la doctrine chrétienne du Dieu d'amour et de bonté, mais encore dans l'Allemagne moderne et idéaliste, dans celle que, volontiers, l'on oppose radicalement à l'Allemagne actuelle. Kant, par exemple, a composé un traité de la paix perpétuelle. Or le même Kant, dans son opuscule sur l'*Idée d'une histoire universelle* (1784), écrit : « Grâces soient rendues à la nature pour

la répugnance à la conciliation, pour le désir insatiable de possession et de domination dont elle a doté l'âme humaine. L'homme veut la concorde; mais la nature sait mieux que lui ce qui lui est bon : elle veut la discorde. » Gœthe termine son *Faust* par ces mots fameux : « L'éternel féminin (et, par là, il entend, ce semble, l'amour qui se donne jusqu'au sacrifice) nous tire à lui vers les cieux. » Mais l'agent de la rédemption de son Faust, c'est, en fait, Méphistophélès, c'est-à-dire le diable, le mal. Du mal seul peut naître le bien : telle est, dans ce poème, la loi d'airain du monde réel. « Ne crains pas de te présenter devant moi, dit le Seigneur à Méphistophélès. J'ai plaisir à te voir. L'homme n'a que trop de propension à s'endormir. C'est pourquoi je lui donne pour compagnon un diable, dont l'office est de le stimuler. » Le mal est, dans le *Faust* de Gœthe, la condition, la source même du bien; le mal est bon, car du mal, même voulu comme fin, le bien sort nécessairement. « Je suis, dit Méphistophélès, une partie de cette force, qui veut toujours le mal, et toujours produit le bien. »

Est-ce à-dire que l'Allemagne actuelle procède, en droite ligne, de Kant et de Gœthe?

Telle que l'avaient faite les Luther, les Leibnitz, les Kant, les Gœthe, les Beethoven, la pensée allemande était multiple, diverse, remarquablement riche. Aux principes que nous avons énoncés, d'autres, très différens, faisaient, dans une certaine mesure, équilibre. Peu scandalisée par la contradiction, parce qu'elle goûtait cette doctrine, qu'un esprit supérieur sait réunir en une synthèse transcendante les principes mêmes que la raison vulgaire juge incompatibles, la pensée allemande cultivait avec la même ardeur l'idéalisme et le réalisme, l'objectivisme et le subjectivisme, l'art et la vie pratique, les parties basses et les parties nobles de la nature humaine.

Or, à partir de 1648, date du traité de Westphalie, à travers 1806, 1813, 1815, 1864, 1866, 1870, l'Allemagne a opéré, parmi les divers principes qu'elle nourrissait, une sélection. Laissant tomber ceux qui ne répondaient plus à son actuelle disposition d'esprit, développant les autres d'une manière exclusive et systématique, elle en arriva à différer très réellement d'elle-même. Ainsi s'explique l'étonnement douloureux, et comme incrédule, qu'éprouvent aujourd'hui nombre

de ceux qui ont connu l'Allemagne avant 1870, à une époque où ses destinées ne paraissaient pas encore définitivement fixées. Alors, certes, les tendances multiples d'autrefois étaient déjà visiblement ramenées à deux : l'Allemagne au-dessus de la Prusse, la Prusse au-dessus de l'Allemagne; et, entre deux thèses telles que celles-là, nulle conciliation n'était plus possible. Mais on pouvait encore se demander si, de ces deux tendances contradictoires, ce serait la seconde qui l'emporterait. Après 1870, le doute ne fut plus permis.

* * *

L'Allemagne actuelle n'est pas la continuation pure et simple de l'Allemagne d'autrefois. Ce n'est pas, non plus, l'effet fatal d'un développement spontané. C'est une détermination, contingente, en quelque mesure, des tendances séculaires de l'âme allemande. Comment s'est produite cette détermination ?

On a souvent répété, dans ces derniers temps, le mot de Frédéric II : « Je prends d'abord, je sais qu'il se trouvera toujours des pédans pour démontrer que j'étais dans mon droit. » Selon cette manière de considérer les choses, c'est uniquement dans les instincts, les appétits, les forces impulsives agissant au sein de l'âme allemande qu'il faudrait chercher l'explication de la conduite tenue par les Allemands. En vain ceux-ci mettent-ils en avant des idées, des principes, des raisonnemens, qu'ils nous donnent pour les motifs et les causes de leurs actions. On se refuse à admettre que de tels actes puissent réellement procéder, à quelque degré que ce soit, de la raison, et l'on s'en tient à cette commode maxime : la pensée n'est que le reflet de l'action. On suppose donc que les théories allemandes dont le monde s'étonne ne sont autre chose que la justification, essayée après coup, d'une pratique à laquelle aucune idée réfléchie et sérieuse n'a, réellement, présidé. Et l'on conclut que, si, quelque jour, les Allemands sont matériellement empêchés de satisfaire leurs instincts violens, toutes ces doctrines scandaleuses se dissiperont comme par enchantement. Cette interprétation sommaire est-elle conforme à la réalité ?

En d'autres pays, peut-être, les idées sont, à l'égard des faits, des manifestations, des épiphénomènes, plutôt que des causes. En Allemagne, elles ont certainement agi. Quelle fut

l'origine première de ces idées allemandes, dont l'historien constate l'influence? Nul ne peut le dire : au fond de l'âme humaine la pensée, la volonté, le sentiment, sont intimement unis, et, constamment, agissent et réagissent l'un sur l'autre. Mais il n'est pas douteux que la pensée proprement dite, la pensée consciente, ne soit, par elle-même, capable d'influence; et, de cette efficacité, l'Allemagne nous offre un exemple particulièrement remarquable.

A partir de 1648, nous voyons les penseurs allemands s'appliquer, de plus en plus systématiquement, à implanter dans l'âme allemande cette idée, que l'état de morcellement où se trouve l'Allemagne et sa dépendance à l'égard de l'étranger sont contraires à son génie et à sa destinée, et que, unie et consciente de son originalité, l'Allemagne pourra défier l'univers, en attendant qu'elle le domine. Cette idée, qui sera le thème de la chanson : *Deutschland über alles*, de 1841, n'était pas, au XVIIe siècle, la traduction du mouvement des faits, puisque l'Allemagne, alors, était radicalement et, semblait-il, irrémédiablement divisée : c'était une réaction de l'esprit contre le fait. Et c'est de l'esprit allemand que, peu à peu, par l'utilisation des événemens, cette pensée est descendue dans le monde des réalités.

Pour se rendre compte de la manière dont s'est produite cette évolution, il n'est pas inutile de considérer certaines notions, étranges au premier abord, qui jouent un rôle capital dans la philosophie allemande; je veux parler des notions de conscience transcendantale, de finalité inconsciente et immanente, d'universel concret, de volonté inhérente au Tout. Ces concepts sont des expressions diverses de cette idée, que les consciences individuelles peuvent être guidées, gouvernées, modelées, à leur insu même, par un plan idéal, qui, plus réel qu'elles-mêmes, les domine, les pénètre, et, en quelque sorte, les recrée. C'est ainsi que, pour David Strauss, ce n'est pas le Jésus du monde visible qui a fondé le christianisme et qui en est l'âme et la vie : c'est le Jésus idéal, seul véritablement capable de perfection, d'être et de puissance. Le plan allemand, la loi de réalisation de ce plan, la méthode suivant laquelle les événemens seront exploités en vue de cette réalisation : autant de forces vivantes qui agissent sur les consciences allemandes, et avec lesquelles ces dernières peuvent et doivent s'identifier.

Et tout se passe comme si une Providence allemande menait fatalement les âmes allemandes vers le but qu'elle leur a marqué. C'est ainsi que 1813, 1864-66-71, 1914 sont, au point de vue allemand, les momens successifs, logiquement enchaînés, d'un même processus dialectique. En 1813, le moi allemand s'affranchit du joug étranger. De 1864 à 1871, il se constitue comme puissance en s'unifiant intérieurement. En 1914, il inaugure son mouvement d'expansion. A mesure que les événemens se déroulent, ils sont interprétés comme la révélation et la réalisation progressive du plan conçu par la conscience allemande. Les individus se sentent les instrumens, élus et passifs, d'une volonté supérieure. Ils ne pensent plus, ils n'agissent plus pour eux mêmes et par eux-mêmes : l'idée allemande se réalise en eux et par eux.

***

En quoi consiste ce plan, conçu et voulu par la pensée et la volonté allemandes comme par un être qui, effectivement, planerait au-dessus des individus, et du dedans susciterait leurs pensées et leurs actes ?

Ce plan est l'histoire abrégée de l'univers ; c'est la série des momens par lesquels celui-ci doit nécessairement passer pour accomplir sa destinée.

La première phase est le chaos *(das Mannigfaltige)* : les forces dont se compose l'univers agissent d'abord comme si chacune existait seule, comme si chacune était douée d'indépendance et de libre arbitre. Dépourvues de toute coordination, de toute organisation, ces forces n'engendrent que des assemblages éphémères, et elles détruisent, d'elles-mêmes, leurs incohérentes productions.

Le second moment est l'apparition, au sein de cette diversité et de cette instabilité radicales, de l'idée, de la pensée, de la conscience *(Begriff)*. Ce n'est pas du dehors, et comme par miracle, que l'idée vient planer au-dessus de l'abîme où les forces s'entre-choquent. C'est du fond de l'abîme lui-même, grâce à la guerre que les élémens se livrent naturellement entre eux, qu'à l'heure fixée par le destin, l'idée surgit. Au sein même du désordre, en effet, certaines combinaisons se montrent plus résistantes, plus puissantes que d'autres. L'idée est la conscience de la raison pour laquelle ces combinaisons pos-

sèdent un tel privilège. Cette raison est la systématisation, l'organisation, laquelle du multiple fait une unité, des individus un tout. L'idée se dresse, dès lors, en face du désordre et de l'individualisme, comme l'affirmation de l'excellence et du triomphe nécessaire de l'unité, de l'organisation. L'idée est le commandement de réaliser le Tout comme unité.

Cette idée, tout d'abord, ne possède qu'une part infiniment petite de réalité objective. Issue du réel, toutefois, elle est capable d'agir sur le réel ; et, peu à peu, grâce à la méthode avec laquelle elle échelonne et additionne ses conquêtes, elle se fait un corps et devient capable de tenir tête, victorieusement, aux hordes désordonnées des forces élémentaires. Cette lutte de l'idée contre le règne anarchique des individus est la seconde phase du développement de l'être.

La troisième est l'organisation, non plus seulement d'un noyau central, mais du monde entier ; c'est l'unification, s'étendant méthodiquement, se faisant plus étroite et plus parfaite, à mesure que, grâce à leurs défaites mêmes dans leur lutte contre l'idée, les individus et groupes humains s'affranchissent de leur prétention à l'individualité et à l'indépendance.

Tel est le plan divin. Il enveloppe, évidemment, *a priori*, une absolue nécessité de réalisation. D'ailleurs, nous n'avons qu'à regarder autour de nous, pour constater qu'il se réalise, en effet, d'une façon irrésistible.

L'idée a jailli et s'est levée, et elle n'est pas demeurée à l'état d'idée pure ; mais elle s'est faite chair et elle a habité parmi nous : elle s'est incarnée dans la nation allemande. L'Allemagne, ou la nation teutonne, est la nation par excellence, car la mot *thiud*, racine de *deutsch* (*thiudisks)*, veut dire nation ; et *Allemand*, suivant Fichte, c'est *All* — *Mann*, c'est-à-dire l'homme universel.

La nation germanique a surgi, comme l'opposé de la dissolution, de la corruption gréco-romaine. Les essais d'organisation qui s'étaient produits dans l'ancien monde, comme ils ne procédaient pas de l'esprit, n'étaient que des tâtonnemens, destinés à préparer l'organisation teutonne.

L'Allemagne s'est révélée dans la forêt de Teutoburg, en l'an 9 après Jésus-Christ, comme une puissance, non seulement opposée à la puissance latine, mais essentiellement guerrière. Et en effet, ce n'est pas dans les temples sereins de la sagesse clas-

sique, c'est seulement parmi les horreurs d'une guerre à mort que l'Idée pourra revêtir la force matérielle dont elle a besoin pour s'imposer aux nations rebelles, entêtées de leur indépendance.

Combattre les latins, construire et faire triompher la théorie d'une culture morale, religieuse, intellectuelle, opposée aux principes de la civilisation classique : telle est la tâche qui incombe à l'Allemagne.

Or, l'idée gréco-latine, c'était celle de l'homme, comme possédant une vertu et une valeur propre, et comme susceptible d'accroître cette valeur en faisant effort pour se rapprocher de l'idéal de vérité, de beauté, de justice et de bonté que conçoit la raison humaine :

Ὡς χαρίεν ἐσθ' ἄνθρωπος, ὅταν ἄνθρωπος ᾖ !

« Quelle chose aimable que l'homme, quand il est vraiment homme : » ainsi Ménandre a-t-il formulé la pensée grecque.

L'idée allemande, donc, ce sera la négation de toute valeur et de toute vertu propre à l'homme en tant qu'homme, ce sera la concentration dans le Tout, comme unité, comme réalité substantielle et supérieure, de toute vertu, de toute puissance, de toute excellence; et ce sera la réduction des personnes humaines à la condition de simples parties inertes, recevant du Tout qu'elles composent toute leur activité, toute leur valeur, toute leur réalité.

Et, d'autre part, comme la pensée grecque avait vu, dans le mal, dans la barbarie, dans la brutalité, des formes vicieuses de l'être, que la civilisation devait tendre à diminuer et faire disparaître, la pensée allemande érigea le mal, la violence, la destruction en élémens intégrans du Tout absolu et divin. Bien plus, elle conçut le bien, la paix, la lumière, comme ne pouvant être engendrés que par le mal, par la guerre, par les ténèbres. Dieu ne sera, que s'il est créé par le diable, à qui seul appartient la puissance créatrice; et il ne subsistera, que si le mal subsiste pour le recréer éternellement. S'il cessait d'être stimulé par Méphistophélès, Faust, instantanément, se reposerait; et, le jour où il appellera le repos, il mourra. L'homme est ingrat envers le péché, envers le crime : il ne comprend pas qu'il est indispensable de pécher pour devenir juste : *Sündig müssen wir werden, wenn wir wachsen wollen*, dit la Magda de Sudermann : « Nous devons pécher, si nous voulons croître. »

L'esprit allemand conçoit le Tout, et il est seul à le concevoir. Or, l'idée du Tout est telle qu'on ne peut la concevoir véritablement que si l'on est, soi-même, l'égal du Tout, un avec le Tout.

Très profondément et très doctement, *a priori* et *a posteriori*, en particulier par l'analyse des caractères de la langue allemande, langue primitive par excellence, type de la vie en face des langues mortes du monde latin, le philosophe Fichte démontra aux Allemands que la conscience allemande ne fait qu'un avec la conscience de l'univers. L'Allemand peut, dès lors, en tout domaine, remonter à la source même de l'être et de la vie. Il lui est loisible, en se repliant sur lui-même, d'assister, de participer à la création même des choses, de les voir du dedans, intuitivement, dans leurs causes génératrices, dans la raison et la loi de leur existence. Les autres hommes au contraire, ne peuvent apercevoir les choses que du dehors, au moyen de concepts, dans leurs résidus morts et inertes. Ils voient les fleurs figées dans l'herbier : l'Allemand a conscience de la force qui les fait jaillir de leur semence.

Or, l'Esprit universel, réalisé dans le génie allemand, est essentiellement puissance d'organisation. L'Allemand est donc, lui seul, en possession du secret de l'organisation universelle. Les autres peuples peuvent essayer d'imiter l'organisation idéale, comme un peintre imite les couleurs de la vie. Mais cette imitation est vaine, parce qu'elle est faite du dehors, et que l'œuvre de la vie ne saurait être accomplie en juxtaposant des pièces matérielles, impénétrables les unes aux autres.

Dann hat er die Teile in seiner Hand,
Fehlt, leider! nur das geistige Band.

« Il tient en ses mains les parties; mais, hélas! le lien spirituel lui manque. »

L'Allemand, qui est le confident, l'*alter ego* de Dieu, voit, en lui-même, toute activité, toute semence :

schaut alle Wirksamkeit und Samen.

Il lui appartient donc d'organiser le monde par la vertu de l'idée du Tout et des idées secondaires qui en émanent. C'est son affaire de composer, au moyen des nations humaines, un système humain universel, de plus en plus cohérent, puissant, pacifié et durable.

Par là se déterminent les fins vers lesquelles doit être orientée la marche de l'humanité.

Il convient, à cet égard, de distinguer entre le rôle qui appartient à l'Allemagne, et celui qui convient aux autres nations. Alexandre de Humboldt écrivait : « Il n'y a point de race dont on puisse dire qu'elle est plus noble que les autres : toutes sont également destinées à la liberté. » Fausse doctrine, conçue sous l'influence française. L'Allemagne tient à Dieu immédiatement, elle est la race de Dieu, la race noble par excellence. L'Empereur allemand peut dire : « Moi et Dieu. » Les autres nations ne sauraient entrer en rapport avec l'Éternel que par l'intermédiaire de l'Allemagne. Dès lors, l'Allemagne n'a pas à prendre en considération les besoins, les vœux, la morale, les droits des autres nations. « Une seule voix plus celle de Dieu, dit Guillaume II, forme toujours la majorité. » C'est pourquoi la maxime allemande, c'est proprement la formule par laquelle Gœthe termine *Hermann et Dorothée :*

Dies ist unser! so lass uns sagen und so es behaupten!

« Ceci est nôtre ! Voilà le principe qu'il nous faut maintenir envers et contre tous. »

L'Allemagne ne doit penser qu'à elle. L'égoïsme est sa loi. La raison en est simple : elle porte en elle tout ce qui peut honorer et grandir l'humanité, tandis que les nations de la terre, les enfans des hommes, ne représentent que des formes dérivées et inférieures de l'être. L'Allemagne comprend à fond et estime à leur juste valeur les idées, l'histoire, la langue, les aspirations des peuples. Mais les peuples ne peuvent comprendre et apprécier ce qui concerne l'Allemagne. C'est ce que les Allemands ne se lassent d'expliquer à l'univers. Voici, par exemple, en quels termes le philosophe Wilhelm Wundt, dans un opuscule intitulé : *Die Nationen und ihre Philosophie*, 1916 (p. 78), apprécie la collaboration apportée par les Français, avant la guerre, à la préparation d'une édition interacadémique des œuvres de Leibnitz : « Les Français ont proposé à l'Association internationale des Académies de confier à l'Institut de France et à l'Académie de Berlin la tâche de publier, en commun, une édition complète des œuvres de Leibnitz. Mais, précisément, les idées qui forment le fond de la philosophie de Leibnitz sont demeurées étrangères à l'intelligence française.

Dans cette philosophie, la Réforme allemande, la mystique allemande, et, par-dessus tout, la manière allemande d'approfondir les problèmes ont agi d'une manière beaucoup trop vivante, pour qu'elle pût prendre racine dans le sol français. » C'est ainsi que tout ce qui est allemand passe la compréhension des autres peuples : la religion allemande, la morale allemande, la musique allemande, la poésie allemande, la science allemande, la noblesse de l'âme allemande.

Il n'en est pas, d'ailleurs, de l'égoïsme allemand comme de celui des autres peuples. Quand il s'agit de l'Allemagne, l'absolu égoïsme ne fait qu'un avec l'absolu dévouement à l'humanité, parce que l'Allemagne est le sel de la terre, et que tout ce qui lui profite rejaillit, comme une bénédiction, sur le monde entier. L'Allemagne a le devoir moral de se suffire, de ne penser, de n'agir que pour elle-même et par elle-même. Seule elle possède ce caractère de fin en soi *(Zweck an sich selbst)*, que Kant, sous l'influence de l'individualisme français, croyait devoir attribuer à toutes les personnes humaines et à toutes les nations. Les nations ne sont dans la droite voie que si elles jouent, à l'égard de l'Allemagne, le rôle de moyens et d'instrumens.

A l'Allemagne doit être réservée la force, par laquelle seule la paix et la justice peuvent être réalisées parmi les hommes. Dominées par l'Allemagne, les nations posséderont les vrais biens, qu'elles ne sauraient conquérir par elles-mêmes : la sécurité, l'ordre, la méthode, le rôle qui convient à leur capacité et à leur valeur, les moyens de tirer le meilleur parti de leurs ressources et de leurs facultés. Contribuer, comme organes subordonnés, à l'existence et au développement d'un organisme supérieur, c'est, pour les vivans, une condition plus haute que de former, en demeurant isolés, des organismes individuels, indépendans et élémentaires.

La première phase de la régénération consiste ainsi, pour les peuples, à abdiquer leur indépendance, pour s'élever à la dignité d'instrumens de la volonté allemande. Mais il est une perfection plus haute encore, à laquelle la magnanimité de l'Allemagne leur permet de prétendre. L'Allemagne n'est pas seulement l'incarnation de l'unité, elle est encore, et elle est seule, le principe de la vraie liberté. Elle possède et elle peut communiquer cette liberté, qui consiste, non à disposer de soi, à

vouloir, en vertu d'un prétendu libre arbitre individuel, c'est-à-dire en vertu d'une puissance particulière, insurgée contre le Tout, mais bien à identifier sa volonté avec celle du Tout, qui est Dieu. Partageant avec Dieu la nécessité d'expansion qui caractérise l'infini, l'Allemagne se dilate, et se fait, naturellement, le champion de la nationalité et de la liberté des peuples. En vain ceux-ci se croiraient-ils en possession de leur personnalité et de la volonté de se développer selon leur génie : s'ils résistent aux directions de l'Allemagne, leur sentiment les trompe. Ce n'est qu'en puisant à la source divine de l'être et de la conscience, que l'homme peut se former une personnalité réelle, vivante, digne et capable de subsister. Les nations, les individus ne deviendront eux-mêmes, ne revêtiront une nationalité et une liberté, non plus imaginaires et anarchiques, mais affectives et douées d'un caractère moral, que le jour où elles parviendront à penser et à agir, non seulement sous la direction de l'Allemagne et en vue de la grandeur allemande, mais encore par la vertu de l'âme allemande elle-même, de telle sorte qu'elles puissent proclamer : ce n'est plus moi qui vis, c'est l'Allemagne qui vit en moi.

Unes avec l'Allemagne par la conscience et par la volonté, elles ne seront plus, à proprement parler, les instrumens de l'Allemagne. Elles seront vraiment elles-mêmes, vraiment libres, puisqu'elles se détermineront d'elles-mêmes à servir l'Allemagne. Unité de l'individu avec le Tout, *Einheit des Einzelnen mit dem Ganzen :* telle est la définition allemande de la liberté.

Ainsi s'accomplira, dans toute son ampleur, la tâche de l'Allemagne, que l'on pourrait résumer par ces mots : recréer le monde, en y infusant l'âme allemande.

*
* *

Tel est le plan divin. Comment procédera l'Allemagne pour le réaliser?

La méthode qu'elle s'est faite résulte d'une doctrine qui est, semble-t-il, l'une des plus caractéristiques de la pensée allemande.

Les Grecs, en distinguant avec insistance, dans les choses, deux élémens, qu'ils appelaient la matière et l'esprit, voulaient dire que les lois de ces deux essences différaient radica-

lement. Dans le monde matériel régnait, selon eux, une nécessité aveugle, ἀνάγκη. Le monde des esprits, au contraire, avait pour loi la vérité et la beauté; et il se portait vers ces fins idéales, d'un libre effort, secouant le joug de la nécessité, et suivant, de lui-même, l'attrait de la persuasion. Là régnait le fait brut, la force; ici, la parole et l'intelligence. Et le problème de la civilisation, c'était de rendre efficaces ces puissances purement morales, l'intelligence et la parole, au sein du monde matériel lui-même. Le Dieu d'Aristote est vérité et bonté, mais il n'est point force. Son action consiste à attirer vers lui, à gagner, à spiritualiser les forces qui se déchaînent dans le monde de la nécessité.

Or, les philosophes allemands ont, à la fois, considéré les forces psychiques comme irréductibles aux forces physiques, et admis que les premières sont soumises à des lois de nécessité non moins rigides que celles qui gouvernent les secondes. Chez presque tous ses représentans, la pensée allemande proscrit, comme absurde et comme impie, toute doctrine de libre arbitre, et s'applique à concevoir la liberté morale comme une nécessité plus nécessaire encore que la nécessité mécanique. Être libre, selon Kant, c'est être dégagé de la contrainte à laquelle est soumis l'individu qui se distingue de la loi, et confondre entièrement sa volonté avec la nécessité universelle, primordiale et absolue. La Grèce s'était appliquée à détrôner la fatalité orientale : l'Allemagne, dans une métaphysique transcendante, s'est donné pour tâche de la rétablir dans sa souveraineté.

Si les forces morales sont, avant tout, des forces soumises à un absolu déterminisme, elles relèvent, non moins que les forces physiques, de l'axiome : savoir, c'est pouvoir. Qui possède la science des forces psychiques dispose, estiment les Allemands, des sentimens, des pensées, des volontés, des consciences humaines, exactement comme l'ingénieur est maître, par la science mécanique, des forces de la nature. Qu'on ne s'abuse donc pas sur la signification de la différence proclamée par les philosophes allemands entre les réalités sensibles et les impondérables du monde moral. Ces derniers, chez eux, sont soumis à une sorte de mécanisme métaphysique qui n'est pas moins inflexible que le mécanisme physique. L'esprit souffle où il veut, disait l'Écriture. Les Allemands entendent le contraindre à souffler où il leur plaît.

La première condition à remplir, pour réaliser le plan allemand, c'est d'en inculquer l'idée aux esprits allemands, de telle sorte que ceux-ci ne puissent plus penser, juger, comprendre, fonctionner, que sous l'action de l'idée allemande. Or, ce résultat peut être obtenu, grâce à une science pratique dont la philosophie allemande permet, mieux que toute autre, de formuler les principes : la pédagogie. Les nations latines s'en tenaient, pour former l'homme, à ce qu'elles appelaient l'éducation. Celle-ci prenait pour point de départ la nature humaine, ses dispositions, ses tendances, ses aspirations, Elle était, par suite, un mélange intime de science et d'art, de méthode et de liberté, et elle ne prétendait pas à réaliser son objet avec l'infaillibilité d'une technique purement scientifique. Or, l'Allemagne veut une éducation qui produise une forme d'esprit déterminée, comme la décarburation de la fonte produit de l'acier : « Il nous faut, dit Fichte, dans ses *Discours à la Nation allemande*, une éducation qui engendre, d'une façon nécessaire, la nécessité que nous avons en vue. Il s'agit de créer dans l'homme, infailliblement, une volonté infaillible. » Nul égard donc ne sera accordé au libre mouvement de la nature, aux sentimens des individus. Seules, seront prises en considération les lois du mécanisme psychique, telles que les établit la science allemande ; et ces lois seront employées à créer, chez les individus, la manière allemande de penser, comme le sont, dans l'industrie, les lois physiques, pour obtenir tel résultat matériel. Ainsi entendue, la pédagogie mérite évidemment d'être distinguée, par son nom même, de la classique éducation.

Telle est la méthode que l'Allemagne substitue à l'éducation gréco-latine. Quel usage en fera-t-elle ?

L'objet qu'elle se propose est de modeler les cerveaux, de telle sorte qu'à toute impression qu'ils reçoivent réponde automatiquement le réflexe voulu, le réflexe prussien, ou, en langage actuel, le réflexe allemand. La tâche dont il s'agit peut être définie la création d'un certain instinct. Or, un instinct, c'est une tendance, une et strictement déterminée, qui, n'étant tenue en échec par aucune autre, se déploie, dès qu'elle est sollicitée, immédiatement et irrésistiblement. Pour créer une pareille tendance, la pédagogie allemande procède par une sélection minutieusement appropriée. D'une part, elle élimine

toutes les influences qui seraient de nature à provoquer ou à maintenir les tendances antagonistes. D'autre part, elle rassemble et fait converger toutes les influences propres à déterminer l'état d'esprit qu'il s'agit de produire. Créant ainsi un véritable monoidéisme, elle rend impossible la délibération, source de scrupules et d'hésitations, et elle assure à l'action la décision et la plénitude, qui lui confèrent toute sa puissance.

A considérer dans ses détails l'éducation allemande, on la voit constamment régie par de tels principes. Les écoliers allemands sont soigneusement prémunis contre la tentation de connaître directement les choses étrangères. Celles-ci, estime-t-on, ne peuvent être vues telles qu'elles sont en réalité que si elles sont aperçues à travers les lunettes allemandes. C'est, actuellement, en Allemagne, un axiome fondamental, que les Allemands n'ont rien à apprendre des étrangers.

Wir sind die Meister aller Welt :

« Nous sommes les instituteurs de l'univers, » lit-on dans un recueil de couplets composé à l'usage des soldats allemands de 1914, et intitulé : *Der deutsche Zorn*, « La colère allemande. »

On apprend aux Allemands à se placer, pour apprécier tout ce que peuvent dire les étrangers, au point de vue indiqué dans une célèbre épigramme de Schiller :

Du willst wahres mich lehren? Bemühe dich nicht : Nicht die Sache
Will ich durch dich, ich will Dich durch die Sache nur sehn.

« Tu prétends m'enseigner une vérité. Ne te donne pas tant de peine. Je ne songe pas à voir la chose à travers toi, mais toi seul à travers la chose. » Dans la philosophie de Descartes, dans la tragédie de Corneille et de Racine, dans les principes de la Révolution française, l'Allemand ne saurait voir autre chose que des documens, qu'il emploiera à définir l'esprit français. De la valeur de ces œuvres au point de vue de la vérité, de la beauté ou de la justice, il ne saurait être question. Voici, par exemple, la signification de la philosophie de Descartes, telle que la dégage le professeur Wundt, à la page 21 de l'ouvrage cité plus haut : « Descartes manifeste merveilleusement le talent qu'ont les Français de dissimuler. sous une rhétorique admirable, la faiblesse de leur pensée. Il pratique cet art de la persuasion avec une maîtrise de styliste, qui, aujourd'hui

encore, fait, de la lecture de ses ouvrages un véritable régal intellectuel. »

Comme elle élimine, ou interprète à sa manière, tout ce qui n'est pas allemand, ainsi la pédagogie allemande accumule et met en valeur tous les moyens positifs et directs dont elle peut disposer pour former des esprits exclusivement germaniques. Gymnastique, grammaire, arithmétique, géographie, danse, histoire naturelle, langues et littératures étrangères, travail, jeux, lectures, promenades, solennités, religion, ripailles : tout exalte l'Allemagne, la montre unique et inégalable. Et tout dresse l'Allemand au mépris et à l'exploitation de l'étranger.

Nulle étude n'est plus remarquablement adaptée à cette fin que celle de l'histoire. Le rôle essentiel que joue dans la pédagogie allemande le procédé éliminatoire est ici particulièrement visible. Tous les livres d'histoire que l'on met entre les mains des écoliers sont intitulés : *Weltgeschichte*, « Histoire universelle. » Or, la place qu'y tiennent les nations autres que l'Allemagne est extrêmement restreinte, et tout ce qui, bien qu'étranger, y est admis, est systématiquement déprécié. Au contraire, le rôle de l'Allemagne est mis en relief et grandi d'un bout à l'autre. Toute l'histoire est orientée vers le règne universel de Dieu, c'est-à-dire de l'Allemagne, sur la terre.

L'histoire est partagée en deux périodes, dont l'une n'est qu'une introduction : avant et après la rencontre de Rome avec la Germanie. Et les étapes de l'histoire de l'univers, à partir de la victoire de Hermann sur Quinctilius Varus, sont marquées par les noms d'Othon le Grand, Luther, Frédéric II, Bismarck. En 1864, commence la phase dernière et définitive de l'histoire. A partir de la guerre de l'Allemagne contre le Danemark, en effet, l'histoire de l'univers marche d'un pas sûr, sans plus s'attarder en de fastidieux détours, vers ses destinées providentielles. Aussi l'enseignement de l'histoire universelle dans les écoles allemandes partira-t-il désormais de l'année 1864 après Jésus-Christ. Un éminent zoologiste anglais, M. Chalmers Mitchell, dans un livre remarquable, intitulé *Évolution and the War*, 1915, trouve que l'histoire, ainsi travaillée, filtrée, aseptisée, ensemencée, ressemble moins à ce que nous appelons l'histoire, qu'à un bouillon de culture psychologique.

L'Allemagne est l'éducatrice du monde. Mais les peuples ne sont pas, tout d'abord, disposés à lui reconnaître ce rôle. Nous

savons que la pédagogie divine, pour éduquer les hommes, commence par les traiter par la crainte. *Timor Domini initium sapientiæ*. Pareillement, l'Allemagne doit être, tout d'abord, la terreur des nations. C'est pourquoi, constamment, ou elle leur fait la guerre, ou elle les en menace. Elle les tient en présence de cette alternative : servir ou périr. Bien qu'à défaut de la guerre elle emploie, d'ordinaire, la menace, elle sait aussi recourir aux moyens séducteurs. C'est, volontiers, une tête à double face, qui, d'un côté, se fait aimable, gracieuse, *kokettirend*, comme on dit en allemand, pour promettre aux nations raisonnables sa protection, et qui, de l'autre, revêt un masque effrayant, pour intimider les indociles.

L'Allemagne, d'ailleurs, ne veut pas la guerre pour la guerre, elle est sincèrement pacifique. Mais elle se tient toujours, bien réellement, prête à faire la guerre. Et quand il lui semble que, décidément, les nations deviennent insolentes (*Als die Römer frech geworden*, dit la chanson), quand elle craint que la prolongation de la paix n'amollisse ses sujets, elle applique résolument la grande loi naturelle et divine, qui veut que la paix ne soit jamais que la conclusion d'une guerre, et ne se puisse maintenir que renouvelée par des guerres opportunes.

La guerre est, d'ailleurs, conduite selon les vues de la Providence, avec toute la violence de l'état de nature, sans aucun égard aux protestations des âmes sensibles et féminines. La guerre est menée par l'État prussien, lequel est au-dessus de cette médiocre morale de la personnalité humaine comme fin en soi, où s'attarda Kant, mais qui n'a qu'une valeur relative, et ne concerne, en tout cas, que les individus. L'État prussien, suprême réalisation du divin, ne peut être obligé qu'envers lui-même. C'est dire que son devoir est de n'admettre, en face des autres États, d'autre loi que la force, et, par tous les moyens, de se rendre toujours plus fort. Sa tâche est d'organiser l'Allemagne, puis le monde, et de recréer l'humanité. Il en est de son œuvre comme des grandes cathédrales du Moyen Age. Qui s'inquiète aujourd'hui des misères, des bassesses, des injustices, des crimes, des atrocités qui ont pu se mêler au travail pieux dont elles sont issues? Qu'est-ce que les individus, au regard de l'œuvre anonyme et grandiose, qu'ils construisent sans la comprendre? Les individus retombent

dans le néant, d'où ils ne sont sortis un instant qu'à l'appel de l'esprit, qui avait besoin de leurs mains pour se réaliser. Mais l'œuvre reste, l'œuvre, qui seule importe. De même, qui pourra bien accuser l'Allemagne d'avoir assassiné lâchement des nations loyales et inoffensives, d'avoir renié sa signature, d'avoir massacré des enfans, des vieillards et des femmes, d'avoir, avec une brutalité de sauvage, infusé son noble sang à des races dégénérées, lorsque le monde entier sera allemand ou dressé à bénir le joug allemand?

Comme la science et la méthode, nées de l'intelligence, confèrent la toute-puissance et permettent de renouveler la face du monde, ainsi l'œuvre, une fois accomplie, réagit sur l'âme et sur le cœur des hommes, et y provoque le sentiment. Sauvées et nées à une vie nouvelle par la grâce de l'Allemagne, les nations, quelque jour, aimeront l'Allemagne.

***

Telle m'apparaît la pensée allemande. Heine disait : « L'Allemagne est une âme qui se cherche un corps. » L'Allemagne, avec une constance, une méthode, une vigueur qu'il importe de ne pas méconnaître, après avoir conçu un plan de la société humaine, s'est identifiée avec ce plan, et, de plus en plus systématiquement, a mis en œuvre toutes les forces physiques et morales dont peut disposer l'homme, pour le réaliser.

Ce plan est extraordinaire. C'est l'idée d'un absolu artificialisme. Peu importent la nature propre des êtres, leurs tendances, leurs vœux, leurs sentimens. Peu importent la vérité et la justice, devant lesquelles se prosterne le genre humain. Le plan du monde que le philosophe Kant dressait *a priori*, en combinant, d'après les dictées de la conscience transcendantale, les formes de la sensibilité et les catégories de l'entendement, ne tenait aucun compte de la nature propre des élémens donnés. Ces élémens, infiniment divers *(das Mannigfaltige)*, le philosophe les suppose absolument indifférens et malléables ; et il en forme un monde, où les êtres n'ont d'autres propriétés que celles qu'ils tiennent de l'organisation. Pareillement, la pensée allemande ne voit, dans tout ce qui n'est pas elle, que des matériaux et des instrumens ; et elle s'attribue le droit et le pouvoir d'user, à son gré, de toutes choses, pour se réaliser elle-même dans sa plénitude.

Les Allemands ont tué en eux ce que les hommes appellent sincérité, à savoir l'effort candide pour agir, parler et penser selon la vérité. Tout leur est moyen, stratagème, méthode, politique, tendant à la réalisation de leurs ambitions. Dans tout ce qu'ils disent, dans tout ce qu'ils font, dans les indignations qu'ils affichent, dans les caresses qu'ils accordent,

Man merkt die Absicht, und man wird verstimmt (Gœthe) :

« On aperçoit l'intention, et l'on est inquiet. »

Détruire en soi la sincérité, c'est, chez les autres, ruiner la confiance.

Par un dernier sophisme, l'Allemagne présente son mépris de la vérité comme une sincérité supérieure, comme la sincérité par excellence. La sincérité véritable, enseignent ses docteurs, a pour condition la conformité de la parole et de l'action, non avec une formule figée, avec une lettre morte, mais avec le principe vivant d'où découle toute vérité comme tout être : l'esprit transcendant et insaisissable. « Quoi ! tu me demandes une signature, pédant ! dit Faust à Méphistophélès. N'as-tu donc jamais eu affaire à un homme, à la parole d'un homme?... La parole meurt en passant par la plume. »

Auch was Geschriebenes forderst du, Pedant ?
Hast du noch keinen Mann, nicht Manneswort gekannt?
. . . .
Das Wort erstirbt schon in der Feder.

La seule sincérité qui compte est celle de la conscience transcendantale, une et universelle, dont nos consciences particulières ne sont jamais que des expressions inadéquates. Or, la conscience transcendantale forme précisément le fond de l'âme allemande, et d'elle seule. Et ainsi, les Allemands sont seuls juges de leur sincérité, comme de leur responsabilité en général. Des jugemens que peuvent porter sur eux les autres hommes, ils ne sauraient avoir cure.

Se peut-il, dira-t-on, que des idées aussi étranges aient une valeur pratique ; et si, effectivement, une philosophie nourrie de telles idées gouverne aujourd'hui la pensée, non de quelques esprits bizarres, mais du peuple allemand lui-même, considéré dans son ensemble, pouvons-nous voir dans ce phénomène autre chose qu'un cas de folie, non plus seulement individuelle, mais collective : manifestation, certes, fort intéres-

sante pour le psychologue et le médecin, mais incapable d'exercer une influence réelle sur les destinées de l'humanité?

Il serait, au plus haut point, imprudent de transformer ainsi une réalité donnée en un simple sujet d'étude médicale ou de discussion académique. Peu importe que ces idées soient plausibles ou absurdes, facilement ou difficilement réfutables. Peu importe que les cerveaux qui en sont imprégnés soient sains ou dérangés : ces idées ne sont pas demeurées à l'état d'idées. Par le dressage psychologique, par l'application savante et continue d'une organisation, non seulement matérielle, mais morale, ces idées sont, véritablement, devenues des êtres, des forces, des principes d'action. L'âme s'est faite corps, selon le mot de Heine. Or, un corps, c'est, proprement, un faisceau d'instincts, de tendances, d'habitudes, fixées, emmagasinées et organisées, de telle sorte qu'ils possèdent désormais une aptitude résistante à se conserver et à se déployer.

L'Allemagne, aujourd'hui, et, avec elle, une grande portion de l'Autriche-Hongrie, est pénétrée, jusque dans ses profondeurs, par la manière de penser, de juger, de vouloir, de sentir, que lui a inculquée la domination prussienne. Prétendre la ramener à l'état intellectuel et moral où elle se trouvait, alors qu'elle n'avait pas succombé à cette influence, est un rêve. Il serait vain de nier la capacité interne de relèvement et de concentration d'un pays pour qui les dates de 1648 et de 1806 ont été le recul qui prépare un élan nouveau. Et la puissance des méthodes pédagogiques allemandes est suffisamment démontrée par la profonde ressemblance intellectuelle et morale qui caractérise aujourd'hui tant de populations d'origines et de traditions si différentes. Que d'Allemands célèbres, que de villes allemandes considérables, dont le nom, plus ou moins déguisé, est d'origine slave, ou latine, ou celtique! Si, dans certains cas, cette origine a laissé des traces, ou même se traduit par une résistance vigoureuse à la germanisation, dans nombre d'autres l'empreinte allemande paraît singulièrement profonde.

Au lendemain comme à la veille de la guerre, ce type immanent d'intelligence et de volonté, qui, comme une sorte d'âme commune, a créé le germanisme, subsistera. L'Allemagne ne changera, si elle doit changer, que par une révolution morale et intérieure. Cette révolution, qui peut dire si elle se produira?

Ce qui dépend de nous, c'est d'avoir, demain non moins qu'aujourd'hui, la volonté ferme de maintenir, non en paroles, mais en réalité, les principes sacrés pour lesquels nous luttons : la liberté et la dignité humaine, l'indépendance des nations grandes et petites, le respect de la justice et de la morale dans les rapports entre les peuples comme dans les relations des individus.

Ce qui dépend de nous, c'est de nous rendre compte du danger mortel qui nous menacerait, si, considérant cette guerre comme un simple cauchemar, effroyable, sans doute, mais passager, nous nous imaginions que nous pourrons, la paix signée, reprendre notre vie au point où nous l'avons laissée en juillet 1914.

Nous sommes dûment avertis. Les menaces de l'empereur allemand, du général F. von Bernhardi, des interprètes officiels de l'idée allemande n'étaient pas de vaines paroles. L'Allemagne fait, de la domination sur l'univers, et en particulier de la mutilation et de l'asservissement de la France, une condition de son existence. *Weltherrschaft oder Niedergang!* « Hégémonie universelle ou décadence, » c'est sa devise. L'Allemagne croit, d'ailleurs, de longue date, et, par-dessus tout, à la toute-puissance de l'idée pour créer le fait, de la volonté et de l'organisation pour produire la force morale, l'union, l'enthousiasme et la persévérance, aussi bien que la force matérielle. Ce n'est pas la quantité de force visible qui lui restera après la guerre, qui sera la mesure des périls qu'elle pourra encore faire courir à l'humanité, c'est la persistance de sa volonté de domination, d'agrandissement et d'oppression. Latente, invisible, dissimulée, niée, cette volonté, si nous jugeons de l'avenir par le passé, subsistera. Et qu'est-ce qu'un traité de paix? Qu'est-ce que des engagemens allemands? La sincérité allemande consiste à employer, en conscience, les moyens les plus propres à tromper les autres au profit de l'Allemagne.

Nous ne saurions manquer de comprendre, désormais, que prêcher le désarmement, c'est vouloir se livrer à l'Allemagne, et que pacifisme signifie, en fait, consentement à la germanisation de l'univers. Ce n'est pas par hasard que le prix Nobel de la paix était, en 1914, promis à Guillaume II.

Et nous aurons constamment présente à l'esprit cette pensée,

que ce qui constitue notre France, c'est, avec notre sol, qui nous a fait siens et que nous avons fait nôtre, notre âme nationale, incarnée dans nos traditions, dans notre histoire, dans notre littérature, dans nos monumens, dans nos mœurs, dans nos institutions, en sorte que négliger notre passé pour nous borner à contempler un avenir abstrait et vague, ce serait dépouiller nos idées françaises de leur contenu, de leur beauté, de leur vie, de leur action sur l'âme des peuples, pour les réduire à l'état de mots sonores et vides, qui n'engendrent plus, parce qu'ils sont détachés des réalités vivantes. L'être concret, c'est le passé; demeurer une même personne, c'est incorporer à son passé ses fins présentes et ses rêves d'avenir

Mais si conserver et faire prospérer la France que nous ont léguée nos pères est notre premier devoir, la présente guerre aura ce résultat, de nous faire mettre à leur rang, à un rang inférieur et peut-être infime, maintes différences d'opinions, auxquelles, jadis, nous prêtions parfois une importance vitale. On peut vivre sans imposer aux autres ses croyances, ses opinions, ses habitudes, et sans prétendre les dominer et les opprimer. Mais que deviendrait la vie humaine, si l'on en retranchait la tradition, la variété, la liberté, la poésie, la fidélité, la justice et l'humanité?

Or, demain comme aujourd'hui, il nous faudra reconquérir, chaque jour, ces biens suprêmes, si nous voulons les posséder.

Agréez, je vous prie, monsieur le Directeur et cher Confrère, l'assurance de mes sentimens bien cordialement dévoués.

ÉMILE BOUTROUX.

LE CHEMIN SANS BUT[1]

PREMIÈRE PARTIE

« Non serviam. »

I

Un soir de décembre, vers huit heures, Vivien Lemire, la tête enfouie dans le col relevé de son paletot de fourrure, les mains dans ses poches, marchait vite, tout d'une pièce. Il traversait le pont de la Concorde, s'acheminant vers les Champs-Élysées. Une bise aigre soulevait par momens des tourbillons de poussière. Quelques rares piétons. Un fiacre arrivait au loin, de la rue Royale; ses lumières glissaient au-dessus de la chaussée comme les fanaux d'un navire solitaire sur la mer. C'était un de ces momens de vide qui se font soudain dans l'agitation de la grande ville; seuls régnaient le vent, le froid, la nuit. Vivien sentit tout à coup sa solitude parmi l'hostilité des élémens; ses yeux errèrent à droite, à gauche, en haut. La profondeur du ciel était très noire entre les feux glacés des étoiles. Vivien ne vit pas la splendeur du firmament; il n'en vit que l'obscurité. Il était seul; pas une image ne vint réconforter son cœur : ni celle de la chambre chaude doucement éclairée par la lampe d'hiver, près de laquelle travaillait sa mère; ni celle des heures lumineuses de l'été où la joie du jour triomphe de nos plus sombres ennuis.

Soudain, de tous côtés, de la rue Royale, de la rue de Rivoli, du pont, débouchèrent des flots de voitures parsemées d'autos,

— il en roulait relativement peu il y a dix ans. Ce bruit, ces lumières, cet enchevêtrement de routes différentes, c'est la vie humaine dans sa trépidation fiévreuse... Les hommes avaient repris possession de la ville, chacun se hâtait vers sa destinée... Vivien s'abandonna au courant; pour lui, comme pour les autres, l'incomparable splendeur des étoiles ne fut plus que le décor coutumier qui ne sollicite pas les regards...

Il héla un fiacre, craignant subitement d'être en retard et, tandis qu'il était emporté vers la rue François-I[er], il ne pensa plus qu'au dîner auquel il se rendait chez le docteur Daubenoire, le célèbre spécialiste des maladies nerveuses.

C'était la première fois que Vivien était invité chez l'illustre praticien et, à cette idée, une inquiétude commençait à l'agiter. Il raisonna sa timidité : « Qu'est-ce que cela me fait d'aller dîner à la table de ce pontife? Il ne m'en impose pas avec son port avantageux. Pourquoi m'a-t-il invité?... On ne sait pas... Comme cela... pour faire nombre; je ne suis pour lui qu'un littérateur quelconque... A moins qu'il ne pressente en moi un jeune qui arrivera, et comme c'est un dîner de jeunes... On le donne pour les dix-huit ans de M[lle] Daubenoire. Le bonhomme est fier de sa fille et, paraît-il, ce n'est pas sans raison... » La pensée qu'il ne connaissait ni M[lle] Daubenoire ni sa mère, ni peut-être aucun des autres convives, interrompit le cours de ses réflexions. Sa nervosité le reprit. Il se mit à chantonner, ce qui était signe chez lui de grand agacement. Le fiacre s'arrêta : Vivien Lemire était arrivé.

Rien que le bruit massif, autoritaire, de la lourde porte qui se refermait sur les visiteurs, disait la richesse cossue de l'hôtel où il pénétrait.

Le docteur Daubenoire et sa femme appartenaient l'un et l'autre à la bourgeoisie arrivée, celle des grasses prébendes et des honneurs officiels. Le docteur était, à cinquante ans à peine, membre de l'Académie de médecine, grand officier de la Légion d'honneur. Il joignait à une science réelle le génie de la mise en valeur de son savoir. Tandis qu'il poursuivait ses ambitions avec une âpre ténacité, sa femme se laissait vivre sans grands désirs, sans aspirations, les yeux fixés sur l'horizon terrestre, jamais au delà; ne souhaitant pour ses filles, — elle en avait deux, — qu'une situation pareille à la sienne : de l'argent, de la considération et, par surcroît, quelque notoriété.

L'aînée de ses filles, la jolie Jacqueline, était mariée depuis quatre ans avec Robert Beaugrand, le fils d'un grand agent de change, part d'agent de change lui-même. Quand Mme Daubenoire pensait à Jacqueline, elle soupirait ; quand il y songeait, le docteur avait un pli entre les sourcils : Jacqueline voulait divorcer. Pourquoi cette idée avait-elle passé sous son front étroit et lisse, dans cette tête qui n'était lourde que des cheveux qui la couronnaient? Nul n'aurait pu le dire, et elle ne le savait pas trop elle-même, et c'est cela qui déconcertait sa mère : tant d'ennuis sans utilité !... Et l'entêtement de Jacqueline dans la déraison exaspérait Mme Daubenoire. Jacqueline voulait changer pour changer, non pas changer d'amant, mais changer d'intérieur, et le mari est un meuble nécessaire dans un intérieur bien aménagé.

— Ton enfant ? disait sa mère.

— Il a trois ans, répondait Jacqueline. Robert me le laissera; il n'irait pas s'encombrer d'un bébé de trois ans!

— Mais, si tu te remaries, disait le père, l'enfant peut être un sujet de discorde dans ton nouveau ménage...

— Mais non, mais non, tout s'arrangera. Et puis, n'ayez donc pas les yeux fixés sur un avenir problématique : c'est aujourd'hui que je vis, je ne m'inquiète pas de demain...

Le père et la mère haussaient les épaules avec découragement. Ils ne se reconnaissaient ni l'un ni l'autre dans cet être d'imprévoyance. Pour se consoler, ils reportaient leur pensée sur les dix-huit printemps nouvellement éclos de leur seconde fille. Celle-là le docteur Daubenoire était fier de la vivacité de son intelligence et de tous les dons physiques et moraux que la jeune fille, il se l'avouait modestement, tenait de lui.

Florence arrivait dans la vie, en conquérant sûr de vaincre, l'esprit assoupli par le travail scolaire, ouvert, curieux, prêt à faire son miel de toutes fleurs. Et dans son jeune corps, de si justes proportions, les sens sommeillaient. Elle jouissait de sa beauté, elle se penchait ravie sur son image, mais ne songeait pas encore à la mirer dans les yeux amoureux des hommes.

Si l'admiration du docteur pour sa plus jeune fille était sans mélange, celle de Mme Daubenoire s'atténuait de quelque souci. Jacqueline était indépendante avec déraison, en enfant gâtée; on pouvait espérer qu'une saute de vent ferait tourner la girouette dans un sens favorable; Florence avait la volonté de

son indépendance. Mme Daubenoire sentait instinctivement que, si jamais il y avait un conflit entre cette volonté et l'autorité maternelle, la victoire ne resterait pas à l'autorité...

Florence, un peu à l'écart dans le salon, tandis que ses parens accueillaient leurs invités, causait avec une de ses amies, Loulou Barthélemy, la fille du riche sucrier.

Vivien venait d'entrer. Le docteur appela sa fille.

— Florence, dit-il, je te présente M. Vivien Lemire, un ami de ton ami Lambert, le critique du *Jour*.

Vivien salua gauchement. Les tranquilles regards de ces jeunes filles posés sur lui l'intimidaient. Pourtant, rapide, son coup d'œil enveloppait les deux amies, et l'image qu'il emportait de Florence, tandis qu'il allait se réfugier dans un coin solitaire, lui semblait digne d'être détaillée. De sa retraite, il la suivait du regard, ce regard habituellement voilé, mais qui devenait à certains momens un si pénétrant instrument d'analyse.

« L'autre est quelconque, » avait-il pensé aussitôt de Loulou Barthélemy.

On passa dans la salle à manger. Ce fut la jeune fille « quelconque » que Vivien eut à mener à table et qui orna sa droite. Mon Dieu, qu'allait-il trouver à lui dire ?... Elle ne lui inspirait rien... mais là, rien du tout... De l'autre côté, il était flanqué d'une grosse dame sur le retour. Les deux voisines connaissaient chacune leur autre voisin, elles étaient tournées vers eux et leur parlaient.

Vivien, isolé comme le dernier arrivé d'une table d'hôte, mangeait son potage en silence. De temps en temps, il essayait de saisir quelques menus propos de ses voisines pour entrer en matière. Les propos ne l'inspiraient pas plus que les voisines. Aussi, après avoir offert du vin à la jeune fille quelconque qui ne buvait que de l'eau, ne chercha-t-il plus à sortir de son isolement. Il promena ses regards autour de lui ; ils firent une rapide inspection des convives, puis s'arrêtèrent sur Mlle Daubenoire : elle seule méritait de les retenir.

Elle n'était pas placée loin de Vivien. Il entendait le son de sa voix sans pouvoir distinguer ses paroles, et cette voix lui semblait harmonieuse. Ce n'était pas l'organe indécis d'une vierge qui s'ignore ; c'étaient les intonations justes, vibrantes, d'une femme sûre d'elle-même. Et cependant il avait bien une

vierge devant les yeux : elle pressentait le pouvoir qu'elle exercerait un jour sur les hommes ; elle n'avait pas encore eu le désir de l'essayer. Les lignes sveltes et pures de son corps ne semblaient faites que pour être admirées.

Quand on détaillait son visage, aucun trait ne frappait par une perfection particulière; chacun était « intéressant, » pensait Vivien. La bouche était grande, mais de lignes si mobiles, réfléchies, ironiques ou voluptueuses dans leur sourire ; le nez était trop fort, mais les ailes en étaient frémissantes ; les yeux, ni grands ni petits, mais aux regards tantôt brillans d'intelligence quand elle parlait, tantôt voilés de réflexion quand elle écoutait.

« Et le front, pensait-il encore, me semble le front de Pallas Athénè, agrandi comme le désirait Renan. »

Au-dessus, c'étaient les cheveux châtain clair, drus et légers.

Après le dîner, Vivien passa au fumoir avec les autres hommes et il commençait à se demander quand il pourrait bien filer « à l'anglaise ; » il avait épuisé le plaisir de l'observation; ce qui l'entourait à présent ne l'intéressait plus. Il sentit tout d'un coup qu'il s'ennuyait, et, chez lui, l'ennui dégénérait aussitôt en malaise nerveux, et le poussait invinciblement à fuir.

— Tiens, Lemire !

C'était Lambert, le critique, qui s'exclamait ainsi. Il venait d'entrer. Lambert, le premier, avait parlé dans *le Jour* de certaines nouvelles écrites par Vivien. Il les avait goûtées avec une sympathie intelligente et prédit un bel avenir au jeune auteur. Vivien devait à Lambert quelque chose de sa notoriété naissante ; il lui avait voué une reconnaissante affection.

Ils se serrèrent les mains.

— Vous dîniez ici ?

— Oui.

Lambert, qui était sensible aux succès mondains, — cette vanité était son petit travers, — conçut pour le talent de Vivien plus de considération de ce que le docteur Daubenoire eût invité le jeune homme à sa table.

— Moi, j'arrive. J'entre en passant, avant d'aller chez le président du Conseil. Daubenoire a toujours accueilli les pauvres gens que je lui recommandais avec tant de bonne grâce que je

tenais à porter moi-même mes souhaits à sa charmante fille. Accompagnez-moi, voulez-vous ?

Mlle Daubenoire était à l'entrée des salons lorsque les deux hommes y pénétrèrent.

— Mademoiselle Florence, dit Lambert, je viens rendre hommage à vos dix-huit ans, auxquels je souhaite tout ce qu'ils peuvent désirer.

Florence eut un petit rire, des yeux seulement.

— Mes dix-huit ans vous remercient. Ils vont aussitôt vous adresser une requête.

— Ordonnez, belle enfant.

— Maintenant que je compte, je vous demande de m'envoyer votre prochain livre au lieu de l'adresser à maman, — avec une dédicace : j'aime beaucoup les dédicaces.

— C'est entendu. Vous aurez une dédicace digne de vous ; du moins je l'espère. Et voici mon jeune confrère qui se fera un plaisir de vous envoyer ses nouvelles, avec hommage de l'auteur.

— Je serai très heureuse de les lire ; je suis sûre qu'elles ne sont pas quelconques.

— Attendez de les avoir lues pour vons prononcer, dit vivement Lemire, car rien dans ma conversation n'a pu vous donner ce pressentiment si flatteur pour moi.

Florence rit :

— C'est vrai. Vous aviez l'air de vous ennuyer à table, entre vos deux voisines. C'était déjà une preuve de goût, ajouta-t-elle entre ses dents.

Elle avait tourné la tête vers une jeune femme qui entrait et la saluait. Vivien et Lambert s'étaient éloignés.

— La petite rosse ! dit le critique.

— Elle est charmante, s'écria Lemire avec élan.

Lambert s'arrêta et regarda fixement le jeune homme. Il ne parla qu'un peu plus tard, quand ils furent dans le fiacre, Lambert reconduisant Vivien chez lui. Le critique remarqua :

— Mon petit, je ne vous conseille pas de la trouver si charmante que cela, Mlle Florence Daubenoire !

— Vous craignez pour mon cœur ? demanda Lemire ironique. Oh ! là là ! Cette jeune fille m'intéresse ; elle m'amuse, même.

— L'intérêt est une pente dangereuse...

— Un certain intérêt peut-être... Le mien est purement...

purement (je ne veux pas dire intellectuel, le mot est si galvaudé de nos jours!), purement... professionnel. Le spécimen d'humanité que représente Mlle Daubenoire est nouveau pour moi, et comme tel retient la curiosité de mon esprit... de mon esprit seulement...

— On commence par l'esprit...

— Mlle Daubenoire n'est pas la première femme qui m'intéresse. S'il fallait tomber amoureux de toutes celles qu'on remarque!... je n'ai pas le tempérament d'un don Juan!

— Non, malheureusement. Vous êtes un sentimental.

Lemire haussa brusquement les épaules.

— Moi? Allons donc!...

Lambert continua comme s'il n'avait pas entendu la protestation :

— Le sentimental est un jobard. Si vous n'étiez ni sentimental, ni jobard, dit-il affectueusement, vous ne m'inspireriez pas l'intérêt qui me fait vous crier : Attention! descente rapide! Les femmes comme elle sont faites pour séduire les hommes comme vous et les rendre malheureux. Elle n'est pas plus jolie qu'une autre; elle ne semble pas avoir plus d'esprit que plus d'une, mais on sent en elle une force dont on ne peut prévoir les effets. Avez-vous admiré parfois certains mécanismes dans les Expositions? Ils n'ont pas encore servi; ils sont polis, brillans, glorieux. Ce sont des puissances qui attendent. Mlle Daubenoire me fait la même impression...

— Rassurez-vous, dit Vivien, Mlle Daubenoire n'est pas destinée à croiser souvent mon chemin : son monde, le monde m'assomme. Enfin, elle n'est pas la femme que je rêve. Si je me marie, je veux à mon foyer un être de douceur, de tendresse, de fragilité, celle qui console et celle qu'on protège.

— L'idéal!... Le rêve!... soupira Lambert. La réalité leur donne souvent de cruels démentis. Enfin! Au revoir. A bientôt!

Le fiacre s'était arrêté devant la maison de Vivien. Quelques secondes plus tard, le jeune homme montait lentement les marches de l'escalier. Il réfléchissait à l'article qu'il avait à faire pour une Revue et dont la fin ne venait pas à son gré C'était un fragment de l'étude considérable qu'il avait entreprise sur l'empereur Frédéric II, cette étrange et redoutable figure qui domine, avec celle d'Innocent III, la fin du Moyen Age.

Vivien Lemire s'assit à sa table de travail, alluma une ciga-

rette, relut les dernières pages qu'il avait écrites : bientôt, ce furent les figures de ce lointain passé qui lui devinrent présentes, tandis que les dernières heures qu'il venait de vivre disparaissaient subitement de sa mémoire.

II

Verneuil est une gracieuse petite ville, normande, dit la géographie, mais en réalité plutôt beauceronne ! Verneuil est déjà une ville du centre de la France ; elle en est par l'élégance de ses monumens et de certaines de ses maisons qui font revivre un temps où l'on avait du « goût. »

Mme Lemire habitait dans une rue silencieuse, mais d'un clair silence, une maison à un seul étage, blanche, sans aucune prétention architecturale.

Ce jour-là, elle était assise près de la fenêtre de sa chambre, qui donnait sur le jardin. C'est le charme des maisons des petites villes ; le seuil franchi, on entre dans la campagne. Le jardin, environné de jardins voisins et où nul œil étranger ne peut plonger, est une liberté. C'est comme ces jardins insoupçonnés des cloîtres, qui, même au cœur de Paris, éloignent à cent lieues de leur solitude toute l'agitation extérieure.

Mme Lemire jouissait de l'heure crépusculaire, ce moment où tout ce qui respire sur terre éprouve le regret et l'amour de la lumière qui s'en va. Les mains abandonnées sur ses genoux, elle songeait. Elle aussi était au crépuscule de la vie, non pas le crépuscule d'hiver si vite angoissé d'ombre que ses yeux contemplaient, mais un crépuscule de septembre, si doucement lumineux, plus près du jour que de la nuit.

« J'ai cinquante-cinq ans, déjà, songeait-elle, une vieille femme demain ; et lui, il a vingt-neuf ans ; il serait temps qu'il se mariât, mon petit ! »

Elle se renversa sur le dossier de son fauteuil, les yeux perdus dans le vague...

Son petit ! Elle le revoyait soudain, avec ses culottes courtes et ses blouses de marin. Il rentrait du collège et, avant de se mettre à ses devoirs, il venait dans la chambre de sa mère. Il faisait asseoir Mme Lemire au coin de la cheminée, et lui, étendu sur le tapis, tout près des chenets, comme un chat frileux, appuyait sa tête contre les genoux maternels.

— Tu vas te rôtir la figure, disait-elle doucement en lui caressant les cheveux...

— Non, on est si bien là, tous deux, sans la lampe, ne bougeons pas.

Et elle ne bougeait pas, elle ne parlait pas, elle respectait cette rêverie d'enfant; le silence, côte à côte, les unissait plus étroitement que les plus tendres paroles.

Cependant, au bout d'un instant, elle disait :

— Mon petit, notre travail!...

Et elle se levait pour allumer la lampe.

Vivien avait onze ans alors. Sa mère n'était veuve que depuis un an. Vivien gardait le souvenir de la maison joyeuse de sa toute petite enfance. Dans ce temps-là, il y avait des petites filles plus grandes que lui qui le faisaient jouer et qui étaient ses sœurs. Il y avait son père, qui était médecin, un grand jeune homme, robuste et franc. Dans la maison, on entendait des rires, des rondes et des berceuses, gaîtés de nid heureux.

Mais un matin d'été, un petit cercueil franchit la porte d'entrée; un second, tout pareil, le suivit à quelques jours de là. Plus jamais la jeune mère ne fredonna de rondes, ses petites filles étaient reparties. Et ce fut le père qui s'en alla à son tour.

Vivien n'entendit plus autour de lui les rires des jeunes foyers heureux, mais sa mère avait conservé le tendre sourire dont il sentait la caresse jusqu'au fond du cœur. Il venait, ce sourire, des profondeurs secrètes de l'âme où l'amour de l'enfant qui restait vivait mêlé à l'amour des enfans que Dieu avait repris.

La chrétienne à laquelle a été demandé le sacrifice de ses enfans et qui a offert son holocauste dans les larmes, mais avec résignation, ne peut plus aimer la créature sans mêler à son humaine tendresse quelque chose de l'immortel amour.

L'amour maternel de Mme Lemire ne se contenta pas d'être cet instinct que les femmes interposent entre leurs petits et les rigueurs du sort. Elle ignora le geste d'égoïste possession, qu'ont tant de mères selon la chair; elle ne se considéra que comme la dépositaire d'un trésor dont il lui serait demandé compte un jour. L'enfant sentit ce respect de son âme; il en éprouva une inconsciente reconnaissance qui se traduisit dans son cœur filial par une nuance particulière de vénération.

Vivien avait une sensibilité extrême et de cœur et de cer-

veau; il ressentait très vivement le plaisir ou la peine; même tout enfant, la moindre incompréhension de ses sentimens le blessait; adolescent, ce recul devant la main brutale des hommes se transformait en une sorte de timidité faite à la fois de pudeur et d'orgueil. Jeune homme, il se faisait un abri de la raillerie, mais, quel que fût son âge, son geste restait le même : c'était en se dérobant qu'il se soustrayait à tout ce qui pouvait lui causer une souffrance.

Mme Lemire ne s'était pas alarmée, lorsqu'il était enfant, de cette faiblesse de caractère, les rapports de douceur qu'elle avait avec son tendre petit garçon ne lui ayant montré sa faiblesse que sous la forme de la docilité. Ce n'est que plus tard, — trop tard, — qu'elle se rendit compte que le manque de volonté, joint à la vivacité d'impressions, le mènerait fatalement à l'inconstance et au dégoût qui suit la satiété.

Il eût fallu, dès le début, marquer l'âme de Vivien d'empreintes ineffaçables qui pussent résister à l'assaut de la vie et des hommes. Il avait eu des attendrissemens et des enthousiasmes religieux, mais la foi dans cette nature flottante n'avait pas trouvé où accrocher ses racines, indéfectiblement. Là encore la perspicacité de Mme Lemire avait été en défaut. Elle avait confondu l'impressionnabilité religieuse avec la ferveur religieuse, ce qui était reçu du dehors avec ce qui émane du dedans.

Certaines dispositions de Vivien auxquelles elle n'avait pas attaché grande importance, parce qu'elles ne s'exerçaient que rarement en sa présence, s'étaient développées à un point extrême durant dix années de vie parisienne et littéraire. Mme Lemire croyait Vivien réfléchi : il était observateur, ce qui n'est pas la même chose. Et comme il n'était pas moqueur, elle n'avait pas pris garde à la naissance d'une raillerie qui avait surtout des origines intellectuelles.

Lorsque, dans les œuvres de son fils, elle voyait toutes choses passées au crible de la critique, quand elle tombait sur les pages de mordante ironie où s'affirmait spécialement son talent, son cœur se serrait. L'idée que les croyances qui avaient nourri jadis l'âme de son enfant n'excitaient plus que sa curiosité de psychologue lui causait une peine profonde. « Il les respecte, » se disait-elle, pour calmer son angoisse, tout en comprenant que, s'il s'arrêtait au bord de certains sujets, c'était surtout pour la ménager, elle. « Sa nature est faible, il a été entraîné,

j'ai trop aimé sa douceur, j'aurais dû m'appliquer à développer son caractère, c'est de ma faute ! » Et elle se sentait un peu soulagée de penser qu'une partie du péché de son fils retombait sur elle. Puis elle relisait certaines pages de Vivien où elle le retrouvait bien réellement son « petit, » avec sa pénétration de toutes les nuances du sentiment. Elle se rappelait les attentions de son amour filial : « Il a un cœur si bon, si délicat, une si bonne nature, je prierai tant pour lui, Dieu m'exaucera. Et si j'ai le bonheur qu'il épouse une femme selon mon cœur, vraiment digne de lui, elle le ramènera. »

Comme on le voit, Mme Lemire attribuait surtout à la faiblesse de caractère de son fils et aux fréquentations où l'avait entraîné la carrière littéraire, la perte de sa foi religieuse. Pour elle qui avait toujours vécu dans la somnolente retraite de Verneuil, Paris était un peu la Babylone de l'Écriture. Elle avait raison de tenir compte de la sensibilité et de la faiblesse de Vivien quand elle le jugeait, raison aussi de faire la part des influences qu'il avait subies; mais elle ne pouvait comprendre que la complexité intellectuelle de son fils fût la cause dominante de son évolution morale. Elle saisissait encore moins dans l'âme de Vivien les apports de son métier d'écrivain.

Vivien Lemire est avant tout un homme de lettres, — donnez à cette épithète sa signification la plus avantageuse. Il a ce besoin, aussi impérieux que la faim et la soif, de voir sa pensée écrite, de la communiquer sous cette forme aux autres hommes et de désirer leurs suffrages; mais s'il a l'ambition d'arriver au premier rang, c'est par son talent, non par son habileté. Sa probité littéraire est poussée jusqu'au scrupule; il est aussi incapable de négliger son style volontairement que de commettre une faute contre l'honneur. De l'homme de lettres il a la vanité; il la dissimule par orgueil, et son orgueil, il le cache par intelligente pudeur. Et l'on peut reconnaître en lui l'écrivain de race, à ce signe que l'idée se présente à son esprit écrite et non parlée. Il l'écrit, mais après la première joie de la création, il regarde son œuvre en s'éloignant de quelques pas et ne lui retrouve plus la beauté qu'elle avait, alors qu'elle n'était encore que dans sa pensée. De là, chez lui, cette inquiétude qui le pousse à produire de nouveau dans l'espoir de faire mieux, d'atteindre enfin la perfection de son rêve.

Et l'on peut encore reconnaître en lui le tempérament du

véritable écrivain en ce qu'il ne voit jamais les autres hommes, qu'il ne s'observe jamais lui-même sans qu'il ne s'opère aussitôt un dédoublement de sa vision ; l'écrivain fait son jeu à part ; et de tout, actions, sentimens, pensées, il extrait la matière de son œuvre.

L'étude de la vie, l'étude des hommes est pour lui intéressante entre toutes ; ses facultés d'observation se développent à mesure qu'il les exerce et réclament un champ plus vaste pour leurs investigations. Par une conséquence logique, la pente de l'esprit de Vivien vers le plaisir de la curiosité s'est nécessairement accentuée ; avant de créer, il faut que l'artiste sente et jouisse ; cet épicurisme, comme celui de Montaigne, est logé surtout en la cervelle. Ce n'est pas qu'à certains momens il ne s'abandonne aux désirs de sa sensibilité, mais la satiété vient vite ; la perspicacité de son esprit empêche son imagination de prolonger ces fugitifs plaisirs par quelques mirages. C'est la curiosité qui s'est développée entre toutes ses facultés ; agile, aiguë, subtile, elle s'est glissée parmi les connaissances humaines ; d'étapes en étapes jusqu'à l'inconnaissable ; une sorte de respect sacré un instant a retenu Vivien comme il allait soulever le voile ; des enchanteurs captieux ont guidé ses doigts hésitans ; le premier geste seul lui a coûté. Depuis, il s'est raillé de cette timidité ; il s'est dit qu'une crainte héréditaire l'avait provoquée ; mais celui qui n'a voulu scruter l'infini qu'avec sa curiosité a trouvé sa punition et la porte pour toujours en soi-même : le désenchantement. Vivien sentit ce froid dans son âme comme la gelée nocturne qui brûle les bourgeons. Ce fut une impression rapide, fugitive, mais qu'il eut la certitude d'éprouver de nouveau et souvent le long de la route. Il comprit dans un éclair qu'un jour, quand il aurait fait le tour de tout ce qui intéresse l'esprit humain, il se retrouverait au même point de la course, mais plus nu, plus dépouillé, malgré les moissons faites sur le chemin.

Il se fit de son ironie un bouclier contre ses propres scrupules. Il avait d'ailleurs la jeunesse, l'avenir, il était ambitieux ; lui qui ne croyait plus à l'immortalité de son âme, il voulait se survivre dans la mémoire des hommes. Le spectacle de la vie lui était encore assez varié pour captiver ses regards. Enfin cette ironie mordante et si élégamment enveloppée, il l'aima comme une des formes de son talent et la cultiva pour elle-même.

Quand sa mère l'avait envoyé dix ans plus tôt à Paris pour achever ses études, elle ne l'avait pas fait sans une certaine hésitation, mais elle espérait qu'une fois ses diplômes de bachelier conquis, son droit terminé, il reviendrait sinon près d'elle, à Verneuil, du moins dans quelque autre ville de province, soit comme membre du barreau, soit en qualité d'homme de loi; elle n'avait consenti qu'avec une extrême répugnance à ce qu'il s'engageât dans la carrière des lettres. Aussi, moitié par orgueil, moitié par souci de ne pas tourmenter sa mère, Vivien feignait-il au début de gagner largement sa vie avec sa plume.

Il avait vécu plusieurs années dans une de ces chambres d'étudiant dont le mobilier d'une si banale misère eût affligé Mme Lemire dans son âme de ménagère ordonnée. Vivien avait caché à sa mère combien rudimentaire était son installation et il ne lui avait jamais parlé des nourritures fâcheuses de certaines gargotes du Quartier. S'il sentait, par contraste, tout le bien-être du foyer maternel, les privations de sa vie parisienne ne coûtaient guère à sa jeunesse. Il découvrait le monde; il jouissait de ses explorations intellectuelles, il jouissait de sa propre intelligence; il était heureux de la sentir s'aiguiser à mesure qu'il s'en servait. Après les années difficiles du début, — les meilleures d'une vie littéraire, par leur cortège d'espoirs, — il en connaissait de plus confortables. Lambert en le découvrant dans les jeunes revues où il écrivait pour l'amour, non de Dieu, mais de la littérature, lui avait ouvert la porte des grandes revues qui classent un auteur. Puis, ç'avait été la publication sur *Frédéric II et sa Cour* qui, d'un coup, le rendait célèbre.

Il n'habitait plus à présent la chambre mansardée de la rue des Fossés-Saint-Jacques. Il ne hantait plus les cabarets du quartier Latin ou de Montmartre qu'en noctambule intermittent. De son enfance, passée loin des brutalités du collège, il avait gardé un raffinement que froissaient certaines grossièretés masculines; non qu'il n'eût, lui aussi, au temps de sa prime jeunesse, pris part à quelques bruyantes orgies, par sotte vanité de tout jeune homme, mais le *gaudeamus igitur* était un état d'âme qu'il n'arrivait pas à comprendre, ou du moins qui lui inspirait une insurmontable antipathie, car il se piquait de comprendre et d'expliquer toutes les manifestations de la nature humaine, qu'elles fussent de l'ange ou de la bête,

Vivien Lemire habitait depuis deux ans un appartement de la rue Saint-Guillaume, le deuxième étage d'un vieil hôtel donnant sur un jardin. Ce besoin d'avoir un jardin sous les yeux est un des plus pressans chez les provinciaux qui ont grandi dans la demeure paternelle. Cet appartement était arrangé avec goût, et cependant, plus d'une fois quand il y rentrait, Vivien songeait que les logis les mieux chauffés restent froids lorsqu'on n'y sent pas la chaleur d'une tendresse féminine partout présente ; car, lui, l'ironiste et le désenchanté, qui concluait déjà ses investigations curieuses par un « à quoi bon? » découragé, et qui, d'autres fois, affectait l'élégante insouciance d'un coureur de ruelles, portait dans le secret de son cœur le rêve d'un bonheur, très bourgeois auraient dit certains, en réalité très humain : une femme aimante et douce, quelque être de bonté et de grâce auprès de lui, et des berceaux abrités par leur mutuel amour. Un foyer, une femme, des enfans ; cette vérité de la famille, il ne l'analysait pas, il la sentait en lui, il en avait l'instinctif besoin.

Mais où trouver la compagne rêvée? Jusqu'ici ses amours avaient été passagères, vives de désir, de joie très courte, parce qu'elles n'étaient que la satisfaction des sens et que chez ce raffiné, trop habitué à vivre par le cerveau, l'instinct ne parlait pas longtemps en maître.

Avec cela, il avait la curiosité des femmes, de toutes les femmes, disait-il ; en réalité, il n'était attiré que par les femmes du milieu où il vivait. C'est pourquoi il y avait peu de chances pour qu'il réalisât son rêve d'une fidèle épouse, filant la laine près d'un chaste foyer. Les femmes, capables de le charmer, ne connaissaient la laine et le lin que drapés avec art autour de leurs formes gracieuses.

Il analysait avec clairvoyance les âmes de celles qu'il rencontrait dans le monde, au théâtre, dans le demi-monde artiste ; il savait « extraire » ces belles amies de leur cadre et de leurs ornemens. Mais, tout en leur disant avec une élégante impertinence qu'elles n'étaient que des êtres inférieurs, incapables de penser par elles-mêmes, créées par les dons de leur esprit, aussi bien que par leurs agrémens physiques, pour l'unique raison de servir à l'homme de jouets ou d'esclaves, il était leur dupe. Vivien a besoin de sentir les louanges féminines voltiger autour de ses œuvres ; il goûte un plaisir très

vif à disserter avec les femmes sur des questions complexes de sentiment. Comme tous les écrivains qui sont avant tout des analystes, il trouve seulement dans certaines âmes de femmes une délicatesse d'esprit et une intuition, sœurs des siennes.

Il a besoin aussi du raffinement de leurs manières autour de lui, de leur science du costume, car l'homme compliqué qu'il est devenu, bien qu'il pense que toutes les âmes des hommes sont intéressantes à étudier et qu'on trouve plus de vérité humaine chez les simples, ne se plaît qu'avec les compliqués, si parfois il les fuit dans un accès de clairvoyant mépris : une âme qui s'appareille à la sienne, il ne peut la rencontrer que parmi ces fleurs d'extrême civilisation qui l'entourent.

III

Deux années, c'est-à-dire deux saisons théâtrales, deux salons, deux villégiatures à la mer ou dans la montagne, deux saisons d'eaux : rien ne passe plus vite.

La notoriété de Vivien Lemire n'a fait que s'affirmer pendant ces deux années. Son dernier roman, *Le Mirage* (c'est le second qu'il écrit), a été un événement parisien. Toute la presse l'a vanté. Les littérateurs arrivés traitent à présent Vivien en confrère et le dénigrent. On attend avec impatience son roman en préparation, et les belles dames, au thé de cinq heures, demandent : « Avez-vous lu la dernière étude de Vivien Lemire? Tout à fait remarquable. » — « C'est bien du Lemire ? » dit-on de certaines de ses phrases. — D'autres écrivains ont une langue plus colorée, nul n'en a de plus expressive dans sa limpidité; d'autres sont plus riches, nul ne sait mieux distribuer sa richesse; d'autres ont une intelligence plus étendue, nul n'en possède une plus sensible, et sa langue traduit exactement les nuances, la souplesse, le charme de cette intelligence. On peut dire de ce qu'il écrit : « C'est bien du Lemire, » et pourtant, sa manière ne saurait créer un poncif; sa manière, c'est ce je ne sais quoi qui reste insaisissable à la caricature.

Sa vie sentimentale, pendant ces deux années, ne lui a donné ni grandes joies, ni peines réelles. Son cœur est sorti intact de fugitives expériences, mais le cœur qui n'a pas sa part de bonheur ou de souffrances, réclame : celui de Vivien se plaint de sa solitude.

Comme le jeune écrivain l'avait dit à Lambert, sa route n'était pas destinée à croiser souvent celle de Mlle Daubenoire. C'est la première fois qu'il la revoit, ce soir, depuis le grand dîner d'il y a deux ans. Vivien s'est rendu à cette réception de l'ambassade de Russie parce qu'il sait y rencontrer Brandukoff, l'historien qui veut traduire en russe son *Frédéric II*.

Mlle Daubenoire a deux ans de plus sur ses jeunes épaules; à son âge, deux hivers ne sont pas une charge, mais une gloire. Vivien, qui la regarde de loin, la trouve en beauté. Elle est devenue tout à fait femme dans les lignes de son corps. Ses mouvemens sont souples sans indécision; quand elle marche, elle a cette harmonie naturelle des fauves aux pas élastiques. Ses vingt ans ont de l'orgueil, pas de coquetterie. Elle sait qu'on l'admire, en est satisfaite, mais ne s'en émeut pas.

Elle sourit, et c'est à ce sourire que s'attache le regard de Vivien : il passe, éclatant, sur tout le visage; puis sa clarté se voile peu à peu, comme s'il se retirait à l'intérieur, derrière les yeux qu'il vient d'illuminer. La curiosité de Vivien est attirée soudain vers ce rayon de fugitive lumière. Après un court débat avec sa timidité, il va saluer Mlle Daubenoire.

— Monsieur, lui dit-elle aussitôt, j'aime beaucoup votre dernier roman. La formule de mon admiration est plus que banale; tant pis, c'est tout ce que je trouve, mais c'est très sincère.

— Je suis content que vous l'aimiez beaucoup, dit Lemire.

— Pourquoi?... Mais asseyez-vous, dit-elle en désignant un siège à Vivien; on cause mal debout.

Il s'assied. Elle reprend aussitôt :

— Vous ne connaissez pas du tout les femmes de ma génération, cela se voit dans votre œuvre; aussi n'est-ce pas pour vos analyses de l'âme féminine que j'admire votre talent, mais pour votre intelligence en général.

— Comment, dit Vivien, un peu piqué par la tranquille affirmation de cette critique, vous croyez que je ne connais pas les femmes ?

— Les femmes de ma génération, ai-je dit. Pour vous, il n'y a que la femme esclave, celle qui aime à être battue, dont l'unique raison de vivre est d'aimer, c'est-à-dire de servir. Nous, nous sommes des personnes, nous existons pour nous-mêmes, nos bras ne battent pas l'air à la recherche de soutiens pour leur faiblesse...

Vivien, instinctivement, a jeté les yeux sur les bras de cette amazone; ils sont très blancs et si souples! Il pense qu'il aimerait les avoir enroulés autour de son cou. Il se tait un instant, puis reprend :

— Vous êtes la femme de demain.

Le ton est railleur; il traduit cette sourde hostilité de l'homme devant tout geste d'indépendance de la femme.

— Mademoiselle, j'en suis fâché pour vous et pas du tout pour nous, vous arriverez difficilement à jouer les virago avec cette apparence si essentiellement féminine...

Elle haussa les épaules, agacée.

— Vous ne comprenez pas, dit-elle. Nous goûtons trop vivement la beauté pour nous enlaidir quand nous ne sommes pas laides. Ce qui enlaidit, c'est de forcer son talent; nous ne faisons pas d'efforts pour briser des liens, nous nous épanouissons librement. Nos facultés intellectuelles, comme les vôtres, d'une autre manière, cela se peut, nous deviennent une jouissance. Nous mettons enfin la main sur notre part d'héritage; l'univers, tout comme à vous, nous livre ses énigmes, ses forces, sa beauté; nous les saisissons par d'autres moyens que les vôtres; qu'importe, du moment que nous les possédons?

— Et l'amour, qu'est-ce que vous en faites?

— Pour le moment, rien, répond-elle en riant, revenant soudain à la joyeuse insouciance de ses vingt ans. L'amour, je pense que c'est une rencontre que nul n'est certain d'éviter et qui a des conséquences heureuses ou malheureuses, plus souvent malheureuses. L'amour, dit-elle tout à coup songeuse, je m'en méfie!

— Parce que vous le désirez...

— Non, je n'en ai que la curiosité...

Elle se tait; c'est le voile de la pudeur qui vient d'envelopper ce cœur de vierge.

Vivien a trop de goût pour essayer de le soulever. Cette timidité soudaine du cœur parmi les hardiesses de l'esprit le touche. C'est avec d'autres yeux qu'il regarde la jeune fille. Oui, ces bras blancs comme ceux de la divine Hélène sont faits pour s'enlacer au col altier des hommes; ces yeux, pour refléter leurs regards extasiés; ces lèvres, pour se plaindre doucement sous les baisers.

Un jeune attaché militaire suédois vient de s'approcher de

Mlle Daubenoire et s'incline devant elle. Le charme est rompu. Vivien se lève et s'en va, tandis que Florence sourit aimablement au bel éphèbe blond, tout d'azur vêtu, comme le Prince Charmant.

L'attaché mène Mlle Daubenoire au buffet. Vivien les regarde s'éloigner, si bien assortis par la taille, l'élégance et la jeunesse; une sourde antipathie le prend contre ce godelureau en costume d'opéra-comique, une inquiétude mal définie l'agite : « Il faut que je la revoie, » se dit-il. Il manœuvre pour rejoindre Mlle Daubenoire et son père au vestiaire. Comme il approche d'eux, il voit que la jeune fille murmure quelques mots rapides au docteur qui regarde Vivien.

— Monsieur, lui dit Daubenoire, nous réunissons quelques amis à notre table dimanche prochain; si vous étiez libre, vous nous feriez grand plaisir en vous joignant à eux.

Vivien accepte sans une seconde d'hésitation, et c'est ainsi que deux jours plus tard, il franchit pour la seconde fois le seuil des Daubenoire; il n'est plus intimidé comme naguère, et cependant il croit que c'est la timidité qui fait battre plus vite son cœur, lorsque Florence lui tend la main et lui sourit dès l'entrée du salon.

Aujourd'hui, Vivien est près d'elle à table. Tous les deux auraient le désir de reprendre le ton confiant de leur intretien de l'ambassade; ils ne sauraient le faire de but en blanc; ils attendent que le courant s'établisse. De l'autre côté de la table, Mme Jacqueline Daubenoire, la sœur de Florence, débite des extravagances qui amusent tous les convives, à l'exception de ses parens. Son fiancé, le comte Charles de Mirville, est assis près d'elle. Ils doivent se marier dans un mois.

— Oh! Robert! s'exclame Jacqueline à une réflexion de son fiancé. Et elle est prise d'un fou rire. Robert, c'est le nom de son ex-mari.

— Pardon, dit-elle, une vieille habitude, cela passera.

Le fiancé rit sans conviction. Florence rit franchement. Vivien a le petit ricanement de l'observateur qui s'amuse.

— Il est évident, dit-il à Florence, que le divorce rend cette antique institution du mariage moins solennelle.

— Heureusement! dit Florence. Quand je songe à nos grand'mères qui étaient liées pour la vie... pour la vie! J'en ai le frisson. Je ne puis comprendre comment elles pouvaient se décider à franchir le pas.

— On avait la ressource des coups de canif, dit Vivien.

— Oui, mais que d'ennuis on risquait! Rien ne vaut l'absolue liberté.

— L'union libre? demande Vivien avec un rien d'étonnement dont Florence ne s'aperçoit pas.

— Oui, si cela se pouvait. Pour le moment, il est plus pratique de passer encore par la mairie; nos filles ne connaîtront plus les barrières, il faut nous contenter de les avoir déverrouillées!

— Il y a des Turner admirables, dit le docteur.

— J'irai les voir demain, dit Florence à Vivien. J'aime beaucoup les Turner, ils sont de notre temps, quoique déjà loin de nous. Je n'aime que la peinture de notre temps; l'autre, je l'admire quand elle ne m'ennuie pas, mais elle m'est étrangère. Et vous?... Aimez-vous autre chose que notre temps? que les artistes, que les écrivains, que la pensée de notre temps?

— Il y a, répond Vivien, un grand charme à évoquer le passé, à vivre avec les hommes des générations disparues, à les faire revivre...

— L'historien de Frédéric II ne pouvait répondre autrement, mais vos personnages, inconsciemment, vous les faites revivre dans notre temps. Ce n'est pas vous qui allez vers eux, c'est eux, que vous amenez vers vous. Pour comprendre les âmes d'autrefois, vous êtes obligé de leur prêter votre âme d'aujourd'hui.

— Vous avez raison en partie, mais qu'importe que ce ne soit qu'un jeu de mon imagination, si ce jeu me ravit? Et puis, non, sincèrement, je crois comprendre les hommes du passé dans ce qu'ils ont de différent de nous...

— Chanterez-vous ce soir? demande à Florence un de ses voisins.

— Peut-être! Cela dépendra de ceux qui viendront après le dîner. S'ils sont anti-musiciens, je ne puis leur infliger un bruit désagréable.

— Qui donc serait insensible au charme de votre voix?

Florence s'incline ironique.

— Circé vous remercie, dit-elle.

— Vous chantez? demande Vivien.

— Un petit peu.

— Vous n'avez jamais entendu Mlle Daubenoire? dit le voisin

de Lemire. Mademoiselle, vous serez obligée de chanter, rien que pour notre futur académicien.

Une heure plus tard, Vivien entend la voix de Florence. Il se tient à l'écart dans une porte.

Aux premières notes de ce chant, il tressaille et regarde la jeune fille comme s'il ne l'avait pas encore vue. Elle a une voix de mezzo, pas très étendue, mais avec les notes du médium, — celles qui se rapprochent le plus de la voix parlée, — rondes, amples, chaudes. Florence est musicienne et chante avec habileté, mais c'est l'expression naturelle de son timbre de voix qui émeut la sensibilité de Vivien.

Il a oublié ses curiosités intellectuelles; il voudrait prendre cette femme dans ses bras, l'emporter, et une grande tristesse l'accable.

Quand elle s'est tue, Vivien s'approche d'elle.

— Je ne suis, dit-il, guère savant en musique, mais vous avez un chant qui est d'une beauté si naturelle que j'aimerais l'entendre en tous lieux, à toute heure.

— Merci, dit-elle simplement.

— Oui, continue-t-il, on vous entendrait dans les bois, au bord des eaux, dans la nuit des jardins, et cela serait toujours un charme ajouté à ce qui nous environnerait, tandis que la plupart des chanteuses me sembleraient ridicules mêlées à la nature.

Florence ne répond rien, mais sourit.

— Accompagnez-moi, dit-elle, je vais boire un verre d'orangeade : le grand art altère...

On entend les premiers accords d'un pianiste qui prélude.

— C'est le petit Kotschensko, dit Florence, Jacqueline admire beaucoup ses compositions. Moi, elles m'agacent. C'est de la musique d'homme du monde pour gens du monde. Ne rentrons pas au salon, dit-elle, après qu'ils ont quitté la salle à manger. Asseyons-nous dans le cabinet de mon père, nous serons mieux pour causer loin de ces vaines harmonies.

Elle s'est assise dans un fauteuil, près d'une bibliothèque tournante qu'elle balance d'une main distraite. Sur la tablette de la bibliothèque, il y a un bas-relief, la copie de la *Naissance d'Aphrodite* du musée des Thermes. Vivien le regarde un instant avant de s'asseoir à son tour.

— J'aime beaucoup ce bas-relief, dit Florence.

— C'est cependant de l'art antique...

— Sa grâce archaïque me semble d'aujourd'hui. En général, les dieux, les déesses ne m'amusent pas ; mais j'aime ce que me représentent les statues grecques : un peuple épris de beauté sous un ciel clair, le peuple qui eut la plus juste, la plus harmonieuse conception de la vie...

— Vous n'êtes donc pas chrétienne?

La question a jailli spontanément des lèvres de Vivien. Sans qu'il sache pourquoi, son cœur se serre.

— Pas pour un sou, répond tranquillement Florence. J'ai été baptisée pour suivre la coutume ; j'ai fait ma première communion pour la même raison, mais il y a belle lurette que je ne vais plus à l'église. Pourquoi irais-je? Je ne crois à rien de ce qu'on y enseigne.

— Vous ne croyez à rien?

— Je crois à la vie présente, et je crois que nous mourrons tous un jour. Hors de cela, ni vous, ni moi, ni personne n'a de certitude.

— Et vous avez perdu la foi sans que cela vous troublât?

— Je ne l'ai jamais eue. Je n'ai pas eu ma nuit dramatique. Je n'ai pas besoin de croire à l'au-delà ; d'ailleurs, je m'y évertuerais bien inutilement. Et je n'essaierai jamais, parce que cela ne me manque pas. Cela vous préoccupe, vous, l'au-delà?

Le même malaise que tout à l'heure a saisi Vivien.

— De temps en temps ; un reste d'éducation première, mais plus je vais, plus, comme vous, je reconnais la vanité de telles recherches, et je m'applique à vivre dans le présent.

Il parle avec détachement, presque avec légèreté. Un mélange de pudeur et de lâcheté lui dicte ses réponses, et surtout il veut être en harmonie de pensées avec elle.

— Cela se voit bien dans vos romans, surtout dans le dernier, que pour vous tout est matière d'art. Quand vous parlez des croyances passées, vous avez un respect teinté d'ironie, et une ironie teintée de respect qui valent toutes les négations et qui sont plus élégantes.

Sans qu'il l'ait voulu, l'image de sa mère a traversé soudain la pensée de Vivien ; mais la vanité littéraire a étouffé la protestation qui montait à ses lèvres.

— Le moment présent, reprend-il ; vous avez raison. En lui seul est notre bonheur : car c'est à l'instant même où nous sen-

tons le bonheur que nous sommes heureux, et ceux-là qui ne croient pas à l'avenir et ne sont pas attachés au passé éprouvent les joies humaines dans leur intensité et dans leur plénitude...

Elle l'a écouté, étonnée; il a parlé avec une chaleur dont elle ne le croyait pas capable, ce dilettante. Elle ne peut deviner que c'est elle qui vient de se refléter en lui. Vivien, avec son imagination d'artiste, a saisi sa pensée à elle ; il se l'approprie tout en l'analysant et la rend dans son langage. Et il la fait sienne, en vérité; il croit ce qu'il dit, car l'amour qui a envahi son cœur rend vibrant jusqu'à son esprit...

Il regarde Florence. Elle baisse les yeux, gênée tout à coup.

— Venez, dit-elle, le tzigane du quartier Marbeuf a fini.

Et ils rentrent dans le salon...

IV

Florence Daubenoire vient de se coucher. A demi renversée sur son oreiller, elle songe; elle n'éteint pas sa lampe, elle a les yeux grands ouverts. Et elle entend la voix vibrante, la voix chaude, la voix enveloppante de Vivien, qui dit :

— Le moment présent... vous avez raison...

Et elle revoit les yeux ardens comme la voix.

Quelque chose en elle s'émeut à ces souvenirs, une douceur heureuse se répand dans son être. Elle jouit d'être seule dans le silence de sa chambre. Elle n'entend que la voix de Vivien : « Sa voix qui m'aime, » pense-t-elle.

Jusqu'ici, elle n'a goûté les hommages des hommes que lorsqu'ils étaient silencieux. Les paroles d'amour l'ont ennuyée. Est-ce parce qu'elle sent celui-là vraiment épris qu'elle s'est troublée?

D'autres, avant lui, ont été aussi sincères.

Est-ce parce qu'il est quelqu'un et que son genre d'esprit l'intéresse? Il y a de cela. C'est l'esprit de Vivien qui, tout d'abord, l'a séduite; mais, ce soir, c'est dans sa sensibilité qu'elle est émue. Elle ne se souvient en ce moment ni de l'intelligence du jeune homme, ni de son talent ; un seul désir demeure en elle, après que le trouble s'est apaisé, de l'aveu qu'elle vient de se faire : le revoir. Elle est certaine qu'il l'aime, et la pensée qu'il sera de nouveau près d'elle, dimanche

prochain, est une joie qui fait sourire ses yeux, sur lesquels, doucement, se ferment ses paupières.

Et il revient le dimanche suivant, il revient les autres dimanches; il cherche des occasions de la rencontrer au théâtre, aux expositions. Elle s'est emparée de lui tout entier; il l'aime, et c'est pour lui un ravissement; il admire chacune de ses paroles, chacun de ses mouvemens : il l'aime!

Un jour, nettement, cette pensée se formule dans son esprit : l'épouser.

Il la veut à lui, près de lui, dans sa maison, sienne à toute heure de la vie. Il la voit tout en blanc, sortant à son bras de l'église, et, soudain, il songe à sa mère. Les deux figures de femmes sont en présence; jusqu'ici, sa pensée avait évité cette rencontre; il sent aussitôt un malaise en lui. Les paroles de Florence lui reviennent à la mémoire : « Je ne suis pas chrétienne pour un sou. » Il sait combien sa mère aurait été péniblement affectée par de tels propos. N'en a-t-il pas reçu lui-même comme un choc désagréable? Mais il veut être heureux; Florence, c'est son bonheur. Il se dit que les deux femmes ne vivront pas dans la même ville. Il préviendra Florence, qui saura éviter certaines conversations dangereuses. A Verneuil, elle gardera les apparences catholiques. Il veut que tout s'arrange et ne s'aperçoit pas de la déloyauté de son égoïsme. Il ira à Verneuil, il parlera à sa mère; il lui fera aimer Florence avant qu'elle ne la voie. Il faut que, la semaine prochaine, sa vie soit décidée.

Le lendemain soir, tandis qu'il est seul un instant avec Florence, il lui dit son amour. Elle, d'abord, n'est pas troublée. « Il se décide, » pense-t-elle. Peu à peu, la voix de Vivien s'empare d'elle; les mots passionnés, les mots tendres se succèdent sur les lèvres du jeune homme; elle les sent plus qu'elle ne les entend; c'est dans la vibration de sa voix, surtout, qu'est son éloquence.

— Oui, je veux bien être votre femme, dit Florence simplement.

Mais sa voix n'est pas assurée.

— Demain, dit-il, j'irai voir ma mère, et je lui apprendrai mon bonheur. Elle ignore mes projets. Puis je reviendrai et je ferai ma demande au docteur.

Florence rit.

— Nous allons entrer dans la solennité. Papa sera enchanté de jouer un instant son rôle de *paterfamilias;* il a encore ça dans les veines, mais si rarement l'occasion de le sortir!

Vivien arrive le lendemain à Verneuil. Sa mère remarque aussitôt ce qu'il y a en lui de nerveux, de fébrile. Après le déjeuner, elle lui dit, tandis qu'ils se rendent au jardin :

— Qu'as-tu donc? Tu es préoccupé.

Il répond tout d'une traite :

— Maman, j'aime une jeune fille, et je voudrais l'épouser; c'est Mlle Florence Daubenoire, la fille du grand médecin.

— Ah! dit la mère, surprise, tu ne m'avais jamais laissé soupçonner ce projet.

Le cœur de Mme Lemire s'est serré; le cœur de son fils a été pour elle comme celui d'un étranger, puisqu'il ne lui a pas confié le secret dont il vivait.

Vivien a senti un reproche attristé dans le ton de sa mère.

— Je ne voulais pas te parler de mon amour, dit-il, tant que je n'étais pas sûr d'être aimé. Cela t'aurait fait de la peine de me voir souffrir.

Mme Lemire sourit. Elle croit ce que dit son fils, elle a besoin de le croire. Elle lui prend la main.

— Mon cher enfant!

Ils restent longtemps silencieux.

— Quel âge a-t-elle? demande enfin Mme Lemire.

— Vingt ans.

— Je ne te demande pas si elle est jolie?

— Elle l'est, mais je ne le sais plus; elle est trop près de mon cœur. Quand tu la verras, tu seras charmée, comme moi. Elle n'est pas coquette, elle n'est pas poseuse, et cependant elle a la beauté, l'intelligence, le talent. Les hommages ne la grisent pas...

Il n'ajoute pas :

— Parce qu'ils lui semblent dus...

Vivien parle du docteur, de Mme Daubenoire, vante la science du praticien, présente sa femme comme une bourgeoise quelconque, glisse sur Jacqueline, dont il omet de mentionner le divorce. Sa mère, de le voir si heureux, sourit, écoute et ne questionne pas.

Un peu plus tard dans l'après-midi, Vivien quitte sa mère pour aller flâner dans cette ville de son enfance dont il connaît

chaque pierre et dont chaque pierre le connaît. Aujourd'hui, c'est avec attendrissement qu'il leur confie son intime bonheur.

Il est arrivé devant l'église Notre-Dame. Il entre. C'est « leur » église, celle de son baptême, de sa première communion, celle de leurs deuils. Il y a longtemps qu'il n'y avait pénétré, et cependant il lui semble que c'était hier. Ces vieilles pierres ont été imprégnées par le souffle de ses lèvres innocentes qui répétaient après tant d'autres bouches les paroles qui unissent l'homme à Dieu. Les générations dont il est sorti ont prié là ; par elles, il se sent relié à cette église. Il ne croit plus au Dieu du tabernacle, son front s'incline cependant devant l'autel. Il est seul ; nulle vie apparente autre que la sienne et celle de la lampe du sanctuaire. Le voici qui s'agenouille, la tête dans ses mains. Il prie. Qui ?... Personne. Il ne fait pas un acte de foi, il ne vient pas d'avoir son illumination de Damas. Ce n'est pas non plus une vague sensualité mystique de littérateur attendri. Mais il s'est retrouvé avec le cœur simple de son enfance. Dans ce cœur, à cette minute même, il n'y a que son amour dégagé de tout ce qui l'entoure, isolé de ce qui l'a provoqué : les sentimens vrais sont toujours simples La foi en l'immortalité de l'amour, qui est la vie même de l'amour, l'a prosterné dans une invocation inconsciente : « Mon Dieu, bénissez-la ! » Il donne une âme à celle qui refuse d'en avoir une, car, loin de son apparence, c'est cette âme qu'il aime. Il ne désire plus posséder la forme de Florence, il n'a plus soif de ses caresses, il ne demande plus, il se donne, il donne ce qu'il a de bon, de généreux, de noble en lui.

Son cœur est simple en lui-même, c'est-à-dire qu'il se laisse pénétrer tout entier par ses sentimens ; il n'est compliqué que par les raffinemens de la pensée. Sa profonde connaissance du cœur des autres hommes ne sert pas à Vivien dans sa propre histoire ; elle n'interviendra qu'au jour de la désillusion et de la douleur, pour rendre la désillusion plus amère et la douleur plus cuisante.

Il rentre chez sa mère :

— J'ai été faire un tour dans mon enfance, lui dit-il, comme elle le questionnait sur sa promenade.

— Tu as été lui faire tes adieux.

— Non, au contraire, j'ai relié mon présent à mon passé par des liens très doux, mais très forts. . . . . . .

Il s'était assis. Sa mère était debout près de lui.

— Mon bon fils! lui dit-elle, lui posant la main sur la tête.

V

— Votre mère m'a écrit une lettre tout à fait charmante, dit Florence à Vivien, qui arrive pour dîner chez sa fiancée. Je suis très touchée de ses affectueuses dispositions à mon égard.

— Elle serait bien heureuse de faire votre connaissance. Quand m'accompagnerez-vous à Verneuil, que je vous présente à elle ?

— Quand vous voudrez. Entendez-vous avec maman.

Et ils reviennent l'un à l'autre, car il ne se lasse jamais de lui dire qu'il l'aime; elle écoute avec le même plaisir ses paroles d'adoration. Les yeux de son fiancé lui renvoient son image embellie; elle en est charmée elle-même.

Maintenant que rien ne reste de sa timidité première, Vivien lui révèle les faces diverses de son esprit, il en est le virtuose, parce qu'il sent que c'est par lui qu'il l'a conquise et qu'il la retient. Devant elle, surtout quand ils ne sont pas seuls, il se montre l'homme de ses livres. Et son esprit, à elle, s'aiguise à ce contact, s'assouplit et lui devient, à elle-même, une jouissance.

« Elle est bien la femme moderne, se dit-il, l'ultime produit de cette civilisation, d'esprit si souple, si bien fait pour se marier aux subtilités du nôtre, la femme très intelligente sans rien de masculin dans le tour de sa pensée, parce que, comme elle le répète volontiers, elle est une pensée par elle-même. Et quelle grâce fière, quelle décence lorsqu'elle se pare de ses richesses intellectuelles ! Rien de faisandé en elle, pas d'outrance juive, ni de déséquilibre boréal, une vraie Française avec le « goût » inné de la race ! »

Elle est affranchie du joug de toute croyance. « Elle sera mieux à moi ainsi, songe-t-il. Mon amour sera sa foi. » Car il faut qu'il l'asservisse en pensée, tant ce geste est inconscient chez l'homme dans l'amour! Ainsi, Vivien met sa pénétration de psychologue au service de son cœur comme pour mieux être dupe de son amour ; son esprit participe à sa joie d'amant.

Ce soir-là, au moment de la quitter, il dit à Florence :

— Alors, c'est bien après-demain que vous viendrez chez nous?

Elle sourit.

— Vous m'amusez quand vous dites « chez nous. » Je suppose que Verneuil est un sinistre trou où vous seriez désespéré qu'on vous forçât de vivre, mais de loin vous l'embellissez. Il n'existe plus que par rapport à vous.

— Comment?

— Oui, vous en avez fait le cadre qui convenait à vos souvenirs d'enfance, ô poète! Vous aimez en votre pays les sentimens qu'il fait naître en vous.

Vivien réfléchit :

— Il y a de cela, dit-il, mais il y a aussi des réalités; il y a ma mère, il y a mes morts. Et puis c'est bien le sol lui-même que j'aime. Oui, j'aime cette terre et, par-dessus tout, la parcelle qui m'appartient.

— J'avais oublié que vous êtes patriote.

— De toute mon âme.

Il y eut un silence; il reprit :

— Et la date de notre mariage, l'avez-vous choisie?

— Dans trois semaines, si vous voulez.

— Si je veux!... Quelle est votre paroisse? Saint-Pierre de Chaillot ou Saint-Philippe du Roule?

— Ma paroisse? Pour quoi faire? Vous voulez vous marier à l'église?

Il est si troublé par ces mots auxquels il ne s'attendait pas, qu'il ne sait que répondre platement :

— Dame! oui... comme tout le monde!

— Ni vous, ni moi ne sommes tout le monde. Vous êtes donc religieux?

Le ton est ironique.

— Non.

— Vous croyez au sacrement du mariage?

— Non, répond-il encore, les dents serrées.

— A présent, le mariage purement civil est admis par les gens de mon milieu, puisque vous tenez à faire « comme tout le monde. » Avec beaucoup de fleurs, à la rigueur, de la musique, un beau lunch pour finir, nous serons très suffisamment mariés, ne le pensez-vous pas?

Il ne répond rien; une irritation est en lui, il se sent humilié par elle; il lui en veut.

— Vous n'avez pas de sentimentalités, c'est vrai, dit-il enfin avec un ricanement où il se raille aussi bien qu'elle-même, mais l'ingénu que je suis n'aime pas à faire souffrir. J'ai une mère qui est très religieuse, vous ne l'ignorez pas. Pour elle, nous ne serons pas mariés, si nous ne passons pas par l'église. Ne trouvez pas étrange que je m'inquiète du jugement de ma mère et non de l'opinion de ce que vous appelez votre milieu?

C'est leur premier conflit. Elle ne l'avait jamais vu ainsi, avec cette irritation sourde des gens faibles qui se savent vaincus d'avance. Elle sent quelque chose d'hostile dans le son de sa voix, elle en est froissée. Au fond, ce mariage uniquement civil ne lui importe guère. Il lui aurait demandé avec quelques mots enjôleurs, comme il sait en trouver, de lui faire ce sacrifice, de passer par l'église; elle aurait dit : oui. Une cérémonie de plus ou de moins, quelle importance cela a-t-il? Mais c'est le ton railleur et un peu méprisant des paroles de Vivien qui la blesse; d'instinct, elle cherche à châtier qui lui fait du mal; elle ne se dit pas que c'est elle qui a frappé la première.

— Entre votre mère et moi, vous n'hésiterez donc pas à choisir votre mère? dit-elle.

— Entre ce qui lui cause une souffrance et ce qui vous cause une contrariété, quel choix dois-je faire?

— Vous exagérez les choses, lorsque votre mère est en jeu; vous en diminuez l'importance quand il s'agit de moi. Votre mère éprouvera une vive contrariété, mais passagère; pour la lui épargner, vous ne balancez pas à sacrifier mes convictions. Vous me forcez à mentir.

Il hausse les épaules.

— Je croyais que pour vous le mariage à la mairie aussi était un mensonge, puisque vous m'avez dit maintes fois que vous ne reconnaissiez pas plus la valeur du lien civil que celle du serment religieux.

— Je n'éprouve pas la même répugnance pour le mariage civil.

— Est-ce donc, remarque Vivien, ironique, que les paroles sacramentelles vous impressionnent? Ressentez-vous un malaise à la pensée de braver les puissances célestes?

— Aucun, vous le savez. Mais le mensonge conventionnel dans cette pompe, dans cette solennité, s'affiche avec une sorte d'impudeur qui me répugne.

En ce moment, elle sent qu'elle ne trouve que de mauvais argumens. Cela l'irrite, car elle veut vaincre; instinctivement elle recourt aux armes féminines, elle cherche les pièges où faire tomber la faiblesse de celui qui l'aime.

La résistance de Vivien ne l'a atteinte que dans sa vanité; chez lui l'opposition de Florence a provoqué la souffrance. Elle a l'avantage dans la lutte, son cœur n'étant pas en jeu. Pour triompher, elle comprend qu'il faut qu'elle réduise à l'impuissance l'ironie qui est la seule arme de Vivien.

— Il est triste de penser, dit-elle, que la première fois que je vous demande un sacrifice, qui n'est même pas le sacrifice d'une conviction, vous vous dressez aussitôt contre moi, hostile!

— Florence, dit-il d'une voix émue, vous savez bien que je ne résisterais pas ainsi, si j'étais seul en jeu.

— Oui, vous êtes de ceux qui, à chaque sacrifice demandé, répondent : « Tout ce que vous voudrez, mais pas cela. »

— Pourquoi me dites-vous exprès des choses méchantes? vous n'êtes pas loyale! s'écrie-t-il.

Ce mot a blessé Florence dans son orgueil.

— Pas loyale? Croyez-vous l'être vous-même? Ai-je jamais joué la comédie, moi? Ai-je jamais dissimulé mes opinions? mais vous, quand vous feigniez d'être libéré de toute superstition, d'être affranchi de toute entrave, vous me trompiez pour mieux me séduire. Ne le niez pas, vous y tenez pour vous-même à ce mariage religieux. Et votre chétif amour ne peut même pas dompter la crainte obscure qui vous agite, catholique honteux!

Elle est debout, appuyée contre une table. Elle le regarde avec un pli d'indicible ironie au coin de la lèvre, ses yeux ont plus d'éclat que de coutume, tout son corps frémit. Comme il vient de relever la tête, cinglé par ses dernières paroles, il la voit ainsi, avec son mauvais sourire, il la désire, et la rage au cœur, mais les bras ouverts, il dit :

— Je ferai ce que vous voudrez.

Ses bras se sont refermés sur elle. Il la serre contre lui; violemment, sa bouche s'abat sur ces lèvres qui disent les paroles qui avilissent ou qui torturent, mais ces lèvres qui donnent les baisers.

Et sans un mot, il s'en va, la laissant stupéfiée, comme meurtrie par ce baiser brutal, humiliée à son tour par sa propre victoire...

Lui cependant marche dans la rue, très vite; il fuit sa honte, il fuit son amour. Il veut cette femme. Elle a raison : à quoi bon les simagrées? Elle verra, quand il la tiendra dans ses bras, s'il n'est pas le maître...

« Et c'est cela, l'amour? » se dit-il avec un ricanement douloureux.

Il est arrivé chez lui.

— Monsieur, lui dit le concierge, il y a deux dépêches pour vous; la dernière arrive à l'instant.

Vivien a pâli. Il prend les télégrammes, en ouvre un, c'est le second.

« Tout est fini; que Dieu t'assiste !

« Esther Lemire. »

Vivien n'a pas besoin de lire le premier télégramme pour comprendre que c'est de sa mère qu'il s'agit, ni de voir la signature de sa vieille cousine Esther; il ouvre pourtant la dépêche envoyée deux heures plus tôt.

« Mère dangereusement malade. Viens de suite. »

Il reste là, hébété.

— Monsieur a reçu de mauvaises nouvelles? demande le concierge d'une voix compatissante. Vivien le regarde avec des yeux qui ne voient pas et, d'une voix blanche, il dit :

— Ma mère est morte subitement.

Il monte l'escalier quatre à quatre. Très vite, il fait ses préparatifs de départ. Il se hâte sans savoir pourquoi, puisqu'il arrivera trop tard, peut-être mû par cet espoir insensé qui demeure en nous tant que nous n'avons pas « vu » notre malheur.

En deux mots, sans penser à celle qu'il prévient, il apprend à Florence la mort de sa mère et son départ à lui pour Verneuil. Puis il s'en va, il court, il se précipite, l'esprit tendu en avant comme le corps; une seule pensée dans la tête : arriver.

Et c'est seulement quand il voit sa mère sur son lit de mort qu'il comprend et que sa douleur éclate.

VI

M. Daubenoire et sa fille le rejoignent le lendemain. Vivien, quelques instans plus tôt, a mis sa mère dans le cercueil; depuis

la veille il accomplit tous les rites douloureux de la mort, sans savoir ce qu'il fait. Il souffre. On lui annonce que sa fiancée est là. Elle entre; ils se serrent la main sans un mot. Mais de lui voir un visage si défait, sa pitié de femme s'émeut; elle pose sur le visage de Vivien des regards si compatissans qu'il en sent la douceur.

— Oh! Florence, je suis si malheureux, murmure-t-il, appuyant son front brûlant sur la main de sa fiancée.

Elle demeure près de lui pendant la dernière nuit de la veillée mortuaire. La douceur de sa voix, la compassion de ses gestes apaisent un peu sa souffrance. Elle le plaint, elle écoute sa plainte. En ce moment, il ne désire pas d'autre consolation que cette humaine sympathie. Il est atteint jusqu'à ses fibres les plus secrètes, mais il est de ceux que la douleur bouleverse, non pas de ceux qui se raidissent dans un mutisme farouche, comme s'ils voulaient, en gardant leur peine pour eux seuls, conserver encore quelque chose des êtres qui viennent de leur être arrachés. Vivien a pour pleurer sa mère le cœur qu'il eut pour l'aimer, un cœur d'enfant ardent et naïf.

Il ne sent pas que la compassion de Florence est autour de sa peine et non avec sa peine. Elle ne l'a pas entendu murmurer en son cœur : « Mon Dieu, ayez pitié de nous! Seigneur, vous qu'elle priait, je vous prie pour son âme! » Elle ne comprendrait pas ce besoin de suivre sa mère au delà, comme si, par des liens mystérieux, il restait attaché à la foi maternelle.

Tout est fini. Vivien est demeuré seul dans la maison après le départ de M. Daubenoire et de sa fille : il veut régler aussitôt les affaires matérielles qui accompagnent nécessairement la mort. Et puis, s'en aller vite, non pas fuir le souvenir de sa mère, mais fuir la souffrance. Deux jours plus tard, il rentre à Paris, et la vie le reprend.

Depuis qu'il a pleuré près de la pitié de Florence, quelque chose de plus tendre s'est mêlé à son amour. Et aussi cet amour est sa seule joie permise, sa joie, en un mot : il va vers elle. Il a oublié le conflit qui les avait jetés l'un contre l'autre; mais inconsciemment, lorsqu'il se retrouve en présence de Florence, il ressent un peu de ce brutal désir qu'il avait éprouvé dans la colère et dans le mépris. L'amour des sens ne lui sera-t-il pas le suprême oubli que réclame sa lâcheté humaine?

Il a été décidé qu'ils se marieraient prochainement, dans

la plus stricte intimité, c'est-à-dire une centaine d'amis triés sur le volet de la notoriété.

Les Daubenoire s'entretiennent avec leur fille de la date du mariage.

— As-tu réglé définitivement cette question du mariage civil? demande le docteur à Florence.

— Pas encore.

— Puisqu'il avait cédé sur ce point avant la mort de sa mère, dit à son tour Mme Daubenoire, il n'y a aucune raison pour qu'il fasse des objections : le seul obstacle n'existe plus.

— Il n'y a de raison que sa sentimentalité, dit Florence dubitative. Avec lui, est-ce qu'on sait? Après tout, moi, cela m'est égal!

— Mais c'est à cause de ton père que la question n'est pas indifférente. Tu sais bien qu'il a en Berthier un rude concurrent pour le siège de sénateur.

— Oui, dit le docteur, Berthier organise un battage énorme autour de son sérum. Ton mariage religieux me nuirait certainement, tandis que, purement civil, avec un écrivain en vue comme Lemire, la publicité que les journaux feront à cet événement produira le meilleur effet. Et une fois sénateur, je suis sûr d'avoir la grand'croix, qui m'est d'ailleurs bien due.

Vivien entre au même instant. M. et Mme Daubenoire se retirent. Doucement le jeune homme a pris les mains de sa fiancée; il les amène sur son cœur et attire ainsi le visage de Florence près du sien. Il voudrait l'absorber tout entière dans son être, elle est tout pour lui, elle est sa seule raison de vivre. Tandis qu'il venait chez elle, l'image de sa mère a particulièrement hanté son cœur; on dirait qu'elle l'a purifié de ses troubles désirs, il ne veut que la tendresse apaisante de celle qu'il aime; il s'accroche à sa jupe comme un enfant débile.

Elle s'en étonne; elle sent combien cette faiblesse le lui livre. Elle éprouve pour lui une sorte de pitié condescendante; c'est toujours la faute de Samson si Dalila le méprise.

— Voulez-vous, dit-elle au bout d'un moment, que nous fixions notre mariage au 2 mai, c'est-à-dire dans quinze jours?

— Enfin, dit-il, enfin, je vous aurai à moi!

Si à cette minute elle lui disait une douce parole, il pleurerait de joie; elle est préoccupée de ce qui lui reste à ajouter et

ne remarque pas son émotion. Elle dit, sans avoir l'air d'y attacher d'importance :

— Nous nous marierons à deux heures, et après, tout de suite, en revenant de la mairie, nous recevrons les quelques intimes que nous aurons invités. Pas de cortège. Pas de cérémonie.

Il a laissé tomber la main de Florence qu'il tenait dans les siennes. Il ne dit rien.

— Eh bien! reprend-elle après un moment d'attente, la date ne vous convient-elle pas?

— Alors, dit-il sans répondre, vous ne voulez pas vous marier à l'église?

— Je croyais que nous avions déjà résolu cette question. Pourquoi renouveler ce débat? Je comprenais, dit-elle d'une voix plus douce, quand vous craigniez de contrarier votre mère, mais à présent...

Oh! comme cet « à présent » vient de reléguer définitivement sa mère dans l'oubli! Il le sent et il en souffre ; il souffre bien plus encore de la solitude qui l'enveloppe soudain, de l'isolement de sa peine. Et comme il est homme de lettres, c'est par une citation qu'il formule en soi sa détresse : « Quelle solitude que ces corps humains! » pense-t-il avec Musset.

— A présent!... répète-t-il. Vous ne comprendriez pas ; c'est encore une de mes sentimentalités. Je ferai comme il vous plaira, conclut-il d'un ton brusque.

Les quinze jours qui séparent Florence et Vivien de la date de leur mariage ont vite passé. Aujourd'hui, Vivien ne quitte pas des yeux la beauté de celle qu'il aime.

Dans la blancheur de sa robe, elle est comme un grand lys triomphant dont le parfum dominateur engourdit ceux qui le respirent, et Vivien se livre tout entier à cette ivresse. Elle fait, par sa seule vue, ce qu'aucun de ses raisonnemens n'arrivait à faire ces jours derniers : à son apparition, les remords se sont dissipés par enchantement, car c'étaient des remords qui venaient, aux heures solitaires, éloigner le travail de la table de Vivien et chasser le sommeil de son chevet. Il avait beau les nommer des sentimentalités, il se disait en vain : « Je suis un pauvre être! Qu'importent les formes, les rites, les coutumes? Ma mère, hélas! ne voit plus rien des choses d'ici-bas ; elle n'en souffre pas. Moi, je ne crois pas à l'efficacité des paroles consa-

crées! Mes argumens, opposés à ceux de Florence, ne tiennent pas debout... »

Mais un malaise persistait en lui; ce triomphe de sa raison avait un autre nom : il s'appelait lâcheté; il semblait à Vivien qu'il « profitait » de ce que sa mère était morte; quand ce mot venait malgré lui à sa pensée, il en aurait crié de douleur et de honte.

Aujourd'hui, il ne voit plus que Florence. Il jouit de sa grâce, de son esprit; il s'enorgueillit de voir l'admiration qu'elle provoque. Pas une seule fois, pendant cette journée, l'image de sa mère ne vient s'interposer entre sa fiancée et lui.

Pourquoi surgirait-elle aux yeux de Vivien? Les morts ne nous répondent que lorsque nous les appelons près de notre cœur par les paroles de la vie éternelle. Cette heure qui vient de lier deux destinées n'a entendu que les formules du code. Elle ne fut ni solennelle, ni émouvante.

Le soir même de leur mariage, Vivien et Florence partent pour Marseille. Ils s'en vont aux îles Baléares, c'est là qu'ils passeront leur lune de miel.

A deux semaines de là, par une de ces journées enivrantes du printemps méditerranéen, tel qu'on ne peut le sentir que dans les îles, car de toutes parts les souffles de la mer se mêlent aux rêves, leur donnent la pureté, la fécondité que dispense la coupe merveilleuse d'Amphitrite, Vivien était assis dans un jardin en terrasse baigné par les flots, un jardin de conte indien, et fumait béatement. Florence était rentrée dans l'hôtel pour écrire une lettre. Il l'attendait, et comme il y avait plus d'une heure qu'elle l'avait quitté, il commençait à s'ennuyer. Il avait besoin de l'avoir constamment près de lui. Elle était la fée du royaume de son rêve; sans elle, « les jardins et le jour » perdaient leur beauté et leurs parfums.

Vivien ne se lassait pas de regarder marcher, parler, rire, celle qu'il aimait; les aspects du paysage n'étaient que le fond du tableau dans lequel elle se mouvait.

Elle se montrait dans la plénitude et la liberté de ses dons. L'aimait-elle? Elle jouissait d'être aimée par lui. Chez l'être jeune et sain qu'elle était, le cœur et la sensibilité ne faisaient pas leur jeu à part. Mais elle n'avait pas le désir de se fondre en celui qu'elle aimait, ni le regret de ne pas y parvenir. Ce qui l'avait séduite tout d'abord en Vivien, dès leur première

rencontre, c'était son esprit. C'était à cet esprit qu'elle prenait, pour s'en parer elle-même, comme des joyaux de sa corbeille de noces, certains modes de penser, certaines façons de s'exprimer. Elle se sentait plus intelligente au contact de cette intelligence, mais restait bien elle-même, gardait ses sympathies personnelles et ses propres antipathies; elle n'était en rien un reflet. Et il demeurait en elle un peu d'inconscient dédain d'être celle qui asservit.

Il fumait donc, nonchalant, et l'attendait. Un sourire éclaira son visage. Elle sortait de l'hôtel et à travers le gazon venait vers lui. De loin, elle lui sourit aussi. Elle arrivait de son pas cadencé, avec son assurance joyeuse que ne diminuait nulle vanité.

— J'ai écrit à maman. A présent, je suis tout à vous, mon cher seigneur? Où allons-nous cet après-midi?

Elle était près de lui, elle lui abandonnait ses doigts qu'il porta à ses lèvres.

— Où vous voudrez.

— Faisons-nous mener en voiture jusqu'au promontoire que nous avons découvert avant-hier; il y fera délicieusement frais au coucher du soleil.

— Oui, et l'on n'y rencontre personne. Je vais dire qu'on attelle.

Une heure plus tard, la voiture les déposa près d'un sentier qui suivait le bord des falaises. Ils s'y engagèrent à pied, serrés l'un contre l'autre, marchant lentement et ne prononçant que de rares paroles. Et ils s'assirent dans une anfractuosité du roc, bien à l'abri du soleil. Elle avait appuyé sa tête sur l'épaule de Vivien, elle regardait la mer sans la voir. Soudain, elle se redressa et se mit à chanter la mélodie de Bizet :

Ma bien-aimée
Est enfermée
Dans un palais d'or et d'azur;
Je l'entends rire
Et je vois luire
Sur le cristal du gouffre obscur
Son regard pur.

Il l'écoutait, et une tristesse indéfinissable lui envahissait le cœur; au milieu de cette fête de lumière et de couleurs, il sentait des ténèbres monter, monter vers la lumière de sa joie et l'éteindre.

Cette voix ardente, vibrante, ce n'était pas celle qui lui parlait, à la minute précédente, avec tant de douceur joyeuse; c'était la voix d'une amante passionnée et farouche.

Il regarda autour de lui, comme, en se réveillant, un homme que la baguette d'une fée aurait endormi. La nature étrangère l'environnait.

— Florence, dit-il, comme on appelle pour se rassurer. Florence, supplia-t-il, car elle n'avait pas interrompu son chant...

— Quoi?

Elle tournait les yeux vers lui, il sentit encore davantage sa solitude : elle n'avait rien deviné du trouble qui l'agitait.

Il s'était laissé glisser à ses pieds. Une détresse infinie lui était entrée dans l'âme. Il avait pris ses mains; il dit d'une voix suppliante :

— Florence, dis-moi que tu m'aimeras toujours!

Elle le regardait en souriant, calme, un peu étonnée de cette ardeur subite.

— Je t'en conjure, dis-le-moi!

Il cherchait le roc où s'attacher, le roc indéfectible que le doute n'ébranle pas...

— Toujours?... dit-elle pensivement; pourquoi dire toujours? Je te dis : je t'aime. Est-ce que cela ne vaut pas mieux?

Elle rapprocha ses lèvres de celles de Vivien; l'ardeur, avec laquelle il avait parlé, l'avait émue. Elle était sur son cœur.

— Toujours... toujours?... Je t'aime aujourd'hui; je t'aimerai demain, je t'aimerai après-demain et après... après... mais toujours, cela ne veut rien dire; toujours n'existe pas.

— N'importe! j'ai besoin de ce toujours...

— Et moi, dit-elle, je n'en ai pas besoin, voilà la différence.

A trois jours de là, tandis qu'il était seul, un matin, et se promenait à petits pas sur la terrasse de l'hôtel, Vivien revit Florence, chantant la sérénade; il se souvint des paroles qu'ils avaient échangées ensuite. Il ne sentit plus l'aiguillon de la douleur, mais il souffrit d'un malaise vague qui ne lui enleva pas sa lucidité d'esprit. L'artiste se réveilla en lui et vit ce qu'il pourrait faire de cet épisode de leur vie sentimentale. En pensée, il le transposa dans le mode littéraire. Et il sembla à Vivien qu'il souffrirait moins quand « d'un de ses grands chagrins il aurait fait une petite chanson. »

Cette impression disparut presque aussitôt de son esprit, mais elle avait laissé après elle un peu de cette joie que provoque tout acte créateur de la pensée. Ce fut son amour qui en bénéficia.

Deux mois plus tard seulement, alors qu'ils étaient rentrés à Paris, il écrivit la nouvelle dont l'idée première lui était venue, au bord des flots bleus, à l'ombre des citronniers, issue de son angoisse et de sa détresse.

Il cisela ce joyau avec son art le plus raffiné, le plus sobre. Comme il était un artiste véritable, il ne garda dans sa nouvelle que l'impression de la minute qu'il avait vécue; il inventa le cadre et imagina les personnages.

Lambert, le critique, étant venu dîner chez eux, Florence pria son mari de leur lire sa nouvelle qu'elle ne connaissait pas encore. Elle écouta avec une attention où l'on sentait qu'elle mettait toute son intelligence. Lambert loua très vivement l'œuvre de Vivien, très sincèrement; le jeune écrivain le sentit. Florence ne parla que lorsqu'ils furent seuls tous deux. A son tour, elle essaya de lui montrer à quel point elle comprenait l'artiste chez lui, comme elle saisissait les moindres nuances de son talent. Un autre jour, pour un autre de ses ouvrages, il aurait goûté délicieusement ces louanges délicates de la femme qu'il aimait. Elle vantait sa psychologie, saisissait les inflexions les plus subtiles de son ironie.

— Vous êtes inimitable lorsque vous maniez cette arme; une raillerie comme la vôtre, c'est toute une philosophie. Votre conte est délicieux.

Il ne disait rien : il attendait. Elle n'avait pas compris. Elle n'avait pas deviné avec son cœur; elle n'avait pas entendu le cri de sa détresse, qu'il étouffait sous ces railleries, ni soupçonné à quelle source amère s'alimentait son désenchantement.

« Elle ne me comprend pas, se dit-il, découragé; elle ne me comprend pas. Elle est trop intelligente. »

Les nouveaux mariés ne quittèrent Paris qu'à la fin de juillet et y rentrèrent dès le mois d'octobre. Le commencement de l'hiver les trouva définitivement installés dans leur vie parisienne; l'un et l'autre y étaient accoutumés, elle eût certainement manqué à chacun. Ils auraient pu se plaindre que les exigences de cette vie les séparassent souvent de fait dans la journée. Elle le disait parfois, car elle avait toujours plaisir

à revoir son mari, mais elle ne le mêlait jamais à sa pensée intime quand il était loin d'elle.

Lui, quand elle était présente, n'éprouvait plus que la joie de la voir et de l'aimer; mais quand il l'avait quittée, il sentait dans son âme l'inquiétude constante de ceux qui ne sont pas heureux. Seuls, les cœurs qu'unit un mutuel amour peuvent se consoler de la séparation, car chacun est resté dans le cœur de l'autre. Vivien comprenait au vide de son cœur qu'elle ne lui avait pas donné le sien, et c'était son cœur qu'il voulait; qu'importait le reste, s'il ne le possédait pas? Il aurait moins souffert d'être jaloux; mais Florence ne lui en donnait pas de motif, elle n'avait d'autre coquetterie que celle de son esprit.

Il sentait que c'étaient les sources mêmes de leur vie profonde qui ne pouvaient se mêler; certains mots, l'espace d'un éclair, lui avaient révélé ce fond obscur de leur âme. L'espace d'un éclair... Puis il s'était laissé reprendre aux joies secondaires de leur amour, et lui-même croyait, à certains momens, qu'elles lui suffisaient. Enfin, sa vie littéraire continuait son cours et lui donnait les satisfactions que désirait son esprit.

Quant à Florence, l'épanouissement de sa jeunesse glorieuse lui tenait lieu de bonheur. Elle accueillait gracieusement l'amour de Vivien, mais comme un hommage. Elle n'en était plus touchée, ainsi qu'aux premiers jours de leur union.

Elle goûtait le plaisir de vivre auprès de cet esprit distingué, mais ce n'était vraiment que de son propre esprit, de ses dons personnels qu'elle jouissait. Elle n'était qu'à la première étape du voyage. Son matin radieux ne pressentait pas la morne chute du jour.

JULES-PHILIPPE HEUZEY.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LA
GUERRE VUE PAR LES ÉCRIVAINS ANGLAIS

BERNARD SHAW — G. K. CHESTERTON
H. G. WELLS — R. KIPLING — JOHN GALSWORTHY

La guerre a banni le dilettantisme. Elle rend les lecteurs forcément utilitaires et les empêche de porter à la littérature une attention désintéressée. Nous tournons-nous vers les hommes de lettres, ce n'est guère pour jouir de leur originalité ou par curiosité de leur manière. A eux comme au premier venu, à celui qui entre dans notre maison ou que nous croisons dans la rue, — comme à toute chose aussi, à la pluie qui tombe, au vent qui souffle, — notre esprit pose la même question : « Que peux-tu, que vaux-tu pour cette guerre? »

Si donc nous allons vers les écrivains anglais, vers certains de ceux qui sont les plus fameux dans leur pays, les plus popularisés chez nous, ce sera moins afin de mesurer leur talent que dans l'espoir d'apprendre d'eux quelles forces morales recèle la Grande-Bretagne pour assurer la victoire. Et il semble qu'à les choisir dans la diversité des partis et des opinions, l'un belliqueux, l'autre pacifiste, celui-ci socialiste et celui-là conservateur, il y ait chance d'obtenir une assez large réponse à l'obsédante question.

Mais il ne faudra pas nous étonner si cette réponse à notre interrogation anxieuse nous est parfois donnée sur le ton de la plaisanterie, ni croire qu'elle soit moins décisive, pour être exempte de notre angoisse. Les preuves de la détermination

anglaise sont aujourd'hui trop manifestes pour que nous nous laissions inquiéter par la persistance d'une liberté d'opinions dont nous autres avons fait momentanément le sacrifice et d'une verve amusée d'elle-même qui ne nous est plus possible. A passer de France en Angleterre, on ne sort pas de la guerre, mais on s'éloigne néanmoins du canon. Certes, l'Angleterre est de toutes les nations belligérantes celle qui, depuis août 1914, a subi, ou plutôt opéré délibérément la plus profonde révolution intérieure. Elle est allée en dix-huit mois jusqu'à la conscription détestée, et nul autre peuple, pour répondre aux exigences de la guerre, n'a fait un bond pareil dans l'inconnu, n'a creusé un abîme aussi vaste entre son passé et son avenir. C'est assez dire qu'elle a au fond de sa conscience la pleine perception de la gravité de l'heure. Mais elle demeure malgré tout, — malgré avions et zeppelins, — une île. Elle peut conserver ce qui nous semble un air de détachement. Elle n'offre pas au visiteur le spectacle de cette unanime intensité qui frappe chez nous. Les sacrifices déjà consentis, si grands qu'ils soient, n'ont pas assombri d'un crêpe le caractère national. La question de vie ou de mort ne s'y pose point avec la même cruelle netteté qu'en France. L'ennemi n'y apparaît pas comme ce monstre formidable que nous avons vu se ruer sur Paris, et dont la première défaite a pris pour nous je ne sais quel air miraculeux. C'est en vain que l'Allemagne a crié à l'Angleterre sa haine, lui a craché à la face un hymne corrosif « comme un jet de vitriol, » pour reprendre la forte expression d'Émile Hovelaque. L'Angleterre ne s'en est pas épouvantée, peut-être pas assez épouvantée. Elle y a surtout répondu par de l'humour, — un peu comme dans la fable la lime répond au serpent qui veut l'entamer et qui s'y brisera les dents.

De là, surtout au début, une bonne humeur qui nous confondait, nous qui avions senti le couteau sur notre gorge. Tour à tour, c'était jovial, badin, voire mièvre, rarement au ton tragique que nous sentions convenir aux circonstances. Avec ses traditions de sport et d'humour, l'Angleterre ne se piquait de rien plus au début que de la joyeuseté insouciante de ses *Tommies*, allant au combat comme à un foot-ball plus passionnant, exempts de pensées anxieuses et même de toutes pensées, se refusant à voir au delà de l'heure présente. Qui ne se rappelle cette armée de professionnels qui en devait voir de

si rudes et se révéler si admirable dans sa retraite précipitée de Mons à Meaux? Elle respirait d'abord l'allégresse de l'ignorance. On n'y prenait pas la guerre au tragique. A peine même l'y prenait-on au sérieux.

Les temps ont changé. Les immenses pertes et souffrances subies pendant des mois ont dissipé l'insouciance primitive. Les volontaires ont peu à peu pris la place des réguliers. Ils ont apporté leur réflexion, leur conscience du péril national, leur connaissance de la grandeur de l'effort à faire, leur souci des familles laissées derrière eux. Et cependant, cet entrain, qui ne leur était plus aussi naturel et facile qu'aux professionnels, a continué d'être cultivé en eux comme une hygiène nécessaire. Les Anglais partent du principe d'Hamlet, que « la pâle réflexion rend malade l'énergie. » Ils travaillent à conserver à leurs troupes la liberté d'esprit. On en trouverait l'indice jusque dans leur « littérature des tranchées. » Un éminent professeur d'Oxford que nous eûmes le plaisir d'entendre en Sorbonne il y a deux ans, sir Walter Raleigh, a eu l'idée de procurer aux soldats britanniques des lectures pour leurs heures de loisir. Il ne s'agissait pas de livres, trop encombrans et qui eussent effarouché. Ce seraient des feuilles détachées qu'on pût se passer de main en main, déchirer ou perdre ensuite sans regret. Le choix des textes est significatif. Ce sont tous passages qui ont une valeur réelle, extraits de classiques d'hier et de demain, en vers et en prose, susceptibles d'instruire et de récréer. Mais n'imaginez pas que le choix en ait été orienté vers la guerre, supposant chez le soldat une sorte d'obsession qui le rendrait indifférent à des lectures d'un autre ordre. Bien au contraire, si l'on y peut découvrir un caractère commun, c'est de fuir (à peu d'exceptions près) les allusions à l'heure présente.

Voici, réunies vraiment au hasard, une vingtaine de ces feuilles volantes, de ces *Times Broadsheets*, comme elles s'appellent. Elles se vendent quatre sous la demi-douzaine, et les correspondans des soldats les leur envoient une à une dans la même enveloppe que leurs lettres. Rien de plus varié ni de plus inattendu dans sa variété : vers d'amour de Robert Burns, vers de Shelley prophétisant le triomphe de l'amour universel (hélas !), passages comiques de Dickens évoquant ses plus désopilantes créations, Mr. Micawber, Mr. Pecksniff, le couple Man-

talini; des fantaisies de Barrie, de Stevenson, de Charles Lamb, etc. Et nécessairement il y a des extraits de Shakspeare : celui-ci (qui n'est pas sans à-propos) où Falstaff passe en revue les extraordinaires villageois éclopés et malingres qu'il a recrutés économiquement avec l'argent du Roi. Et cet autre qui surprend un Français, si large et si libre que nous concevions le choix des textes pour le front. C'est cet endroit d'un des drames historiques où le pieux roi Henri VI assiste, sans y prendre part, à la bataille qui décidera de sa couronne. Sa terrible femme, Marguerite d'Anjou, l'a obligé à se tenir à l'écart, parce que sa présence gâterait tout. Et dans son désœuvrement, à quelques pas de ceux qui luttent, Henri se met à dire son horreur de la guerre, son souhait d'une vie pastorale. Il décrit avec une envie complaisante les douceurs simples de cette vie qui est l'antithèse de celle du guerrier :

La victoire soit à qui Dieu voudra !...
Je voudrais être mort, pourvu que ce fût la volonté du bon Dieu,
car qu'est donc ce monde, sinon chagrin et malheur?
Ciel! ce serait une heureuse vie, me semble-t-il,
de n'être rien de mieux qu'un simple berger,
assis sur une colline comme moi en ce moment,
et qui s'amuse à faire de curieux cadrans solaires
pour voir comment s'écoulent les minutes.

Et tout de même, ce passage qui est du plus naïf et du plus élémentaire antimilitarisme doit produire un bizarre effet sur le *Tommy* qui subit un bombardement ou va être convié à un assaut...

Dans cette vingtaine d'extraits, un seul est en harmonie avec les circonstances, ressemble à un appel au courage et à la ténacité. Il est même si à propos qu'il mérite une mention. Il est tiré d'un roman de Bullen qui s'appelle *la Croisière du Cachalot*. Il retrace la fin d'une baleine géante, chassée par l'équipage d'un canot. L'énormité du monstre, l'apparente folie de ces quelques hommes qui entreprennent sa capture, les premiers coups de harpon enfoncés dans le mastodonte, sa plongée profonde, interminable, où il semble devoir entraîner le frêle esquif dans l'abîme, sa réapparition brusque et menaçante, les battemens de sa formidable queue capable de tout briser, de tout engloutir, le sang-froid de cette poignée de marins qui évitent ses assauts et affrontent les minutes périlleuses avec la

vision du triomphe certain, enfin les dernières secousses de la bête, le flottement inerte du corps immense sur la mer ensanglantée, — on aperçoit là un symbolisme inévitable et puissant, propre à donner du cœur à ceux qui aujourd'hui luttent contre le cachalot germanique, dans l'incessant danger de ses sursauts et de ses évolutions, mais comptant ses plus rudes attaques pour des convulsions qui présagent sa mort et sachant qu'il s'agit de traverser, d'un cœur ferme, la tempête que provoque son agonie.

Mais peut-être aurions-nous tort de voir là, de la part des éditeurs, une leçon préméditée. Le détachement est le caractère habituel de ces feuillets. De même une certaine liberté d'esprit, un jeu de la fantaisie dont peu de Français sont aujourd'hui capables, nous apparaît chez plus d'un des écrivains anglais qui ont parlé de la guerre.

***

C'est assurément le cas de Bernard Shaw qui n'a pas l'habitude de brider sa langue. Celui-là, c'est l'enfant terrible de la littérature britannique, celui dont la spécialité est de crier ce que tout le monde s'accorde pour taire. Son rôle consiste à prendre le contre-pied de l'opinion courante. Il caresse l'instinct national à rebrousse-poil. A vrai dire, il répète à satiété qu'il n'est pas Anglais, mais Irlandais. Il a, dit-il, « la faculté irlandaise de critiquer l'Angleterre avec un peu du détachement de l'étranger et peut-être avec un malin plaisir de la dégonfler de sa suffisance. » Même la guerre déclarée, il est resté bien décidé à faire usage de cette indépendance critique.

Ce n'est d'ailleurs pas sa seule qualité d'Irlandais qui fait de lui un frondeur. Il est socialiste et donc hostile aux institutions existantes, hostile au gouvernement, surtout à un gouvernement libéral. En effet, le ministère actuel, démocratique et réformateur, exaspère les socialistes en leur prenant une partie de leur programme, en exécutant à moitié et par petits coups successifs les transformations qu'eux-mêmes voudraient immédiates et radicales. Enfin et surtout, Shaw est frondeur par nature, par attitude, par talent. On ne l'imagine pas approuvant ni encensant. Dans une société parfaite il n'existerait pas. Sa verve serait tarie, son esprit sans emploi.

Donc, à l'heure grave où le danger national créait là-bas

aussi, non sans peine, il est vrai, une atmosphère plus recueillie, Shaw a ouvert toutes grandes les écluses de sa raillerie. Le contraste a aggravé le scandale auquel il se complaît. Ceux-là mêmes qui avaient applaudi ses plus hardies boutades se sont détournés de lui avec indignation. L'heure était aux patriotes, et Shaw, en apparence au moins, rompait avec le patriotisme. On ne parle guère de son pamphlet, *Un peu de sens commun à propos de la guerre (Common sense about the war)*, que comme d'une inconvenance.

Shaw s'est attiré cette réprobation moins peut-être par les idées qu'il exprime que par le ton qu'il prend. Il ne s'est pas avisé que telle bouffonnerie dont on s'amuse en temps de paix détonne à l'heure tragique où nous sommes. Il est entré dans la chambre où venait de se commettre un crime avec le même air de drôlerie impertinente qu'il s'y rendait la veille pour prendre le thé. C'est le contraire du tact. Mais aussi Shaw a-t-il le tact en grand mépris, n'y voyant que la forme courtoise de l'hypocrisie. Il lâche donc les rênes à son génie naturel, qui est celui du raisonnement effréné et des rapprochemens de faits ou d'idées imprévus, et tant pis pour les délicatesses qu'il foule aux pieds de sa monture! Son rire peut sonner trop sec, manquer de chaleur et de bonhomie. Mais Shaw est ce qu'il est.

Sa malignité se manifeste en ceci qu'il prend pour exacte et démontrée la thèse allemande sur les origines de la guerre, et se plaît à lui donner la préférence sur celle de ses compatriotes. Il affecte une foi entière dans les explications du Kaiser et du chancelier Bethmann-Hollweg : l'Allemagne ne voulait point la guerre; elle y a été contrainte par la menace russe combinée avec l'astuce anglaise. Inutile de dire que, dans toute cette partie de son pamphlet, Shaw fait fi des documens et des faits. Sa seule excuse est qu'il l'écrivit en septembre 1914, quand une petite partie seulement des livres officiels et autres avaient paru. Mais, même alors, il aurait pu être mieux informé s'il avait été aussi avide de vérité que de scandale. Sir Edward Grey joue dans ces pages un rôle ténébreux, bien qu'on n'arrive pas à savoir si Shaw le tient pour un Machiavel ou pour un innocent. C'est lui qui, par aveuglement ou par perfidie, on ne sait au juste, a rendu la guerre inévitable. Cette guerre, en somme, avait été préparée de longue main, non moins par l'impérialisme anglais que par le pangermanisme. Les *Junkers*

sont une engeance détestable, mais il ne s'en rencontre pas seulement en Allemagne. Shaw cherche en effet dans son dictionnaire allemand-anglais la définition du mot Junker et, comme il y trouve : jeune noble, gentilhomme campagnard, etc., il conclut :

Sir Edward Grey est un Junker de la pointe des pieds au bout des orteils... Lord Cromer est un Junker. M. Winston Churchill est un composé bizarre et non désagréable de Junker et de Yankee : sa farouche pugnacité anti-allemande est énormément plus populaire que le babil moral (expression de Milton) de ses sanctimonieux collègues. C'est un Junker joyeux et batailleur, tout comme lord Curzon est un Junker arrogant. Je n'ai pas besoin de défiler tout le chapelet. Dans nos îles, le Junker se trouve littéralement sur tous les rayons de la boutique.

Shaw continue pourtant à défiler le chapelet. Ne faut-il pas d'abord pousser une nouvelle botte à Grey?

Naturellement, le Kaiser est un Junker, bien que moins bon teint que le Kronprinz, et beaucoup moins autocratique que sir Edward Grey qui, sans nous consulter, nous envoie à la guerre par un mot dit à un ambassadeur et qui promet toute notre richesse à des étrangers d'un seul trait de sa plume.

Ce n'est pas fini. Car il convient que tout le ministère y passe. Et son chef ne sera pas oublié :

M. Asquith, bien que sereinement convaincu qu'il est un homme d'État libéral, est en fait très approximativement ce qu'eût été le Kaiser si celui-ci était un homme du Yorkshire et un homme de loi, au lieu d'être Anglais pour une moitié, Hohenzollern pour l'autre, et empereur oint par-dessus le marché. Pour ce qui est des libertés populaires, l'histoire ne fera pas de différence entre M. Asquith et Metternich.

C'est parler comme une suffragette, d'avant la guerre encore. Tout cela est assez gaiement dit et d'une gaieté sans grande amertume. L'exagération est si énorme qu'elle cesse d'être méchante. Le lecteur ne commence à se fâcher que quand Shaw veut lui faire prendre ses saillies pour des vérités profondes. Ce mécontentement va jusqu'au malaise quand Shaw piétine les sentimens les plus respectables et sincères de ses compatriotes. L'Angleterre a déclaré la guerre à l'occasion de l'envahissement de la Belgique par les Allemands. Tous les peuples l'en honorent. Elle-même se sait gré, très naturellement, d'avoir pris les armes pour une cause aussi belle, aussi sacrée. Ne pensez pas que Shaw lui permette de s'en applaudir.

Lui qui voudra tout à l'heure fonder la paix future du monde sur des contrats passés entre les grandes nations de l'Occident, il trouve tout aussi naturel que le chancelier allemand le geste qui déchira un chiffon de papier. Est-ce que tous les traités ne sont pas chiffons pareils et n'ont pas été mis en pièces tour à tour? Shaw omet volontairement ce qu'il y eut de vraiment humain dans l'acte de l'Angleterre, non moins que toute la longue tradition politique qui détermina sa décision de secourir la Belgique. Toute cette partie de son argumentation serait à traiter simplement d'odieuse, si on consentait à la prendre au sérieux et si l'on n'y apercevait pas la grimace du pince-sans-rire qui cherche à « faire bondir » l'Angleterre.

Ainsi compromet-il par le voisinage de ce cynisme laborieux des boutades de meilleur aloi, comme celle où il proteste contre les Anglais trop satisfaits et trop pressés qui voudraient déjà porter sur leur poitrine l'inscription de « sauveurs des Belges » et réclame à la place pour les Belges celle de « sauveurs de l'Angleterre. » On lui concéderait aussi volontiers le droit de s'égayer un instant aux dépens des impérialistes notoires subitement oublieux de leurs doctrines : « Nous ne pouvons pas crier pendant des années que nous sommes de la race des bouledogues et puis brusquement poser pour les gazelles. » Il amuse quand il déconseille à l'Angleterre de se présenter au Congrès final dans l'attitude de « l'innocence maltraitée » *(injured innocence)*, ou quand il s'accuse de gâter « la sainte image entourée d'un halo que le journaliste britannique chauvin voit juste en ce moment quand il regarde dans le miroir. » Ce sont là coups d'épingle à l'amour-propre humain, peut-être inopportuns, mais permis au moraliste.

Ce grand railleur de fadaises est-il lui-même sans ses momens de naïveté? Examinant les raisons pour lesquelles l'Angleterre aurait pu rester en dehors du conflit et attendre que l'Allemagne, ses autres ennemis vaincus, l'attaque à son tour, ne s'écrie-t-il pas :

> Pourquoi ne pas compter sur notre marine, sur l'extrême improbabilité que l'Allemagne, si triomphante qu'elle soit, fasse à son peuple dans la même génération deux appels aussi terribles que ceux de la guerre ? Pourquoi ne pas compter *sur la sympathie des vaincus, et sur l'appui de l'opinion publique en Amérique et en Europe quand notre tour serait venu?*

On aurait lieu de trembler pour le salut de l'Angleterre si

Shaw occupait la place de son ennemi sir Edward Grey au Ministère des Affaires étrangères au lieu d'être le premier comique de son pays.

Non seulement il est plus ingénu qu'il ne le pense, mais nous dirions, si nous n'avions peur de lui faire trop de peine, qu'il y a en lui un « jingo » qui s'ignore. Il est au fond de lui très convaincu que le grand, le premier rôle dans la guerre revient aux Anglais, que leurs soldats sont les meilleurs, qu'à eux il appartiendra de dicter les termes de la paix. Et au total, ses rancunes exhalées, ce frondeur n'a pas sur la conduite à tenir pendant la guerre des idées bien différentes de celles de la majorité. Ses griefs sont surtout rétrospectifs. Il estime que la lutte une fois engagée doit être menée jusqu'au bout sans fléchir. Il se sépare tout net d'un socialiste pacifiste comme Keir Hardie. Il entend qu'on fasse tout le nécessaire pour en finir avec le Kaiserisme. Sa conclusion, avec ses visions d'un millénaire diplomatique et social, avec l'entêtement qu'il met à choquer le lecteur, avec son mélange de trivialité et d'éloquence, ne manque ni de force, ni de grandeur :

Nous devons faire servir cette guerre à donner le coup de grâce à la diplomatie médiévale, à l'autocratie médiévale, à l'exportation anarchique du capital, et à convaincre le monde par sa conclusion que la démocratie est invincible, et que le militarisme est un sabre rouillé qui se brise dans la main. Nous devons rendre nos soldats libres et leur donner des foyers qui vaillent la peine de se battre pour les sauver. Et nous devons dépouiller les ordes guenilles de notre impeccabilité et nous battre en hommes qui ont tout à gagner, même un bon renom, nous inspirant et nous encourageant de nobles desseins bien définis (la noblesse dans l'abstrait ne beurre pas les navets), de manière à démontrer, à quelque prix que ce soit, que la guerre ne peut pas nous abattre, et que celui qui n'ose pas en appeler à notre conscience n'a rien à espérer de notre terreur.

A bon entendeur salut. Les Anglais sont malmenés, mais tout de même Shaw dit au Kaiser : N'y viens pas! Et son attitude n'a guère varié dans les dix-huit mois qui ont suivi. Sa volonté de conclure ne s'est pas démentie. Il n'a modifié que ses animosités intérieures. Il lui faut toujours un adversaire, mais il en change. Au temps de ses campagnes dramatiques, il disait : « Moi et Shakspeare. » Ce fut ensuite, nous l'avons vu : « Moi et Grey. » Or il s'est avisé depuis d'un ministre entre tous populaire et qu'il y avait en conséquence plus d'éclat à attaquer, et il dit aujourd'hui : « Moi et Lloyd George. »

* * *

Si Shaw est, comme il s'intitule lui-même à l'occasion, le charlatan ou le diseur de boniment du radicalisme, on peut définir G. K. Chesterton, nous n'osons dire comme le clown, mais comme l'équilibriste ou le funambule de l'orthodoxie. Il est vrai qu'il faut singulièrement étirer le mot d'orthodoxie pour l'adapter à un écrivain qui sans doute soutient en religion le catholicisme et combat le socialisme en politique, mais se fait le champion de la démocratie et de la Révolution française. Ce n'est donc qu'avec force réserves qu'on peut le traiter, comme l'a fait Wells, de représentant de l'esprit réactionnaire. Son attitude est singulière au point d'effarer le public anglais à peine moins que celle de Shaw. Opposés comme ils le sont l'un à l'autre, divergens comme le mysticisme et le rationalisme, ils se rejoignent par l'amour du paradoxe.

Chesterton emploie à l'ordinaire ses paradoxes à la défense des idées traditionnelles. Il rend la morale admise surprenante, le bon sens étrange, par la façon dont il les préconise. Cet homme volumineux, outrageusement corpulent, semble une gageure parmi les Anglais maigres d'aujourd'hui. Le caricaturiste le représente à bon droit comme marchant sur sa tête. Logicien et humouriste, il n'excelle à rien tant qu'à pousser à l'absurde les idées de l'adversaire. Curieux spectacle que les mouvemens de sa verve et les articulations de son raisonnement. Cela amuse, cela éblouit. A trop haute dose il fatigue, mais il est loisible de le lire avec discrétion.

La guerre n'a rien changé à ses façons coutumières. Son esprit n'en a pas été assombri. Toutefois, si nous autres Français éprouvons quelque gêne devant son entrain, nous n'avons pas à craindre avec lui les impiétés patriotiques de Bernard Shaw. Nous nous sentons rassurés par une entière conformité de vues et de sentimens sur tous les points essentiels. Lui et nous avons mêmes amis et mêmes ennemis, mêmes amours et mêmes haines.

Dès le début de la guerre, Chesterton écrivit un article assez considérable sous ce titre : *Comment l'Angleterre en est venue à s'y mettre*. Il y justifiait contre les pacifistes entêtés la participation de l'Angleterre au conflit. Son argumentation s'y fonde tout simplement sur la sainteté des traités. Loin d'accepter

comme Shaw la thèse allemande, il la relève et la combat point par point. Aux Allemands qui excusent leurs péchés en invoquant les velléités de pécher qui ont dû exister chez leurs adversaires, Chesterton réplique qu'il s'en tiendra aux faits constatés, aux actes accomplis : « Si l'on dit que les Français *voulaient* attaquer les Allemands, il suffit de répondre que les Allemands *ont* attaqué les Français. » Mais tout le passage est intéressant :

Ici comme ailleurs, je crois que les professeurs semés sur toute la plaine de la Baltique manquent de lucidité et du pouvoir de distinguer les idées. Naturellement il est très vrai que l'Angleterre a des intérêts matériels à défendre et qu'elle se servira probablement de l'occasion offerte de défendre ces intérêts, ou, en d'autres termes, que l'Angleterre, comme tout le monde, serait plus à l'aise si la Prusse était moins prédominante. Le fait reste que nous n'avons pas fait ce qu'ont fait les Allemands. Nous n'avons pas envahi la Hollande pour saisir un avantage naval et commercial, et ils ont beau dire, soit que nous aurions voulu le faire dans notre cupidité, soit que nous avons eu peur de le faire dans notre couardise, le fait reste que nous ne l'avons pas fait. A moins de tenir devant nos yeux ce principe de bon sens, je ne conçois pas comment on pourrait jamais juger une querelle. Un contrat peut être passé entre deux personnes uniquement pour des avantages matériels de côté et d'autre, mais on suppose en général que l'avantage moral demeure à la personne qui respecte le contrat. Assurément il ne peut pas être malhonnête d'être honnête, — même si l'honnêteté est la meilleure politique. Imaginons le dédale le plus complexe de motifs indirects, il n'en reste pas moins que l'homme qui tient sa parole pour de l'argent ne saurait être pire que l'homme qui manque à sa parole pour de l'argent... On peut qualifier l'Angleterre de perfide en manière de résumé historique et déclarer qu'on est convaincu dans son for intérieur que M. Asquith avait juré dès sa petite enfance la ruine de l'Empire germanique, — que c'est un Annibal et un haïsseur des aigles. Mais tout cela dit, c'est un non-sens de traiter un homme de perfide parce qu'il tient sa promesse. Il est absurde de se plaindre de la trahison soudaine d'un homme d'affaires parce qu'il aurait observé ses engagemens avec ponctualité, ou de la secousse déloyale donnée à un créancier par son débiteur qui lui aurait payé ses dettes.

De la même manière Chesterton établira que l'Allemand est le barbare par excellence. Car le vrai barbare n'est pas celui qui est moins cultivé, dont la civilisation retarde. Ce n'est pas le nègre d'Afrique ni le Canaque de la Nouvelle-Calédonie. C'est celui qui se dresse contre la civilisation, qui en nie et combat le principe essentiel. C'est l'Allemand qui renie la parole donnée et n'admet même pas qu'il y ait pour l'homme un devoir qui

consiste à tenir sa parole. Du coup il fait crouler ce qui est le support même de la vie sociale.

Et Chesterton de conclure dans un mouvement d'éloquence lyrique qui succède curieusement à ses plaisanteries familières de tout à l'heure :

Nous nous battons pour la loyauté des contrats et des rendez-vous, pour la fidélité des engagemens et des assignations, pour tout ce qui fait de la vie autre chose qu'un cauchemar désordonné. Nous nous battons pour le bras long de l'honneur et de la mémoire, pour tout ce qui peut soulever l'homme au-dessus des sables mouvans de ses besoins et lui donner la maîtrise du temps.

Mais son attitude se montre plus au vif encore dans une brochure récemment publiée et qui n'a pas eu le temps de se répandre beaucoup chez nous : *Les Crimes de l'Angleterre*.

C'est une amusante riposte aux accusations accumulées par les Allemands contre l'Angleterre depuis le début de la guerre. L'humouriste leur réplique : « Quel beau sujet vous aviez là, mais comme vous l'avez gâché ! Que vous vous y prenez donc mal ! Vous ne savez pas mieux incriminer les Anglais que vous justifier vous-mêmes. Quand on vous reproche un forfait, comme le torpillage de la *Lusitania*, vous ne présentez pas une excuse, mais une dizaine d'excuses. » Et pour le bénéfice du prétendu professeur allemand Whirlwind (tourbillon), il établira la loi qu'il faut s'en tenir à une seule justification. Écoutons-le :

Si un commerçant avec qui vous n'avez que de très légers rapports sociaux vous surprend en train de jouer avec les sous de sa caisse, vous pouvez lui expliquer que vous vous intéressez à la numismatique et que vous êtes collectionneur de monnaies, et il se peut qu'il vous en croie. Mais si vous lui dites ensuite que vous l'avez pris en pitié à le voir surchargé de disques de cuivre peu maniables, et que vous étiez en train de les remplacer par des six-pence d'argent à vous, cette nouvelle explication, loin d'accroître sa foi dans l'excellence de vos motifs (chose étrange), ne fera que la diminuer. Et si vous êtes assez malavisé pour être frappé d'une autre idée lumineuse et pour lui dire que ses sous étaient des sous faux que vous cachiez pour le sauver d'une perquisition de la police, ce commerçant peut même se montrer assez bizarre pour requérir la police contre vous.

Or ce n'est en aucune manière exagérer la façon dont vous avez ruiné les bonnes excuses que vous pouviez offrir pour justifier le torpillage de la *Lusitania*. J'ai de mes yeux lu les explications suivantes, provenant apparemment de votre plume : 1° que ce vaisseau était un transport amenant des soldats du Canada; 2° qu'à défaut, c'était un navire marchand trans-

portant illégalement des munitions pour le front français: 3° que, comme les voyageurs avaient été avertis d'avance, l'Allemagne était justifiée de les faire sauter jusqu'à la lune; 4° qu'il y avait des canons à bord, et qu'il fallait torpiller le vaisseau, attendu que le capitaine anglais allait justement faire feu; 5° que les autorités anglaises ou américaines, en jetant la *Lusitania* à la tête des commandans allemands, les ont exposés à une tentation irrésistible, — chose apparemment démontrée par le fait que le vaisseau était arrivé à la minute fixée sur l'horaire et qu'il y a un principe mystérieux en vertu duquel prendre le thé à l'heure du thé justifie l'empoisonnement du thé; 6° que le vaisseau n'a pas du tout été coulé par les Allemands, mais par les Anglais, le capitaine anglais ayant résolu de se noyer, lui et un millier de ses compatriotes, pour provoquer un échange de notes vives entre M. Wilson et le Kaiser. Si cette intéressante histoire est vraie, je puis seulement dire que ce suicide frénétique par dévouement aux intérêts les plus lointains de sa patrie mérite presque au capitaine le pardon de son crime. Mais ne voyez-vous pas, mon cher professeur, que la richesse même et la variété de votre génie inventif jette un doute sur chacune de vos explications considérée en elle-même? Nous autres qui vous lisons en Angleterre arrivons à un état d'esprit auquel il n'importe plus guère que vous offriez telle ou telle explication, ni même que vous n'en offriez aucune. Nous sommes prêts à vous entendre dire que vous avez coulé la *Lusitania* parce que les Anglais, ces fils de la mer, vivraient plus heureusement, comme les poissons, en eau profonde — ou encore parce que toutes les personnes qui étaient à bord revenaient en Angleterre pour y être pendues....

Autre conseil au professeur Whirlwind : quand on veut répandre des mensonges nécessaires, ne pas les adresser à ceux qui savent la vérité, — ne pas dire aux Esquimaux que la neige est verte, ou aux nègres d'Afrique que le soleil ne brille jamais sur le continent noir. Mieux vaut dire aux Esquimaux que jamais le soleil ne luit sur l'Afrique, et puis, se tournant vers les Africains, voir s'ils croiront que la neige est verte. De même, la manœuvre sûre est de calomnier les Russes auprès des Anglais et les Anglais auprès des Russes. Mais ne pas affirmer aux Anglais que Scarborough est une forteresse, ni que Mr. Morel (le gallophobe) est un homme universellement admiré en Grande-Bretagne. Les Anglais ont vu Mr. Morel, ils ont également vu Scarborough.

En troisième lieu, ne vous vantez pas perpétuellement de votre Kultur dans une langue qui prouve que vous n'êtes pas cultivés. Vous prétendez au droit de vous imposer au monde entier pour la raison que vous êtes farcis d'esprit et de sagesse et que vous en avez assez pour l'univers. Mais les gens qui ont assez d'esprit pour en remplir l'univers en ont assez pour remplir un paragraphe de journal. Et il est rare que vous puissiez en

achever un sans être monotones, à côté, ou inintelligibles, ou en contradiction avec vous-mêmes, ou à bout de forces... Nous ne pouvons pas croire ce que vous nous dites de votre éducation supérieure, à cause de la manière dont vous le dites. Si un Anglais dit : *I don't make no mistakes in English, not me*, nous pouvons comprendre sa remarque, mais non y souscrire. Dire : « Je parler le Frenche language, non demi » est compréhensible, mais non convaincant.

Mais à tant insister sur la préface, on manque de temps pour le livre lui-même. Le voici en quelques mots : pour aider les Allemands qui ne savent pas s'y prendre, Chesterton dira, lui, les vrais crimes de l'Angleterre. Dans ce dessein, il parcourra à grands pas l'histoire entière de son pays. Sa brochure est le pendant anglais de l'*Histoire de deux Peuples*, par Jacques Bainville, où toute la politique ancienne et moderne de notre patrie est jugée sur ses relations avec l'Allemagne, approuvée si elle combat l'Allemagne, honnie si elle s'accorde avec elle. De même, selon Chesterton, toutes les fois que l'Angleterre s'est associée avec la Prusse, qu'elle a subi l'influence germanique, et pris l'Allemagne pour modèle, elle a dévié de sa vraie voie, elle a mis en péril son intérêt et son idéal. L'infatuation pour Luther, pour Frédéric le Grand (dit le héros protestant), pour Blücher, autant d'étapes vers le cataclysme actuel. C'est la politique à la prussienne qui a si longtemps désolé l'Irlande. Une des pires bévues des dernières années a été la remise d'Héligoland au Kaiser. Carlyle, enthousiaste du germanisme et sinistre glorificateur de 1870, a tourné la tête à la Grande-Bretagne. Son influence néfaste a conduit sa patrie au bord de l'abîme. L'Angleterre n'a commencé vraiment à réparer ses erreurs qu'en prêtant son concours à cette bataille de la Marne, qui a sauvé le monde de la nouvelle invasion des Barbares.

Il est douteux que les historiens de l'avenir contresignent la doctrine de Chesterton sans lui demander des retouches. Mais la thèse est originale, opportune, et, jusque dans ses excentricités, donne à réfléchir. Après tout, la guerre est comme la lentille du microscope qui, dans la tache imperceptible à l'œil nu, fait surgir le monstre jusqu'alors insoupçonné.

***

L'intrépidité avec laquelle Chesterton explore le passé a pour pendant celle de H. G. Wells à explorer l'avenir. Peu

portant illégalement des munitions pour le front français: 3° que, comme les voyageurs avaient été avertis d'avance, l'Allemagne était justifiée de les faire sauter jusqu'à la lune; 4° qu'il y avait des canons à bord, et qu'il fallait torpiller le vaisseau, attendu que le capitaine anglais allait justement faire feu; 5° que les autorités anglaises ou américaines, en jetant la *Lusitania* à la tête des commandans allemands, les ont exposés à une tentation irrésistible, — chose apparemment démontrée par le fait que le vaisseau était arrivé à la minute fixée sur l'horaire et qu'il y a un principe mystérieux en vertu duquel prendre le thé à l'heure du thé justifie l'empoisonnement du thé; 6° que le vaisseau n'a pas du tout été coulé par les Allemands, mais par les Anglais, le capitaine anglais ayant résolu de se noyer, lui et un millier de ses compatriotes, pour provoquer un échange de notes vives entre M. Wilson et le Kaiser. Si cette intéressante histoire est vraie, je puis seulement dire que ce suicide frénétique par dévouement aux intérêts les plus lointains de sa patrie mérite presque au capitaine le pardon de son crime. Mais ne voyez-vous pas, mon cher professeur, que la richesse même et la variété de votre génie inventif jette un doute sur chacune de vos explications considérée en elle-même? Nous autres qui vous lisons en Angleterre arrivons à un état d'esprit auquel il n'importe plus guère que vous offriez telle ou telle explication, ni même que vous n'en offriez aucune. Nous sommes prêts à vous entendre dire que vous avez coulé la *Lusitania* parce que les Anglais, ces fils de la mer, vivraient plus heureusement, comme les poissons, en eau profonde — ou encore parce que toutes les personnes qui étaient à bord revenaient en Angleterre pour y être pendues....

Autre conseil au professeur Whirlwind : quand on veut répandre des mensonges nécessaires, ne pas les adresser à ceux qui savent la vérité, — ne pas dire aux Esquimaux que la neige est verte, ou aux nègres d'Afrique que le soleil ne brille jamais sur le continent noir. Mieux vaut dire aux Esquimaux que jamais le soleil ne luit sur l'Afrique, et puis, se tournant vers les Africains, voir s'ils croiront que la neige est verte. De même, la manœuvre sûre est de calomnier les Russes auprès des Anglais et les Anglais auprès des Russes. Mais ne pas affirmer aux Anglais que Scarborough est une forteresse, ni que Mr. Morel (le gallophobe) est un homme universellement admiré en Grande-Bretagne. Les Anglais ont vu Mr. Morel, ils ont également vu Scarborough.

En troisième lieu, ne vous vantez pas perpétuellement de votre Kultur dans une langue qui prouve que vous n'êtes pas cultivés. Vous prétendez au droit de vous imposer au monde entier pour la raison que vous êtes farcis d'esprit et de sagesse et que vous en avez assez pour l'univers. Mais les gens qui ont assez d'esprit pour en remplir l'univers en ont assez pour remplir un paragraphe de journal. Et il est rare que vous puissiez en

achever un sans être monotones, à côté, ou inintelligibles, ou en contradiction avec vous-mêmes, ou à bout de forces... Nous ne pouvons pas croire ce que vous nous dites de votre éducation supérieure, à cause de la manière dont vous le dites. Si un Anglais dit : *I don't make no mistakes in English, not me*, nous pouvons comprendre sa remarque, mais non y souscrire. Dire : « Je parler le Frenche language, non demi » est compréhensible, mais non convaincant.

Mais à tant insister sur la préface, on manque de temps pour le livre lui-même. Le voici en quelques mots : pour aider les Allemands qui ne savent pas s'y prendre, Chesterton dira, lui, les vrais crimes de l'Angleterre. Dans ce dessein, il parcourra à grands pas l'histoire entière de son pays. Sa brochure est le pendant anglais de l'*Histoire de deux Peuples*, par Jacques Bainville, où toute la politique ancienne et moderne de notre patrie est jugée sur ses relations avec l'Allemagne, approuvée si elle combat l'Allemagne, honnie si elle s'accorde avec elle. De même, selon Chesterton, toutes les fois que l'Angleterre s'est associée avec la Prusse, qu'elle a subi l'influence germanique, et pris l'Allemagne pour modèle, elle a dévié de sa vraie voie, elle a mis en péril son intérêt et son idéal. L'infatuation pour Luther, pour Frédéric le Grand (dit le héros protestant), pour Blücher, autant d'étapes vers le cataclysme actuel. C'est la politique à la prussienne qui a si longtemps désolé l'Irlande. Une des pires bévues des dernières années a été la remise d'Héligoland au Kaiser. Carlyle, enthousiaste du germanisme et sinistre glorificateur de 1870, a tourné la tête à la Grande-Bretagne. Son influence néfaste a conduit sa patrie au bord de l'abîme. L'Angleterre n'a commencé vraiment à réparer ses erreurs qu'en prêtant son concours à cette bataille de la Marne, qui a sauvé le monde de la nouvelle invasion des Barbares.

Il est douteux que les historiens de l'avenir contresignent la doctrine de Chesterton sans lui demander des retouches. Mais la thèse est originale, opportune, et, jusque dans ses excentricités, donne à réfléchir. Après tout, la guerre est comme la lentille du microscope qui, dans la tache imperceptible à l'œil nu, fait surgir le monstre jusqu'alors insoupçonné.

***

L'intrépidité avec laquelle Chesterton explore le passé a pour pendant celle de H. G. Wells à explorer l'avenir. Peu

d'hommes de lettres ont autant écrit que Wells depuis le début de la guerre, et aucun n'a autant prophétisé. Prophéties à ce point nombreuses et diverses qu'il est arrivé ce qui était inévitable : la moitié environ en a été confirmée, l'autre moitié démentie par les événemens. Mais Wells n'éprouve aucune gêne de l'échec partiel de ses prédictions. Dans ses pages les plus récentes, *Demain?* il persévère intrépidement dans son prophétisme. Il y reconnaît d'ailleurs si franchement ses erreurs et en prend si crânement son parti! Il est si fier de ses prévisions justifiées et si peu contrit des autres! Et puis, comment lui oser chercher chicane? Ne dit-il pas qu'il laisse aux « oisifs » le plaisir de rechercher ses erreurs dans ses écrits et qu'il livre la supputation de ses coups manqués à ceux que cela peut amuser? Excusons-nous d'avance s'il nous arrive d'en supputer un ou deux. Et lui, excusons-le sur ses tentations de prophète, car elles ont été grandes.

Je me suis laissé dire qu'il y a quelques années, un ami de Wells, lui aussi romancier de talent, était tombé gravement malade, dans le Sud de la France. Son état empirait, et la mort était proche. Ses médecins n'inspiraient au moribond aucune confiance. Dans le trouble de la fièvre, il allait répétant à ceux qui le soignaient : « Il n'y a qu'un homme qui puisse me sauver, qui ait l'esprit assez ingénieux et inventif pour trouver le remède qu'il me faut. Appelez Wells. Télégraphiez-lui de venir. » Or, à l'heure où l'Angleterre à peine armée s'avisa du péril allemand, plus d'un des lecteurs de Wells dut se dire que la recette scientifique, le salut, était peut-être là, dans la tête surprenante du romancier. Le Wells des romans dits scientifiques avait imaginé de si étranges machines de combat, rêvé de guerres si neuves et si savantes, conçu de si colossales batailles sur terre et dans l'air, à coups de chimie et d'électricité! Rappelez-vous l'effrayante descente des Martiens en Angleterre, la guerre aérienne entre la Germanie et les États-Unis, etc. Il était naturel de tourner vers lui un regard d'attente et d'espoir, — espoir de je ne sais quel engin merveilleux qui armât formidablement l'Angleterre et décidât d'un coup la victoire. Est-ce que notre Jules Verne n'avait pas été le premier à diriger un ballon et à faire naviguer un sous-marin? Or, Wells, qui, ayant un coin de cruauté dans l'imagination, combine Jules Verne avec Edgar Poe, n'était-il pas tout désigné pour la création de

l'arme inouïe, semeuse d'épouvante, qui serait le salut des Alliés? N'apporterait-il pas au monde la formule libératrice? Comment en vouloir à Wells s'il l'a cru un peu lui-même?

On l'a vu, revenant à ses visions de guerre dans les airs, faire campagne pour l'emploi d'avions sur un plan gigantesque. Ce seraient des escadres de milliers d'aéroplanes qui, franchissant les tranchées où se tapit l'envahisseur, voleraient au delà, parmi les troupes au repos, dans les villes de l'arrière, jusque dans la lointaine Allemagne, pour répandre l'incendie et la mort. Les Alliés se sont-ils inspirés de ce projet du journaliste? C'est après qu'il eut paru, notons-le au crédit de Wells, qu'ont effectivement commencé ces raids d'escadrilles aériennes dont les communiqués nous ont dit les hardiesses et les succès, — ramenés, il est vrai, à des proportions plus modestes que le programme du romancier, pour lequel n'existent ni les difficultés de la création réelle, ni la résistance de la matière.

Wells s'est, avec moins de bonheur, aventuré dans la stratégie, et, pour atteindre ses fins stratégiques, dans la diplomatie. Il a vu dans la Hollande la clé de l'Allemagne. Diplomatie qui effraya la censure anglaise, car son article, destiné à un journal de Londres, ne put paraître, en février 1915, qu'à New York. C'était un appel à la Hollande de sortir de sa neutralité. Qu'elle ouvre son territoire aux Alliés, leur permettant de gagner par cette voie défendue le cœur de la Germanie, et ce sera la victoire finale hâtée de bien des mois. Et, du même coup, ce sera le salut de la Hollande, qui ne peut être assuré que par la victoire de l'Angleterre. Seuls, les Alliés lui garantiront son indépendance, son territoire respecté, même agrandi. Ainsi Wells en appelait à la fois aux intérêts et aux sentimens de la Hollande. Mais, en romancier tourné vers l'avenir et peu renseigné sur le passé, — Wells méprise le passé, qui, de temps à autre, se venge, — il posait naïvement en principe une sorte de communauté de souvenirs et d'aspirations entre la Hollande et la Grande-Bretagne. Il ignorait vraiment trop l'histoire.

Il n'avait nulle idée des souvenirs amers laissés dans les Pays-Bas par un empire colonial aujourd'hui très diminué, par une suprématie navale disparue, le tout au profit de l'Angleterre. C'est ce que lui rappela, avec quelque ironie, M. H. W. van Loon, le journaliste hollandais qui lui répondit, lequel protesta de sa grande pitié pour les Belges, de la grande

sympathie de son pays pour la France, mais déclina, au nom de ses compatriotes, cette invitation venue de la Grande-Bretagne à risquer la mort en rompant pour elle avec la Germanie. Pénible réplique, un peu méritée tout de même par l'écrivain trop sûr de lui, qui s'improvisait à la fois historien et diplomate.

Il faut bien le dire, il y a chez Wells une intrépidité de jugement, qui fait de lui un des plus entraînans parmi les auteurs, mais qui tout de même devance trop l'examen des faits. Il doit relire aujourd'hui avec surprise cette phrase qu'il écrivait en décembre 1914 : « L'armée allemande est tout ce que les partisans de la conscription rêvaient de faire de notre peuple. C'est, en fait, une armée qui est d'environ trente ans en arrière de ce qu'exigent les conditions contemporaines. » Ou que pense-t-il de son mot sur « la prétendue faculté organisatrice des Allemands *(sham efficient Germans)?* »

Au moment où on serait enclin à l'accuser de trancher des questions qu'il connaît mal, il nous désarme d'ailleurs en avouant lui-même son ignorance. Il a le curieux privilège de la connaître et cependant de n'en être ni gêné ni repentant. Le voici, par exemple, c'est en août 1914, qui refond la carte de l'Europe. Il éprouve une allégresse extrême à penser que toute l'Europe, toute la société, peuvent être remaniées. « C'est, dit-il, une époque d'une incalculable plasticité. » Et il s'en donne à cœur joie. Il fait hardiment une Suisse au centre même de l'Europe, avec les résidus slaves, bohêmes et hongrois de l'Autriche. Il supprime d'un trait de plume les rois des Balkans, car il ne voit pas le besoin « de conserver ces pustules d'ambition maligne sur la belle face du monde. » Puis il ajoute : « Voilà mon idée personnelle du but où nous devons viser dans cette guerre... Très manifestement, dans toutes ces questions je suis bel et bien un ignorant. Très manifestement, mes plans sont fort mal digérés *(crude stuff)*. Et j'admets que j'ai le sentiment d'une présomption absurde à m'asseoir devant la carte de l'Europe, comme un convive devant le canard qu'il va découper... » Mais cela ne le retient pas de découper le canard, et il affirme même que c'est le devoir de tout homme moyennement intelligent de faire ainsi de la géographie politique.

Son audace de profane apparaît plus au vif encore dans cette fougueuse lettre au *Times* qu'il écrivit le 31 octobre 1914,

au moment où une descente allemande sur les côtes anglaises ne paraissait pas impossible. Il y préconise la levée en masse, la mobilisation instantanée de tout ce qu'il reste d'hommes non employés sur le front belge, des trop jeunes et des trop vieux, armés de carabines, employant pour se concentrer tous les véhicules imaginables. Les experts, c'est-à-dire les spécialistes, ont raillé cette idée, mais Wells rend aux experts dédain pour dédain :

Que les experts ne se fassent pas d'illusion sur ce que nous autres, gens ordinaires, nous ferons si nous trouvons un beau matin des soldats allemands sur le sol anglais. Nous nous battrons. Si nous ne pouvons pas nous battre avec des fusils, nous nous battrons avec des carabines de tir; si nous ne pouvons pas nous battre d'après les règles de la guerre faites apparemment par les Allemands pour ligoter les experts militaires britanniques, nous nous battrons selon nos lumières intérieures. Il se présentera une multitude d'hommes et un nombre non petit de femmes, pour tirer sur les Allemands. Il sera impossible de les en empêcher après les histoires belges. Si les experts tentent de s'interposer avec leur pédantisme, *nous tirerons sur les experts.*

Sans doute, nous comprenons trop bien qu'à la pensée d'une invasion la souffrance s'exalte jusqu'à la frénésie. Mais que dire de ce mépris des experts, au fond duquel on aperçoit une foi effrénée en l'incompétence individuelle, un anarchisme infini? Ce qui est ici particulièrement curieux, c'est que Wells s'était montré d'un bout à l'autre de ses œuvres partisan d'une organisation scientifique rigoureuse de la société, et que cette organisation ne se comprend guère sans experts, qu'elle est l'inverse même de cette improvisation militaire qu'il recommande ici. En somme, dans une heure de passion, Wells contredit sa pensée maîtresse.

Il y aurait quelque chose de pathétique dans sa situation présente si lui-même paraissait le moins du monde en souffrir. Lui qui eut pour idéal une société où les laboratoires remplaceraient les temples, où les savans tiendraient lieu de prêtres, où la vie sociale, matérielle et intellectuelle, serait dirigée par l'État socialiste puissant et instruit, il avait été conduit à proposer un modèle de perfectionnement national, qui ressemblait beaucoup plus à l'Allemagne des chimistes et des techniciens qu'à ce pays de l'empirisme, de la liberté hasardeuse, du progrès au petit bonheur qu'est l'Angleterre. Mais par momens,

dans son patriotisme exacerbé par la guerre et le péril, il oublie tout de ses systèmes. En bonne foi, nous ne lui en voulons pas. Nous l'aimerions même davantage de s'humaniser; s'il était un rien plus modeste, nous lui saurions gré de céder à l'instinct et de raisonner (ou déraisonner) comme le premier venu.

Il est toutefois un ordre d'idées où il montre plus de persévérance, et où d'ailleurs, pour une bonne raison, nul démenti ne lui a été infligé par les faits. C'est quand il décrit l'avènement de la paix prochaine, — de cette paix qui sera définitive. Car, ainsi que le dit le titre d'une de ses premières brochures, la guerre actuelle est « la guerre qui mettra fin à la guerre, » et, comme l'exprime le titre d'une autre, la paix qui la suivra devra être « la paix du monde. »

Wells, qui nous a décrit dans ses romans des guerres effrayantes comme des cauchemars, n'a été guidé vers ces sujets, dit-il, que par son horreur même de la guerre. Il a voulu en détourner les hommes par la peinture des invraisemblables massacres qui résulteraient de l'emploi des armes scientifiques nouvelles. Il est lui-même un pacifiste déterminé, mais en idéaliste, non point à la manière d'un utilitaire comme Norman Angell, qui condamne la guerre parce qu'elle ne fait pas ses frais.

Or, dit Wells, c'est là justement la seule chose honorable et attrayante qu'on puisse dire de la guerre. Rien de ce qui vaut vraiment la peine qu'on le recherche dans la vie ne fait ses frais... L'amour ne fait pas ses frais, l'art ne fait pas ses frais, l'honnêteté n'est pas la meilleure politique ; la générosité invite les natures basses à l'ingratitude. A quoi bon cet argument de petit marchand ? Il révolte tous les hommes honorables.

Non, ce pour quoi Wells exècre la guerre, c'est parce qu'elle est « atrocement laide, cruelle, destructrice d'innombrables beautés. » Et puis, par-dessus le marché, « parce que c'est une chose assommante. C'est un insupportable ennui. La guerre et la préparation à la guerre, les impôts, l'exercice, l'intrusion dans toute activité libre, l'arrêt et le roidissement de la vie, l'obéissance à des gens de troisième ordre vêtus de l'uniforme, dont les Allemands ont été les infatigables protagonistes, — tout cela est devenu une intolérable plaie pour l'humanité entière. »

Cet antimilitarisme est plus tenace chez Wells que ses autres sentimens. On le retrouve, avec l'espoir d'une paix qui sera pour toujours dans ce *Demain?* qui est en train de paraître. Pourtant, telle est la nature impulsive de l'auteur que l'on a pu se demander un instant s'il n'allait pas verser dans l'autre sens et adorer ce qu'il avait brûlé.

Il écrivait en octobre 1915 un article : *Looking ahead!* qui est de sa part bien surprenant. La guerre, y déclarait-il, a transfiguré l'Angleterre. Jamais Wells, qui n'avait encore consacré à sa patrie que des satires, ne l'a vue aussi noble : « L'Angleterre est aujourd'hui un pays plus propre, plus endurci, plus brillant et plus beau qu'il n'était en août 1914. Elle a l'âme plus suave et est à tout prendre plus heureuse qu'il y a un an. » Le luxe frivole a seul perdu. Ce qui frappe l'observateur étranger, c'est le nombre inouï de soldats, la *khakification* de la Grande-Bretagne. Des millions de jeunes gens qui eussent végété dans la routine de la vie industrielle ou commerciale ont été élevés à l'héroïsme... Et c'est mieux encore pour l'avenir. Une grande transformation sociale s'accomplit. Les volontaires n'ont-ils pas leur vie assurée par l'État? Les femmes ne reçoivent-elles pas des allocations après le départ de leurs maris, des pensions après leur mort? « Toutes les ressources du pays sont pour les hommes qui servent leur pays, doctrine qui s'étendra facilement du temps de guerre au temps de paix. » Une multitude de traditions et de préjugés sont en train de s'évanouir. « Cette guerre nous a changés. L'Angleterre est aujourd'hui mobile et plastique comme elle ne le fut jamais jusqu'ici. L'Angleterre est en fusion. L'Angleterre qui était un rocher est vivante. » Rien n'y sera plus comme auparavant. Le sceptre financier passera de la Grande-Bretagne aux États-Unis. « L'Angleterre cessera d'être le pays *gras* du monde. Le douteux privilège de cette graisse ira de l'autre côté de l'Atlantique. » Ce ne sont pas les classes inférieures qui auront le plus souffert de la guerre : ce sont celles qui avaient des réserves d'argent, des capitaux placés :

Nous soutenons cette guerre avec nos économies, avec notre graisse sociale. Toute la communauté en est appauvrie, mais, à proportion, les riches deviennent plus pauvres et les pauvres plus à l'aise. Il se détruit beaucoup de richesse, mais beaucoup de richesse aussi se distribue... L'Angleterre qui sortira de cette guerre sera une Angleterre plus maigre,

plus expérimentée et plus démocratique. Elle aura rompu avec ses habitudes d'acquiescence et de liberté chaotique. Son imagination aura été excitée à l'activité. Et il sera arrivé quelque chose d'analogue à toutes les communautés européennes.

Car c'est à l'Europe entière, sachons-le bien, que Wells étend le bienfait de la guerre dont nous jouissons. Étrange pacifiste qui s'est ainsi oublié un jour. On comprend mal qu'il ait pu revenir ensuite à ses rêves de paix éternelle. Et cette preuve s'ajoute aux indices déjà relevés pour montrer tout ce qu'il y a d'imaginatif chez ce systématique, de capricieux dans ce dévot de la science. Avec ses airs de laboratoire, il est l'homme le plus impatient d'expérimentation attentive, le plus emporté par sa verve, le plus conduit par la folle du logis. Cette constatation nous rendra peut-être moins prompts à croire en ses prophéties ou en ses panacées. Elle nous fait apparaître aussi la grande part de jeu intellectuel, — souvent bien entraînant et vivifiant, — qui subsiste dans son sérieux même. Si l'écrivain politique en est un peu endommagé, le romancier n'en souffrira pas.

***

Comme il y a l'antithèse de Shaw et de Chesterton, il y a celle de Wells et de Kipling. Celle-ci était depuis une quinzaine d'années un des lieux communs de la littérature anglaise. Elle s'est encore accentuée avec la guerre. Wells représente une réaction récente et violente contre les instincts et les traditions de l'Angleterre. Kipling représente l'Angleterre même. Tout ce qu'il y a de profond et de séculaire dans le sentiment national s'est condensé dans ses livres. La loi morale et sociale qui a régi le développement de l'Empire britannique a trouvé son expression merveilleusement imaginative dans les livres de la Jungle, — loi d'empirisme, de vaillance et de discipline, lutte constante contre les élémens de désordre et de violence trouble.

Très franchement Kipling a été de tout temps impérialiste et guerrier. Il avait une foi assurée dans l'hégémonie anglaise, avant que la menace du pangermanisme lui fût connue. Il croyait de toutes ses forces à la supériorité d'une nation, de sa nation. Son idéal a été une vie d'action incessante, d'énergie employée à la colonisation et à l'organisation de la terre : tâche d'honneur, mais aussi devoir redoutable, le lourd fardeau du blanc. De la fermentation démocratique et socialiste qui

agitait son pays à l'intérieur, il s'était détourné avec une irritation inquiète. Rien de plus constant chez lui que le dédain du parlementarisme et de la bureaucratie, que son mépris des hommes qui, parlant ou griffonnant, prétendaient diriger de Londres les volontés vaillantes et intelligentes éparses sur toutes les frontières de l'immense empire.

Rien en lui du pacifiste. Il aimait la guerre, il adorait les soldats, admirant par-dessus tout le courage et l'esprit de sacrifice. Il ne considérait d'ailleurs pas la prospérité matérielle comme un idéal, la jouissance ou le repos comme un but. Agir, tendre ses forces à les briser, c'était le seul bonheur qu'il reconnût. Il était le poète et le romancier de l'héroïsme. Mais son impérialisme se distinguait du pangermanisme par les conditions profondément différentes de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. L'Allemagne ne pouvait réaliser son rêve que par la guerre européenne et la conquête. L'Angleterre largement pourvue avait surtout à organiser ses possessions presque illimitées. D'autre part, l'esprit anglais d'individualisme s'opposait en lui à l'étatisme germanique. Pour Kipling, la vertu primordiale était l'initiative; il exaltait le caractère plus que la science; la discipline consentie, non la discipline machinale.

Aussi la guerre présente ne pouvait-elle pas être envisagée par lui avec le même courroux, la même angoisse, la même stupeur, que par les radicaux surpris au beau milieu de leurs rêveries pacifistes. Kipling y vit plutôt une secousse opportune donnée à des énergies qui commençaient à somnoler. Il l'accepta comme une chose inévitable et peut-être salutaire. Les deux peuples qui visaient à l'hégémonie devaient nécessairement un jour affronter leurs forces. Il n'y avait qu'à être le plus fort. Et sans doute il se fût abstenu de toute condamnation morale de l'ennemi, si celui-ci eût respecté les lois fondamentales dont pas même la guerre ne dispense.

La terre est une jungle, bien entendu. Elle n'est pas, probablement ne sera jamais, ce paradis que voient en songe les pacifistes et où les loups fraterniseront avec les agneaux. Mais vous savez que, même dans la jungle, il y a une loi, un bien et un mal, une vertu et un vice, une foi et une perfidie. Il est de certaines choses qui ne doivent pas y être faites. Or, les Allemands se sont mis hors de la loi de la jungle. Ce sont les chiens rouges, les Dholes, que tous les autres animaux se

doivent réunir pour exterminer. Par la violation de leur foi jurée, par les atrocités dont ils se sont souillés, les Allemands sont sortis de l'humanité. Et c'est ainsi que dans un discours prononcé pour le recrutement, à Southport, devant dix mille auditeurs, Kipling posera la question :

L'Allemand ne reconnaît l'existence d'aucune loi, — moins encore de celles auxquelles il a souscrit lui-même. Il est exécrable pour avoir, de propos délibéré, accumulé en Belgique les horreurs. Donc, tant qu'il existera une Allemagne non brisée, la vie sera intolérable sur cette planète, non seulement pour nous et nos alliés, mais pour toute l'humanité... Il n'y a aujourd'hui que deux catégories dans le monde : les êtres humains et les Allemands.

Voilà qui est simple et net et décisif. Ces mots prononcés, Kipling donne congé à toute théorie, à tout examen des causes, à toute prophétie sur la paix à venir. Il ne disserte pas, il n'argumente pas, il agit. Et il y a plaisir à passer de tant de pages, où les plus belles et ingénieuses paroles semblent un peu vaines, à celles de Kipling où chaque mot est un appel direct à l'énergie.

A cet égard, ses vers et sa prose se valent. Leur objet est précis et immédiat. Il s'est employé à activer le recrutement des volontaires pour l'armée de Kitchener, tantôt stimulant les enrôlemens par le récit de sa visite au front français, par l'admiration de l'immense effort que fait notre nation tout entière, d'où l'Angleterre doit tirer un exemple et une leçon; tantôt signalant aux hésitans de son pays les durs travaux quotidiens de ces recrues spontanées dont les camps recouvraient peu à peu la campagne anglaise. Ou bien il est allé parmi ces marins qui lui sont si chers. Non pas exactement sur la flotte royale, mais explorant « les franges de la flotte, » évoquant pour les millions d'Anglais et d'alliés qui s'en doutaient à peine, l'incessant labeur, si monotone et si périlleux, de cette multitude presque anonyme qui sert d'auxiliaire à la flotte régulière, — de ces officiers de marine retraités, de ces matelots du commerce et de ces pêcheurs qui, par une vigilance de toutes les heures, jour et nuit, montés sur les embarcations les plus hétéroclites, draguent les mers, surveillent les sous-marins allemands, visitent les navires suspects, assurent aux autres les routes du trafic, tiennent libres les côtes anglaises et bloquent l'Allemagne, — en un mot garan-

tissent à la Grande-Bretagne cette absolue prédominance maritime en quoi l'Entente met un de ses plus fermes espoirs de victoire définitive.

Croquis vifs et elliptiques, raccourcis parfois déconcertans, notes trop succinctes pour supporter d'être analysées, qu'il faut lire intégralement et compléter en les lisant, vibrations successives d'un œil rapide, — tout le contraire de ce journalisme qui, autour d'une seule maigre impression, d'un pauvre fait isolé, accumule indéfiniment les mots.

Et, tout le temps, Kipling a un objet pratique. A l'Angleterre encore déconcertée par la grandeur des sacrifices spontanés que lui offrent tant de ses enfans, il s'acharne à faire sentir les devoirs que cette abnégation impose au reste du pays. Il admire les volontaires et réclame pour eux l'unanime admiration :

Dieu sait qu'ils se donnent assez de peine, ces soldats, ces sous-officiers et ces officiers, avec cette manière masquée et cette sourdine de nos hommes quand nous sommes réellement au travail. Ils sont tous au commencement des choses ; ils créent dans le chaos ; ils font face aux nécessités à mesure qu'elles apparaissent ; ils trouvent des pierres d'achoppement dans toutes les directions et ils les écartent à force de simple bonne volonté, de bonne humeur, d'abnégation, de sens commun, et autres vieilleries de rebut...

Car toute l'Angleterre ne s'est pas mise en mouvement d'un coup, et Kipling attaque avec une mordante ironie ceux de ses compatriotes qui n'ont encore incliné aucune de leurs commodités personnelles devant les besoins de l'heure, ceux dont le paisible et décent confort entend n'être pas dérangé d'une ligne par le tumulte des apprêts militaires. Il nous montre autour du manoir ce parc dans lequel manœuvrent des artilleurs, mais avec défense expresse de passer sur le terrain de golf, — défense très gênante, car, comme le dit à Kipling un des canonniers : « Ça vous coupe vos effets de tactique. » Et Kipling d'ajouter : « L'impudence parfaite, comme la parfaite vertu, est inexpugnable, et, après tout, les éclairs de cette guerre qui ont mis en relief tant de résolution et d'esprit de sacrifice, doivent également faire ressortir certaines âmes et certaines institutions qui sont incorrigibles. »

Ailleurs, il nous promène dans un camp de magnifiques volontaires canadiens, tous en pleine activité, et il nous trace

à côté quelques silhouettes de ces réfractaires à l'enrôlement qui correspondent là-bas aux embusqués de chez nous :

Trois jeunes hommes parfaits de santé, qui étaient en train de réparer le gazon d'une pelouse de golf, interrompirent leur tâche pour venir regarder les Canadiens. Deux jeunes cavaliers (également robustes) montés sur des chevaux de sang, les genoux au menton et leur selle entre les oreilles du cheval, traversèrent la pelouse au petit galop. Le bruit des automobiles militaires agita leur monture. Les cavaliers civils ont à subir de grands ennuis aujourd'hui. Un gentleman s'est déjà plaint de ce que ses galops personnels sont saccadés par les roues des canons et irrémédiablement abîmés.

Ainsi va Kipling, combattant avec sa plume, recrutant avec son ironie, réconfortant de sa cordialité tous ceux qui donnent à la patrie leur peine ou leur sang, cinglant les dernières résistances de l'égoïsme et de la torpeur. Il est moins à compter parmi les littérateurs de la guerre que parmi les soldats. Il a donné à la préparation de la victoire toute l'énergie de son talent, comme il lui a donné, hélas! son fils unique, tombé sur le champ de bataille.

* * *

C'est assurément par Kipling qu'il conviendrait de conclure, si l'on se réglait ici pour leur distribuer des places sur le seul génie des écrivains. Il est le plus original comme le plus illustre parmi les littérateurs anglais de ce temps. Cependant, il a paru à propos de laisser le dernier mot à John Galsworthy parce que c'est lui qui, de tous, nous apporte la réponse la plus complète et la plus commodément formulée à la question : « Que fera l'Angleterre pour le succès commun? »

L'esprit de Galsworthy dut être, au moment où la guerre éclata, troublé entre tous. C'était un démocrate résolument réformateur, un critique obstiné de l'idéal anglais traditionnel, voisin par les idées de Shaw et de Wells. Comme eux, il était pacifiste résolu. Il dira dans le *Credo* qu'il écrivit en décembre 1914 :

Je crois en la paix de tout mon cœur. Je crois que la guerre est un crime, — une noire souillure faite à l'humanité et au bon renom de l'homme. Je hais le militarisme et le dieu de la force. J'irais à n'importe quelle concession pour éviter une guerre d'intérêt matériel, une guerre qui ne reposerait pas sur des principes, car je me méfie profondément du sens ordinairement donné à ces mots : l'honneur national.

Mais il était dès avant la guerre aussi différent de Shaw et de Wells par le tempérament qu'il se rapprochait d'eux par ses idées. C'était avant tout un psychologue, et ses romans fameux tels que *Les Pharisiens de l'île* et l'intraduisible *Man of Property* se distinguaient par un sérieux dans la satire même, un besoin de justice et de vérité, qui témoignaient d'une conscience scrupuleuse jusqu'à l'inquiétude.

La souffrance de cette conscience, lorsque la guerre fut déclarée, ne pouvait s'étourdir par des paradoxes brillans ou de téméraires visions d'avenir. Il semble qu'il ait d'abord éprouvé une stupeur douloureuse. Il connut ce noble tourment dont souffrirent à la fin du XVIII[e] siècle les Coleridge et les Wordsworth mis en demeure d'opter entre leur patriotisme et leur amour de la Révolution française. Pour Galsworthy, il s'agissait de savoir s'il approuverait la participation de l'Angleterre à la guerre continentale. Il n'avait, pas plus que Wordsworth, la faculté de s'aveugler sur les défauts ou sur les responsabilités antérieures de son pays. Si le crime présent de l'Allemagne éclatait aux yeux, il n'en était pas moins certain que l'Angleterre avait été conquérante et accapareuse dans le passé.

Où d'autres se jetaient, le cœur léger, dans la mêlée, Galsworthy pesait donc le pour et le contre, et c'est après un examen poignant que dans le même *Credo* il concluait pour sa patrie et pour la guerre :

> Je ne crois pas que le chauvinisme jaloux et apeuré ait jamais été plus que la frange sale du pacifisme anglais, et je proclame ma foi sacrée que ma patrie est entrée en guerre, non par peur, ni par espoir d'agrandissement, mais parce qu'elle le doit, pour l'honneur, pour la démocratie, et pour l'avenir de l'humanité.

Depuis le jour où il eut atteint cette conclusion, Galsworthy n'a plus cessé d'exprimer sa propre détermination de mener la guerre jusqu'au bout et d'inculquer à ses compatriotes, particulièrement à ces pacifistes parmi lesquels il se rangeait naguère, une résolution semblable à la sienne.

Il a voulu aussi expliquer le caractère de ses compatriotes aux étrangers, aux neutres. Et c'est ainsi que, l'année dernière, il était amené à écrire pour une revue d'Amsterdam un article qu'il intitulait *Diagnostic de l'Anglais*. Il ne semble pas que cet

article ait pénétré chez nous, et c'est dommage. Il nous intéresse au premier chef, car il émane d'un romancier qui s'est révélé le juge le plus pénétrant, le plus indépendant aussi, du caractère national, que l'Angleterre ait produit depuis Meredith. Et puis, ce diagnostic est tout dirigé vers la solution que nous cherchons. Galsworthy établit que l'Anglais est, surtout par sa faute, mal connu sur le continent, que d'ailleurs il se connaît mal lui-même. Or, il est une des principales valeurs de la guerre européenne, et il est nécessaire de saisir son caractère pour pronostiquer l'issue de la lutte.

Il est impossible de suivre d'un bout à l'autre l'analyse que nous offre Galsworthy, et d'ailleurs le regret qu'on a d'omettre un bon nombre de considérations tirées du tempérament physique, du climat, de la géographie, des *Public Schools* et des institutions politiques, est amoindri par la pensée que, depuis les *Notes sur l'Angleterre* de Taine et les travaux de Boutmy, sans parler des belles études récentes d'André Chevrillon, de semblables remarques sont familières en France. Contentons-nous de glaner quelques avis donnés au passage.

D'abord, « il ne faut pas juger l'Anglais sur sa presse, qui, recrutée, à quelques exceptions près, parmi ceux qui ne sont pas des Anglais-types, est bien des fois trop montée en couleur pour représenter le véritable esprit anglais... Il ne peut pas non plus être jugé sur la partie de sa littérature qui est le mieux connue sur le continent. L'Anglais proprement dit est incapable d'expression ; il est inexprimé. » Et ici, Galsworthy se trouve en parfait accord avec Kipling pour reconnaître qu'un des traits caractéristiques de l'Anglais est la répression de la personnalité enseignée comme un devoir dans les *Public Schools :* « Ne montrez jamais vos sentimens, — les montrer n'est pas viril et assomme autrui. Ne criez pas quand vous vous faites mal, car cela vous rend insupportable aux autres... Évitez toute emphase de parole et de manière, sous peine de vous faire moquer de vous. » Cette maxime est suivie à tel point que, sauf dans sa presse, l'Anglais a l'habitude de tout atténuer *(understate).*

Les étrangers s'y trompent, — n'a-t-il pas été dit au début de cet article que nous autres, Français, avons pu nous en étonner et presque nous en scandaliser ? — et ils appellent indifférence ce qui est peur de l'effet et de l'éclat. Kipling, de

son côté, avait été frappé, dans son séjour en France, des fâcheuses interprétations que nous donnions à ces litotes anglaises : « S'il nous est difficile de comprendre les Français, écrivait-il, il est plus difficile encore pour les Français de nous comprendre. Je ne les en blâme pas. Par exemple, vous vous rappelez S... causant de cette infernale affaire que nous avons eue en avril dernier. Impossible de lui en faire dire plus que : *'Twas damned unhealthy*. (C'était diablement malsain.) Et il est comme nous tous Anglais. Et que diable voulez-vous que les Français fassent de cela? Nous sommes tous aussi inarticulés que nous l'étions à notre premier jour. »

Ne nous méprenons donc pas sur ce tour de langage qui est un trait de caractère, et cessons d'y voir un manque de conviction, de sérieux ou d'intensité. Galsworthy en tire au contraire argument de force latente. Et il estime qu'il faut de même mettre au nombre de nos raisons de confiance la lenteur de décision et de mouvement de ses compatriotes. Enfin, rassemblant toutes les caractéristiques diverses qu'il a relevées chez l'Anglais, il aboutit à cette conclusion qui vaut d'être signalée :

Il faut qu'on mette une chose sous le nez d'un Anglais pour qu'il se décide à agir. Faites-le et il continuera d'agir après que tous les autres se seront arrêtés. Il vit beaucoup dans le moment présent parce qu'il est essentiellement un homme pratique, et non un homme d'imagination. Son manque d'imagination le rend, au regard du philosophe, un peu ridicule. Dans les affaires, cela lui nuit au départ, mais une fois qu'il s'est mis en train, cela lui donne une incalculable force d'endurance. L'Anglais, en partie par manque d'imagination et de sensibilité nerveuse, en partie par aversion innée des extrêmes et par habitude de réduire au minimum toute expression de ses sentimens, est l'exemple parfait de la conservation de l'énergie... Il a besoin d'être convaincu et il faut un tas de preuves pour le convaincre. Il absorbe les idées lentement, à contre-cœur; il préfère ne rien imaginer du tout, à moins d'y être obligé, mais à proportion de la lenteur avec laquelle il s'avance est la lenteur avec laquelle il recule !...

Pour la situation particulière à laquelle l'Anglais doit aujourd'hui faire face, il est terriblement bien adapté. Parce qu'il a si peu d'imagination, si peu de faculté d'expression, il économise ses nerfs tout le temps. Parce qu'il ne se jette jamais aux extrêmes, il économise son énergie de corps et d'âme. Preuve a été faite depuis six mois (1) que les hommes de toutes les nations sont à peu près également doués de courage et d'esprit de sacrifice; c'est d'autres qualités que l'on doit attendre la victoire dans une

(1) Ceci était écrit au début de 1915.

guerre d'épuisement. L'Anglais ne s'analyse pas, il ne médite pas, ni ne voit plus loin devant lui qu'il n'est nécessaire, et il lui faut son bout de plaisanterie. Ce sont là des avantages effrayans et merveilleux...

Quand commença cette guerre, l'Anglais frotta ses yeux tout embués de pacifisme. Il se les frotte encore un peu, mais de moins en moins chaque jour. Profondément épris de paix par habitude et par tradition, il comprend vraiment aujourd'hui qu'il est plongé dans la guerre jusqu'au cou. Pour quiconque le connaît bien, *c'est quelque chose* (1)!

On doit avouer franchement que, du point de vue esthétique, l'Anglais privé de lumières et d'ombres, vêtu d'un complet marron, et surhumainement d'aplomb sur ses pieds, n'est pas trop attrayant. Mais pour la lente besogne de la guerre actuelle, usante, déchirante et terrible, l'Anglais qui se bat de son propre gré, qui manque d'imagination, humoriste, combatif, pratique, jamais porté aux extrêmes, optimiste muet et invétéré, et terriblement tenace, est sans aucun doute équipé pour la victoire.

Paroles réconfortantes, et d'autant plus dignes de foi qu'elles partent d'un homme moins disposé à l'illusion patriotique, qui dans toute sa carrière de romancier a pesé sans indulgence le bon et le mauvais du caractère national et qui, le connaissant du dedans, l'a jugé avec l'impartialité d'un étranger.

Mais la conclusion à laquelle atteint Galsworthy est au fond la même où aboutissent les quelques écrivains dont il a été parlé, si divers que soient leurs tempéramens et leurs points de vue. Shaw lui-même, pour qui sait lire sa vraie pensée sous ses sarcasmes, ne fait pas exception. Et une affirmation de foi semblable sort des pages d'une multitude d'autres hommes de lettres, prosateurs ou poètes, qui n'ont pu malheureusement trouver place dans ce choix trop restreint et un peu arbitraire : Thomas Hardy, Edmund Gosse, Arnold Bennett, Jerome K. Jerome, Conan Doyle, Hilaire Belloc, Maurice Hewlett, Laurence Bynion, pour n'en citer que quelques-uns. Tous s'entendent pour réclamer que la guerre soit conduite sans fléchir jusqu'au bout et pour qu'elle soit décisive. Tous sont d'accord pour croire que l'Angleterre est pour sa part capable de la mener à bonne fin, et aucun d'eux ne doute un instant que, ce que l'Angleterre peut, elle ne le veuille.

ÉMILE LEGOUIS.

(1) En français dans le texte.

LA VIE CHÈRE [1]

II

CHEZ NOS ENNEMIS

« Beaucoup d'Allemands du Nord, écrivait récemment, dans le *Berliner Tageblatt,* M. Théodor Wolff, ne se trouveront pas mal de modérer leur consommation de beurre ; car, dans ce pays, les personnes que l'indigence ne préserve pas des excès de nourriture sont souvent affligées d'une monstrueuse obésité. Il y a des peuples qui savent se nourrir et qui ne voient pas la nécessité d'ajouter du beurre au fromage. »

Il y en a, n'en doutez pas, monsieur Wolff, et parmi ces peuples figuraient les Allemands de naguère ; puisque l'Allemand de 1914 mangeait le double de ce que mangeait celui de 1870. Les chiffres le prouvent sans réplique, et les hommes politiques d'outre-Rhin le constataient, non sans orgueil, avant la guerre.

I

C'est assez dire que, si les jeunes générations nées au sein de cette abondance récente, si même les vieilles gens qui s'étaient graduellement accoutumés à ce bien-être croissant, éprouvent quelques tiraillemens d'estomac à perdre en quelques mois les satisfactions de bouche qu'ils avaient gagnées en un

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril 1916.

demi-siècle, il n'en est pas moins vrai que l'Allemagne actuelle pourrait être sevrée de beaucoup de vivres sans être « affamée, » ni en danger de souffrir de la faim.

Nous savons tous d'ailleurs que les intérêts matériels ne comptent plus dans cette guerre ; l'Allemagne a sacrifié les siens aux rêves d'une ambition morbide, et nous ne nous soucions plus des nôtres, maintenant que le sang de nos fils a été répandu à flots. Ce ne sont ni les embarras économiques, ni le manque d'argent qui mettront fin à la lutte; ce ne sera pas davantage la pénurie des armes et des munitions, puisque, des deux côtés, elles se multiplient sans cesse ; mais ce sera un jour l'inégalité d'effectifs des armées belligérantes, parce que les hommes ne se fabriquent pas et ne se renouvellent pas comme les choses. Ce jour-là, l'Allemagne qui, la première, déchaîna le « nombre » et triompha par lui, sera vaincue par le « nombre » à son tour.

Jusqu'ici, notre blocus, suscitant chez nos ennemis la hausse de nombreuses marchandises, provoque seulement une certaine gêne et entretient un mécontentement assez naturel parmi la foule germanique, qui ne comprend pas pourquoi la guerre dure toujours, puisque les Alliés sont, lui dit-on, depuis longtemps terrassés.

Ce blocus, en raison des ménagemens dus aux neutres, fut ultra-bénin tout d'abord : d'août 1914 à mai 1915, durant les dix premiers mois de guerre, l'exportation d'Allemagne en Amérique avait à peine *diminué de moitié*, par rapport aux dix mois correspondans de 1913-1914. Mais, si l'on envisageait le mois de mai *isolément*, elle n'avait plus été que de 15 millions de francs en 1915 contre 75 millions en 1914. Pour l'importation des États-Unis en Allemagne, à ne considérer que les statistiques, elle était tombée à presque rien ; mais les cotons, les laines et les blés faisaient un détour et entraient par les petites portes scandinaves et hollandaises. Avec une mansuétude, que d'aucuns de ses dirigeans dans le Cabinet taxaient de duperie, l'Angleterre attendit jusqu'à fin septembre pour déclarer que « le pavillon ne couvrirait plus la marchandise. »

Les Allemands, eux, avaient crié bien avant qu'on ne les écorchât ; c'est même une contradiction piquante que celle du gouvernement de Berlin : s'il veut protester contre le blocus et réclamer la liberté des mers, il laisse entendre que le pays est

affamé et manque de tout; s'il est question de la durée de la guerre et des chances de victoire, il annonce que l'Allemagne ne manque de rien et pourra tenir indéfiniment.

En tout cas, si l'on pouvait *faire du pain avec des lois*, l'Allemagne en aurait à revendre, car ce n'est point de lois sur les denrées et marchandises que l'on chôme en Germanie depuis le début des hostilités; et ce n'est pas non plus d' « associations, » de « conseils, » d' « offices, » de « comités, » de *Kriegswirthschaftsgesellschaften*, « centrales d'achats de guerre. » Ces bureaux copieux, — il en est plus d'une centaine peut-être, — où brille ce que nos voisins appellent complaisamment « leur génie d'organisation, » sont composés partie de fonctionnaires, partie de professionnels de bonne volonté, chargés d'inventorier, acheter, réquisitionner, transformer, répartir, contrôler, taxer, vendre et rationner la plupart des alimens et des matières premières.

Tous participent des pouvoirs dictatoriaux dont le Conseil fédéral a été investi par la loi initiale du 4 août 1914, que des lois, décisions ou décrets postérieurs sont venus peu à peu préciser, étendre ou corriger. « Il y a déjà eu dix ordonnances sur les pommes de terre, disait au Landtag le ministre de l'Agriculture prussien. Il n'est certainement pas agréable de prendre toujours de nouvelles ordonnances. La critique est facile, et l'on est beaucoup plus avisé lorsqu'on sort de la salle des délibérations que lorsqu'on y entre... » Ce colossal effort de bureaucratie, quelque louable qu'il puisse être, ne mérite pas l'admiration béate où les Allemands se sont complu devant les rouages compliqués de leur appareil disciplinaire.

A entendre M. Walther Rathenau, fils du fondateur de la grande Société d'électricité, — *Allgemeine Elektric Gesellschaft*, — conférencier sur les « Centrales » d'achat devant un auditoire respectueux, on croirait que le groupe de techniciens-patriotes dont il fut le chef a sauvé l'Allemagne de la disette et permis au printemps de 1915 le succès de son offensive en Galicie. Tout au contraire, si l'on écoute les plaintes des commerçans, la « Société centrale d'achats » aurait commis nombre d'erreurs, renchéri les prix en opérant des déplacemens inutiles de marchandises et diminué la qualité des produits mis en vente, pour n'en avoir pas pris le soin nécessaire en magasin. Dans un pays où l'Est rural et producteur devait nourrir

l'Ouest industriel et consommateur, la question des denrées était pour beaucoup une affaire de répartition.

Or, le soi-disant « génie d'organisation, » prompt à prendre un pavé pour tuer une mouche, a surtout institué quelques paniques qui ont réjoui les Alliés. Il manquait à l'Allemagne, l'an dernier, environ 23 millions de quintaux de *froment* qu'elle achetait habituellement à l'étranger; mais comme elle avait supprimé ses exportations de *seigle,* dont elle récolte sur son territoire 110 à 115 millions de quintaux, elle se trouvait, avec les 40 millions de quintaux de froment de son propre sol, être seulement en déficit d'une quinzaine de millions de quintaux de grains, défalcation faite des semences, pour l'année 1914-1915, sur sa consommation de 160 millions du temps de paix.

Ce déficit théorique et positif, accru par le gaspillage inévitable des réquisitions de guerre, par les lenteurs de transport d'un point à l'autre de l'Empire, par le peu de goût qu'éprouvaient pour le pain bis les consommateurs de pain blanc, finit par aboutir au rationnement, aux cartes de pain et à la fabrication du fameux pain de seigle presque « complet, » dit KK (*Kartoffel,* pomme de terre, et *Korn,* seigle), dont la fécule de pomme de terre alourdissait et affadissait la pâte.

Cette réglementation effrayante avait organisé surtout la dissimulation et le secret; si bien qu'à l'été de 1915 les autorités ne purent même pas se rendre compte exactement de la récolte. En août, « on trouvait, dit le directeur de la Société des Céréales de guerre, 10 millions et demi de tonnes; c'était bien peu, on comptait sur 14 à 15; le 16 novembre, nouveau recensement encore inférieur. Les statistiques officielles estimaient à 900 000 hectares la diminution de la surface cultivée en blé, ce que les agriculteurs déclaraient impossible. » De fait, les déclarations de la culture, lors de l'inventaire initial des blés, furent partout reconnues fausses et inférieures à la réalité, lorsqu'en février les introductions de blé roumain eurent dissipé les craintes de disette.

La disette n'intéressait pas les 15 millions de producteurs vivant de leur propre exploitation, parce que la quantité de 9 kilos de céréales à pain, par personne et par mois, qui leur est concédée par les ordonnances, n'est, pour ces détenteurs du stock, capables de se servir eux-mêmes, qu'une vaine formalité.

Les 30 millions de population qui reçoivent la farine de leur commune sont moins à l'aise, et les 20 millions d'habitans des villes, servis par l'Office impérial des grains, ne le sont plus du tout : les cartes de pain, à Brême, donnaient droit, le 15 mars dernier, à 1 725 grammes par semaine et par tête ; à Munich, à 1 687 grammes ; c'est moins de moitié de la consommation normale du temps de paix.

Comme ces quantités seraient insuffisantes pour les ouvriers, des supplémens sont accordés à ceux qui se livrent aux travaux pénibles. A Berlin, 600 000 cartes sont ainsi distribuées, donnant droit à un surplus de 105 grammes par jour ; la ration atteint alors 437 grammes. La qualité de ce pain paraît inquiétante lorsqu'on le voit coté 0,45 centimes le kilo dans la même localité où la farine se vend 1 fr. 65. L'écart entre les deux chiffres est significatif ; il est vrai qu'il existe de la « farine de paille » à 0,32 centimes, que la farine de maïs ne vaut que 1 fr. 10 le kilo et qu'avec les « flocons de maïs », à 0,55 centimes le kilo, on fait une espèce de panade très nourrissante.

Les listes de prix des vivres qui, des journaux allemands où ils abondent, passent quotidiennement dans les nôtres, ne donnent qu'une idée assez confuse, même incohérente, de la situation. Les uns sont exagérés et tendancieux ; les autres sont des tarifs peu sincères parce que les marchandises auxquelles ils s'appliquent, comme le pain, ont changé de nature. A Cologne, à Chemnitz, les cuisines roulantes de la ville circulent de onze heures et demie à une heure et de six heures et demie à huit heures du soir, dans un certain nombre de rues ; elles fournissent, nous dit-on, dîner et souper chaud pour une somme minime. En effet, le conducteur délivre des tickets de 25 centimes donnant droit à des portions d'un litre. Il faudrait y goûter pour savoir ce que contient ce litre et s'il n'y a pas trop de ces « succédanés » problématiques dont les Allemands sont si fiers.

Je me souviens d'une boutique sur laquelle, durant le siège de Paris en 1870, on lisait en gros caractères : « Boucherie de chien, chat et rat. » Celle-là ne trompait point son monde, elle appelait les choses par leur nom. Suivant le système qui prévaut aujourd'hui chez nos voisins, elle se fût appelée : « Boucherie de succédanés. » Car le succédané alimentaire n'est pas, comme on essaie de nous le faire croire, une invention comestible,

mais l'application de la vieille formule : « Faute de grives on prend des merles » et même des moineaux.

Leurs orateurs ont beau déclarer que « la science et la technique allemande ont découvert et mis en pratique de nouveaux produits de substitution qui nous permettront de « tenir » et seront après la guerre une richesse durable, » croyez bien que les bourgeois cossus d'outre-Rhin ne font sur leur table aucun usage de ces produits si savamment « substitués. » Les citoyens pauvres ne leur témoignent pas moins de méfiance, et c'est par contrainte qu'ils absorbaient dans leur pain le son dont les animaux étaient privés. Quant à ces derniers, vaches ou chevaux, incapables de protester contre les fourrages artificiels, fabriqués avec un mélange de sciure de bois, que leur préparait l' « Association de fourniture des Agriculteurs, » ils maigrissaient à vue d'œil. Ils ne se sont pas mieux trouvés de la merveilleuse découverte qui consiste à amalgamer, pour le bétail, de l'ammoniaque avec du sucre et de la levure.

II

L'Allemagne n'est pas en danger de manquer de viande, si l'on en croit l'affirmation de M. de Bethmann-Hollweg que, depuis le mois d'avril 1915, le troupeau s'était accru de 4 p. 100 pour les moutons, de 10 pour 100 pour les chèvres et de 16 pour 100 pour les porcs, dont l'effectif, disait le chancelier, était, au commencement de 1916, de vingt millions.

On admettra pourtant que nos ennemis ne sont pas fort à leur aise en voyant leur réglementation touffue, et d'ailleurs contradictoire sur cet article : les variations du gouvernement à ce sujet sont pleines d'indications sur les espérances et les embarras de l'Allemagne. En temps de paix, ce pays importe 40 pour 100 de sa consommation fourragère ; c'est la pénurie de fourrages qui a engendré la crise de la viande. L'importation du bétail, sur pied ou abattu, ne représentait que 225 millions de francs, et les quantités introduites venaient surtout des Pays-Bas, du Danemark ou de la Suisse ; tandis que le maïs, l'orge, les tourteaux et le riz faisaient ensemble plus d'un milliard de francs.

Au début, l'Allemagne, estimant que la guerre serait courte, que les stocks nationaux et les ressources considérables de

la Belgique et du Nord de la France devaient parer à tous les besoins, ne prit aucune précaution. Après la bataille des Flandres il devenait évident que la guerre durerait longtemps et que le cheptel germanique subirait une assez grande diminution. La disette de fourrages imposait d'ailleurs l'obligation de sacrifices immédiats. L'élevage bovin étant le plus précieux et le plus difficile à reconstituer, l'État ordonna *l'abatage en masse des porcs*. De 25 millions en 1914 le chiffre des porcs était tombé, au 15 avril 1915, à 16 millions et demi. La viande ainsi obtenue servit à constituer des provisions et tous les fourrages disponibles furent réservés aux vaches et bœufs.

Dans l'été de 1915, le resserrement du blocus démontra que, faute de fourrages, les bovins allemands allaient périr; une nouvelle décision fut suggérée aux pouvoirs publics : l'élevage des porcs fut repris d'une manière intensive, *et l'on sacrifia les bovins*. L'État fournit gratuitement tout ce qu'il put trouver de déchets de grains, de son, etc., aux éleveurs qui passent contrat avec lui, et les sociétés agricoles excitent leurs adhérens à profiter de ces offres : « La livraison de la pâture, dit l'office de Brandebourg, commencera bientôt pour l'hiver 1916-1917; il faut avant tout que l'élevage des truies ne périclite pas dans notre province ! »

La récolte de pommes de terre, due à une saison favorable et non point à l'utilisation *décrétée* des jardins d'agrément et des cimetières pour la culture de ce tubercule, facilita l'élevage des porcs et leur accroissement, beaucoup plus, croyons-nous, que le Statut de la nourriture du 28 octobre, où étaient édictés « deux jours sans viande, deux jours sans graisse, un jour avec viande, mais sans porc. »

Ce maigre laïque, qui défraya les conversations et les gazettes, ne donna pas les résultats attendus parce que, les ménages échappant à tout contrôle de l'autorité, il était difficile de surveiller l'observance de ces menus de pénitence et l'on ne tarda pas à l'abandonner.

Il fallut aussi renoncer aux tentatives d'introduction détournée de viande étrangère devant la saisie, par l'Angleterre, de quatre navires qui apportaient en Danemark la viande de Chicago. L'affaire avait été pourtant bien machinée : des agens allemands étaient venus s'installer dans des hôtels de Copenhague; ils y avaient constitué une société danoise, ou mieux

s'étaient introduits dans des sociétés locales, déjà connues pour leur trafic d'importation. Sous le pseudonyme innocent de *Davis*, ou autres désinences anglaises, des câblogrammes, dont la censure britannique découvrit les véritables expéditeurs, étaient envoyés en Amérique : les uns, de Copenhague, donnant des ordres de livraison à Gènes ; les autres, de Rotterdam, pour des chargemens soi-disant destinés aux ports scandinaves ; de façon à laisser inconnu, jusqu'au dernier moment, le point d'atterrissage qui serait jugé le plus favorable pour le transit.

Un code spécial avait été inventé, — le mot « arnham » voulait dire « vaisseau pour Copenhague, » — et les grandes banques de Berlin, Dresde et Francfort avaient accumulé de larges crédits à New-York. La ligne Holland-America ayant refusé les chargemens de viande, parce que les affréteurs ne pouvaient naturellement lui garantir qu'ils ne seraient pas réexportés, les maisons allemandes des États-Unis proposèrent à différentes compagnies de faire naviguer pour la circonstance quelques-uns de leurs bateaux sous pavillon américain. Ces offres ayant été déclinées, une compagnie spéciale fut formée tout exprès pour ce trafic ; mais ses premiers cargos furent arrêtés et déclarés de bonne prise en Angleterre, malgré les protestations du syndicat des usines de viande de Chicago, et nos ennemis durent renoncer à ce mode d'approvisionnement.

L'Allemagne, d'après ses statistiques, était avant la guerre, *par rapport à sa population*, plus riche en espèce bovine que les autres nations du continent : 301 animaux dont 163 vaches laitières par 10 000 habitans ; la France seule lui était supérieure, avec 371 bovins dont 196 vaches à lait. Un détail permet d'apprécier combien ce cheptel germanique est en décroissance : en deux mois de l'automne dernier, les abattoirs de Berlin ont vu passer 53 000 têtes, au lieu de 36 000 en 1914 et de 15 000 en 1913.

Les animaux abattus ne sont pas aussi gras que précédemment. La Bavière, qui exporte son bétail vers la Prusse, — on lui reproche même de l'exporter trop chichement, — fait observer, dans un document officiel, que « l'on ne saurait exiger des bœufs la même qualité qu'en temps de paix. » Les prix sont partout en hausse, mais avec de sensibles différences : la livre de bœuf, qui valait au mois de mars à Berlin 3 francs, n'en valait que 2 à Munich et 1 fr. 85 à Karlsruhe.

Or cette même viande coûtait moitié il y a un an et moins de moitié en 1914. La cherté est chose relative ; pour bien apprécier celle qui sévit aujourd'hui au delà du Rhin, il ne faut pas oublier que le prix de la vie en général, quoiqu'il se fût élevé depuis quinze ans, était beaucoup plus bas que chez nous, comme d'ailleurs les salaires restaient inférieurs aux nôtres. Une enquête faite à Brême en décembre dernier par le Syndicat des métiers, chez 787 ménages ouvriers, constate qu'un tiers d'entre eux gagnaient moins de 31 francs par semaine et 130 moins de 25 francs. Rien d'étonnant si une cinquantaine déclarent ne pas consommer de viande. Chez les 735 autres qui en achètent, cet aliment représente 1 fr. 25 par semaine et par tête ; la graisse (beurre et margarine) compte pour 1 franc. Dans une famille de cinq personnes, le doublement du prix de ces deux seuls articles se traduit par plus de 11 francs par semaine ou par une restriction de moitié dans leur consommation.

L'autorité les incline d'ailleurs à cette dernière solution et même la leur prescrit, puisque les cartes de rationnement, instituées à Berlin fin février, donnent droit à une livre et demie de viande et à une demi-livre de graisse de porc *par quinzaine* et par personne ; on ne peut pénétrer qu'à certain jour, suivant la couleur de sa carte, chez le charcutier ou la bouchère.

Celle-ci se plaint de ne pas gagner sa vie : « On ne se fait pas idée, dit-elle, de ce que nous y mettons de notre poche avec le porc municipal... ; attendez, si la guerre dure encore un an, les cliens mendieront un morceau de viande. » En attendant, le jambon se paie, à Leipzig, 5 fr. 40 la livre depuis avril, le porc frais et le lard 4 fr. 60, le boudin 4 francs. En un mois, l'augmentation a été de 8 pour 100 et l'on s'attend à voir restreindre la fabrication des saucisses ; ce qui, dans un pays où l'on mangeait deux fois plus de porc que chez nous, est aussi grave que de remanier la Constitution.

Les prix ci-dessus ne sont pas les *maxima* officiels ; ces derniers sont plus bas d'un tiers, tout en étant supérieurs encore de 80 pour 100 aux chiffres de 1913. Seulement, en dépit de l'observation minutieuse à laquelle les cours sont censés soumis par le « Bureau central d'examen pour les prix des denrées alimentaires, » les maxima sont peu observés : comme ils ne

s'appliquent qu'aux marchandises indigènes, il ne se trouve plus au marché que de la viande « étrangère, » que l'on pouvait vendre 3 fr. 75 la livre quand la viande du pays était taxée à 1 fr. 80. Les choux des provinces du Nord échappent de même à la taxe en s'offrant comme « choux du Danemark. » Ailleurs, où les choux sont libres, mais où les pommes de terre sont réglementées, les paysans cèdent leurs pommes de terre au cours légal, mais *à condition* que l'acheteur prenne un chou qu'ils ont annexé au sac et qu'ils font payer 2 ou 3 francs.

Depuis que les fromages allemands sont tarifés, ils ont disparu des boutiques, les seuls qui soient en montre sont « importés. » Il faut « dénoncer ces faits à la police, » disent les journaux, pleins du récit des ruses et artifices employés pour tourner la loi. On décide que certains marchands vendront uniquement les fromages « indigènes, » d'autres les « étrangers ; » que, de ces derniers, nul n'en pourra introduire que par la « Société centrale d'achats » et avec son autorisation.

Remarquons, entre parenthèses, que ces organismes d'État ne sont pas à l'abri de tout reproche, puisque le directeur de la Centrale de lait, à Berlin, a été condamné à 500 *marks* d'amende, en février, pour mélange quotidien de mille litres de lait écrémé au lait pur. Le ministre de l'Intérieur prussien a beau stigmatiser, dans sa circulaire du 20 mars dernier, « le trafic usuraire des denrées ; » le Conseil fédéral a beau édicter pour le mois courant des pénalités renforcées, un an de prison, 10 000 *marks* d'amende, privation des droits civiques, pour vente au-dessus des maxima, refus de livraison, dissimulation ou conservation des marchandises qui y sont sujettes, etc. ; ces menaces ne prouvent que la résistance croissante à laquelle se heurte la politique de coercition et l'impuissance du gouvernement à se faire obéir, quand il s'agit d'un objet vraiment rare.

C'est le cas des graisses et huiles, animales ou végétales, sur lesquelles la « Commission de guerre » a la haute main et qu'elle se procure à prix d'or : tel « coco, » riche en glycérine, vendu par son fabricant d'Amsterdam 2 francs, est revendu, lorsqu'on lui a fait passer en fraude la frontière du Brabant, 8 francs le kilo aux autorités allemandes de Belgique. Il ne se passe pas de semaine où la Hollande ne saisisse des matières grasses dirigées en contrebande vers la Germanie : tantôt c'est un stock de mastic mélangé à de l'huile de lin ; tantôt ce sont,

à deux jours d'intervalle, des bateaux chargés d'huile pour 400 000 et 500 000 francs chacun, qui essaient de franchir sur l'Escaut le cordon douanier.

C'est en effet le plus souvent par eau que le passage est tenté et le besoin d'huile de l'Allemagne est si grand que, pour s'en procurer, elle fait frauder jusque dans les caisses à eau des remorqueurs qui regagnent son territoire : on remplissait ces caisses moitié d'huile, moitié d'eau, et les vérificateurs hollandais furent quelque temps avant de s'apercevoir de la supercherie; les contrôles se faisant en ouvrant les robinets des caisses, l'huile surnage et l'eau seule apparaît.

Les huiles et suifs alimentaires étrangers se payant couramment 6 et 7 francs le kilo aux premières stations frontières, et tel ambassadeur accrédité à Berlin étant obligé d'envoyer chercher en Suisse, à Bâle, l'huile nécessaire à la consommation de sa maison qu'il ne peut se procurer autrement, on s'explique que le tarif intérieur de 3 fr. 50 pour les produits nationaux similaires soit d'une application plutôt pénible. Ce serait le cas, ou jamais, d'avoir recours à ces précieux « succédanés » qui « ont si bien réussi, affirme un ingénieur allemand, qu'aujourd'hui peu d'industries continuent à faire usage de leurs matières premières originaires et que l'on pourrait même livrer certains articles aux Alliés. »

Cet ironiste trouverait l'utile emploi de ses facultés de remplacement dans le domaine des graisses et huiles, puisque l'Allemagne importait d'ordinaire 86 pour 100 des graines oléagineuses qu'elle travaille, et qu'elle a réduit l'an dernier la culture de ces sortes de plantes. On se borne à réquisitionner tous les corps gras, compris les savons. Encore ces derniers sont-ils indélicatement truqués par les introducteurs : « Alors qu'un bon savon, dit la *Chemiker Zeitung* du 1er mars, doit contenir 60 pour 100 de graisse, le savon qui arrive actuellement de l'étranger n'en contient que 15 et demi pour 100. » Or, il coûte 3 francs à 3 fr. 75 le kilo. Français, qui gémissez de payer le savon de Marseille 1 fr. 20, au lieu de 0,65 centimes avant la guerre, votre sort n'est-il pas enviable?

En attendant que l'on soit parvenu à obtenir des graisses avec de la levure (?), ou que l'on ait dérobé à l'égout les eaux grasses au moyen d'un appareil très vanté, les journaux d'outre-Rhin se bornent à recommander aux ménagères de s'inspirer,

dans leurs fonctions domestiques, d'un petit tract intitulé : *La cuisine avec peu de graisse.* A tous les citoyens on prêche l'économie du savon dans leur toilette : « C'est un préjugé de l'employer en abondance ; il suffit qu'il touche la peau, il en faut très peu pour se bien laver. »

III

« Peut-on dire, demande un journaliste allemand, que la population de Berlin désire très vivement ne point voir cinq cents femmes, gardées par deux agens de police, attendre devant la porte du marchand de beurre ? Peut-on dire que tout Berlinois de bon sens ne considère pas cette scène comme le complément du tableau de Berlin en temps de guerre ? » La scène, en effet, parut si peu plaisante, surtout à celles qui devaient la jouer régulièrement, que la patience leur manqua ; il y eut pour le beurre des émeutes, que l'on prit à tort chez nous pour des manifestations politiques ; mais tout de même, dans ces mutineries, le sang coula.

Le beurre coûte *officiellement* 3 fr. 35 la livre dans la capitale prussienne, où il se vendait 2 francs l'an dernier. Comme il vaut meilleur marché en Wurtemberg et en Bavière, où d'ailleurs les cartes de beurre ne donnent droit qu'à 125 grammes par semaine, les polémiques vont leur train entre confédérés, et les gens du Nord reprochent aigrement aux Bavarois l'égoïsme qui les porte à faire beurre à part. A quoi les gazettes de Munich ripostent que, si le beurre fait brèche à l'unité politique et militaire de l'Empire, c'est que Berlin, où il s'en consommait annuellement 15 kilos par tête, — cinq fois plus qu'en Bavière, — « tirait 80 pour 100 de sa subsistance de l'étranger. »

En effet, l'Allemagne importait, en 1913, 55 000 tonnes de beurre. De la Hollande seule, en 1915, elle a tiré 28 000 tonnes qui sans doute lui manquent aujourd'hui. Sur ce chapitre, la législation germanique en est revenue au « chacun pour soi » du Moyen Age : les Badois, tout en se plaignant que les Wurtembergeois leur refusent du beurre, le refusent eux-mêmes à l'Alsace-Lorraine ; les juges du Grand-Duché condamnent à l'amende le marchand de Kehl qui transporte du beurre à Strasbourg sans une autorisation, que du reste on ne délivre guère.

Les œufs étaient aussi pour l'Allemagne un article d'importation : 170 millions de kilos, c'est-à-dire quelque 3 milliards d'œufs, lui venaient du dehors. L'Autriche-Hongrie ne pouvait en fournir que la moitié, et il faut croire que les œufs bulgares et polonais, qui valaient à Francfort récemment 200 francs le mille, ou même les œufs hollandais à 225 francs, n'ont pas suffi à remplacer ceux de Russie, puisqu'on a payé couramment les œufs 22 centimes la pièce à Berlin cet hiver, en dépit des Centrales d'achat et des œufs municipaux à 18 centimes, qui furent épuisés en quinze jours.

Par la hausse des prix, dont on vient de lire le détail, on conçoit que le prolétaire allemand, — il n'est pas question des riches pour qui la cherté n'est qu'un thème à conversations, — a dû restreindre la quantité de ses alimens et en changer la nature. Fût-il devenu végétarien par nécessité, il n'aurait pas le choix des légumes frais ou secs : les choux, les carottes, les épinards ont doublé de prix ; les pois, les fèves, les haricots ont triplé ; les navets et le riz ont quadruplé. Il est possible que la spéculation y soit pour quelque chose ; l' « organisation » et la taxation, qui ont fait fuir ces denrées, y ont eu certainement grande part.

Il existait de vieille date des maxima fixés par le Conseil fédéral, inférieurs de 50 pour 100 à la moyenne des cours ; mais nul n'en tenait compte. En Hesse, où, depuis la guerre, on n'a pas appliqué les taxes, les marchés se trouvent mieux approvisionnés. A Berlin, depuis le mois de mars, pour remédier au manque absolu de choux, on a suspendu les maxima sur les choux étrangers. « Par une série de mesures inopportunes, disait, il y a quelques semaines, le baron de Wangenheim aux fermiers de Poméranie, non seulement un grave dommage a été causé à notre agriculture, et le marché des pommes de terre a été complètement bouleversé ; mais une forte inquiétude a été jetée parmi les consommateurs, et une profonde amertume, bien justifiée, a gagné les producteurs. » Le secrétaire d'État Delbrück avait donc quelque raison de dire que, « pour ces articles, les questions de prix et de réquisitions sont particulièrement compliquées. »

Mais, quoique l'administration n'ait pas fait une fameuse besogne et n'ait pu transporter de l'Est à l'Ouest, faute de wagons, des quantités assez fortes pour unifier les prix, l'abon-

dance est telle que le salut des classes laborieuses vient en Allemagne de la pomme de terre. Elle vaut *officiellement*, ce printemps, 17 centimes le kilo à Berlin, ce qui nous paraît bon marché et ce que nos ennemis trouvent cher, parce que ce prix est le double des anciens et aussi de ceux actuellement pratiqués dans les campagnes de Silésie : 68 millions d'habitans, en présence d'une récolte de 54 millions de tonnes en 1915, — contre 44 millions en 1914, — devraient, semble-t-il, avoir des pommes de terre à discrétion ; et l'on s'étonne que nos ennemis s'efforcent d'en importer de Pologne, de Courlande et de Lithuanie.

On s'étonne surtout que la nouvelle carte, — car il existe aussi une carte de pommes de terre dans les grandes villes, — ne donne droit qu'à 10 livres tous les 12 jours. C'est qu'une bonne partie de ces tubercules sont de qualité fourragère, bonne pour l'alimentation des bestiaux plutôt que des hommes; c'est encore que les réquisitions, les stocks mal conservés par les communes, le refus de vente des paysans n'accélèrent pas la consommation.

A ces pommes de terre, le sel ne manquera pas; son prix de 15 centimes le kilo est sans changement depuis la guerre. Le sucre est à peu près dans le même cas; l'Allemagne en exportait pour 170 millions de francs, elle était très fière de cette industrie; la surface cultivée en betteraves s'étant réduite l'an dernier d'un tiers, il en est résulté une hausse du sucre brut de 25 à 38 francs les 100 kilos, suffisante pour doubler ou tripler les dividendes distribués par certaines sucreries, mais représentant pour l'acheteur un supplément de 13 centimes seulement. Toutefois, les quantités disponibles répondent maintenant si juste aux besoins, que les Allemands ne veulent pas laisser sortir de sucre, si ce n'est en Suisse et contre compensation. La moindre spéculation les mettrait dans la gêne; les autorités, qui la redoutent, risquent de la provoquer en recommandant aux brasseries de ne donner que deux petits morceaux de sucre par tasse de café.

Du café, l'Allemagne en avait des stocks importans au début de la guerre, comme il convient à un pays qui en introduit pour 260 millions de francs par an et dont le café au lait constitue, avec la bière, la boisson nationale. La consommation, loin de se restreindre, a augmenté, en dépit des chimistes

qui soutiennent, mais sans succès, qu'avec la chicorée parfumée d'une légère dose de caféine, on obtient une imitation parfaite.

Les négocians hollandais ou scandinaves, seuls importateurs, profitent de la situation et les prix de gros ont aujourd'hui plus que doublé. Au détail, le café torréfié, — la vente en vert est interdite, — coûte 3 francs la livre, malgré des droits de douane très modérés, et il est interdit, sous peine de 1500 marks d'amende ou de six mois de prison, d'en livrer plus de 250 grammes à la fois par acheteur. Le thé, moins recherché, vaut 5 francs, et il est à noter que sur tous ces articles, sur le cacao par exemple qui a doublé, la part du détaillant, son bénéfice *proportionnel* a sensiblement diminué.

IV

Quoique l'alcool soit, en Allemagne comme chez nous, un engin de guerre, puisque la fabrication de l'éther en absorbe de grosses quantités, son prix, de 193 francs l'hectolitre pour la qualité *comestible*, n'est rien comparé au nôtre. Nos voisins le trouvent aujourd'hui exorbitant parce qu'il n'était avant la guerre que de 80 à 87 francs. Présentement encore, l'alcool d'*éclairage* est chez eux à des chiffres très abordables, tandis que le pétrole est onéreux; lorsque les réserves de la société germano-américaine commencèrent à s'épuiser après sept ou huit mois de guerre et que l'on eut recours aux pétroles de Roumanie, les prix montèrent de 100 pour 100.

L'occupation russe n'avait pas causé en Galicie autant de dégâts que les Allemands le redoutaient. Dès la première moitié de mai 1915, plusieurs puits furent remis en exploitation; dix jours après la reprise de Krosno, les premiers wagons de benzine et d'huile à graisser étaient expédiés sur le front. Le gouvernement allemand s'est entendu avec l'Autriche pour la livraison de pétroles, qu'il transporte jusqu'à sa frontière au moyen d'une canalisation construite à cet effet. Mais la production des puits galiciens est loin d'atteindre, comme le disent les journaux allemands, 75 pour 100 de la normale.

En y joignant les envois roumains, assez irréguliers par suite de la mauvaise volonté des chemins de fer hongrois, le pétrole, taxé à 40 centimes le litre, est censé représenter le

cinquième de la consommation ordinaire de l'Allemagne; en fait, les marchands, malgré la loi et la répression judiciaire, le réservent à leurs bons cliens ou le cèdent, en prime, à qui fait chez eux d'autres acquisitions. La ration officielle *d'un litre par mois* est bien maigre pour un ménage; heureux qui peut avec des protections accroître sa dose : « notre commune, écrit à la louange du sous-préfet un administré reconnaissant, a obtenu, grâce aux bons offices de la *Kreisdirection, un fût de pétrole* à répartir entre les habitans; chaque famille recevra de la sorte deux litres supplémentaires. » On prêche l'économie et les chemins de fer badois donnent l'exemple, en faisant couper les mèches de lampe de façon que la flamme ne brûle que sur une demi-circonférence.

La benzine (de pétrole) s'est payée un moment jusqu'à 2 fr. 50 le litre; mais depuis quelque temps le benzol (de houille) a été mis par les autorités militaires à la disposition de l'industrie avec plus de libéralité : Hambourg a reçu 100 000 kilos en février, et le général commandant le VIIe corps, ayant permis qu'il fût débité pur aux moteurs et aux automobiles, chacun s'est empressé de faire des provisions.

Le gaz, qui se paie maintenant à Berlin 20 centimes le mètre cube et seulement 17 centimes à Francfort, n'est pas comme en France une cause de perte pour les compagnies exploitantes, puisque c'est à peine si le charbon a haussé en Allemagne. On estime la production actuelle à 70 pour 100 de celle des plus fortes années; or, en 1913, l'extraction avait été de 195 millions de tonnes, dont 40 millions vendues à l'étranger. Nos ennemis peuvent donc supporter sans dommage la mobilisation de nombreux mineurs, et l'emploi intensif des wagons pour l'armée qui a diminué l'activité des houillères. Leurs mines sont pour eux une grande force en temps de guerre, non seulement par le bon marché du charbon, mais par ses sous-produits que leur procure la distillation mensuelle de 1 800 000 tonnes de coke : l'ammoniaque sulfurique, le benzol et le toluol, utiles à la fabrication des explosifs.

Exportateurs de houille, les Allemands sont grands importateurs de bois; tant arbres à feuilles que conifères, ils en introduisaient pour plus de 300 millions de *marks* d'Autriche et de Russie. La consommation de bois sur les deux fronts a été jusqu'ici à peu près égale : les forêts de Pologne et les terri-

toires occupés leur ont fourni le bois nécessaire au front oriental ; tandis que pour le front Ouest, une fois qu'ils eurent épuisé les stocks trouvés en France et en Belgique et les forêts déboisées, ils ont fait appel dans une très large mesure aux sources de l'Allemagne, où les prix ont alors rapidement augmenté.

Le mètre cube, en madriers de 80 millimètres, qui valait 67 et 69 francs à Cologne et à Berlin en août 1914, vaut aujourd'hui 97 francs à Berlin et 112 francs à Cologne ; soit 40 pour 100 de hausse dans le Nord et l'Est, et 60 pour 100 dans l'Ouest. L'autorité militaire craint de manquer de noyers pour l'armement ; certains se sont vendus jusqu'à 800 francs, et l'on a décrété la saisie de tous les noyers sur pied et de toutes les pièces de cette essence mesurant un mètre de longueur sur six centimètres d'épaisseur.

Le bois à papier fait également défaut ; depuis plusieurs années avant la guerre, par suite de la surproduction et des bas prix qui en étaient la conséquence, la situation de l'industrie du papier en Allemagne était critique. Sur 46 Sociétés, 30 ne donnèrent aucun dividende en 1913-1914 ; la moyenne de revenu des autres ne dépassait pas 3 et demi pour 100. Depuis la fermeture de la frontière russe, la Suède seule exporte la cellulose, et nous savons, nous autres Français, à quel prix. L'association des fabricans germaniques a, depuis le 1er avril, augmenté ses prix de 33 pour 100 ; certains, pour ne pas vendre à perte, ont restreint leur production. Quelques-uns suggèrent au ministre de réquisitionner tout le vieux papier et les déchets de carton ; d'autres conseillent de développer l'abatage des épiceas en Pologne russe. Un petit nombre de journaux ont jusqu'ici majoré leur abonnement et d'une façon insignifiante.

Suivant la méthode de parcimonie puérile, dont nous avons signalé quelques exemples, le ministre de l'Instruction publique de Bade recommande, pour ménager le papier, de diminuer les devoirs des élèves ; les fonctionnaires ailleurs ont reçu l'ordre de ne plus laisser dans leurs lettres de service les blancs inutiles, que l'on considérait comme un protocole de respect, et d'en bannir les longues formules de politesse.

V

Les alliés de l'Allemagne, plus pauvres, moins bien outillés, souffrent davantage de la perturbation apportée par la guerre. La vie, en Autriche-Hongrie, en Turquie, en Bulgarie même, dont on a utilisé les produits indigènes sans presque lui rien apporter du dehors, est aujourd'hui plus chère qu'en Allemagne. Les agens autrichiens, jusqu'à ces derniers mois, payaient en Hollande pour certains articles des prix plus élevés que les Allemands. Ceux-ci avaient de ce fait beaucoup de peine à conclure leurs marchés. Pour obvier à cette concurrence, la commission berlinoise chargée du contrôle des achats faits à l'étranger centralise maintenant toutes les marchandises pénétrant dans l'Empire. Dès lors il devient impossible à l'Autriche de se ravitailler en Hollande; elle doit passer par Berlin et verser un courtage à ses alliés.

Quelle qu'en soit la cause, les prix de détail de toutes les denrées, blé ou viande, lait ou légumes, sont plus élevés à Vienne qu'à Berlin et plus élevés à Buda-Pesth qu'à Vienne. Je ne parle pas du Trentin, où les saucisses se paient 10 fr. 50 le kilo. La volaille, qui vaut 6 francs, à Berlin, en vaut 10 à Pesth et les oies 22 francs; le sucre, 111 francs le quintal en gros contre 38 francs en Allemagne. Les États de François-Joseph n'ont jamais été plus « dualistes; » unis jusqu'à la farine exclusivement, ils mêlent leur sang sur les champs de bataille plus volontiers que leurs denrées pour la cuisine. Dans le dernier trimestre de 1915, on a consommé à Vienne moitié moins de bœufs et de porcs que dans le trimestre correspondant de 1914 et, au prix où se paye le blé venu de Roumanie, il est clair que la classe ouvrière ne mangera pas à sa faim.

D'autant plus que les salaires restent bas, quoiqu'il y ait beaucoup moins de main-d'œuvre. On emploie des prisonniers russes à 25 et 30 centimes par jour. La consommation se restreint, en même temps que la vie civile se ralentit; 55 à 60 pour 100 des brasseries sont fermées. Le charbon, quoiqu'il soit monté depuis 1914 de 38 francs à 50 francs la tonne, nous paraît pour rien; mais le pétrole lampant à 47 centimes le litre et l'essence à 91 centimes, *non compris l'impôt*, sont une preuve que la production actuelle en Galicie est loin d'atteindre ses chiffres antérieurs.

De pétrole, en Turquie, il n'en faut plus parler; c'est un article pratiquement disparu. Le *Tanine* exhorte les gens qui en manquent à songer la nuit à l'avenir *lumineux* que la guerre prépare à leur postérité. Quant au charbon, il est coûteux et rare sur les rives du Bosphore. Le seul point où Constantinople puisse s'approvisionner est sur la Mer-Noire, c'est-à-dire à portée de la flotte russe. Le *Gœben* et le *Breslau* ont remorqué des convois partis du port de Saynldagh, qui ne cessait d'être bombardé. La nécessité et de grosses primes ont poussé des hommes entreprenans à tenter ce voyage périlleux. Qu'adviendrait-il, si le *Gœben* éprouvait quelque accident?

Quand ces arrivages se font attendre, on économise sur les provisions des chemins de fer, de la flotte; on modère la lumière électrique et la marche des tramways, mais on ne peut arrêter les moulins sans risquer la disette. La question du charbon est liée en effet à celle de la farine; les moulins qui travaillent pour la capitale ottomane sont presque tous mus à l'électricité; les moulins à eau ou à vent ne comptent pas. Les envois de houille par terre sont difficiles avec une ligne unique de chemin de fer, accaparée encore par l'administration militaire et manquant le plus souvent de wagons.

Le ministre Talaat a assuré au Sénat que le gouvernement, « en achetant des vivres à l'étranger, avait réussi à assurer l'alimentation du peuple pour au moins deux ans. » Mais c'est une pure fable. Un Allemand, retour de Constantinople, avouait il y a six semaines qu' « étant donné l'indolence orientale, on n'a pu obtenir aucune organisation sérieuse pour le blé. »

En Anatolie, les réquisitions militaires ont raréfié les moyens de transport et, depuis dix-huit mois, elles ont fait le vide dans le voisinage des voies ferrées. « Nous mangeons, dit un Turc, du pain fabriqué avec du blé roumain. Ce pain-là est très blanc, mais il n'est pas rassurant pour nous d'en être réduit à compter sur les Balkans. A la moindre offensive russe sur le front de Bessarabie et de Bukovine, à la moindre oscillation de la politique roumaine, les livraisons deviennent problématiques. Puis, avant que les céréales ne parviennent à la Corne d'Or, il y a tant de questions à résoudre!... »

Les cartes de pain existent présentement à Constantinople, comme en Allemagne; la gêne est grande, mais le calme est complet. « Il faut avoir vu, dit un voyageur, avec quelle impas-

sibilité, avec quelle lassitude résignée les gens attendent, des heures durant, les bras pendans, à la porte des boulangeries, pour comprendre que le peuple turc, quoiqu'il souffre, n'aura pas l'énergie de manifester, qu'il est même incapable de bouger, tant qu'il ne sera pas réduit à la dernière extrémité. » Le gouvernement a la main sur tout, et la presse locale, qui ne daigne jamais s'occuper de l'état économique de la Turquie, a complètement cessé de relater les mouvemens de protestation qui ont eu lieu à Vienne et à Berlin contre la cherté des vivres.

VI

Les raisons de la longanimité britannique sur le chapitre du coton, durant la première année de guerre, doivent être cherchées aux États-Unis, où l'ouverture des hostilités fut le signal d'une crise terrible sur ce textile. En quelques semaines, son prix tomba de 70 centimes la livre à 40 centimes, puis à 30. La navigation suspendue, un groupe de corsaires allemands écumant les mers, la récolte nouvelle du coton, de 15 millions de balles, soit une valeur de plus de 5 milliards de francs aux cours de fin juillet, irréalisable ; l'industrie et le commerce dans les États du Sud s'arrêtant parce que les planteurs, sans argent, ne payaient plus personne ; les chemins de fer et les sociétés financières de la région suspendant par contre-coup leurs dividendes : tel était, à l'automne de 1914, l'état critique auquel on ne voyait pas de remède. Les uns demandaient au gouvernement de « valoriser » le coton, suivant le système brésilien du café ; d'autres préconisaient comme œuvre de solidarité sociale l'achat par chaque ménage américain d'une balle de coton, pour venir en aide aux concitoyens du Sud. Pour leur permettre d'attendre des jours meilleurs, les banques de Saint-Louis souscrivirent un prêt de 700 millions de francs, et l'on bâtit, en vue de loger ce coton, d'énormes hangars.

Si les Alliés, sans égard à cette mévente, avaient alors mis l'embargo sur le coton, ils auraient soulevé contre eux l'opinion encore hésitante aux États-Unis. Ils patientèrent donc, se bornant à mettre obstacle à l'importation directe en Allemagne, mais laissant les neutres l'approvisionner à leur aise ; si bien qu'au lieu de 2 800 000 balles embarquées en 1913-1914 à destination des ports germaniques, il n'y en eut que 231 000 en

1914-1915; mais il en vint 600 000 par Gênes et par l'Italie en général, 500 000 par Rotterdam et 550 000 par Gothenburg et autres ports scandinaves.

Aucune pénurie de textiles ne se fit donc sentir à l'Allemagne, qui possédait de grands stocks à Brême et s'appropria tous ceux de la Belgique, du Nord de la France et de la Pologne. Lorsque, par suite de ces affrètemens copieux pour l'Europe, y compris la France et l'Angleterre qui achetèrent plus que d'habitude ; par suite aussi de la demande indigène, — jamais il n'avait été manufacturé autant de coton aux États-Unis, — le marché eut recouvré son assiette et un prix normal; lorsque l'Amérique était pleinement informée de la justice de notre cause, l'Angleterre déclara le coton contrebande de guerre.

Aussitôt (1er août 1915) le ministère prussien de la Guerre interdit la fabrication de presque tous les articles de coton, étoffes pour vêtemens, linge de corps ou de maison. Le lendemain, il prescrivit la déclaration ; le 14 août, il opéra la saisie du coton en tous ses états : bruts, filés, tissus, déchets ou chiffons. Défense de le vendre, ou de le mettre en œuvre autrement que pour l'armée ; encore les usines ne doivent-elles pas travailler plus de trente heures par semaine.

Au coton américain, du reste, nos ennemis ne renoncèrent pas volontiers. Durant la seconde quinzaine d'août, dit M. André Sayous dans une remarquable étude sur le Commerce et l'Industrie allemande, les quatre grandes banques germaniques s'entendirent pour grouper les commandes des fabricans et financer un achat collectif. Par télégraphie sans fil, un ordre fut lancé montant à 375 millions de francs : un million de balles à 75 centimes la livre, livrables à Brême, lorsque le cours était seulement de 50 centimes. Ordre colossal et platonique, puisqu'il était inexécutable, les Américains ayant reconnu la légitimité du blocus.

Faute de pouvoir renouveler ses provisions, l'Allemagne s'efforça de les économiser et d'employer d'autres matières : on a essayé de fabriquer du coton artificiel avec de la cellulose ou avec la fibre de l'ortie : cette dernière traitée d'abord, d'après un procédé fort coûteux, à l'ammoniaque, puis tout simplement, au dire du professeur autrichien Oswald Richter, avec de l'eau pure. Il ne semble pas que les résultats obtenus aient été

bien notables, malgré l'affirmation de la presse que l'on n'utilise plus pour les explosifs un kilo de coton.

Le souci de l'économie se manifeste par des conseils ou par des prohibitions : on recommande dans les paroisses de ne pas habiller de neuf les premiers communians ; inutile de mettre les garçons en noir et les filles en blanc. Le général commandant à Nuremberg la 111e division bavaroise invite les femmes qui « se croient obligées de porter des jupes très amples et de hautes bottines, et qui emploient ainsi de grandes quantités d'étoffe et de cuir en pure perte, à se contenter, vu la gravité des temps, de vêtemens étroits et de chaussures basses. »

On s'est égayé de cette charge d'un militaire contre une mode qu'il déclare « ridicule ; » que cette mode soit plus ou moins esthétique, je ne sais, et il n'y a qu'un général allemand capable de dire si elle est ou non « patriotique. » Mais qu'une mode, née sous les feux croisés des canons, dans l'horreur du sang, des larmes et des deuils, ait pu radicalement transformer les corps féminins de l'Europe et sans doute de l'univers, qui ressemblaient au commencement de la guerre à des crayons et qui ressemblent maintenant à des amphores ; que cette mode se soit imposée aux épouses, filles ou sœurs des belligérans, malgré les tranchées et les blocus ; de sorte qu'elle représente, au milieu de ce choc effrayant des peuples, où les internationalistes professionnels ont abdiqué, un vestige triomphant d'internationalisme : celui de la toilette du beau sexe ; voilà, semble-t-il, un mystère de psychologie et de « panurgisme » où les philosophes trouveront de quoi s'amuser et les couturiers de quoi s'enorgueillir.

Les autorités allemandes agissent aussi par voie de coercition : le Conseil fédéral, pour ménager la vente des étoffes et des vêtemens, a récemment interdit aux magasins de nouveautés « tous procédés susceptibles d'accélérer l'écoulement des marchandises, tels que les expositions de saison, les liquidations ou articles-réclames. » Ces règlemens, dit la *Gazette de Cologne*, « ne sont pas une preuve de pénurie, mais seulement la volonté d'être armé et d'être prêt. »

Le coton ne manque pas encore, puisqu'il n'y a pas longtemps le gouvernement en mettait 100 000 balles à la disposition des filatures qui travaillent pour l'armée. Mais il devient rare ; pour la ouate, on cherche à lui substituer le lin, comme on

fait des couvertures avec des vieux journaux et des matelas avec du papier haché, en guise de laine. Malgré les quantités de matières premières enlevées dans les territoires occupés et estimées, pour la laine seule, d'après un communiqué officiel, à 625 millions de francs, la hausse des tissus est énorme pour la population civile.

Pour l'armée, l'Allemagne avait largement de quoi l'habiller au moment de la déclaration de guerre, mais elle n'avait pas de marchandises de réserve. L'administration, que le Reichstag avait chapitrée pour avoir fait une provision de 25 millions de draps, s'était bornée à passer contrats par avance avec des entrepreneurs, qui se trouvèrent incapables de tenir leurs engagemens. Aujourd'hui, chacun des dix-huit magasins de corps fabrique, pour les troupes qui dépendent de lui, les uniformes et les chaussures « en telle abondance, dit un fonctionnaire, que nous en pourrions fournir les 4 millions d'Anglais et les 6 millions de Russes. »

Le bluff allemand est ici d'autant plus grossier que les journaux conseillent à la population de remplacer les chaussures de cuir, qui coûtent 37 francs, par des sabots ou du moins par des bottines en toile à voiles, pour la partie supérieure, dont la cambrure, la semelle et le talon sont de minces feuilles de bois collées, « ce qui, dit-on, est très chaud. » L'Allemagne exportait avant la guerre de la peausserie de luxe, — 30 millions encore en 1914, — la plus grande partie en Autriche, Suisse et Danemark. Au début, la « Société des Peaux Brutes » et celle du « Cuir de guerre » ayant réquisitionné depuis les stocks des cordonniers et des tanneurs, jusqu'aux bouchers et aux abattoirs, et les intendances enchérissant les unes sur les autres dans leurs achats, la spéculation fit monter les prix par bonds rapides jusqu'au triple du temps de paix, pour les peaux de vaches entières, et davantage pour certaines parties comme le « flanc. »

Les fabricans de cuir réalisèrent de gros profits; on cite la maison Adler et Oppenheimer, de Strasbourg, comme ayant travaillé sur le pied d'un bénéfice de 100 pour 100 de son capital de 15 millions de francs. Pour limiter ces gains, ou pour en prendre sa part, l'administration militaire exigea des tanneurs le versement de 0 fr. 62 par livre de *peau brute* employée; de sorte qu'en tirant ainsi un revenu de l'élévation des cours, elle

se trouvait frapper d'un impôt indirect de 1 fr. 25 quiconque faisait ressemeler une paire de souliers. Ce prélèvement fut réduit de moitié en octobre et supprimé en décembre 1915, quand le gouvernement édicta des maxima. Le prix des chaussures est double de celui du temps de paix ; mais les autorités admettent qu'il faut de gros bénéfices pour stimuler la production, parce que, si les matières tannantes ne manquent pas, si les Allemands ont trouvé en Belgique notamment beaucoup d'extraits de quebracho, le cuir lui-même n'est pas seulement cher, il est rare.

VII

On n'a pas réussi jusqu'ici pour le cuir, comme pour le caoutchouc, à faire du neuf avec du vieux. A mesure qu'augmentait la gêne causée par la rareté du caoutchouc et de la gutta-percha, dont il était difficile de s'approvisionner, les autorités allemandes ont saisi la matière sous toutes ses formes : et d'abord les pneumatiques, bandages pleins, chambres à air, sous peine de six mois de prison et de 10 000 marks d'amende pour les non-déclarans. Les propriétaires de camions automobiles ont été dispensés, à partir du 1er janvier dernier, de l'emploi d'un bandage élastique, mais en limitant la vitesse de marche.

Quant au caoutchouc artificiel, pour lequel il y a au moins trente brevets et dont on annonce toujours le lancement, il n'est pas *commercialement* exécutable. La société de produits chimiques Fried. Bayer, d'Elberfeld, a confectionné par synthèse, suivant des procédés connus, un pneumatique offert au Kaiser, mis en usage sur une voiture impériale. C'était un travail de laboratoire, qui figure maintenant au musée industriel de Munich et, faute d'avoir résolu ce problème, c'est uniquement par la régénération des caoutchoucs usés et... par une *circulation plus réduite* des automobiles, que nos ennemis comptent se tirer d'affaire.

Pour le cuivre aussi, la refonte du vieux métal, l'économie rigoureuse du neuf et son remplacement, lorsqu'il est possible, dans les alliages par du fer zingué, — comme l'aluminium manquant a été remplacé par le fer-blanc, — sont les moyens dont se sert l'Allemagne pour parer au déficit. Elle employait

en temps de paix plus de 250 000 tonnes par an; la guerre, qui paralyse bien des industries, a suscité de nouveaux besoins, à tel point que le cuivre a doublé de prix dans le monde depuis 1913. Les cours actuels de 2800 et 3350 francs la tonne, suivant qualités, n'avaient plus été enregistrés depuis un demi-siècle; il faut remonter à la guerre de Crimée ou à la guerre de Sécession pour retrouver des prix semblables. Ces prix toutefois ne sont pas pour arrêter les acheteurs; l'Angleterre levait, il y a quelques semaines, aux États-Unis une option de 200 millions de kilos.

Les ressources de l'Allemagne en août 1914 étaient tout au plus normales : le total des quantités existant dans les usines (55 000 tonnes) jointes à celles existant dans les ports (6 000), chez les producteurs et les marchands, y compris une entrée de 5000 tonnes par Rotterdam qui fit quelque bruit à Paris au commencement de la guerre, montait à 91 000 tonnes. Les prises des pays envahis (8 000 tonnes en Belgique), les quantités venues en contrebande de la Suède et les minerais allemands et austro-hongrois, représentent à peu près 70 000 tonnes, même en tenant compte des efforts pour développer la production.

En Orient, il se trouve deux mines en Bulgarie, d'ailleurs peu importantes, à Bratza et à Burgas. Les plus riches des balkaniques, celles de Bor en Serbie, produisant de 7 à 8 000 tonnes, étaient exploitées par une société française. Les Serbes ont emporté une partie de la machinerie et détruit le reste. Les Bulgares sont, disent-ils, en train de réinstaller l'exploitation.

La déclaration des cuivres, obligatoire en janvier 1915, fut renforcée en juillet par la réquisition. Toutes nos usines du Nord et de l'Est, situées dans le territoire occupé, ont été méticuleusement dépouillées de tout le cuivre qui pouvait se trouver dans leur mécanisme. Des contremaîtres venus d'Allemagne ont dirigé le travail de démontage des appareils; ce qui offrait le double avantage de confisquer un métal indispensable et de mettre ces manufactures hors d'état de fonctionner pendant de longs mois après la conclusion de la paix; mais ce qui nous imposera l'obligation d'installer nos compatriotes dans les établissemens similaires de nos ennemis au jour, proche ou lointain il n'importe, où l'Allemagne vaincue sera envahie à son tour par les armées alliées.

Les rafles s'étendirent aux objets de ménage, les batteries de cuisine furent enlevées des riches installations de Roubaix-Tourcoing. En Allemagne, les réquisitions analogues ont été plus douces, dans la pratique, que les papiers officiels ne le feraient supposer. Bien que les casseroles, les bassines, les serrures, les portes de fourneaux ou de poêles, soient exigibles en droit, — des réclames de magasin offrent les mêmes en fer « garanties contre toute réquisition, » — en fait, on a jusqu'ici reculé devant la saisie effective. Des « bureaux collecteurs » sont installés et, de temps en temps, il est fait appel à la bonne volonté de ceux qui ont des objets saisissables. On leur donne un « dernier délai, » que l'on renouvelle à l'expiration pour ceux qui n'auraient pas encore « rempli ce devoir patriotique. »

La fédération du « Heimatschutz, » qui s'occupe de conserver les traditions, a fait remarquer combien la mise à la fonte des objets d'art ancien serait regrettable et ils ont été exceptés de la saisie. Dans les tramways de Berlin, les dossiers en cuivre entre les sièges ont été supprimés; on les a remplacés, pour la division des places, par des raies rouges tracées sur les fenêtres. On a fondu les cloches « qui ne sonnaient plus, » ou « ne s'accordaient plus avec leurs voisines; » on a même fondu des linteaux de fenêtres, des chambranles de portes et des toits d'édifices publics; toutes mesures qui cadrent assez mal avec l'affirmation de députés, comme von Hassel à la tribune du Reichstag, que « la provision de cuivre de l'Allemagne suffisait pour continuer la guerre pendant des années. »

Privée de cuivre, l'Allemagne, avec du charbon à discrétion et les minerais du bassin de Briey qu'elle exploite à sa guise, est, on le conçoit, beaucoup plus favorisée que nous et même que l'Angleterre sous le rapport du fer et de l'acier. La mobilisation a privé les usines germaniques de 35 à 40 pour 100 de leurs ouvriers; elles ont dû renoncer aux équipes de nuit, employer des femmes, et la production, avec un personnel inexpérimenté, était tombée de 1 589 000 tonnes en janvier 1914 à 962 000 en janvier 1915. Elle a d'ailleurs remonté en janvier 1916 à 1 224 000, et cette réduction de 24 pour 100 n'est pas pour gêner un pays qui, sur les 18 millions de tonnes de son ancienne fabrication, en exportait 8 millions à l'étranger.

Aussi les produits des laminoirs allemands avaient-ils remplacé l'année dernière, avec de gros profits pour leurs actionnaires, les envois ordinaires de la Belgique, de la Grande-Bretagne et de la France, en Hollande et chez les Scandinaves.

Aujourd'hui, les fers ont monté, par l'entraînement des pays neutres, de 32 pour 100 pour la fonte la plus commune et de 76 pour 100 pour l'hématite. Mais ils sont, à leurs nouveaux prix, deux ou trois fois moins chers que ne sont chez nous les qualités similaires; ils sont égaux et même, pour le fer de choix, plus bas que ceux de l'Angleterre; tandis qu'en temps normal les produits métallurgiques du Royaume-Uni n'avaient pas de rivaux pour le bon marché. L'Allemagne jouit d'une abondance analogue pour le zinc, puisqu'elle était avec la Belgique le principal exportateur de ce métal; et l'on en peut dire autant de certains produits chimiques dont elle s'était fait un monopole.

Qu'on ne croie pas cependant que le blocus ici n'ait pas d'effet; tout au contraire; et, quoique l'affirmation puisse sembler paradoxale, son action se fera sentir beaucoup plus par ce qu'il empêche de sortir que par ce qu'il empêche d'entrer; beaucoup plus après la paix que pendant la guerre. Les résultats de ce retranchement de l'Allemagne, d'autant plus efficaces et durables que la lutte aura été plus longue, apparaîtront alors tout autrement pénibles et onéreux pour l'industrie et le commerce germaniques que la privation ou la cherté passagère de quelques denrées et de quelques substances de première nécessité. C'est ce que nous montrera l'étude de la vie et des prix actuels chez les neutres et chez nos alliés.

G. d'Avenel.

L'ÉVOLUTION DE L'ASIE ORIENTALE

ET L'ALLIANCE JAPONAISE

(1894-1915)

Si la guerre de 1914-1916 a eu, de la part des Puissances germaniques qui l'ont provoquée, son principal motif ou prétexte dans la crise balkanique de 1912-1913, si donc c'est la question d'Orient qui en a été la première occasion, cette guerre, outre qu'elle gagnait de proche en proche toute l'Europe, l'Asie Mineure et une grande partie de l'Afrique, s'est étendue de même aux lointains parages du Pacifique, à l'extrémité de l'Asie orientale et a eu l'un de ses théâtres à la pointe du Chan-toung chinois, dans les eaux qui baignent la Chine, le Japon et l'archipel océanien.

Comment l'Asie orientale s'est-elle trouvée impliquée dans la présente guerre, devenue quasi universelle ; comment les deux grands peuples de l'Extrême-Orient, fermés jusque vers le milieu du XIXe siècle à tous rapports suivis avec l'Occident, ont-ils été entraînés dans le torrent de la politique générale du monde ; comment le Japon surtout, après être entré en alliance avec l'une des plus grandes Puissances de l'Ouest, après avoir conclu d'importans accords politiques avec deux autres de ces Puissances, est-il aujourd'hui l'un des alliés, menant avec nous le grand et bon combat contre l'agression et la barbarie germaniques, l'un des facteurs appelés à régler les destinées, à définir les conditions, à tracer la forme du prochain avenir, c'est ce que nous voudrions, en un rapide résumé et raccourci d'his-

toire, indiquer et exposer ici à l'aide de nos propres souvenirs et de quelques-uns des travaux qui, en France comme en Angleterre, en Russie, en Chine et au Japon, ont été consacrés à la période si décisive des vingt dernières années, de 1894 à 1915.

I

Cette période de vingt années s'ouvre par la guerre sino-japonaise, à la date du 31 juillet 1894.

La Chine et le Japon avaient à vider entre elles une vieille querelle, celle de savoir à qui appartiendrait l'influence prépondérante, le pouvoir, la domination en Corée, cette presqu'île dite du Calme-Matin qui a été si souvent l'outre des tempêtes, et qui a joué, dans les rapports entre les deux Empires de l'Extrême-Orient, le rôle joué jadis par la Haute-Italie dans les relations entre la France et le Saint Empire germanique. Ou plutôt la guerre sino-japonaise a été l'occasion, qui devait forcément éclater, de décider par la force des armes lequel des deux Empires exercerait l'hégémonie, serait le maître dans l'Asie orientale où, à plusieurs reprises déjà et à de longs intervalles, ils avaient été tentés de se défier et de se mesurer. Dans ce duel, la Chine, malgré l'énormité de son poids, de sa masse, de sa densité, malgré l'immensité de ses ressources virtuelles et de ses possibilités indéfinies, était d'avance vaincue par son prompt, agile et nerveux adversaire, qui, aux vertus, à l'élan d'une armée et d'une flotte admirablement préparées, unissait la parfaite sûreté, la méthode d'une politique réfléchie, consciente du but et des moyens, et tendue par un constant effort vers l'objet à atteindre. Si la Chine et le Japon étaient restés seuls en présence, il est probable qu'après la bataille navale du Ya-lou et la prise de Port-Arthur, la Chine, selon la loi invariable de son histoire, aurait vu son ennemi et vainqueur libre de disposer d'elle et d'installer à Pékin, sinon, comme jadis les Mongols et les Mandchoux, une dynastie nouvelle, du moins une sorte de protectorat dominateur et tout-puissant. C'est l'intervention, après la paix de Shimonoseki, de la Russie, de la France et de l'Allemagne, c'est le conseil amical donné par elles au Japon de ne pas maintenir l'annexion de la presqu'île du Liao-toung et de Port-Arthur qui a conjuré le péril,

exorcisé une fatalité historique et préservé la Chine contre les conséquences de la suprême défaite.

Cette intervention des trois Puissances de l'Ouest, celle de la France surtout qui devait sentir quelque gêne de voir l'Allemagne se glisser en tiers entre elle et la Russie, a été, au moment même où elle s'est produite, l'objet chez nous-mêmes de très vives critiques dont le principal interprète fut au Parlement un homme dès lors appelé et promis au plus grand et au plus légitime avenir, M. Alexandre Millerand. A ces critiques, dont quelques-unes n'étaient pas sans force ni valeur, le ministre des Affaires étrangères de 1895, M. Gabriel Hanotaux, opposa des raisons à notre avis plus décisives et dont les deux plus impérieuses étaient, la première la nécessité pour la France de soutenir l'intérêt de notre nouvelle alliée, la Russie, la seconde l'obligation que nous imposaient les traités antérieurs, les droits acquis, le souci de notre situation politique et économique, de ne pas délaisser et abandonner au profit exclusif du nouveau conquérant les bénéfices et avantages déjà obtenus. La France défendait, avec sa propre cause et celle de la Russie, dans un Empire avec lequel la Russie et elle-même avaient une large frontière commune, la cause même de l'Occident et de son action en Asie. Elle s'était attachée, d'ailleurs, comme la Russie elle-même, à donner à sa démarche auprès du gouvernement japonais le caractère en effet le plus amical, le plus conciliant, le plus propre à conserver intactes ses relations présentes et futures avec le grand Empire nippon dont elle n'avait pas été la dernière à pressentir et à saluer l'avènement.

L'effet le plus immédiat de l'intervention qui suivit la paix de Shimonoseki fut, en tout cas, après avoir sauvé et préservé l'intégrité et l'indépendance du territoire continental chinois, d'interrompre et de prescrire la politique d'isolement et d'exclusion dans laquelle la Chine s'était jusqu'alors renfermée. La Chine s'était crue longtemps et de bonne foi le centre et l'ombilic du monde, le véritable Empire du Milieu, dont les autres nations et États n'étaient que les vassaux, les tributaires, les plus ou moins lointaines dépendances. Sur les cartes chinoises répandues et vulgarisées dans le peuple, l'Espagne était représentée par la petite île de Luzon, l'Angleterre ne figurait que comme une autre petite île perdue au fond de l'horizon occidental, etc., etc. Depuis les empereurs Kang-Hi et Kien-long,

depuis les travaux scientifiques accomplis à la cour de ces souverains par les missionnaires catholiques, une telle erreur et illusion, pour les lettrés et les gens instruits du moins, n'était plus possible. Mais le peuple y persévérait et l'orgueil chinois trouvait avantage à s'y complaire. Aujourd'hui pourtant, en présence des faits, après le service rendu par les trois Puissances de l'Ouest et devant le danger possible d'une nouvelle agression japonaise, la Chine était bien forcée de se convaincre, de se pénétrer de la réalité. Il était clair qu'il y avait dans le monde d'autres Puissances que la Chine, que, sans le secours de trois de ces Puissances, la Chine eût été sous le joug de son voisin immédiat, de ces Japonais qu'elle appelait encore les « Barbares de l'Est (Wo-jen), » et que, pour se garantir contre de nouvelles menaces de ce voisin, elle ferait bien de s'appuyer sur telle ou telle des Puissances qui déjà l'avaient sauvée. La Russie, d'autre part, sentait, pour les nécessités de sa politique, pour le développement de ses possessions orientales, l'avantage qu'elle aurait à pouvoir compter sur la Chine, sur la situation géographique, le littoral et les ports, au moins septentrionaux, d'un Empire dont elle était elle-même limitrophe sur une si longue étendue de frontière. Un an à peine après la revision du traité de Shimonoseki, la Russie proposait à la Chine un traité d'alliance, accompagné d'un projet de contrat aux termes duquel, pour pouvoir communiquer librement et sûrement avec le Céleste-Empire, elle aurait la faculté de faire passer en territoire chinois, à travers la Mandchourie, la ligne de chemin de fer qu'elle était en train de construire entre Saint-Pétersbourg et Wladiwostock.

C'est pendant les fêtes du couronnement du tsar Nicolas II, à Moscou même, qu'eurent lieu entre les ministres du Tsar et l'ambassadeur extraordinaire qui représentait la Chine à ces fêtes, le vice-roi Li-hong-tchang, les pourparlers préliminaires où l'alliance se décida. — Li-hong-tchang qui, pour la première fois, voyait l'Europe, un souverain et des ministres d'Occident, mais qu'une longue expérience des affaires, une intuition géniale de la politique de l'univers et le sentiment très vif de la situation présente et des intérêts de la Chine avaient dûment préparé au rôle qui allait être le sien, n'hésita pas. Il comprit que l'heure était venue pour la Chine de renoncer à son rêve solitaire, à sa tour d'ivoire ou de porcelaine, et d'entrer réso-

lument dans la voie qui s'ouvrait à elle. La Chine menacée ne pouvait plus garder la belle et hautaine indifférence de jadis. Force lui était de choisir, de se prononcer et surtout de ne pas rejeter le concours précieux, inespéré, qui s'offrait. Li-hong-tchang sut, de Saint-Pétersbourg, par ses télégrammes pressans, convaincre l'empereur Kouang-siu, l'impératrice douairière, le prince Kong et se faire autoriser par eux à signer avec le prince Lobanoff le traité proposé, et qui, revêtu de son seing, au mois de mai 1896, était complété le 20 septembre de la même année par la conclusion du contrat relatif au passage sur le territoire mandchou de la ligne ferrée transsibérienne.

De par ce traité, la Chine, alliée à la Russie, prenait place dans la politique générale du monde. Elle devenait un pion sur l'échiquier. Et, de fait, sa politique, à partir de cette date, se rattache à celle de la Russie qui s'ordonne et se poursuit elle-même selon les principes et les intérêts de l'alliance franco-russe. — La Russie et la France ont, comme il était naturel, tiré des rapports ainsi établis les profits et avantages qui en devaient résulter pour leur propre situation politique et économique en Extrême-Orient. La Chine, si elle a fait, en somme, bonne mesure à ses alliés, a recueilli, elle, de son traité avec la Russie, un sentiment de sécurité et, en même temps, le bénéfice d'une accalmie, d'une trêve pendant laquelle, en réparant ses brèches, en restaurant ses finances, elle a pu, après avoir payé une forte indemnité de guerre et libéré son territoire, inaugurer avec quelque confiance l'ère nouvelle.

Le Japon, qui s'était conformé, après la paix de Shimonoseki, au conseil amical des trois Puissances de l'Ouest, ne fit aucunement mine de contrarier ou de combattre le parti qu'avait pris la Chine d'accepter l'alliance ou la protection de la Russie. Il garda, vis-à-vis de cette ère nouvelle d'une Chine se plaçant sous l'égide russe, une extrême réserve qui ne l'empêcha pas de chercher lui-même à s'entendre avec la Russie sur la question de Corée que le traité de Shimonoseki n'avait qu'imparfaitement résolue. — Il retint toutefois des événemens accomplis et du pacte conclu entre la Chine et la Russie deux enseignemens : l'un, qu'il pouvait y avoir lieu pour une Puissance asiatique de contracter union et alliance avec une Puissance de l'Ouest; l'autre, que la question chinoise était de celles qui ne peuvent être abordées, ni à plus forte raison réglées en dehors de

l'Europe et sans elle. Ce double enseignement ne devait pas être perdu. Si la Chine avait été la première à entrer en alliance avec une Puissance de l'Ouest et à relier ainsi l'Asie à l'Europe, le Japon n'allait pas tarder à suivre ce mémorable exemple. Et ce serait précisément pour aborder et régler d'accord avec l'Occident la question chinoise que le Japon chercherait lui-même un allié en Europe. La politique d'isolement et de réclusion avait vécu. Les ponts étaient décidément jetés entre l'Europe et l'Asie.

II

Avant que ces ponts, toutefois, ne fussent plus solidement établis, une nouvelle et terrible rafale, — l'insurrection des « Boxeurs, » — allait s'abattre encore sur la Chine. Le mouvement dit des « Boxeurs, » bien qu'il émanât du foyer ordinaire et permanent des sociétés secrètes, eut, il faut le dire, sinon sa cause première, du moins l'occasion propice, l'étincelle opportune dans l'acte contradictoire et violent que commit, au mois de novembre 1897, l'Allemagne soi-disant venue en 1895, comme la France et la Russie, au secours de la Chine. L'occupation, en pleine paix, à cette date, par l'escadre allemande du port de Kiao-tchéou, comme rançon du meurtre de deux missionnaires catholiques de la congrégation de Steyl, qu'une bande de brigands avait assassinés dans un village perdu du Chan-toung, parut, aux yeux de la nation chinoise, difficilement conciliable avec la politique tutélaire que l'Allemagne, deux années auparavant, avait affecté d'adopter à l'égard de la Chine. La nation chinoise, qui n'existait guère avant les désastres de la récente guerre et l'éclair de confiance dont l'avait illuminée ensuite l'intervention des Puissances en 1895, éprouva une cruelle désillusion à constater que c'était de l'une de ces Puissances censées protectrices que lui venait ce coup de force et de déprédation. La « Société des Poings de la Fleur du prunier » (tel est le nom authentique et complet des Boxeurs) se trouva prête, s'étant formée dans le Chan-toung même, à s'approprier et à servir cette cause du ressentiment national. Elle y gagna une plus patriotique devise, un plus grand nombre d'adhérens, et peu à peu la sympathie, la protection, l'appui, d'abord du gouverneur de la province du Chan-toung

et des autorités locales, puis, de proche en proche, des provinces voisines et notamment du Tche-li, enfin, lorsque, après les vaines tentatives de réformes libérales de l'empereur Kouang-siu, l'impératrice douairière, par son coup d'État du mois de septembre 1898, redevint maîtresse de l'empire, du gouvernement de Pékin passé dans les mains du prince Touan, et de la Cour elle-même dont le prince Touan avait réussi à forcer la conviction. Par l'association de la nation, des Boxeurs, du gouvernement et de la Cour, le mouvement des chevaliers du Poing de la Fleur du prunier était devenu le soulèvement de la Chine contre les excès et abus de pouvoir de l'étranger.

Devant une telle révolte à laquelle, avec plus ou moins de franchise, la Cour impériale et le gouvernement prêtaient leur complicité, toutes les Puissances étrangères, quoi qu'elles pensassent de la responsabilité encourue par l'Allemagne, ne pouvaient et ne devaient former qu'un seul front. — Elles parvinrent, malgré le danger qui, pendant trois mois, menaça les légations de Pékin, et grâce aux hésitations qui empêchèrent certains hauts mandarins de seconder l'attaque furieuse des Boxeurs, à pénétrer dans les murs de la Ville impériale, à délivrer leurs nationaux, à dompter l'insurrection. — Tandis qu'après cette défaite, la Cour et le gouvernement s'enfuyaient vers l'Ouest, jusqu'à l'ancienne capitale de Sin-gan-fou, les Puissances, pour ne pas aggraver leur tâche, pour rendre possibles le rétablissement de l'ordre et la reconstitution des pouvoirs publics, consentirent à paraître croire, à admettre que la Cour et le gouvernement lui-même avaient été dupes et victimes plutôt que complices. Elles acceptèrent d'entrer en négociation, par l'entremise de deux personnages restés étrangers à la folle aventure des Boxeurs, le prince King et Li-hong-tchang, avec le gouvernement qu'il s'agissait de restaurer et de reconstituer. — Peut-être l'occasion eût-elle été bonne alors de faire pour la Chine ce que les grandes Puissances avaient fait, au traité de Paris, en 1856, pour la Turquie, c'est-à-dire de la faire entrer dans le droit public de l'Europe, de garantir collectivement son indépendance et son intégrité, d'appliquer à l' « homme malade » du Céleste-Empire le même régime que la thérapeutique internationale avait inauguré pour l' « homme malade » du Bosphore. L'Europe se fût épargné ainsi, et elle eût épargné à la Chine bien des difficultés et des traverses. —

Mais les Puissances eurent surtout le souci de poursuivre la punition effective et exemplaire de quelques-uns des hauts mandarins les plus compromis dans l'insurrection et d'exiger de lourdes indemnités pécuniaires. — A peine le protocole final de Pékin, réglant cette liquidation, était-il signé, le 7 septembre 1901, que les choses reprenaient en apparence leur cours. L'impératrice douairière et l'Empereur rentraient dans la Ville impériale. L'ancien ministère des Affaires étrangères, quoiqu'il eût changé de nom, retomba vite à ses invariables pratiques. Le traité sino-russe, qui avait survécu aux mesures que la Russie dut prendre en commun avec les autres Puissances pour combattre les Boxeurs, recouvra sa pleine vigueur.

C'est alors que le Japon, qui avait pris, à côté des Puissances européennes, une grande part dans la répression et la défaite de l'insurrection des Boxeurs, éclairé par les derniers événemens, et se rendant compte qu'après une crise si grave les Puissances de l'Ouest n'avaient pas jugé opportun ou nécessaire de définir et de régler avec plus de précision la situation et la destinée de la Chine, estima que l'heure était venue pour lui de prendre position, de ne plus risquer d'être isolé comme il l'avait été en 1895 et de chercher en Occident, pour être mieux préparé à résoudre les questions qui inévitablement allaient se poser dans l'Asie orientale, le concours, l'alliance qui lui apparaissait désormais comme indispensable.

III

Le Japon avait, à cette date de 1901, conclu déjà avec la Russie, pour le règlement de la question coréenne, plusieurs arrangemens et accords dont le plus ancien remontait à l'année 1896. La convention signée alors entre le maréchal Yamagata et le prince Lobanoff, après le couronnement de l'empereur Nicolas II, était précisément contemporaine du traité d'alliance intervenu entre la Chine et la Russie. D'autres tentatives avaient été faites dans le même sens et pour le même objet. Un parti considérable au Japon, à la tête duquel était le prince (alors marquis) Ito, pensait que c'était avec la Russie que le Japon devait surtout chercher à s'entendre. Dans les derniers mois de l'année 1901, le marquis Ito s'était rendu en Europe, et tout d'abord à Paris, puis à Saint-Pétersbourg, pour sonder

les dispositions de la France et de la Russie sur la possibilité et l'opportunité d'un rapprochement plus étroit entre le Japon et la Russie. A la même date, il est vrai, le comte (alors baron) Hayashi, ministre du Japon à Londres, s'efforçait, de son côté, de décider lord Salisbury et lord Lansdowne à conclure un traité positif d'alliance entre les deux pays. Le gouvernement japonais, qui avait alors pour président le général comte Katsura, ne s'était pas encore prononcé. C'est à la dernière heure, semble-t-il, et parce que le marquis Ito n'avait pas rencontré à Saint-Pétersbourg l'accueil et le concours sur lesquels il comptait, que le conseil des anciens hommes d'État (genro) réuni à Tokyo sous la présidence de l'Empereur, résolut de pousser activement les négociations avec le gouvernement britannique et de donner au baron Hayashi ses instructions définitives. Le gouvernement britannique lui-même craignit alors de se laisser devancer par la Russie et hâta les derniers pourparlers. Le traité d'alliance entre la Grande-Bretagne et le Japon fut signé à Londres le 30 janvier 1902.

Le comte Hayashi a raconté dans ses Mémoires, publiés à Tokyo après sa mort, en 1913, qu'au début même de sa campagne diplomatique, lors de ses premiers entretiens avec lord Lansdowne, il ne fut pas peu surpris de recevoir un jour les confidences du conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Londres, qui l'encourageait fort à poursuivre sa tentative, l'assurant que la Grande-Bretagne, malgré sa tradition peu favorable à des engagemens de ce genre, désirait avoir dans le Japon un allié et ajoutait que l'Allemagne, quant à elle, ne pourrait qu'être satisfaite de voir une telle alliance se conclure. La Puissance, qui était depuis de longues années déjà le mauvais génie de l'Europe, et qui maintenant étendait sa malfaisance à l'Asie, l'Allemagne, ne cherchait, en excitant l'Angleterre et le Japon à se rapprocher, qu'à les liguer contre la Russie. Interrogée un moment sur l'éventualité selon laquelle elle entrerait elle-même en tiers dans l'alliance anglo-japonaise, l'Allemagne s'empressait, d'ailleurs, de décliner tout désir de participation. Elle eût trop craint de découvrir son jeu et de se démasquer vis-à-vis de la Russie qu'elle poussait, d'autre part, contre le Japon. L'Angleterre, dans ces premières années du xxe siècle, n'était pas encore édifiée et rassurée sur les véritables intentions et tendances de la politique russe. Elle croyait avoir à se protéger contre la

Russie en Orient et dans toute l'Asie, en Chine, aux Indes, au Thibet. C'est dans cet esprit que fut d'abord conclue l'alliance anglojaponaise dont le but, la portée et les effets devaient au reste subir, avant même d'être renouvelée, de profondes et significatives transformations. A cette heure, toutefois, et comme contre-partie au traité russo-chinois de 1896, elle était et ne pouvait être qu'un instrument, une arme contre la politique russe en Extrême-Orient.

Cette politique n'ayant pu, surtout depuis l'installation de la Russie à Port-Arthur (1898) et depuis l'occupation de la Mandchourie par les troupes russes après l'insurrection des Boxeurs (1900-1902), se concilier avec celle que le Japon considérait comme nécessaire pour la préservation de ses intérêts en Corée et dans la mer baignant ses côtes occidentales, un conflit devenait menaçant. Les négociations qui s'engagèrent à la fin de 1903 entre les Cabinets de Tokyo et de Saint-Pétersbourg parurent un instant pouvoir le conjurer. Mais l'opposition entre les deux thèses, les deux tendances adverses, était trop forte, les passions s'étaient, de part et d'autre, trop exaltées. La guerre éclata subitement au mois de février 1904 et se prolongea jusqu'à l'été de 1905.

L'heureuse intelligence entre les alliés respectifs du Japon et de la Russie, entre l'Angleterre et la France, que venaient fort opportunément de rapprocher et d'unir, au mois d'avril 1904, les liens de « l'entente cordiale, » limita le théâtre de la guerre. La bienfaisante médiation du président Roosevelt et la sagesse des deux adversaires en abrégèrent la durée. Le traité de Portsmouth, signé sous les auspices du gouvernement des États-Unis le 5 septembre 1905, n'allait pas seulement réconcilier les deux ennemis de la veille. Il allait ouvrir entre eux, dans la situation générale de l'Extrême-Orient, dans les rapports entre le Japon, la Chine et les Puissances de l'Ouest une ère nouvelle. Il marque à cet égard une date capitale dans l'histoire de l'Europe et de l'Asie et de tout le monde civilisé.

IV

La tempête, dont les derniers éclats venaient de s'éteindre, avait dégagé et purifié l'atmosphère. La clarté réapparaissait dans le ciel du lointain Orient. Les deux adversaires, au lende-

main de la lutte, n'en gardaient, avec une mutuelle estime, un égal respect l'un pour l'autre, qu'une conviction, désormais bien ancrée en eux, c'est que l'Asie orientale avait assez de place pour tous deux, c'est que leurs destinées n'étaient pas hostiles et qu'au contraire une même tâche leur était dévolue, c'est que non seulement la paix, mais l'entente s'imposait à leurs communs efforts. Leurs alliés, la Grande-Bretagne et la France, partageaient le même sentiment et s'arrêtaient aux mêmes conclusions. La diplomatie de l'alliance anglo-japonaise et de l'alliance franco-russe se mit à l'œuvre.

Le Cabinet français présidé par M. Georges Clemenceau, avec M. Stephen Pichon comme ministre des Affaires étrangères, le Gouvernement russe avec MM. Stolypine et Iswolsky, le Cabinet anglais avec M. Asquith et sir Edward Grey, le Gouvernement japonais présidé par le marquis Saionji avec le vicomte Hayashi comme ministre des Affaires étrangères firent bonne et prompte besogne. Moins de deux ans après le traité de Portsmouth, une succession ininterrompue de conventions, d'arrangemens et d'accords avait non seulement substitué à l'ancienne rivalité du Japon et de la Russie, ainsi que de la Russie et de la Grande-Bretagne, une charte de complète entente dans toutes les questions d'Asie, mais d'une façon plus générale, et par la juste interprétation ou application de cette entente, établi entre l'alliance anglo-japonaise et l'alliance franco-russe de tels liens que ce n'était plus dans la seule Asie, mais en Europe et dans le monde entier que les rapports et l'action politique des trois grands États européens et du Japon lui-même, se trouvaient modifiés et transformés. En trois mois, du 10 juin au 31 août 1907, par l'arrangement franco-japonais signé à Paris le 10 juin, par l'accord russo-japonais signé à Saint-Pétersbourg le 30 juillet, par la convention anglo-russe signée dans cette même ville de Saint-Pétersbourg le 31 août, tandis que la France, l'Angleterre et la Russie achevaient de déterminer les conditions d'ajustement et d'union de leur politique commune avec celle du Japon dans l'Asie orientale, principalement vis-à-vis de la Chine, les trois grandes Puissances de l'Ouest se rapprochaient définitivement entre elles. C'est en Asie, par les heureuses accordailles, ou mieux par la conjugaison de l'alliance anglo-japonaise et de l'alliance franco-russe, qu'est née la Triple-Entente. Le Japon a ainsi sa part, sa grande part dans l'origine

historique d'un groupement, d'un système politique, qui devait jouer un rôle essentiel et décisif dans la crise mondiale de 1907 à 1916. C'est par cet enchaînement des faits, des situations et des accords qu'après avoir rallié la France, l'Angleterre et la Russie et s'être rallié à elles dans la façon d'envisager et de régler les questions de l'Asie orientale, et notamment la question chinoise, il s'est trouvé relié lui-même à la politique de l'Europe et que, par une interprétation loyale, par un accomplissement généreux de son devoir, il est devenu l'allié de la Triple-Entente dans la présente guerre.

La France, la première, avait, dès 1906, compris qu'en définissant à nouveau ses relations avec le Japon, en reconnaissant les faits accomplis et les conséquences qui en résultaient, elle avait tout ensemble la mission, le pouvoir et le moyen de préparer, par ses propres arrangemens avec la cour de Tokyo, le rétablissement de rapports, non seulement corrects, mais cordiaux entre le Japon et la Russie, son alliée. Lorsqu'elle entama ses négociations avec le gouvernement du mikado et et qu'elle autorisa, au printemps de 1907, l'émission à Paris d'un emprunt japonais de 300 millions de francs, il était entendu que l'arrangement qu'elle allait conclure avec le Japon serait suivi d'un arrangement semblable entre la Russie et le Japon. — Le Japon, d'autre part, en se prêtant à cette tactique qui était conforme à ses propres desseins et intentions, prévoyait, souhaitait, encourageait et secondait le progrès ultérieur par lequel son arrangement avec la Russie serait suivi d'un accord général entre la Russie et la Grande-Bretagne, son alliée, sur les questions asiatiques (Perse, Afghanistan, Thibet), qui avaient été entre elles l'objet de longs litiges.

Les circonstances ont permis ou voulu que le même diplomate et homme d'État japonais qui avait, en 1902, comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, signé à Londres le premier traité de l'alliance anglo-japonaise, fût, en 1907, à Tokyo, comme ministre des Affaires étrangères, l'inspirateur et le négociateur des accords avec la France et la Russie. Le comte Hayashi fut l'artisan conscient, réfléchi, heureux, de cette évolution qui de l'alliance anglo-japonaise tirait les principes et les élémens de rapprochement étroit avec les deux Puissances de l'alliance franco-russe. Il apporta à l'exécution de cette grande et magistrale politique, outre les vertus de sa race, la souplesse

et la force d'un esprit formé à la double expérience de l'Orient et de l'Europe, qui sut, à l'heure fatidique, non seulement assurer l'action commune en Asie de son pays et des trois Puissances de l'Ouest les plus intéressées à la paix et à l'équilibre de l'Orient, mais, par sa collaboration à l'origine même et à l'œuvre de la Triple-Entente, préparer et réserver au Japon dans ce groupement la part et le rôle dont l'échéance était encore le secret de l'avenir.

La conclusion de l'accord franco-japonais, puis de l'accord russo-japonais, enfin de l'entente anglo-russe, fut saluée à Tokyo par de grandes fêtes populaires qui marquèrent, en même temps que l'enthousiasme de la nation pour une politique répondant à ses aspirations, le sens aigu et affiné qu'elle avait de ses propres intérêts et destinées. Le peuple japonais éprouvait et pressentait, comme ses hommes d'État, que sa mission en Asie, comme dans le reste du monde, ne pouvait s'accomplir que d'accord avec l'Europe, et qu'en Europe, c'est aux Puissances de la Triple-Entente qu'elle devait naturellement s'associer et s'allier. — La presse japonaise et ses grandes revues périodiques, si spécialement dédiées à l'étude et à l'enseignement des questions diplomatiques, n'ont cessé d'orienter la nation dans ce sens et sur la grande voie où ses intérêts, ses sympathies, son sûr instinct même l'engageaient.

Quant à la base sur laquelle se fondaient, après l'alliance anglo-japonaise, les accords avec la France et la Russie, elle n'était autre, remarquons-le, que celle même sur laquelle reposait la politique franco-russe de 1895 : à savoir le maintien de l'indépendance et de l'intégrité de la Chine, la préservation du *statu quo*, et de l'équilibre de l'Asie orientale. C'est la même devise inscrite au préambule des divers traités de l'alliance anglo-japonaise, et dans le texte des accords avec la France et la Russie. Le Japon s'était ainsi rallié, comme les Puissances de la Triple-Entente, à cette politique de conservation et de garantie qui, appliquée depuis 1856 à l'Empire ottoman, avait, sinon résolu, du moins atténué et en tout cas ajourné pendant une période de plus d'un demi-siècle la crise de l'Orient musulman. La différence entre la politique adoptée à l'égard de la Chine et le régime appliqué à la Turquie, c'est que, tandis que la Turquie était elle-même partie contractante au traité de Paris, les accords relatifs à l'intégrité et à l'indépendance de

la Chine avaient été conclus sans cette dernière, sans qu'elle fût appelée à y donner son adhésion et à y apposer son sceau. La méthode n'en demeurait pas moins sensiblement égale, et il n'est pas douteux que c'est à cette méthode, ainsi adoptée à partir de 1907, qu'ont été dus les résultats relativement satisfaisans obtenus en 1908 après la mort presque simultanée de l'empereur Kouang-siu et de l'Impératrice douairière, et, en 1911, lors de la révolution chinoise.

Ajoutons que, le 30 novembre 1908, c'est-à-dire quinze jours après la mort de l'Empereur et de l'Impératrice douairière de Chine, le gouvernement des États-Unis de l'Amérique du Nord, par un échange de notes diplomatiques avec l'ambassadeur du Japon à Washington, avait lui-même adhéré à la méthode et à la politique déjà adoptées, en ce qui regarde l'indépendance et l'intégrité de la Chine et le *statu quo* de l'Asie orientale, par le Japon, ainsi que par l'Angleterre, la France et la Russie. Les États-Unis et le Japon s'engageaient, en outre, à encourager le libre et paisible développement de leur commerce dans l'océan Pacifique, et, au cas où le *statu quo* de la Chine viendrait à être troublé ou menacé, à examiner en commun les mesures qu'il leur paraîtrait utile de prendre.

Parmi les grandes Puissances de l'Ouest ayant des intérêts ou des établissemens en Asie, l'Allemagne seule était demeurée en dehors de ces différens arrangemens et accords destinés à préserver le *statu quo*, l'équilibre et la paix. En Asie, comme en Europe, l'Allemagne ne poursuivait que des fins de domination égoïste et conquérante ou une politique d'obstruction, de nuisance, d'obstacle et de gêne à l'égard des autres États. Dans cette région du monde, comme partout ailleurs, c'est plus particulièrement à partir de 1907, c'est-à-dire de la formation de la Triple-Entente, qu'apparurent et se manifestèrent ces tendances malfaisantes et parfois agressives de la politique germanique.

V

L'Allemagne n'avait pu que ressentir avec aigreur, et comme de nouveaux effets et succès de l'encerclement dont elle avait commencé à se plaindre, les trois accords successifs et coup sur coup en un espace de trois mois, du Japon avec la France, du

Japon avec la Russie, de la Russie avec l'Angleterre. Elle avait, depuis longtemps déjà, depuis la guerre sino-japonaise, et par la bouche même de l'empereur Guillaume II, témoigné son déplaisir, sa mauvaise humeur à l'égard de la politique japonaise et du « péril jaune. » Que le Japon maintenant, après un accord avec la France, se réconciliât à fond avec la Russie, et que, par la conclusion de l'accord anglo-russe, il fût pour quelque chose dans la création si redoutée et désormais accomplie de la Triple-Entente, c'en était trop. L'Allemagne ne pouvait rien directement contre le Japon, inaccessible dans ses îles et que protégeaient, outre son armée et sa flotte, ses accords mêmes avec les Puissances de la Triple-Entente. Mais elle pouvait lui susciter des difficultés, des obstacles, indisposer et soulever contre lui, contre sa politique d'expansion, contre ses ambitions économiques, la Chine, les États-Unis. Elle pouvait tenter d'exciter la défiance même et les ombrages, soit de la Russie où les inquiétudes du parti militaire n'étaient qu'assoupies, soit de l'Angleterre qui, dans certaines régions de Chine, se voyait supplantée ou menacée par les progrès du commerce et de l'industrie de son allié.

L'Allemagne excelle dans ces campagnes et travaux de sape, de mine et d'intrigue. Elle n'eut pas de peine à alarmer la Chine, toujours à l'affût du danger japonais. Elle soudoya, dans la presse, l'opinion et les partis des divers pays intéressés, des organes, des voix, des « meetings » pour dénoncer les empiétemens du Japon en Mandchourie, dans la vallée du Yang-tse, dans toutes les provinces chinoises. Il est probable qu'elle ne fut pas sans quelque influence sur la proposition que fit, à la fin de 1909, le secrétaire d'État des États-Unis, M. Knox, et qui consistait à internationaliser les grandes voies ferrées de Mandchourie, un syndicat devant se former parmi les capitalistes des États-Unis et de l'Europe pour racheter et exploiter lesdites lignes, et pour en construire de nouvelles. Elle-même, pour ne pas laisser le champ libre à la concurrence de ses rivaux, réclamait son admission dans de grandes entreprises qui, d'après des contrats parfaitement réguliers, avaient été conçues et formées sans elle, telles que les lignes de Hankeou à Canton et au Sse tch'ouan. Elle s'efforçait d'entretenir dans les colonies anglaises de Chine ou des régions voisines une animosité permanente contre l'infiltration japonaise, contre

l'aveuglement des gouvernemens européens qui laissaient ainsi évincer et déposséder leurs nationaux.

Ces manœuvres, il est vrai, n'étaient pas toujours couronnées de succès, comme il advint notamment dans le cas de la proposition ou du « Memorandum » de M. Knox. L'Allemagne avait pensé que les entraves suscitées à la pénétration russe et japonaise en Mandchourie et en Mongolie seraient en Asie l'équivalent des embarras qu'elle cherchait à créer en Europe à la politique française au Maroc et à la politique russe dans les Balkans. Mais précisément, de même qu'en Europe ces efforts de l'Allemagne ne réussirent qu'à consolider les liens de l' « Entente cordiale » franco-anglaise et de la Triple-Entente, ils n'eurent en Asie d'autre effet que de resserrer, de rendre plus étroits les liens du Japon et de la Russie. C'est du « Memorandum » de M. Knox et de la vaine tentative faite pour internationaliser le réseau ferré de Mandchourie que sortit l'accord russo-japonais du 4 juillet 1910 par lequel les deux gouvernemens délimitèrent avec plus de rigueur leurs zones respectives d'influence et d'action tant en Mongolie qu'en Mandchourie. Le Japon profita, d'autre part, de ce nouvel accord pour remanier en conséquence ses arrangemens et conventions de chemins de fer et de mines avec la Chine et pour proclamer son annexion définitive de la Corée (août 1910).

Les intrigues parallèles que l'Allemagne avait simultanément ourdies contre l'alliance anglo-japonaise, dont elle se flattait d'amener à bref délai la dénonciation, n'eurent de même pour résultat que le renouvellement anticipé, le 13 juillet 1911, du traité de 1902 déjà renouvelé et prorogé une première fois en 1905. Dans ce renouvellement de 1911, le traité n'avait plus à faire mention de la Corée, devenue depuis l'année précédente partie intégrante du Japon. Il contenait, en revanche, une disposition nouvelle aux termes de laquelle chacune des Puissances contractantes se réservait la faculté de conclure une convention d'arbitrage général avec une tierce Puissance. (C'était le cas pour l'Angleterre qui venait de négocier une convention de ce genre avec les États-Unis.)

Dans cette même année 1911, le Japon, poursuivant l'œuvre d'émancipation commencée en 1894, concluait et signait avec la plupart des Puissances de l'Ouest de nouveaux traités de commerce et de navigation conçus et rédigés selon les principes

de la réciprocité absolue. Le Japon, qui s'était affranchi en 1894 des privilèges de la juridiction extra-territoriale et consulaire, recouvrait en 1911 la libre disposition de ses tarifs douaniers, n'accordant de tarifs conventionnels et réduits qu'aux Puissances qui pouvaient lui consentir des avantages égaux ou similaires. Il achevait et consacrait ainsi son entière assimilation aux grandes Puissances de l'Ouest dont, étant l'égal, il était plus libre de demeurer ou de devenir l'allié.

VI

La première grande crise qui permit d'éprouver et d'attester l'efficacité, la sûreté du puissant instrument créé par les accords du Japon avec l'Europe, je veux dire avec la Triple-Entente, ce fut la Révolution qui éclata en Chine au mois d'octobre 1911.

Ce qu'eût été cette révolution, si le Japon n'eût pas été en alliance ou entente avec les Puissances les plus intéressées de l'Ouest, si ces Puissances elles-mêmes n'eussent pas été amies et n'eussent pas d'avance prévu et défini le concert de leur action avec celle du Japon, il n'est que trop aisé de se le représenter. — Le danger fut conjuré parce que, dès le principe, il fut évident que le Japon et les Puissances alliées ou amies étaient résolus à ne pas laisser le foyer de la conflagration s'étendre et surtout à prendre, dès que les circonstances s'y prêteraient, les mesures nécessaires pour que l'ordre ne fût pas irrémédiablement troublé, pour qu'il n'y eût pas de vacance du pouvoir, pour qu'il y eût une autorité responsable avec qui négocier et traiter. — Si la dynastie mandchoue eût voulu et pu se défendre, s'il y eût eu encore à Pékin la main ferme de l'Impératrice douairière, les Puissances eussent sans doute, comme elles l'avaient fait en 1860 et en 1900, aidé et concouru à son maintien. — Mais la Cour s'étant aussitôt confiée à l'ancien ministre disgracié, Yuan che kai, et celui-ci n'ayant eu d'autre plan et tactique que de négocier avec la Révolution, la Révolution, d'autre part, consentant à entrer en pourparlers avec Yuan et à faire de lui l'intermédiaire entre le Palais impérial de Pékin et l'Assemblée dite nationale qui s'était spontanément réunie à Nankin, il est clair que c'était avec Yuan qu'il y avait à compter et s'entendre et que c'est lui qui serait le maître de l'heure.

Très vite, par la nécessité même de la situation, par la

pénurie dans laquelle se trouva le Trésor chinois, par l'impossibilité d'improviser des ressources et l'urgence de pourvoir à la reconstitution et à l'entretien de la vie nationale, la question de Chine et de la Révolution chinoise se réduisit à être une question financière. C'était, pour l'Europe et les Puissances de l'Entente associées au Japon, l'occasion et la chance la plus sûre de prendre et d'assumer dans la direction des événemens le rôle décisif. La négociation d'un emprunt devint ainsi la grande affaire du nouveau gouvernement qui, aux mois de février et mars 1912, émana des savantes combinaisons élaborées entre la Cour, Yuan che kai, le président Sun yat sen et l'Assemblée de Nankin, c'est-à-dire de la République parlementaire dont la présidence fut dévolue provisoirement à Yuan. La négociation fut longue, elle passa par bien des péripéties et traverses. A une certaine date, le gouvernement des États-Unis, par un scrupule de doctrine de son nouveau président, M. Wilson, s'en retira. L'Allemagne ne manqua pas, selon son humeur coutumière et sa pratique constante, de créer, chemin faisant, mainte difficulté, maint embarras. Mais les Puissances de la Triple-Entente et le Japon dominaient et connaissaient trop la situation pour que le succès ne répondît pas à leurs communs efforts. L'emprunt fut enfin signé le 27 avril 1913, malgré l'opposition du Parlement chinois, et dans les conditions mêmes qui, longtemps débattues entre les négociateurs, tenaient compte des réserves faites par le Japon et la Russie concernant leurs intérêts spéciaux en Mandchourie.

Le premier stade de la Révolution chinoise, le plus difficile peut-être, était franchi. — Il n'avait pu l'être que par l'accord étroit, imperturbable, de la Triple-Entente et du Japon. La politique des alliances et ententes, l'instrument forgé par cette politique, avaient confirmé leur maîtrise. Dans ce premier essai, dans cette sorte de répétition générale, l'union de la France, de l'Angleterre, de la Russie et du Japon avait démontré ce qu'elle pouvait pour le règlement des questions de l'Asie orientale et de la Chine qui étaient, par origine et par destination, son but essentiel et son premier objet. — L'heure allait sonner maintenant où une tâche singulièrement plus vaste et plus rude allait lui être assignée, et où l'épreuve qu'elle allait subir l'élèverait aux plus hauts sommets de l'histoire, parmi les événemens faisant date dans les annales de l'humanité.

VII

Lorsque, à la fin de juillet, et du 1er au 3 août 1914, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne déchaînèrent la guerre en Europe, le Japon venait de traverser une crise intérieure et constitutionnelle d'une sérieuse gravité. Quatre ministères s'étaient succédé dans le court espace de dix-huit mois. Il n'avait pas fallu moins, pour en finir, que faire appel à la haute autorité d'un vétéran des anciennes luttes, du comte Okuma, tiré à soixante-seize ans de la retraite où sa popularité n'avait cessé de grandir. — Dans les premiers jours de la guerre, et avant que l'Angleterre n'eût, au sujet de la neutralité du territoire belge, adressé son ultimatum à l'Allemagne, le gouvernement japonais avait d'abord fait lui-même une déclaration de neutralité. Mais, dès que l'Angleterre fut entrée dans le conflit, dès que, par conséquent, se présentait le *casus fœderis* prévu par l'alliance anglo-japonaise, l'Empire mikadonal était prêt à remplir tout son devoir, à s'acquitter de toutes les tâches qui lui seraient dévolues.

Le 15 août, après s'être concerté avec le gouvernement britannique, le gouvernement japonais adressait au gouvernement allemand une note délibérément rédigée sur le modèle de celle qu'il avait reçue lui-même du ministre d'Allemagne à Tokio au printemps de 1895 après la paix de Shimonoseki. — Le gouvernement impérial japonais, pour la préservation de la paix de l'Orient et des intérêts généraux dont l'alliance anglo-japonaise avait prévu la défense, croyait devoir donner au gouvernement allemand l'avis : 1° de retirer immédiatement des eaux chinoises et japonaises ses bâtimens de guerre et ses navires armés de toute espèce, ou de désarmer ceux qui ne pourraient être retirés; 2° de livrer aux autorités japonaises à une date n'excédant pas le 15 septembre au plus tard, sans condition ni compensation, le territoire cédé à bail de Kiao-tcheou, en vue de la restitution éventuelle dudit territoire à la Chine. — Le gouvernement japonais ajoutait que si, à la date du 23 août, le gouvernement allemand ne s'était pas conformé à cet avis, il serait lui-même forcé de réserver son entière liberté d'action pour les mesures qu'il jugerait nécessaire de prendre. — Le gouvernement allemand ayant fait savoir verbalement dans la matinée du 23 août qu'il ne jugeait pas devoir

répondre à la note du gouvernement japonais, celui-ci faisait connaître le même jour, à midi, par une proclamation impériale, que le Japon déclarait la guerre à l'Allemagne et que l'armée et la marine de l'Empire recevaient l'ordre de poursuivre de toute leur vigueur les hostilités contre l'Empire allemand.

L'éventualité envisagée dans les accords conclus de 1902 à 1907 et 1911 devenait une réalité. Le Japon, allié de la Grande-Bretagne et, par conséquent, de la France et de la Russie, engageait avec nous la lutte contre l'Allemagne et ses alliés. Il prenait part au grand combat que la Triple-Entente et d'autres Puissances de l'Europe ou du monde civilisé allaient mener contre les Empires germaniques. Il avait sa place et son rang parmi les Alliés et coalisés de la Grande Guerre. C'est ainsi que la grande Puissance de l'Asie orientale a, dès la première heure, joué le rôle et accompli la mission qu'en 1902, et plus encore, en 1907 et en 1911, les actes solennels revêtus de son sceau, comme des sceaux de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie, lui avaient par avance assignés et réservés.

Ce qu'a été, ce que continue à être ce rôle du Japon, l'histoire de la présente guerre l'enregistre chaque jour. Le Japon a tout d'abord, comme l'avait annoncé sa note du 15 août, exigé par ses forces de terre et de mer la reddition du port et du territoire de Kiao-tcheou, si étrangement occupés par l'Allemagne en 1897, et dont elle avait fait la base, le levier de son action conquérante et spoliatrice en Chine. L'expédition japonaise, vigoureusement menée par la première et la deuxième escadre de la flotte, avec l'assistance de deux bâtimens anglais, et par une division et une brigade de l'armée de terre, assistées d'un petit contingent britannique, commença le 2 septembre et se termina le 7 novembre suivant, après le bombardement de la place et la capture des forts, par la capitulation sans conditions du commandant Mayer-Waldeck, gouverneur de la colonie.

La flotte japonaise avait, d'autre part, occupé dans les mers du Sud et dans l'archipel océanien quelques-unes des possessions allemandes, Jaluit et le groupe des Marshall, les Mariannes, les Carolines. Elle avait enfin contribué largement, avec les bâtimens britanniques et australiens, à faire la police des mers et à purger le Pacifique des « raids » de piraterie exercés par les derniers croiseurs allemands qui avaient échappé à la pour-

suite. C'est elle, entre autres exploits, qui, peu à peu, obligea l'ancienne escadre allemande des mers de Chine et du Japon, après ses incursions et sévices sur les côtes occidentales de l'Amérique du Sud, à évacuer le Pacifique, à franchir le détroit de Magellan et à affronter, au sortir du détroit, à la hauteur des îles Falkland, l'escadre britannique du vice-amiral sir Frederick Sturdee. C'est dans cette rencontre que furent coulés, le 8 décembre 1914, le *Scharnhorst*, le *Gneisenau*, le *Nürnberg* et le *Leipzig*.

En Europe même, le Japon s'est associé aux actes et résolutions des Alliés. Il a adhéré au pacte de Londres du 4 septembre 1914, par lequel les Alliés se sont engagés à ne pas conclure de paix séparée et à ne poser aucune condition de paix sans accord préalable avec chacune des autres Puissances alliées. Il a pris acte de l'adhésion ultérieure de l'Italie à cette même déclaration. Il a enregistré et ratifié, en ce qui le concernait, les déclarations faites par les Puissances alliées au sujet de la Belgique et de la Serbie.

Il a enfin, avec une loyauté, une énergie, une constance et une efficacité auxquelles tous les autres Alliés ont rendu hommage, fourni au Gouvernement russe, surtout pendant la période qui a suivi la campagne de Pologne, le matériel de guerre, les munitions, les effets d'habillement et d'équipement, les vivres dont il pouvait disposer, ou qu'en hâte il construisait, fabriquait, recueillait et expédiait à destination de la grande armée alliée. Le Japon est devenu une vaste usine, un chantier de construction, un énorme magasin d'approvisionnement pour la Russie. L'immense stock ainsi préparé a été régulièrement et sans répit acheminé vers Pétrograd et Moscou par la voie du Transsibérien, qui a été, dans cette guerre, la grande artère des communications entre la Russie, le Japon et les États-Unis, le débouché le plus assuré. Par la constitution, à l'arrière des armées russes, de ce centre si méthodiquement organisé de constant et infini ravitaillement, le Japon a rendu un service capital qui a permis, malgré la ruée violente des armées germaniques sur le front de Galicie et de Pologne, le ralliement et le redressement des armées russes, la préparation graduelle et sûre de leur nouvelle offensive. Sans être entré lui-même en ligne sur le front européen, le Japon a concouru ainsi à la grande lutte et a avancé l'heure de la décision finale.

Après avoir arraché à l'Allemagne le port, la forteresse et le territoire de Kiao-tcheou, le Japon devait naturellement les détenir pendant toute la durée de la guerre, comme une position et un boulevard demeurant entre les mains des Alliés contre l'ennemi commun. Le Japon, toutefois, ainsi qu'il l'avait fait prévoir dans son ultimatum du 15 août, avait en vue de faire restitution ultérieure à la Chine de cette partie de son domaine si perfidement acquise par les soi-disant représailles de l'Allemagne. Mais cette restitution même, conforme à la politique des Alliés et au programme du maintien de l'intégrité et de l'indépendance du territoire chinois, ne pouvait être faite qu'avec les précautions et garanties nécessaires et avec la certitude que le territoire ainsi récupéré ne serait pas de nouveau aliéné en de mauvaises mains. Le gouvernement japonais jugea donc opportun, toute résolution définitive étant d'ailleurs ajournée jusqu'à la conclusion de la paix générale, de définir d'avance avec le gouvernement chinois certaines de ces précautions et garanties. Tel fut l'objet des négociations engagées entre les deux gouvernemens, du 18 janvier au 1er mai 1915, et qui aboutirent, le 25 mai, à la signature de conventions, lettres et protocoles, par lesquels étaient réglés, outre la restitution ultérieure à la Chine du territoire et du port de Kiao-tcheou, différens points touchant les intérêts japonais dans les provinces du Chan-toung, de la Mandchourie méridionale et de la Mongolie orientale. Il était expressément stipulé que le gouvernement chinois, une fois rentré en possession de Kiao-tcheou, n'aliénerait, ni par cession à bail, ni sous aucune autre forme, aucun point du territoire continental ou côtier du Chan-toung, ni aucune des îles situées dans les eaux territoriales. Le gouvernement chinois s'engageait, en outre, à faire de Kiao-tcheou un port ouvert au commerce international, à y établir un quartier ou concession japonaise, ainsi qu'une concession internationale, si les Puissances en exprimaient le désir. Le gouvernement japonais se réservait la faculté d'être substitué, dans la province du Chan-toung, au gouvernement allemand pour tous les droits, avantages et privilèges, notamment en matière de chemins de fer et de mines, précédemment concédés à l'Allemagne. Dans les provinces de la Mandchourie méridionale et de la Mongolie orientale, il obtenait la prorogation, au terme de quatre-vingt-dix-neuf ans, des baux réguliers

dont il était déjà concessionnaire pour le territoire du Liao-toung et de Port-Arthur, de même que pour les lignes ferrées du Sud-Mandchourien et de Moukden à Antoung. Quelques concessions additionnelles de mines et de chemins de fer lui étaient enfin reconnues dans certaines régions de la Mandchourie du Sud et de la Mongolie orientale.

Ce n'est pas sans résistance que la Chine finit par acquiescer à ces divers règlemens, qui, s'ils n'étendaient pas la sphère de l'action japonaise dans les provinces limitrophes de Mandchourie et de Mongolie, en prolongeaient la durée et en augmentaient les privilèges, droits et avantages. Le gouvernement japonais, cependant, s'il mettait à profit des circonstances propices, n'excédait pas les termes et les limites du programme contenu dans les précédens accords conclus, soit avec la Chine, soit avec les Puissances de l'Ouest. La politique du maintien de l'intégrité et de l'indépendance de la Chine, ainsi que du *statu quo* et de la paix de l'Asie orientale, demeurait celle dont, pendant la guerre qui ravageait l'Europe, le gouvernement japonais continuait à s'inspirer. S'il accomplissait son devoir en se rangeant à côté des Alliés, et en soutenant avec eux la lutte contre l'ennemi commun, il restait fidèle, en ce qui concerne l'Asie orientale et la Chine, à la méthode et au programme des accords conclus de 1902 à 1912.

C'est en pleine guerre, et dans la satisfaction du devoir accompli, que le Japon a, pendant l'automne de 1915, procédé à Kyoto aux fêtes religieuses et rituelles du couronnement de l'empereur Yoshi-hito, dont les longs deuils de la Cour avaient jusqu'alors retardé la célébration. Au lendemain de ces fêtes pour lesquelles, à cause des événemens, aucune invitation n'avait été adressée aux Cours et aux Gouvernemens étrangers, représentés seulement par leurs ambassadeurs ou ministres déjà accrédités, la Cour de Russie a tenu, par un acte de haute courtoisie et de spéciale gratitude, à déléguer au Japon, en mission extraordinaire, l'un des membres de la famille impériale, le grand-duc Georges Michaïlovitch. La pensée qui a présidé à cette démarche de la Cour de Pétrograd, l'accueil qui a été fait à Tokyo par l'Empereur, le Gouvernement impérial et le peuple japonais à l'envoyé du Tsar, permettent de mesurer, avec tout le chemin parcouru dans ces vingt dernières années, le caractère des rapports unissant aujourd'hui les deux Cours,

les deux gouvernemens, les deux peuples. Ils attestent aussi, en même temps que l'intimité des liens entre la grande Puissance asiatique et les grandes Puissances d'Europe dont elle est l'alliée, l'unité et la convergence des efforts qui, de cette extrémité de l'Asie orientale, comme de tous les fronts de l'Europe, sont concertés pour la direction et la victorieuse issue de la plus vaste, comme de la plus effroyable guerre que le monde ait connue.

L'alliance japonaise, contractée d'abord avec la Grande-Bretagne, devenue ensuite, par l'entremise de la Grande-Bretagne et de la France, aussi intime et étroite avec la Cour de Pétrograd qu'avec celle de Saint-James, après avoir été l'un des cimens de la Triple-Entente, s'est aujourd'hui incorporée, comme l'un des élémens les plus résistans, dans le solide airain de la présente coalition contre les Puissances germaniques et leurs complices. L'évolution de l'Asie orientale, dont la courbe a été ici esquissée, atteignait ainsi son heureux et logique épanouissement. Il était juste que le Japon, après avoir conçu, recherché et voulu le rapprochement, l'union avec l'Occident et l'Europe comme la loi de son histoire et de sa destinée, eût sa place, sa mission et son rôle dans la guerre prodigieuse où se jouent et décident la vie, la liberté, l'avenir de l'Europe et du monde.

A. GÉRARD.

LA SORTIE DE LA FLOTTE ALLEMANDE

Il fut question de cette sortie, il y a quelque six semaines, au moment où la grande lutte sous Verdun battait son plein et cette coïncidence même donnait à penser. Le grand État-major allemand, qui sait employer la force navale à la poursuite de ses desseins, ne nous ménageait-il point quelque coup de revers au moyen duquel, troublant nos dispositions militaires et affolant la nation, — cette nation si impressionnable, tout bon Allemand le sait, — il faciliterait au Kronprinz l'assaut de la forteresse et la percée « *nach Paris?* »

J'examinerai tout à l'heure ce cas particulier d'une question qui reste d'ailleurs pendante et dont l'intérêt ne fera qu'augmenter : « Que peut donc faire la flotte allemande?... » Mais avant de se demander quelles sont les opérations que cette flotte pourrait en effet entreprendre, il convient sans doute d'établir les fortes raisons, les raisons impérieuses, peut-être, qui la pousseront à *entreprendre quelque chose* et à s'exposer aux coups redoutables de sa puissante rivale, la flotte anglaise.

L'empereur Guillaume et ses conseillers navals (il n'est pas dit que l'amiral von Tirpitz ne soit pas encore au nombre de ceux-ci) savent fort bien quelle est la supériorité des *Home fleets* britanniques sur leur *Hoch see flotte*, en dépit des unités neuves dont s'est renforcée cette dernière depuis vingt et un mois, en dépit même des nouveaux engins défensifs et offensifs, d'un type inconnu jusqu'ici, dont ils ne peuvent s'empêcher de menacer leurs adversaires. Il doit leur paraître bien difficile d'admettre qu'une bataille rangée puisse tourner en faveur de leurs escadres, à moins que les escadres anglaises n'acceptent cet engagement décisif dans des parages où, par suite de

mouvemens très habiles, très compliqués aussi et par conséquent faciles à déjouer, le commandant en chef allemand pourrait les attirer sur des champs de mines préparés à l'avance. Et il ne semble vraiment pas, à en juger par son attitude habituelle, que le haut commandement anglais soit disposé à commettre des imprudences de ce genre.

D'autre part, l'État-major de Berlin a un sens trop juste de la guerre pour croire qu'en dehors du plan d'eau de la mer Baltique, dont il s'est réservé la maîtrise, il lui soit permis d'espérer un résultat final avantageux d'opérations stratégiques à grande portée que n'auraient pas précédées des opérations tactiques destinées à établir d'une manière définitive la supériorité de l'un ou de l'autre des belligérans sur le « champ de bataille » maritime. A quoi servirait, par exemple, de dérober quelques marches à la flotte anglaise et de courir, tout essoufflé, jusque dans la Méditerranée, si l'on y devait être, en fin de compte, atteint par l'adversaire et, alors, ou battu et détruit, ou bloqué et paralysé ?

Et pourtant, elle sortira, cette flotte allemande, elle sortira et elle se battra ! Pourquoi donc ?...

D'abord, un moment viendra, prochain peut-être, où l'opinion publique l'exigera. J'ai eu l'occasion déjà de faire remarquer, à propos de la question des sous-marins, quel danger il pouvait y avoir à exalter le sentiment de confiance dans la supériorité de ses moyens d'action, quels qu'ils soient, chez un peuple où une extraordinaire infatuation a complètement aboli le sens critique et qui n'a d'ailleurs jamais eu celui de la mesure. Le gros de la nation allemande est parfaitement convaincu que « sa marine », — et il ne distingue pas bien les diverses modalités de l'organisme très complexe que désigne ce mot, — vaut largement celle de l'odieuse Angleterre, et déjà il s'étonne que « sa flotte, » dont on lui a tant vanté la supériorité technique et militaire, sinon la supériorité numérique, ne se soit pas encore mesurée avec ces escadres ennemies qui n'osent pas l'attaquer et dont la froide, l'impassible réserve lui inspire un dédain moqueur.

Et puis, si lentement que ce soit, les résultats de ce blocus à grande distance exercé par une flotte invisible ne laissent pas de se faire sentir, de s'aggraver tous les jours. L'Allemagne se resserre, s'appauvrit. L'exaspération sera bientôt à son

comble et, ne trouvant plus de satisfaction suffisante dans d'officielles, mais vaines imprécations, n'en trouvant pas surtout d'assez immédiate dans les « représailles » exercées par les sous-marins, la nation réclamera impérieusement une action navale énergique qui dissipe enfin l'effrayant cauchemar de la disette universelle.

D'ailleurs, il ne faudrait pas croire que les techniciens, — les marins, dans l'espèce, — même les plus prudens, considèrent une bataille navale engagée entre les *Home fleets* et la *Hoch see flotte*, comme devant aboutir nécessairement à un résultat désastreux pour celle-ci. Sur mer comme sur terre, l'infériorité numérique peut se trouver compensée — et au delà! — par l'avantage de l'armement, par celui de la manœuvre, par celui du tempérament offensif, de l'énergie, de la ténacité. Les Nelson, les Suffren, les Tourville ne se sont point émus en comptant dans la ligne ennemie plus de vaisseaux que dans la leur. La disproportion était pourtant bien grande, quelquefois. A La Hougue (1), le 29 mai 1692, Tourville s'engageait avec 44 voiles contre 99 et il n'était point battu!... Ajoutez à cela que, s'il s'agit des Allemands et des Anglais d'aujourd'hui et que, comme il est probable, la bataille ait la mer du Nord pour théâtre, les premiers ont leur retraite assurée et ne se laisseront couper sans doute ni d'Helgoland, ni de l'embouchure de l'Elbe et de Cüxhaven, leur forte place d'armes. Voilà pour « la manœuvre », pour celle, du moins, dont la liberté importe surtout au plus faible. Quant à l'avantage de l'armement, hé! qui sait ce que nos ennemis préparent à ce sujet à nos alliés! Il faut renoncer à l'opinion généralement admise, et non sans raison jusqu'ici, de la radicale infériorité de l'Allemand en ce qui touche l'*invention*. Avouons-le : dans cette guerre, il invente. Ses inventions ne sont point géniales, certes, en ce sens qu'on y trouve toujours des réminiscences. Mais pour l'homme, créer est-ce autre chose, après tout, que se souvenir, adapter, approprier? D'ailleurs, d'être, dans une crise comme celle-ci, un ingénieux copiste, un perfectionneur averti et de sens pratique, c'est déjà considérable, et il

(1) J'emploie la dénomination consacrée par l'usage. En réalité, la bataille rangée du 29 mai 1692 eut lieu au large de la pointe du Cotentin appelée Barfleur. Ce n'est que le 2 juin que six de nos vaisseaux échoués à La Hougue furent, après une belle défense, incendiés par l'ennemi.

y paraît, quand on considère ce que sont devenus en quelques mois les submersibles que l'Allemagne, de 1906 à 1914, imitait assez platement des nôtres.

Il faut donc se méfier de quelques surprises, aussi bien au point de vue de l'armement défensif qu'à celui de l'armement offensif, sans parler de certains procédés tactiques où la ruse germaine se donnera librement carrière. J'ai déjà eu l'occasion (et je profite encore de celle-ci) de signaler l'usage que les Allemands feront dans la grande bataille navale de leurs « zeppelins, » de leurs croiseurs aériens, comme ils les appellent fort justement. Au moment où j'écris, on affirme qu'ils vont en avoir soixante, en tout ; s'ils en réservent seulement une dizaine pour le cas qui nous occupe, cela peut représenter le jet de cent cinquante ou deux cents bombes de fortes dimensions sur les ponts des cuirassés de l'adversaire. Or, il faut remarquer qu'au milieu de l'effroyable canonnade du combat naval il ne saurait être question de se servir des bouches à feu à tir vertical, au moyen desquelles on cherche à « descendre » un zeppelin. A moins que les canons spéciaux soient placés sous tourelles, ce qui ne laissera pas de présenter de grosses difficultés, ils ne pourront être servis par leur personnel plus de quelques instans, sous le déluge des projectiles lancés par les canons de bord. Les obus qui tomberont du ciel, — des dirigeables, veux-je dire, — auront donc toute licence de percer les ponts, le pont cuirassé compris, et d'atteindre certaines parties vitales des bâtimens, appareils moteurs, poste central, soutes à munitions, etc.

Vraiment, le sort de l'unité de combat moderne devient de plus en plus précaire : œuvres vives, œuvres mortes, flottaison, ponts, blockhaus, tourelles, tout est menacé et aux points les plus délicats. Qu'arrivera-t-il d'un *dreadnought*, si puissant qu'il soit, que peuvent atteindre à la fois des obus de 1 000 kilos, des torpilles et des mines chargées de 120 à 150 kilos d'explosifs violens et des bombes aériennes contenant le redoutable « air liquide? » On peut bien dire que c'est l'*attaque enveloppante* dans toute sa perfection, et que la destruction du malheureux mastodonte apparaît inévitable.

Mais laissons cela, qui n'est point tout à fait dans notre sujet. Il reste que la bataille navale future, prochaine peut-être, je le répète, aura certainement une physionomie très particulière et que nos ennemis s'efforceront d'y séduire la victoire

par des attraits inattendus. Mais quoi! Le nombre est le nombre, c'est-à-dire la plus grande des forces que l'on puisse mettre en jeu à la guerre; et au demeurant, on peut être assuré que nos alliés ne seront pas pris au dépourvu. Ils progressent, ils perfectionnent, ils inventent tout comme les Allemands. Et nous aussi, je suppose.

Il y a enfin une dernière raison de « sortir » pour la *Hoch see flotte :* c'est dans le cas où la flotte anglaise, les flottes alliées, si l'on veut, entreprendraient sur la côte allemande, soit directement, du côté de la mer du Nord, soit indirectement, du côté de la Baltique, — et je n'ai pas besoin d'expliquer ce que j'entends ici par *indirectement.*

Dans l'une comme dans l'autre de ces hypothèses, il est clair que l'ennemi interviendrait aussitôt. Pour en douter un seul instant, il faudrait ne pas savoir que l'intangibilité de son littoral est un des dogmes où se complaît l'orgueil de l'Allemand, et qu'au surplus ses chefs militaires sont convaincus eux-mêmes de l'invulnérabilité que conférerait à leurs places maritimes l'action de la flotte, tandis que celle-ci, à son tour, verrait doubler sa force en s'appuyant sur les ouvrages de côte. Il s'en faut bien, en réalité, qu'une telle confiance soit justifiée; mais, pour la thèse que j'expose, il suffit que cette confiance existe et; en fin de compte, on peut affirmer que, lorsque les Alliés le voudront réellement, il leur sera facile d'obtenir cette grande bataille navale après laquelle, pour des motifs que j'ai déjà exposés, il y a longtemps, ils ne soupirent peut-être pas autant qu'on le croit.

* * *

Donc, la flotte allemande sortira. Mais de quel côté ira-t-elle et quelle sorte d'opérations entreprendra-t-elle?

Le choix n'est point indifférent, au moins dans la phase actuelle de la grande guerre. Il ne le deviendrait que dans la période ultime où, désespérant de l'issue définitive du conflit si légèrement provoqué, les dirigeans de l'Allemagne se diraient qu'après tout, perdue pour perdue, — car les Alliés en exigeraient la remise au traité de paix, — leur belle flotte serait assez utilement employée à détruire, dans une bataille rangée, n'importe où, le plus possible de cuirassés anglais.

On n'en est point encore là, et le grand État-major de Berlin peut en ce moment se décider sur d'autres considérations que celles qui, plus tard peut-être, le conduiront à tenter un coup de désespoir. On sait d'ailleurs qu'habile à mettre en jeu toutes ses ressources au moment opportun, et peu sensible à la crainte d'éprouver des pertes, quand il lui paraît que les risques sont compensés par les bénéfices éventuels d'une action vigoureuse, cet État-major n'hésite pas à employer les vaisseaux à soutenir, à fortifier de tous leurs moyens offensifs les opérations des armées.

C'est ainsi qu'au mois d'août 1915, on se le rappelle, une forte escadre, comprenant des cuirassés, des croiseurs de combat et nombre d'unités légères, entreprit, de concert avec l'aile gauche des armées du maréchal von Hindenburg, de s'emparer du golfe de Riga, de serrer de près ce grand port et même d'effectuer à Pernov un débarquement, qui ne visait à rien moins que de pousser jusque sur Reval, peut-être mal défendu encore du côté de terre, comme l'était Sébastopol au mois de septembre 1854.

Ces desseins ambitieux, mais non pas inexécutables, disons-le tout de suite, furent déjoués par le dévouement d'une partie de la flotte russe, commise à la défense de Riga, et aussi par l'intervention opportune, au Sud de Pernov, de contingens de la défense que l'assaillant croyait avoir écartés. Il y avait eu aussi des circonstances atmosphériques, — une brume épaisse et prolongée, — plus favorables à la défense qu'à l'attaque. Enfin, il semble que tous les mouvemens des Allemands n'aient pas été aussi exactement combinés qu'il est nécessaire dans ces délicates opérations mixtes. Nos adversaires ne sont pas infaillibles.

Toujours est-il que l'échec fut complet et marqué fâcheusement par la destruction du cuirassé *Pommern* et de quelques navires légers, tandis que le beau croiseur de combat *Moltke*, frère jumeau du célèbre *Gœben*, n'échappait qu'à grand'peine au même sort. Il y avait déjà dans la Baltique des sous-marins anglais habilement commandés.

La première hypothèse qui se présente à l'esprit pour qui, connaissant la ténacité allemande, se demande ce que fera cette année-ci l'escadre baltique de la *Hoch see flotte*, c'est donc celle d'une reprise de l'opération avortée, il y a huit ou neuf mois. Or, précisément, des correspondances récentes de Pétrograd, émanées de critiques militaires autorisés, faisaient prévoir

une attaque combinée non plus du golfe de Riga, mais bien du golfe de Finlande.

On précisait en disant que, comme ce golfe est barré par des lignes de torpilles, — où sont ménagées, bien entendu, les « portières » indispensables aux mouvemens des navires russes, — le premier effort des Allemands se porterait sur la destruction de ces lignes, ce qui les conduirait à prendre terre d'un côté ou de l'autre du golfe pour enlever les ouvrages permanens auxquels s'appuient les barrages. Il se peut. N'essayons pas, sur des renseignemens trop vagues, de déterminer d'avance la marche des opérations, dans le cas en question. Je me borne à observer que la flotte russe s'est singulièrement renforcée dans ces derniers mois par la mise en service des quatre « dreadnoughts » du type *Gangout*, de quelques croiseurs de 6800 tonnes du type *Svietlana*, de grands torpilleurs d'escadre et de sous-marins, sans parler de certains navires auxiliaires. D'autre part, le nombre des sous-marins britanniques s'est certainement accru, malgré toutes les précautions prises par les Allemands pour barrer à ceux-ci le débouché du Sund dans la Baltique.

Il n'est d'ailleurs pas impossible et il serait très désirable que le concours fourni par les Alliés de l'Ouest à la flotte russe de la Baltique ne se bornât pas là. Tous les bâtimens qui calent moins de 6 mètres et qui peuvent par conséquent franchir le seuil méridional du détroit dano-suédois seraient les bienvenus dans la Baltique orientale, à condition, d'abord que leur passage ne fût pas signalé à l'avance par les grand'gardes allemandes qui se tiennent dans le Cattégat, ensuite qu'un mouvement opportun de l'escadre légère russe, — nombreuse et forte, — leur assurât d'être « recueillis » à la hauteur de Bornholm, après qu'en forçant de vitesse ils auraient réussi à distancer les croiseurs disposés en observation derrière le champ de mines du Sund.

Ce sont peut-être là de graves difficultés, et d'aucuns remarqueront qu'il serait, dans ces conditions, plus avantageux, sinon plus simple, de franchir de vive force le Grand Belt avec la plus grande partie des *Home fleets* elles-mêmes. Évidemment. Je n'insiste pas cependant sur cette question délicate, objet de tant de controverses. On sait ce que j'en pense et je l'ai assez souvent dit ici. Pour ne pas sortir de mon sujet actuel, je me contenterai de noter que, dans le cas d'opération sérieuse de la

flotte allemande à l'ouvert du golfe de Finlande, ce serait sans doute décharger la marine russe d'une grande partie du poids qui pèserait sur ses épaules que de retenir vers Helgoland, par une vigoureuse démonstration, les élémens les plus modernes, les plus puissans des escadres cuirassées ennemies.

*
* *

Si la liberté relative dont jouit la marine allemande dans la Baltique, — « notre mer, » disent orgueilleusement nos adversaires, — donne un sérieux caractère de probabilité à des opérations entreprises contre la côte russe, il n'est point interdit d'en considérer quelques autres comme possibles. Jetons donc nos regards plus à l'Ouest, vers la mer du Nord et les eaux britanniques. Où peut conduire, de ce côté, une sortie de la *Hoch see flotte?* La question est très complexe ; à elle seule, elle exigerait une assez longue étude. Je tâcherai de me borner, avec, d'ailleurs, d'autant plus de regret que l'éventualité d'une importante opération maritime allemande — d'un *débarquement*, pour tout dire, — semble admise encore, à l'heure qu'il est, par certains de nos amis d'outre-Manche et non des moindres, ni des moins influens sur l'opinion. Une descente ! une grande descente, s'entend, sur le sol anglais, après ces vingt et un mois de guerre, après le grand échec de l'offensive allemande vers Dunkerque et Calais, après celui de Verdun, si grave au point de vue de l'usure matérielle et morale, après que la Grande-Bretagne s'est donné une armée de plusieurs millions d'hommes et qu'elle a presque doublé sa flotte, déjà si puissante, si supérieure en nombre à la flotte allemande !

Je ne crois pas être suspect de défiance ou seulement d'indifférence à l'égard des *opérations combinées* dont j'ai toujours soutenu l'efficacité ; mais, vraiment, je ne vois pas comment celle-ci pourrait réussir, et les appréhensions auxquelles je faisais allusion tout à l'heure me paraissent absolument chimériques. Certes, il n'est pas indispensable d'être maître de la mer pour exécuter un coup de main sur la côte ennemie. Il peut suffire qu'après avoir fait des préparatifs minutieux en vue d'une opération bien déterminée et de portée limitée, qu'après avoir pris exactement des mesures d'ailleurs très compliquées, on profite de circonstances de temps favorables, — mettons une brume épaisse et de quelque durée, — pour se soustraire à la

surveillance des croiseurs ennemis et atteindre sans fâcheuse rencontre un littoral d'ailleurs peu éloigné.

Il se peut même, à la grande rigueur, qu'on ait le temps de jeter à terre quelque quinze ou vingt mille hommes avant qu'intervienne le gros de la flotte des défenseurs : par exemple, si on a su attirer ce gros à une grande distance du point de débarquement par une habile démonstration. Mais enfin, ce ne sera jamais là qu'un répit de vingt-quatre heures, au maximum et, ce délai passé, il faudra bien en découdre sans avoir eu le loisir de terminer l'opération et en abandonnant au hasard du combat, sinon l'infanterie du corps de débarquement, du moins sa cavalerie, son artillerie, en tout cas ses encombrans « services à l'arrière, » approvisionnemens, munitions, sections de chemin de fer, outillages et appareils spéciaux, auto-projecteurs, auto-canons, T. S. F., parc d'aérostation, etc. Et si l'on est battu, comme il est plus que probable dans le cas qui nous occupe, que deviendra ce corps d'armée isolé, perdu en pays ennemi, privé de ses ravitaillemens et de la plupart de ses moyens d'action? J'entends bien que le choix du point de la descente a pu être tel que cette situation si complètement aventurée n'entraîne pas de danger *immédiat*. Admettons qu'il en sera ainsi quand on aura occupé une île très voisine de la terre ferme, ou, mieux, une presqu'île dont le pédoncule puisse être aisément barré; ou encore un port en saillie sur le littoral et d'une défense facile contre un retour offensif de l'adversaire.

Mais justement les bénéfices de telles positions ne tardent pas à se retourner contre le téméraire assaillant. N'en pouvant pas déboucher, faute de moyens suffisans, il y sera bloqué presque aussitôt, bloqué du côté de la terre par la concentration rapide des troupes de la défense, bloqué du côté de la mer par celle de la flotte victorieuse.

Ce blocus « tactique, » très rapproché, très resserré, pourra-t-on le rompre quelquefois — bien rarement! — au moyen de bâtimens très rapides, très armés, *très défendus* et en même temps susceptibles de porter dans leurs cales de quoi subvenir aux besoins les plus impérieux du corps bloqué? Peut-être. Cela ne résoudra d'ailleurs pas les difficultés. La grosse artillerie entrera en jeu, à bref délai, aussi bien du côté de la terre que du côté de la mer et un bombardement formidable, écrasant, ininterrompu, viendra à bout de la résistance des bloqués avant

même que la faim ou l'épuisement de leurs munitions aient fait tomber les armes de leurs mains.

Ainsi l'on en revient toujours à la nécessité de s'assurer, avant tout et au moins pour un laps de temps assez étendu, de la maîtrise de la mer. Or, nous n'avons examiné dans tout ce qui précède que le cas relativement simple du « coup de main, » n'exigeant que le transport d'effectifs restreints. Imagine-t-on les *impossibilités* en face desquelles on se trouverait, s'il s'agissait de mettre à terre une armée capable de conquérir un grand pays? Il faut des jours, des semaines pour cela, et l'opération de débarquement n'est, en fait, jamais terminée, puisqu'il faut alimenter constamment de toutes choses ce grand corps si exigeant et, pour obtenir ce résultat, créer une *ligne de communications* parfaitement sûre où une flotte de vapeurs pourra faire la double navette entre la base primitive et la base secondaire, entre le point de départ et le point d'arrivée de l'expédition.

Mais pourtant, objectera-t-on, si les Allemands avaient été victorieux sur l'Yser et qu'ils eussent occupé nos ports du Pas de Calais, n'auraient-ils pas pu réussir à franchir le détroit en employant des procédés spéciaux de nature à paralyser l'action de la flotte anglaise?

On l'a dit. Il a été question, après coup, d'une sorte d'avenue constituée, entre Calais et Douvres, par deux doubles ou triples lignes de mines automatiques, gardées par des bâtimens légers et par des sous-marins. Sous la protection de ces deux barrages parallèles, — qui rappellent un peu les « longs murs » reliant Athènes au Pirée, — l'armée d'invasion, empruntant sans doute le concours d'une flottille dans le genre de celle de 1805, aurait atteint la côte anglaise sans avoir rien de sérieux à craindre de la part des *Home fleets*. A supposer que celles-ci se fussent risquées à franchir ce double rempart, leurs pertes eussent été tellement fortes, sous les coups des mines et des torpilles, que la *Hoch see flotte* survenant en aurait eu très bon marché.

Nous ne verrons jamais l'exécution de ce beau projet et si l'on pouvait ne se placer qu'au point de vue de « l'art, » on serait tenté de le regretter. En attendant, une foule d'objections se présentent immédiatement à l'esprit : comment la flotte anglaise eût-elle laissé éxécuter le long travail de la pose de plusieurs milliers de mines sans intervenir en temps utile? Sans doute elle avait assez passivement laissé miner la mer du Nord au

prime début des opérations. Mais c'est qu'à cette époque le mode de participation de la Grande-Bretagne à cette grande guerre naissante n'était pas nettement déterminé.

Quelques mois après le 1er août 1914, on ne pouvait raisonnablement compter qu'une telle faute se renouvellerait. Mais admettons les deux barrages établis cependant : allait-on faire abstraction des canons de cette flotte anglaise? Pour arrêter l'immense flottille progressant lentement vers la côte de Douvres ou vers Dungeness, point n'était besoin aux cuirassés britanniques de s'exposer à de graves périls en essayant de forcer l'avenue. Il leur suffisait de lancer à bonne distance une pluie d'obus sur cette réunion de bâtimens. L'avenue ne pouvait être assez large pour que ceux-ci échappassent aux effets d'un tir, exécuté de l'un et de l'autre côté de ce long, mais étroit plan d'eau. Il n'était même pas nécessaire d'employer à ce bombardement par l'extérieur le gros des escadres cuirassées. Les bâtimens de seconde ligne, les croiseurs légers et les destroyers suffisaient ; et donc les cuirassés, les *dreadnoughts* en tête, restaient prêts à se mesurer avec les escadres allemandes. Enfin l'amirauté anglaise disposait déjà, en novembre 1914, d'un grand nombre de sous-marins et de bâtimens de très faible tirant d'eau, chalutiers ou autres, armés de canons. Toutes ces petites unités pouvaient pénétrer dans l'avenue sans s'embarrasser autrement des mines, les unes passant au-dessus, les autres passant au-dessous. Quant à arrêter les sous-marins par des filets, il n'y fallait guère songer, la mise en place de ces filets, en plein détroit et surtout dans la mauvaise saison représentant un travail très pénible et très long.

Si maintenant on réfléchit que c'était pourtant entre Calais et Douvres que les chances de succès étaient les plus marquées, — les moins illusoires, devrais-je dire ; — qu'aujourd'hui il faudrait, allant d'Ostende à un point quelconque du Kent, compter avec une distance quadruple et aussi avec le champ de mines anglais de la Manche des Pays-Bas, on se rend aisément compte de l'impossibilité d'entreprendre cette extraordinaire opération.

On le voit assez d'ailleurs. Au moment même où j'écris ces lignes, nous parvient la nouvelle de l'*attaque combinée* que les Allemands viennent d'exécuter contre l'Angleterre pour masquer le désastreux effet moral produit par la note si dure et si

inquiétante pour eux du président Wilson. Quand il eût fallu, pour occuper la scène et « amuser la galerie » une opération sensationnelle et de grande envergure, ils ne trouvent rien de mieux qu'une nouvelle sortie de leurs croiseurs, aussitôt rejetés de la côte anglaise par leurs adversaires et qu'une trente-huitième incursion de zeppelins ou d'hydravions. Ils y ajoutent pourtant un « numéro » nouveau, inattendu même, reconnaissons-le, un essai de soulèvement de l'Irlande. Mais quelle insuffisance de moyens pour un objet si ambitieux !

Un mot là-dessus, toutefois, puisque aussi bien l'examen d'une sérieuse opération de descente en Irlande peut rentrer sans effort dans le cadre de cette étude.

Oui, certes, au début de la guerre, une expédition partie des ports de la mer du Nord et réussissant à se dérober vingt-quatre ou trente-six heures à la flotte britannique, — et cela n'était pas très facile ! — eût peut-être atteint un point favorable de la côte du Connaught ou du Munster et, débarquant rapidement une trentaine de mille hommes, aurait causé au gouvernement anglais des embarras dont la répercussion se fût certainement fait sentir sur la marche de nos propres affaires, assez mal en point à ce moment-là.

Mais que de difficultés déjà, à cette époque ! Les hésitations auxquelles je faisais allusion tout à l'heure, admissibles quand il s'agissait de définir exactement le rôle de la Grande-Bretagne dans un conflit où ne semblaient engagés tout d'abord que des intérêts un peu lointains peut-être pour le gros de la nation, ces hésitations, dis-je, n'avaient plus de raison d'être, dès que l'Allemagne lui portait un coup aussi direct et aussi dangereux. Or les *Home fleets* étaient, répétons-le, toutes prêtes, ayant été mobilisées à la fin de juillet pour la grande revue du roi George V. Elles tenaient la mer du Nord, au moins par leurs grand'gardes, et comment une grande flotte et un long convoi eussent-ils pu échapper à leur surveillance, même en profitant de la brume pour s'élever au Nord, le long du Jutland et de la Norvège, pour tourner ensuite à l'Ouest, au large des Shetland ? Il suffisait, pour que tout fût découvert et que la tentative avortât, de la rencontre inopinée d'un petit croiseur, d'un « destroyer » muni de la T. S. F. Et la mer était sillonnée de ces petits bâtimens.

***

En résumé, s'il reste toujours possible auv Allemands d'entreprendre avec des chances de succès un coup de main n'ayant pour objet que la mise à terre de quelques milliers d'hommes, — à condition qu'ils soient pourvus de munitions pour longtemps, — on ne voit pas du tout comment ils pourraient débarquer une armée, je dis même une petite armée, sur le sol anglais avant d'avoir battu la flotte britannique.

Mais, puisque j'admets le coup de main, n'est-il pas indiqué d'examiner si cette opération ne pouvait être conduite contre nous? Et même n'est-il pas permis de penser et de dire, maintenant que tout danger est parfaitement conjuré sur notre front continental, qu'il y a eu, à la fin de février dernier, des jours sombres où la nouvelle d'une descente, même de portée restreinte, sur certains points toujours favorables de notre littoral aurait pu causer un grave ébranlement à l'esprit public et de sérieux embarras au commandement? C'est ce que j'exposais au prime début de cette étude et je ne pense pas être bien téméraire en estimant qu'à Berlin, à l'Office de la Marine comme au grand État-major, on avait dû examiner avec une certaine bienveillance les plans d'une opération qui s'inspirait dans son principe de l'opinion que se faisaient nos adversaires, qu'ils se font encore peut-être, de la mentalité française.

Eh bien! supposons réunie sous Helgoland, à ce « mouillage des vaisseaux » que connaissait si bien notre escadre cuirassée de 1870-71, une force navale allemande ayant la composition suivante :

6 croiseurs de combat ou cuirassés rapides *(Von der Tann, Moltke, Seydlitz, Derfflinger, Lützow, Hindenburg)*;

6 croiseurs légers, du type dit « des villes d'Allemagne; » 1 flottille de « destroyers » ou « grosse torpedoboote » de 10 unités, plus le bâtiment chef de flottille;

4 paquebots-géans, du type *Imperator* (50 000 tonnes, 23 nœuds de vitesse), capables d'enlever chacun de 4000 à 5000 hommes, au moins, pour une traversée assez courte et de prendre dans leurs immenses cales le matériel correspondant à l'effectif d'une forte division de toutes armes, ainsi que les chevaux et mulets indispensables;

2 paquebots du même type chargés de combustibles et aménagés pour les ravitaillemens en pleine mer.

Cette escadre combinée aurait la vitesse de ses élémens les moins rapides, c'est-à-dire des transports, car les croiseurs de combat vont de 27 à 30 nœuds, les croiseurs légers de 27 à 28 et les « destroyers » atteignent 32 nœuds. Mais il faut remarquer que ce sont là des vitesses d'essais que l'on ne retrouve pas facilement dans la navigation courante. Or, pour des motifs bien connus des spécialistes, l'écart entre ces vitesses d'essais et les allures pratiquement réalisables pendant une traversée est bien moindre pour les vapeurs de commerce que pour les navires de guerre. En somme, la force navale en question verrait très probablement s'établir l'accord des vitesses entre bâtimens des deux catégories vers 20 ou 21 nœuds; c'est-à-dire que, si elle visait l'une de nos îles, — ne précisons pas! — du littoral de l'Atlantique, elle pourrait effectuer en moins de quatre-vingt-dix heures le trajet de 1 800 milles environ d'Helgoland à cette île, en passant par le Nord de l'Écosse après avoir couru au Nord jusqu'à la hauteur de Bömmel Oen, à peu près.

« Mais il y a la flotte anglaise, dira-t-on, et justement sur les rades de l'Écosse... » Sans doute. Toute la question est de savoir si l'on peut dérober à cette flotte une marche de trois ou quatre jours. Je ne dis pas que ce soit facile ni qu'il ne faille pas de la chance pour y arriver. Je répète seulement que c'est possible, avec des circonstances de temps favorables et d'adroites diversions du gros de la *Hoch see flotte* resté dans la mer du Nord. Ne venons-nous pas de voir que cette escadre des croiseurs de combat allemands a pu insulter impunément la côte anglaise, le 25 avril, et bombarder Lowestoft sans avoir affaire à autre chose que des croiseurs légers, des « destroyers » et — peut-être — des sous-marins? Pourquoi la vaillante division des croiseurs de combat anglais de l'amiral Beatty, celle qui, deux fois déjà, avait refoulé l'ennemi en lui faisant éprouver des pertes *(York* et *Blücher)*, pourquoi n'était-elle pas là? C'est, suivant toute apparence, qu'elle avait été appelée du côté de l'Irlande où s'était produit, dès le 21, le mouvement que l'on sait. Et il était en effet, parfaitement logique d'admettre que les Allemands envoyaient de ce côté-là quelque chose de plus qu'un chalutier à vapeur et qu'un sous-marin.

Les Allemands, toujours si bien renseignés, n'ont-ils pas été prévenus, du reste, de ce faux mouvement des adversaires qu'ils redoutent le plus? Cela encore est fort possible. Toujours est-il

que la plus grande vigilance ne met pas le parti le plus fort à l'abri d'une surprise ou d'un piège stratégique.

Joignez à cela un brouillard favorable, ou seulement ce que les marins appellent un *temps bouché*, et vous arriverez à la conclusion que le coup de main, — le coup de main, pas plus! — reste toujours possible. J'ajoute que la force navale allemande que je mets hypothétiquement en jeu pourrait fort bien tenter le passage du Pas de Calais et de la Manche, ce qui accourcirait singulièrement sa randonnée (900 milles, au lieu de 1 800) et dérouterait ou du moins retarderait singulièrement ainsi les escadres anglaises. Mais le détroit est bien gardé et par des moyens que les grandes unités redoutent, avec raison. Cependant, là aussi, je dis : *il n'y a pas impossibilité*, et nos ennemis sont gens à tout risquer quand ils verront s'évanouir peu à peu leurs chances *normales* de se tirer d'affaire.

Reste, une fois le petit corps expéditionnaire débarqué et installé dans sa conquête (je mets à dessein les choses au pis), la difficulté de l'y faire vivre, de l'y maintenir en le ravitaillant au fur et à mesure de ses besoins ; mieux encore, de le renforcer peu à peu et de lui donner les moyens d'entreprendre réellement une action sur notre littoral. C'est là que l'on en revient à la nécessité de la bataille navale, et l'on sait ce que je pense du résultat de cette rencontre. Peut-être, toutefois, réussirait-on à organiser un service de *blockade runners* entre l'Allemagne et ce corps détaché à l'aventure. Mais combien précaires seraient ces communications, si rapides et si habiles que fussent les navires qu'on y emploierait! On l'imagine aisément. Et bientôt, les Anglais et nous, nous mettrions fin à l'«exploit» en allant forcer et capturer dans son île, ou sa presqu'île, l'audacieux envahisseur.



Mais, — soyons logiques, — si nous acceptons comme réalisable cette entreprise sur le littoral français de l'Atlantique, il est difficile de ne pas accepter aussi l'éventualité de l'entrée de la force navale que nous considérons dans la Méditerranée. Ce ne serait que 400 milles de plus à faire pour atteindre Gibraltar, et si l'on avait, comme je le disais plus haut, réussi à devancer de trois jours, moins même, les flottes anglaises, celles-ci n'arriveraient pas à temps pour engager, vers Trafalgar, une nouvelle

et décisive bataille. Le détroit serait défendu, sans doute ; pas aussi bien, cependant, que le Pas de Calais. Les circonstances géographiques et hydrographiques ne s'y prêtent pas.

Les Allemands trouveraient-ils bientôt, du moins, une concentration imposante de forces navales capables de leur barrer la route et de les détruire? Oui et non. Ce n'est point du tout certain. *Il y a la flotte autrichienne qui ne se laisserait pas oublier* dans cette affaire compliquée dont son chef, l'archiduc Karl-Stephan, entretenait, en février dernier, l'État-major naval de Berlin et le prince Henri de Prusse. Je n'entreprendrai pas, — ce serait beaucoup trop long, — de débrouiller les fils d'un écheveau stratégique aussi enchevêtré ; et d'ailleurs, quand on effleure des questions de ce genre, il convient de se tenir dans les généralités. Ce que je puis dire, c'est qu'il n'est pas si aisé qu'on le pense, d'abord, — stratégiquement, — d'opérer à point nommé des concentrations exactes d'escadres dispersées, dont tous les élémens ne sont pas toujours prêts à marcher simultanément et qui ne sauraient se dégager, là, tout de suite, sur un simple signal de T. S. F., des opérations essentielles où elles se trouvent engagées ; en second lieu, — tactiquement, — de se mettre en travers de la marche d'unités rapides et bien armées, vigoureusement conduites d'ailleurs, et qui veulent absolument passer. On peut les canonner certainement, les torpiller... peut-être ; les avarier gravement, les couler même, si la fortune s'en mêle ; mais on ne peut les arrêter net, les *fixer*, comme on le fit quelquefois dans certains combats de la marine à voiles (1).

Les transports eux-mêmes auraient des chances de passer. Grâce à leur très petit nombre, les unités de combat pourraient les encadrer et les soustraire aux coups les plus dangereux en les plaçant au centre de l'intervalle entre deux colonnes.

Mais à quoi bon tout cela? Que viendrait donc faire en Méditerranée cette escadre rapide, sans doute, mais trop faible pour y jouer, même réunie à la flotte autrichienne, un rôle prépondérant, puisque aussi bien la supériorité numérique resterait aux Franco-Anglo-Italiens, même avant l'arrivée des *Home fleets* un moment déroutées? S'agirait-il donc de se faire

(1) Par exemple Nelson, sur le *Captain*, au combat du cap Saint-Vincent contre la flotte espagnole (1797) et Lucas, sur le *Redoutable*, — contre le *Victory* de Nelson, justement, — à Trafalgar.

enfermer dans l'Adriatique et bloquer étroitement à Pola ou à Cattaro ? Et ces 18 ou 20 000 hommes de débarquement, à quoi serviraient-ils ? Pour les joindre aux Autrichiens du Carso, de l'Istrie ou de l'Albanie, point n'était besoin de les exposer aux dangereux hasards d'une telle traversée...

Certes! — Aussi n'est-ce point l'Adriatique qui serait, en pareille conjoncture, l'objectif de nos adversaires, ni, davantage, les rives orientales de l'Égée, ou celles de la mer Syrienne. Je crois que je puis m'en fier à la pénétration des lecteurs de la *Revue* pour déterminer le point où, rapidement mis à terre, ce petit corps allemand suffirait pour provoquer, non point un mouvement populaire, — et encore, qui sait?... — mais un mouvement politique et militaire en faveur des empires du Centre.

Et quant aux conséquences de ce coup d'audace, il est, n'est-ce pas? inutile de les développer. Elles seraient considérables. J'ajoute que l'escadre allemande, — si elle réussissait décidément à déjouer les manœuvres des flottes alliées pour l'intercepter, — trouverait aux Dardanelles un refuge assuré. Bien mieux, ralliant à Constantinople le *Gœben* et le *Breslau*, encore à peu près valides, dit-on, malgré leurs avaries, elle serait en mesure de disputer énergiquement la Mer-Noire à l'escadre russe.

Ai-je besoin de dire, de répéter qu'en tout ceci j'ai mis les choses au mieux pour nos adversaires et que la réussite d'une opération aussi téméraire supposerait un concours de chances heureuses qui ne se produit guère dans le cours ordinaire des choses. Mais c'est assez, il me semble, que le succès ne soit pas absolument impossible pour qu'il y ait intérêt à en étudier de près les ressorts. C'en est un très fort, très solide, que l'avantage d'une grande vitesse longtemps soutenue, et cet avantage, nous n'avons pas le droit de le refuser *a priori* à nos adversaires. Les Alliés le possèdent d'ailleurs aussi bien qu'eux.

La vitesse! La vitesse, avec une puissance offensive et défensive suffisante, caractéristiques essentielles des « croiseurs de combat... » avec cela, que ne peut-on entreprendre?

Contre-Amiral Degouy.

EN KABYLIE

LES PÈRES BLANCS
PENDANT LA GUERRE

En quittant Maillot pour nous rendre chez les Pères Blancs d'Ighil-Ali, nous traversons une admirable région algérienne qu'on pourrait appeler la « Provence africaine, » car son paysage montueux, boisé d'oliveraies, rappelle, avec plus d'ampleur et de force, les campagnes d'Aix à Toulon.

En 1871, cette partie de la Kabylie fournit les chefs de la formidable insurrection qui tint en échec pendant plusieurs mois deux armées françaises. Maintenant, agréable constatation, malgré la guerre mondiale prolongée, c'est ici la sécurité absolue. Des pâtres en burnous et des laboureurs à jambes nues, beaux comme des figures de Virgile, saluent au passage notre voiture. Nous roulons vers l'une des plus curieuses villes berbères de l'Afrique où les Pères Blancs, puis les Sœurs, plantèrent bravement leurs tentes, au lendemain de la défaite des insurgés kabyles. Sans cesse la route s'élève de la vallée de l'oued Sahel vers la montagne de plus en plus dénudée, hargneuse et pourtant magnifique de couleur et de ligne. Le pays change d'aspect et, de provençal, devient âprement africain. A gauche, les cimes neigeuses du Djurjura semblent coiffer l'« arekia, » cette calotte de laine blanche portée par certains

Kabyles. Des pitons roux sont couronnés, sur leurs sommets, de bourgades de la nuance des mandarines et du corail. Les figuiers de Barbarie, en haies concentriques, forment des remparts épineux à ces villages qui s'affrontent et semblent se provoquer. Hier encore, en effet, les Kabyles se battaient de hameau à hameau et même de rue à rue. Aujourd'hui, les « çofs, » ces partis de mutualité offensive et défensive persistent toujours chez ces montagnards farouches. Aussi les « tsars, » ces vendettas, déciment encore certaines familles, et il n'est pas de mois où, dans l'un ou l'autre de ces hameaux, quelque personne ne soit victime d'un guet-apens. De village en village, pendant notre voyage, nous sommes passés à travers des affaires de meurtre de la journée ou de la veille.

Voilà la Berbérie que les Pères Blancs du cardinal Lavigerie voulurent conquérir à l'esprit de charité et à l'influence française (1).

Six mille habitans vivent agglomérés à Ighil-Ali en trois groupes, installés sur trois collines escarpées, qui donnent à ces quartiers des allures de forteresses. Et, à la vérité, ces divisions correspondent aux trois « çofs » qui se faisaient jadis une guerre perpétuelle. Les gens du faubourg de Tazaërt eussent été tués s'ils avaient eu l'audace de venir commercer avec les gens d'Ighil-Ali, et ceux-ci risquaient le poignard ou le plomb s'ils dépassaient d'une enjambée la porte qui marquait l'entrée du quartier de leurs voisins. Il fallait à ces citadins d'une même ville obtenir l' « anaïa, » c'est-à-dire le sauf-conduit représenté par un gage que délivrait un notable ennemi.

Symboliquement, le couvent des Pères Blancs se trouve placé entre Tazaërt et Ighil-Ali, et il forme trait d'union. Son aspect n'est pas imposant. On le devine, une stricte économie présida à son érection, et les religieux ne cherchèrent pas à jouir des biens de ce monde, en ce lieu splendide pour un artiste amoureux de la montagne et de la féerie quotidienne de la lumière, mais déshérité, assoiffé, sinistre pour des Français accoutumés à notre aimable vie provinciale.

De la route qui continue vers les hauts plateaux de Sétif, il faut descendre par un chemin raide vers la cour extérieure bordée de murs, derrière lesquels se récréent une centaine

(1) Les Pères Blancs m'assurèrent qu'ils faisaient d'abord et avant tout œuvre de propagande française.

d'écoliers kabyles. Chaque soir, cette cour est soigneusement close, car le Berbère, « chapardeur » de nature, fût-il même l'obligé des Pères, ramasserait — le pauvre homme ! — tout ce qu'il trouverait : outils et vêtemens. A travers un corps de bâtiment destiné aux salles d'école, nous pénétrons dans une cour intérieure sur laquelle ouvrent les fenêtres des cellules, du réfectoire et des communs. Un peu en dehors de ces humbles constructions, sans étage sous leurs toitures de tuiles à la romaine, se trouve la chapelle. Les mœurs berbères obligèrent les Pères à tenir leur église écartée des regards indiscrets des villageois, et un sentier bordé de haies vives fut tracé, qui permit aux femmes christianisées et aux jeunes filles de l'ouvroir des Sœurs de se rendre aux offices sans risquer d'être aperçues des hommes d'Ighil-Ali. Même les Kabyles convertis éprouvent une certaine angoisse à l'idée d'exposer leurs épouses ou leurs filles à l'examen de leurs voisins. Les religieux durent satisfaire à ce préjugé contre lequel ils luttent avec la discrétion diplomatique nécessaire.

Trois Pères assurent les divers services religieux, scolaire et d'assistance médicale de ce couvent. Sur le chemin, tout à l'heure, nous avions rencontré un petit homme olivâtre, aux yeux de houille, en uniforme de facteur rural. Il s'était offert à nous indiquer le chemin et parlait correctement notre langue. Son allure était celle d'un Européen. Nous le pensions un Valencien naturalisé, lorsqu'il éclata de rire :

— Moi ! je ne suis qu'un « bicot, » comme certains colons appellent les indigènes, mais je suis un bicot chrétien, voilà la différence. Je suis marié à une Kabyle convertie. Quand vous visiterez notre village, vous pourrez le constater, nous vivons à peu près comme des Français. Ah ! que d'obligations nous avons aux Pères ! Ils ont fait du gamin déguenillé que j'étais un em-plo-yé du gou-ver-ne-ment !

Avec quel orgueil le facteur proclame ses fonctions ! Il ajoute aussitôt :

— Je sais lire et écrire votre langue, je pratique la religion catholique, il est donc bien naturel, n'est-ce pas? que je porte la casquette galonnée et non pas « leur » chechia.

L'employé, d'une main dédaigneuse, semble repousser tous les porteurs de turban, ses frères de race.

A peine avait-il prononcé ces mots, que nous aperçûmes,

devant le couvent, un religieux robuste, vêtu du burnous blanc et de cette chechia écarlate dédaignée par le postier ; celui-ci nous chuchota :

— C'est le Père C..., mon ancien maître. Tandis que vous lui parlerez, j'irai prévenir le Père supérieur.

Les yeux du religieux, d'un bleu de ciel armoricain dans son visage brûlé par le soleil, nous laissent à supposer que nous avons devant nous un compatriote ; avec une joie profonde, il s'écrie :

— Vous avez deviné, mon Dieu! Seriez-vous aussi des Bretons comme moi? Songez qu'il y a vingt-neuf ans que j'habite l'Afrique. Vingt-neuf ans que je bourlingue dans le « bled » et que je n'ai pas entendu le son des voix de chez nous et réjoui mes regards à la fraîcheur des coiffes de nos paysannes. On a beau se donner de toute son âme à sa mission, le cœur retourne souvent au cher village et, en songe, je reviens à nos landes pour me consoler de cette pierraille rouge qui nous entoure.

Vers nous s'en venait d'un pas de guerrier un grand homme drapé à la mode arabe dans la laine fine, au long visage maigre à la fois grave et patient, le Père B..., le supérieur. Nous souhaitant la bienvenue, il ajoute :

— Quoique notre patrie soit engagée dans une terrible guerre, vous goûterez ici la paix. En vous assurant que votre séjour parmi nous sera reposant, ne croyez cependant pas que des ermites comme nous aient toujours été exempts d'inquiétudes. Aux premiers mois des hostilités, nous n'étions pas rassurés au milieu des Kabyles de notre entourage.

— Allons donc! Père, proteste notre compatriote. Vous, pas rassuré? Vous verriez approcher le martyre sans même froncer les sourcils. Et vous êtes tellement aimé des musulmans les plus endurcis que, même parmi ces gens, vous trouveriez des hommes qui se feraient tuer pour vous, si l'on vous attaquait.

Modestement, le supérieur avoue qu'il n'en doute pas ; certains Kabyles, au péril de leur propre vie, fussent intervenus.

— Mais ne préjugeons pas de l'attitude des nombreux ignorans et fanatiques, continue-t il. Que serait-il arrivé s'ils n'avaient pas été domptés dès le mois de septembre 1914 par notre victoire et par l'énergie prévoyante de notre gouverneur? En assurant les distributions de céréales qui empêchèrent la famine de nos populations, qui ne vivent que de commerce et

ne peuvent faire fructifier un sol presque aussi aride que le Sahara, le gouvernement algérien empêcha ces loups de sortir du bois : s'ils en étaient sortis, ils nous auraient dévorés, quitte à payer cher ce repas d'un jour.

— Ma foi ! c'est bien possible, accorde le Père C...

— L'un et l'autre vous êtes des pessimistes, s'écrie du fond du couloir un troisième moine, un sexagénaire au visage fin et aux yeux clairs qui s'approche de nous, et le Père C... nous présente l'arrivant en ces termes :

— Veuillez voir en notre Père D... le Fra Angelico de notre petit couvent.

— Je suis trahi, dit ce religieux avec un sourire, mais je n'ai, hélas ! aucune des qualités du suave artiste de San-Marco. Oserais-je néanmoins vous prier de visiter mon atelier ?

Nous le suivons dans une petite salle exposée au Nord. Par le large vitrage, un panorama prestigieux s'aperçoit : dans le bas, la vallée profonde et son oued limoneux qui serpente à travers les lauriers-roses ; plus haut, les oliviers aux crinières argentées montent à l'assaut des pentes rocheuses ; encore plus haut, le Djurjura et ses dentelures éblouissantes d'une neige qui brille à facettes comme des gemmes sur un ciel d'outremer profond.

— Voilà le tableau de Dieu qui m'humilie chaque jour et me donne la mesure de mon ignorance de barbouilleur, dit humblement le religieux qui, bras croisés, considère la puissante montagne balafrée de vert, de carmin et de bleu par ses forêts, ses rocs et ses failles. — Et pourtant, reprend-il, lorsque, plusieurs heures chaque jour, j'ai fait ma classe à mes cinquante petits Kabyles et donné mes soins médicaux à leurs parens, c'est avec un bonheur profond que je me retire dans ce cabinet vitré, pompeusement appelé atelier, et que j'y copie quelque portrait de notre fondateur, le cardinal Lavigerie, afin d'envoyer cette toile à l'un de nos petits moustiers de Berbérie. D'autres fois, je hausse mon orgueil jusqu'à tenter de créer une scène religieuse. Saints infortunés, combien je vous maltraite ! Enfin, j'ose m'inspirer du paysage qui nous entoure, et comme je suis devenu presque un sauvage dans cette solitude africaine, je peins des toiles où les arbres, les plantes, les pierres, sont peut-être reproduits avec amour mais sans art. Ah ! Roger de la Pasture, grand peintre de ma race, tu devrais bien quelquefois me porter secours ! Qu'im-

porte ! Ce n'est là que ma récréation, mon devoir est ailleurs. Il s'agit d'abord de franciser mes enfans bruns, de leur donner une haute idée du génie français et, — sans apostolat, car nous nous défendons de faire aucune pression sur les petits musulmans qui nous sont confiés par leurs parens, — de les pénétrer un peu de la douceur, de la bonté et de la pitié, qui sont les parfums naturels à tous les Européens de tradition chrétienne.

En sa qualité de Breton, le Père C... ne veut pas nous quitter, afin de pouvoir évoquer, chemin faisant, la Bretagne, et s'offre à nous conduire à Ighil-Ali. Sans un introducteur aussi qualifié, nous ne serions pas admis dans les logis, et pourtant, là seulement, nous pourrons constater les résultats de l'œuvre des Pères Blancs.

Notre compatriote coiffe une chechia neuve, une vraie pivoine, s'arme d'un solide bâton ferré pour escalader les ruelles et, gaillard, nous entraîne. Cité saharienne d'aspect avec ses logis en alvéoles, Ighil-Ali possède également des maisons à plusieurs étages en encorbellemens d'une architecture mauresque. Certains bâtimens s'enorgueillissent même de tourelles en forme de pigeonniers.

— Voyez-vous, nous explique le Père C..., ces constructions variées vous donnent l'image assez incohérente des cervelles berbères où paganisme, fétichisme et islamisme s'entremêlent et se nouent comme l'osier d'une corbeille. Par là-dessus, ajoutez comme un souvenir du christianisme primitif, car pourquoi ces Kabyles n'auraient-ils pas été chrétiens à l'époque de saint Augustin ? Certes, ma supposition ne s'appuie sur aucun fait historique ; pourtant quelles singulières découvertes nous faisons parfois de croix entaillées dans les portes d'entrée ! Enfin, fréquemment, les femmes sont tatouées entre les sourcils de petites croix. Mieux encore, les tatouages dans quelques villages imitent le crucifix posé sur son piédestal. Bien entendu, ces dessins traditionnels sont reproduits avec une parfaite ignorance de leur signification. Dans ces conditions, ils ne communiquent aucune vertu spéciale à leurs porteurs qui sont, comme tous les Berbères de cette région, avides de gain. N'affirment-ils pas en riant que Juifs et Mozabites, chez eux, mourraient de maigreur ? Remarquables sont leurs dons commerciaux, trop remarquables même. Nos villageois excellent à vendre leur huile de mauvaise qualité et à maquiller les tissus

et tapis d'Angleterre ou de Lyon qu'ils revendent effrontément aux Européens pour des produits orientaux rapportés par eux à grands frais de Brousse, de Damas ou de Perse, car ce sont des parleurs à langue dorée.

Or, tandis que le Père nous esquissait les caractères psychologiques de ses voisins, nous avions dépassé un cimetière tragique, aux tombes creusées en désordre à flanc d'une colline affreusement stérile. Assis sur les morts ou les piétinant avec une parfaite indifférence, quelques citadins s'entretenaient de leurs affaires, très éloignés de songer à leurs défunts.

— Leur attitude vous étonne, reprit le religieux : cependant, il ne faudrait pas les mal juger. En leur mentalité si différente de la nôtre, ces passans ne croient pas manquer de respect à leurs morts. Tout au contraire, ils pensent les réjouir de leur présence. Par leur bavardage, ils font la « djemâa » sur les pierres tombales, c'est-à-dire l'assemblée civile et politique, et ils sont persuadés qu'ils intéressent leurs ancêtres. Ah ! certainement, ne vous attendez pas chez eux à de grandes marques de sensibilité à la mort d'un père, d'un fils ou d'un frère. Non ! ils acceptent leur sort. Dieu l'a voulu ! Dieu soit béni ! Tenez, plusieurs fois, depuis cette guerre, l'on me chargea d'annoncer à des familles le glorieux trépas au front de leur garçon, un tirailleur. Je me rendais chez ces musulmans avec le recueillement de tout chrétien en semblable circonstance. Après quelques instans d'une conversation assez banale sur leur santé, leurs profits et leurs espérances, je leur faisais entrevoir peu à peu la triste nouvelle.

Sans qu'un trait de son visage frémît, le père me répondait froidement :

— Il est mort, Chadli ? Ça va bien !

Et pourtant, j'en suis sûr, ce vieillard souffrait. Il ne souffrait pas à notre manière, mais à la sienne, contenue, farouche, fatale. Quant aux femmes, par exemple, elles hurlaient. Entendons-nous bien, elles se lamentaient en mesure. Leurs voix, d'abord graves, montaient à l'*ut* dièse en gamme chromatique. Et la mère interpellait son enfant dans un langage qui pourrait se traduire ainsi :

— Notre Chadli, réponds ! Où te trouves-tu a a ahi, hi, hi ? Que fais-tu ? Pourquoi ne reviens-tu pas ? o o ah ! ah ! â, — en gamme descendante.

Rien de spontané, une douleur collective, rituelle et rythmée.

En vous donnant ce détail pour la mort d'un brave tué par les Allemands, je voudrais vous montrer combien notre tâche de religieux français et l'œuvre de notre gouvernement se heurtent à des difficultés inouïes quand nous devons agir intellectuellement sur ces populations. Il faudrait changer leurs cervelles cristallisées et remplacer leurs cœurs islamisés, pour espérer des résultats rapides de francisation, d'humanisation. Notez-le bien, je ne suis pas un découragé. Au contraire; malgré les succès difficiles de nos missions, je crois en l'avenir. Depuis quelques années, la France a trouvé le point faible de ces têtes dures et elle obtiendra de plus grands résultats que les Romains, parce qu'elle associe les indigènes à notre système économique dont ils bénéficient. Voilà ce qui les touche. Nous autres religieux, qui visons seulement les âmes et les intelligences avec une telle discrétion que les cadis les plus hostiles ne peuvent nous reprocher aucune pression, mais constater seulement que leurs coreligionnaires viennent à nous spontanément; nous autres Pères, vous le pensez bien, nous ne possédons pas la clef qui ouvrirait facilement ces êtres fermés : l'intérêt matériel. Mais, si les Berbères chétiens sont la minorité, notre action rayonne pourtant sur la masse indigène, et il me plairait que vous interrogiez là-dessus les mahométans de l'élite : nous trouvons justice près de ceux qui devraient spécialement nous détester.



— Commençons par visiter des maisons musulmanes, plus tard nous nous rendrons au village des Berbères chrétiens, nous annonce le Père C... Ainsi pourrez-vous juger des changemens qu'apporte, non seulement dans les âmes, mais jusque dans leur vie matérielle, notre religion. D'ailleurs les uns et les autres, je vous en préviens, frappés par cette guerre qui les empêche d'aller vendre aux Arabes du Sud leurs figues et leur huile, ne vous donneront pas une image avantageuse de leur condition. Marchands et colporteurs, ils sont beaucoup plus atteints que les indigènes cultivateurs qui récoltèrent du blé et du sorgho avec abondance en 1915. Dans cette partie de la Berbérie, la production des céréales n'assure pas plus de trente

jours de farine par an, et la population doit procéder à des échanges, vendre, trafiquer, s'ingénier. Comme presque tous les objets de fabrication européenne, française, anglaise et austro-allemande qu'ils colportaient ne leur arrivent plus et que leurs oliviers fourniront une maigre cueillette, voilà nos Kabyles réduits à la portion congrue. Sans les prêts et les dons du gouvernement, je ne sais trop ce qui serait arrivé.

Tout en nous entretenant, le Père Blanc piquait le sol de son bâton ferré et grimpait les sentiers difficiles creusés par le ruisseau médian qui servait aussi, hélas! d'égout. A la vue du religieux suivi d'étrangers, dix, vingt, puis une nuée de garçonnets en petites djellabas ou burnous à capuchon et de fillettes en tuniques, fines et sveltes comme des cabris, bondirent devant et derrière nous et galopèrent sur nos côtés. Aux cous nus de ces gamines, de lourds colliers et les *ifzimen*, ces fibules d'argent et de corail qui retiennent sur les épaules, suivant une disposition vieille comme l'humanité, la pièce d'étoffe non cousue qui les vêtait, carillonnaient. Elles sautaient sur leurs pieds nus, effrontées, rieuses, charmantes, insolentes. Quelques-unes portaient à califourchon sur leur dos, retenus dans une sorte d'écharpe d'indienne bigarrée, des poupons extraordinaires, petits bouddhas ventrus dont les têtes bouffies branlaient à chaque gambade de leurs porteuses.

— Polissonne d'Aïcha! Drôlesse de Seffa, les apostrophait le Père C..., ne feriez-vous pas mieux de vous rendre chez les sœurs du couvent! Fi donc! n'avez-vous pas honte de trotter comme des chèvres tout le jour? Ah! les sauvages!

Et Aïcha, Seffa, Zakia, Fathma répondirent l'une après l'autre à ces admonestations :

— J'irai chez la Mère Blanche quand je serai plus haute!... Non! moi je ne pourrai jamais rester immobile comme une pierre!... Mon père, à moi, ne veut pas que je me rende au couvent des roumis... Moi, j'ai ma sœur grande, déjà, dans la maison à cloche.

Ce fut au tour des garçons de repousser violemment les filles pour converser avec nous dans un français naïf, rudimentaire. Soudain la canne du Père toucha le dos d'un gamin d'une douzaine d'années, cambré comme un coureur grec, et qui avait planté sur sa tête enturbannée une branche fleurie de pêcher.

— Je t'y prends, coquin, à manquer la classe du Père D...,

Ah! tu joues au guerrier sarrasin, dis-tu? Eh bien! garde-toi du chevalier croisé, il pourrait bien te donner une bonne frottée. Va vite à l'école.

D'abord penaud, le superbe guerrier mima le geste d'enfourcher un cheval et ruant et se dérobant, son plumet rose assuré sur sa calotte, il descendit vers le couvent avec des hennissemens de victoire.

— Croyez-vous qu'il soit facile de tenir en bride ces garçons, reprend le Père C...? Quelle patience il faut unir à la fermeté pour n'être pas débordé par leur pétulance atavique! Ces gaillards sont des pur-sang. Mais, Dieu merci! il se trouve parmi ces indomptés quelques braves petits cœurs qui se donnent entièrement à nous et nous récompensent de notre effort parfois pénible.

A peine cette déclaration faite, un escadron de polissons, à califourchon sur des branches d'olivier, chargea du sommet de la ruelle en escalier et faillit nous bousculer; alors le bâton du Père devint lance et glaive et, avec des rires gutturaux, ces petits Berbères arrêtèrent leurs montures de branches vertes.

— Si vous le voulez bien, nous allons visiter le « palais » du caïd d'Ighil-Ali.

En l'espèce, le « palais » de ce chef indigène semblait une assez pauvre ferme. La porte cintrée poussée, nous traversâmes une sorte de vestibule bordé par un vaste banc en maçonnerie. Sur ce terre-plein, les jours de réception, parens, amis ou cliens du caïd attendent, sans risquer d'apercevoir les femmes qu'un couloir coudé dérobe aux indiscrétions.

— Le *Sidi* n'est pas au logis, nous avertit un enfant.

— C'est regrettable pour ton seigneur, répondit gaîment le religieux; nous verrons toujours sa famille.

Quelle marque de confiance donnée aux Pères Blancs que de leur permettre de rendre visite aux femmes en l'absence des maris! Il faut voir là une preuve du respect qu'ils inspirent. Combien d'années s'écoulèrent avant que ces mahométans d'une jalousie morbide se décidassent à considérer ces religieux comme leurs propres pères? Après avoir épié leur conduite, Berbères ou Arabes, pleins d'étonnement devant leur vertu, consentent à ce que le « baba » pénètre à sa volonté dans les logis. Chaque fois qu'il vient au village, ils savent qu'il donne un bon conseil, soigne les malades, écrit une lettre,

intervient en faveur des malheureux, prévient les désordres, réconcilie les ennemis, juge les contestations, aide au placement des jeunes gens, sert d'intermédiaire entre nos colons et les ouvriers indigènes. De jour et de nuit, quand il est appelé pour un accident, une maladie, à travers le « bled » dangereux, parfois au risque de sa vie à la traversée des oueds débordés, le moine blanc saute sur sa mule, emporte sa pharmacie de voyage et va sauver de pauvres bédouins.

Le Père C... s'annonce d'une voix retentissante à l'entrée du patio sur lequel quatre portes ouvertes correspondent aux quatre appartemens des proches parentes du caïd. Aussitôt des cris aigus répondent :

— Soyez les bienvenus ! Allah bénisse ce jour qui nous envoie des hôtes !

Une vingtaine de femmes et jeunes filles, grand'mères et jeunes épouses, vierges et fillettes accourent curieusement. Leurs yeux cernés par le koheul et leurs sourcils épaissis par le trait noir qui les réunit en accolade à la racine du nez, leur donnent des physionomies inquiétantes. Les Égyptiennes de Séti Ier étaient ainsi maquillées. Le henné rougit leurs ongles et la paume de leurs mains. De lourds bijoux des Benni-Yenni d'un style byzantin, pendeloques, fibules, anneaux de pieds, bracelets, colliers et diadèmes les font ressembler à des idoles ; mais ce sont des idoles très vivantes, impétueuses, ardentes, indiscrètes, criardes, désordonnées. Il faudrait encore, pour nous défendre de leurs importunités, le bâton du Père C..., mais ce glaive semble rentré dans son fourreau, et il ne serait pas galant de s'en servir contre ces guêpes féminines qui vocifèrent, interpellent et pincent nos vêtemens, afin de mieux retenir notre attention.

Goguenard, le Père C... les entretient en berbère. De plus en plus excitées, elles lèvent vers moi des bras supplians. Comme je ne réponds pas, et pour cause, à leur langage incompréhensible, elles redoublent de gestes et finissent par me saisir aux manches qu'elles baisent. Notre guide s'égaie franchement. Je le soupçonne de nous trahir. Que signifie cette comédie ? Enfin, comme il voit une vieille Kabyle édentée prête à se jeter à mes pieds, le Père C... l'arrête et m'explique cette scène.

Les parentes du caïd lui avaient demandé :

— Quel est ce Français que tu accompagnes?

Pour plaisanter, il leur avait répondu :

— Si c'était le ministre de la Guerre, que diriez-vous?

— Ah! par Dieu! c'est lui! c'est donc lui!

— Je ne vous dis pas cela, c'est une plaisanterie, avait protesté le religieux.

— Non! non! baba! tu regrettes maintenant de nous l'avoir appris; c'est bien le ministre de la Guerre.

Et persuadées de s'adresser au chef suprême de l'armée française, ces naïves Berbères me suppliaient de ne pas leur prendre leurs autres fils et de leur rendre bientôt leurs maris. Mon silence leur laissant croire que j'étais troublé par leur insistance, c'est à grand'peine que je pus sauver mes vêtemens des griffes de ces femmes convaincues que j'avais les pouvoirs nécessaires pour renvoyer les hommes à leurs foyers.

Le Père C... riait encore quand il nous prévint qu'il allait nous mener dans une famille, méritante et sincèrement attachée à la France.

— Ce sont encore de nos « cliens, » c'est-à-dire de ces braves gens qui réclament nos soins, viennent se faire arracher leurs mauvaises dents et consultent le Père Supérieur dans les cas embarrassans de leur existence. Musulmans tièdes, ils nous écoutent volontiers et prononcent : « Vous êtes peut-être dans la vérité. » Cependant ils s'en retournent chez eux et nous ne les revoyons que lorsque leurs intérêts l'exigent. Nous savons d'ailleurs pourquoi ils ne viennent pas franchement à nous. La question de la femme les arrête. Une chrétienne peut montrer son visage à tous les hommes; une chrétienne peut entretenir au passage un homme sans qu'il soit utile de tirer, par représailles, un coup de fusil sur son interlocuteur; une chrétienne se rend au marché, achète et vend sans être surveillée par son mari; une chrétienne ne doit pas être battue et traitée comme une bête de somme. Voilà ce qui fait hésiter ces Kabyles intelligens, mais égoïstes. Ils sont forcés d'accorder à la civilisation chrétienne une supériorité sur leur triste société musulmane; pourtant, ils ne rompent pas les liens qui les enchaînent à leur demi-barbarie pour des raisons sans générosité et sans hauteur morale. Qu'arriverait-il de leur conversion? Leurs épouses libérées ne voudraient plus accepter leur misérable servage. A l'idée que leurs femmes, ces créatures inférieures,

pourraient un jour discuter avec eux et contre-balancer l'autorité d'un mauvais chef de famille, certains maris s'éloignent de nous, après avoir cependant reconnu qu'ils vivent dans l'erreur. S'ils l'osaient, ces rusés Kabyles proposeraient une singulière combinaison. Ils accepteraient pour eux le christianisme et la vie à l'européenne, à la condition d'en profiter seuls et de tenir comme auparavant leurs femmes soumises aux préjugés lamentables de l'islamisme. Les musulmans, je parle de la masse inculte répandue dans le bled et non de l'élite des villes, accepteraient les avantages de la francisation, droits civils et politiques, tout en continuant à tenir en esclavage leurs femmes et filles. En visitant le village de nos « paroissiens, » vous verrez combien ces Berbères se transforment, non pas seulement au moral, mais même au physique, par suite de leur vie plus décente et plus confortable. Dans la maison musulmane où je vais vous introduire, si les cœurs sont sains les corps sont affligés.

Au bout du classique couloir coudé qui sert à masquer l'intérieur du logis aux regards des passans, nous étions parvenus dans une cour où volailles, chiens et chèvres pataugeaient dans la vase noirâtre qui clapotait sur les pierres d'un ancien dallage. Dans une pièce ténébreuse, sous une arcade de maçonnerie, un âne côtoyait deux brebis. Accroupie sur le sol enduit d'un mortier de chaux grasse devenu à l'usage un stuc, une vieille femme paralysée des jambes se penchait et se redressait sans cesse avec une petite plainte. Près d'elle, une gracieuse figure biblique, une Rebecca de seize ans, déjà mariée, berçait un bébé enluminé comme une poterie. Plus avant, dans le clair-obscur, Arezki, maître du logis, vieillard qui semblait échappé d'une eau-forte de Rembrandt avec son nez de faucon, son long cou granuleux et son regard d'oiseau de nuit, nous salua. Contre la muraille étaient appuyées deux nattes dans lesquelles, le soir, cette famille s'enroulait pour dormir. Un *kanoun*, foyer composé d'un trou circulaire, laissait filtrer une fumée dense qui, ne trouvant aucune issue, se rabattait comme une draperie sur les roseaux de la toiture qu'elle vernissait en noir. Le vieillard vint baiser la main du religieux avec un respect qui ne trompait pas sur ses sentimens. Ancien revendeur, Arezki, parlant un peu le français, nous souhaita mille prospérités. La Rebecca fixait le Père C... avec des yeux étincelans de joie.

Enfin, elle dénoua un pan de son voile de tête et en sortit une lettre.

— Ah ! Seffa, tu désires que je te lise ce papier de ton mari, le sergent Sadok, mon ancien élève ? Volontiers. Au fait, je vais voir s'il n'a pas oublié sa grammaire.

Parcourant la page griffonnée, le Père Blanc nous dit :

— Ce coquin doit être meilleur sous-officier qu'écrivain. Regardez-moi cette orthographe ! Et c'est à son poupon de huit mois qu'il écrit, non à sa femme, ce qui serait humiliant pour un musulman kabyle. C'est l'usage. Un garçon, même de six semaines, quel personnage à côté de la mère ! Reprenons cette page :

« Mon cer Chadli,

« On ait bien nourriz en France. La santhé est bon. Jé pas été blaissé. Jé fourché un Boche qui parlera plus. Jé vu mon fraire Ahmed à Paris ou qu'il van des tapis mouton avec bainéfice. Après la guairre, jé ferai comme lui commerce. Lé Français sont bons avec nous. Il y a de l'argent à gagner en France. Les camaraddes ont espoir de fourcher encore des Boches. La midaille militaire vaut cent francs de rente ! Des fois je laurai.

« Soignais les figuiers, mon père. Salut et santé à vous. »

— Es-tu contente, Seffa ? demanda le Père C... Ton mari me paraît un brave soldat, peut-être un peu intéressé ; mais, après tout, ce garçon, qui n'est pas Français, se bat de bon cœur. Nous lui revaudrons le service qu'il nous rend, père Arezki.

La vieille femme, cessant de se balancer, ne quittait plus de ses yeux passionnés le visage du moine :

— Oui, c'est un bon pays, la France, s'écria-t-elle. Mon fils aîné Ahmed me disait : « Mère, à Paris, la caillasse est d'or. » Aussi ne quitte-t-il plus cette grande ville et il y a fait venir Zakia, sa femme.

— C'est la vérité, nous assura le Père C..., et ce ménage kabyle, exceptionnel, s'est acclimaté aux Batignolles. Cet exemple mérite réflexion. Qui sait ? dans un milieu chrétien, peut-être les Berbères fusionneraient-ils rapidement avec nos ouvriers et nos paysans.

— Ahmed est resté musulman, proteste Arezki qui nous écoute attentivement.

— Non, méchant bonhomme, lui répond gaiement le Père C..., je le sais. Il n'est plus rien du tout qu'un vendeur de camelote, ton fils, et ce n'est pas suffisant pour faire un homme.

Le vieillard fait de grands gestes de dénégation. Non! non! C'est impossible que son garçon ait abandonné tout à fait Mahomet.

Et comme le religieux hausse les épaules en considérant Arezki, celui-ci, changeant de ton, nous dit avec douceur :

— Les « meskines (1) » doivent penser surtout à gagner des douros. Il ne faut pas leur en vouloir.

— Vilain païen, proteste le Père ; en Kabylie, vous adorez tous le Veau d'or.

Secouant sa tête de faucon, Arezki ricane et répète :

— Les *meskines*, Père, les *meskines* sont obligés de chercher à manger avant de songer à la prière. Les marabouts arabes, qui sont *grrrâs*, prient après un bon repas. Nous autres, toujours maigres, nous courons jusqu'à la mort après notre nourriture. Comprends-tu la différence?

— Je comprends, et je sais que les Kabyles enrichis, reprend le Père, continuent à poursuivre âprement les douros et reçoivent volontiers soins, cadeaux, médicamens, alimens, écoles, ateliers professionnels, leçons de culture, prêts de semences, distributions de plantes et d'arbrisseaux, sans témoigner grande reconnaissance. Je vous excepte pourtant du nombre de ces ingrats; aussi nous vous serons toujours dévoués.

A cette déclaration du religieux, Arezki, la mère et Seffa veulent lui baiser l'épaule, grande marque de respect.

*
* *

Nous nous trouvons à l'office de cinq heures, à la chapelle du couvent qui domine la vallée bleuâtre. Au-dessus d'elle, tout autour, ce sont des pitons rocheux et, à l'horizon, la grandiose chaîne du Djurjura vêtue par l'hiver de son burnous blanc. Combien cette chapelle et ce couvent paraissent minuscules dans cet immense panorama d'une Afrique austère,

(1) « Meskines, » pauvres.

hostile, déconcertante et pourtant sublime! La petite cloche tinte. Quelle voix de France!

— Fermez les yeux et vous vous imaginerez près d'ici un bourg flamand ou breton. N'est-ce pas d'une douceur exquise?

Ainsi s'exprime le Père D..., le Fra Angelico d'Ighil-Ali, comme l'a surnommé le Père C..., et il ajoute : « Comment trouvez-vous notre chapelle? Nous en sommes les constructeurs. »

Tour à tour architectes, entrepreneurs, maçons, menuisiers, agriculteurs, vignerons, oléiculteurs, médecins, instituteurs et juges de paix, les moines du cardinal Lavigerie doivent, à l'exemple de Robinson, être capables d'organiser un village civilisé dans les contrées les plus dénuées de ressources.

La cloche sonne toujours et, par le sentier creux qui serpente entre le village chrétien et le couvent, nous voyons arriver les femmes qui viennent assister à l'office. Leur maintien décent garde une légèreté de marche qui tient à leur race montagnarde, déliée et nerveuse. De leurs visages sont bannis les fards, et si les tatouages décorent encore certains fronts, ces dessins datent de leur enfance.

Dans la nef divisée par une allée centrale, les femmes se sont placées à droite, derrière les jeunes filles de l'ouvroir, vêtues de gandourahs rouges, leurs cheveux noués dans des foulards cerise. Les religieuses font tache de neige parmi leur troupeau éclatant. A gauche, agenouillés sur les bancs, se dandinent les garçons de l'école franco-berbère issus de mariages entre Kabyles chrétiens. Leurs crânes rasés sont bleus. Avec quelle peine ces gamins peuvent se retenir de cabrioler! Un enfant de chœur délicieux comme un angelot de Luini dans son petit burnous clair, trottine sur ses pieds nus autour de l'officiant.

Jeunes filles et garçonnets chantent avec un accent guttural plein de saveur. En dehors de ce petit vaisseau de style ogival, image de la France, c'est le vaste continent islamisé, sans tendresse, sans suavité, sans charité, où tous les faibles doivent périr ou se mettre en servage; c'est le « bled » hostile où, seuls, les forts ont droit à la vie. Les Kabyles asservis à leur dur Coran, ce code qui n'a jamais d'effusions, mais seulement des ordres, des prescriptions et une philosophie trop pratique, comprendront-ils jamais la loi d'amour des peuples de l'Occident?

C'est la sortie de l'office. Les femmes s'éloignent avec des airs pénétrés.

Dans la chapelle désertée, nous considérons sur les paremens les peintures du Père D...

— Hélas ! chuchote-t-il, San Marco est loin d'Ighil-Ali !

— Moi je dis, ça c'est beau, prononce d'une voix ardente le petit enfant de chœur kabyle qui saute sur ses pieds nus comme s'il voulait atteindre les tableaux.

— Voilà notre récompense, Père D..., dit avec un sourire le supérieur.

Le couvent des Sœurs Blanches, construit sur une colline aride, sans une herbe et pas même une mousse, domine le cimetière musulman harcelé par ses éclats de schiste enfoncés à la tête des tombes plates. Toute la sécheresse d'un Islam en décadence s'affirme dans ce tableau sinistre. Et nous allons brusquement retrouver l'esprit de charité et de bonté, aussitôt franchi le seuil de ces religieuses nées dans nos provinces où la vie aimable leur eût tissé des années de charme et de paix. Or, ces Françaises préfèrent l'exil en pays barbare.

Maintenant, est-il bien certain que les femmes berbères apprécient le dévouement des Sœurs Blanches? C'est ce que nous demandons aussitôt à la Mère Supérieure, une religieuse jeune encore dans l'Ordre, mais déjà riche d'œuvres bienfaisantes. Elle nous reçoit dans une salle chaulée, pauvre, à peine meublée, où cependant nous respirons comme une atmosphère de chez nous au milieu de l'air brûlant et sans caresses de ce « bled. » Elle nous répond :

— Sans doute, surtout depuis cette guerre qui prive les indigènes kabyles même d'une nourriture suffisante, les indigènes nous sont reconnaissantes d'aider leurs filles ; mais comment voudriez-vous que les mères de famille comprissent, je ne dirai pas notre sacrifice, car nous consentons avec joie à cette existence souhaitée par nous, mais les petites privations spirituelles et matérielles dont nous souffrons quelquefois ? Il faudrait à ces pauvres femmes la connaissance de la France et de sa vie toute baignée de suavité, la vie de nos compatriotes restés à l'ombre de leurs belles églises dans l'affection de leur parenté et les attentions des êtres polis de leur race. Quand ces Berbères demi-nues sous leurs bijoux archaïques viennent nous trouver, comme elles sortent de leurs taudis sans

mobilier, glacés l'hiver et brûlans l'été, elles trouvent que nous jouissons, dans ce couvent pourtant plus dénué de confort que la dernière des fermes françaises, d'un vrai bien-être, parce que les salles sont balayées et qu'on y mange à sa faim tous les jours de l'année. Quel phénomène inexplicable pour ces primitifs qui se gavent à l'époque de leurs récoltes et s'ingénient ensuite à subsister d'herbes, de paille hachée, de couscous fabriqué avec de la farine de glands ou de racines amères comme les arums qui les empoisonnent. Notre morceau de pain bis, chaque midi, et notre soupe aux légumes secs leur semblent un luxe merveilleux.

Une sauvagesse tatouée jusque sur le menton, qui semblait nous écouter avec plaisir et avait assisté plusieurs fois à nos exercices religieux, me dit une fois :

— Je sais maintenant pourquoi vous vous êtes faites chrétiennes. Là-bas, dans votre pays, vous pâtissiez. Ici, sans travailler la terre, sans aller chercher l'eau si lourde à remonter de la vallée, vous mangez chaque jour plus que vos dents ne peuvent broyer d'épis.

Ainsi cette pauvre créature réduisait notre vocation à son petit raisonnement utilitaire. Comme je lui objectais qu'au contraire, nos religieuses perdaient en bien-être ce qu'elles gagnaient en joie d'accomplir leur devoir, elle m'interrompit vivement :

— Seriez-vous donc des innocentes ?

Toutes les Kabyles, d'ailleurs, ne tiennent pas ce langage brutal. Quelques-unes, d'âme plus douce, plus compréhensives, soupçonnent la joie profonde de certains renoncemens.

La Supérieure nous conduisit à son ouvroir. Dans une salle au carrelage couvert de nattes une trentaine de fillettes et de jeunes filles kabyles, quelques-unes tatouées et parées de leurs fibules, colliers et lourds anneaux, à croupetons, cardaient de la laine ou bien, assises jambes allongées derrière des métiers, tissaient des burnous.

Les plus jeunes retiraient des toisons brutes, avec leurs doigts légers, les graines et les épines que les moutons accrochent au passage, travail préparatoire.

Une Sœur vaillante, chef de cet atelier dirigeait ces Africaines avec bonne humeur.

— Ces fillettes ne gagnent pas même leur soupe du matin,

les pauvres! nous dit-elle; nous les acceptons cependant afin de leur donner l'habitude de la discipline, de la propreté.

Au seuil de son petit moustier africain que le soleil calcinait, la Supérieure, d'une voix mélancolique, termina :

— J'avais fait un seul rêve au temporel, voir les arbres que je plante autour de notre maison brûlée nous donner une douce ombre qui nous eût rappelé l'atmosphère de France. Vaines tentatives! Frênes, figuiers et jusqu'aux oliviers périssent, et pourtant nous arrosons, nous piochons et nous allons chercher la terre fertile au bord de l'oued. Nos arbres veulent mourir. Quelle leçon! Ils semblent nous signifier :

« Non! ne cherchez pas à oublier l'Afrique pierreuse. Ce n'est pas en notre ombrage qu'il faut mettre votre satisfaction. »

***

A l'entrée du village des Kabyles chrétiens, isolé d'Ighil-Ali et de Tazaërt, afin d'assurer l'indépendance de vie de ses habitans, le facteur des postes nous attend. Il tient à nous conduire d'abord dans son logis, afin de nous faire constater le progrès accompli sur les masures des Berbères restés musulmans. Trois beaux-frères, tous trois convertis : un fabricant d'huile, un mercier-épicier et le facteur occupent chacun un des côtés d'un bâtiment à corps central et deux ailes donnant sur une cour entourée de hauts murs. Même chrétiennes, leurs femmes répugnent à être aperçues de leurs voisins.

La vaste chambre du postier comporte un lit en bois ciré « à la mode de Paris, » nous assure-t-il fièrement, une armoire à glace qui ferait le bonheur d'un « pipelet » de Montmartre, une table en faux Louis XIII, des chaises, luxe inconnu dans les intérieurs musulmans et un étrange berceau aérien formé d'une corbeille d'osier suspendue au bout d'une corde. L'appareil oscille à travers la pièce. Deux réveille-matin semblent engager une lutte de vitesse sur une étagère.

La femme du facteur, ancienne élève des Sœurs, s'avance vers nous. Elle a eu le bon goût de ne pas abandonner son costume indigène. Dans son visage d'un ovale allongé transparaît une expression nouvelle. Ses yeux vous examinent avec franchise. Elle n'a point l'hypocrisie sauvage de la Berbère qui dérobe son regard en présence de son mari. D'une voix chantante d'écolière sage, elle nous apprend que, malgré sa jeunesse,

elle est déjà mère de neuf enfans. Nous apercevons le dernier-né dans le berceau.

— Si je sais un peu tenir ma maison, reprend-elle, je le dois aux religieuses. Quand je reçus ces meubles français, jugez de mon embarras. Comment s'en servait-on? Devait-on les laver? Je faillis décoller mon armoire à glace en jetant à pleine cruche de l'eau dans son tiroir. Je voulais tellement bien faire!

... A ce moment la femme du mercier vient nous prier de visiter son logement. Nous y remarquons un mobilier semblable tenu avec la même propreté. Cette Kabyle évolue avec une parfaite aisance dans cet intérieur qui pourrait être celui d'un employé de Rennes ou de Grenoble. Nous la complimentons.

— Oh! ne me croyez pas civilisée, j'ai beaucoup de défauts dont je n'ai pu encore me corriger, avoue-t-elle avec une honte qui colore son teint citronné. Je ne puis m'empêcher d'aimer mes bijoux kabyles.

Elle sort d'un tiroir des agrafes d'argent massif sertissant du corail.

Comme nous nous intéressons à son petit trésor, elle court nous chercher des « rdif, » ces légers anneaux pour les chevilles dont on retrouverait peut-être l'origine à Byzance, et plus loin encore, en Assyrie, en Égypte. D'une voix qui s'anime, elle nous explique que ses « rdif » sont à la dernière mode, tandis que sa mère porte encore des « khelkhel, » ces lourds bracelets de pieds qui, à chaque enjambée, tintent avec le bruit des chaînes pour prisonniers. Sa comparaison la fait éclater de rire; puis elle marche sur la pointe des pieds, afin de nous prendre à témoin de la supériorité des « rdifs » dont elle s'est parée. Soudain, dans la porte s'encadre le Père D...

— Jolie scène de genre pour un peintre profane! s'écrie-t-il. Je t'y prends, Jeanne la coquette.

Jeanne Bou-Chakfa se sauve dans l'appartement de sa sœur, tandis que le Père nous offre de nous mener à la classe du Père breton désireux de nous montrer ses cinquante élèves avant de les renvoyer.

Par les baies vitrées de l'école, le prestigieux Djurjura bleu et blanc se profilait au-dessus des oliveraies argentées. Les écoliers en gandourahs rayées étaient assis à leurs bancs; dans leurs capuchons rabattus entre les épaules, nous apercevions les petits turbans ou les chechias qu'ils recoifferont à la sortie.

Parmi ces enfans, quelques-uns très roux aux yeux bleus.

— Vous connaissez l'hypothèse de Gaston Boissier? Il tenait ces Berbères blonds pour des Aryens d'Espagne, nous dit le Père C... Intelligens? Sans doute, ils le sont. Laborieux? Certains. Ils apprennent aisément le français et ils sont surtout doués pour le calcul. Quels habiles marchands en herbe! Presque tous ces garçons nous viennent de familles musulmanes et nous nous gardons de tout prosélytisme à leur égard. Les parens le savent, d'où la confiance qu'ils nous témoignent. Ici, par principe, je ne fais donc que cultiver les intelligences et leur donner quelque éducation, — ce dernier point très important. Il faut les civiliser, les polir, les discipliner. Ces poulains échappés m'arrivent avec des cabrioles et vous voyez qu'en somme, nous obtenons d'eux un silence et une décence que pourraient envier leurs condisciples de France. Parfois, dans l'un ou l'autre de nos établissemens de Kabylie, nous découvrons un sujet tout à fait exceptionnel qui s'attache à nous. Nous le gardons. Il vous arrivera de rencontrer, à travers le bled, un religieux que vous croirez Français et, pourtant, ce sera un Berbère. L'instruction, la vie en commun avec nous et la piété l'auront transformé. Voilà nos meilleures victoires.

***

A travers les tribus des Beni-Yenni, des Kouriet, des Beni-Mahmoud et des Beni-Aissi, nous avons visité d'autres couvens où quelques Pères, isolés parmi la population la plus rude de l'Afrique du Nord, consolent, soignent, protègent et font aimer la France.

Dans l'importante tribu des Ouadhia qui fournit en ce moment tant de braves tirailleurs à l'armée, nous sommes restés à Taguemmount-Azouz, dans l'une des maisons les plus importantes de la Berbérie. Son supérieur, le Père Vidal, jouit d'un véritable prestige dans les villages de la région. Lorsque, en sa compagnie, nous traversions ces bourgs d'un millier d'habitans perchés comme des aires de faucon au sommet des collines, hommes et femmes s'élançaient vers lui en clamant avec un accent à la fois comique et touchant :

— Pârre Vidâl! Pârre Vidâl!

Toutes et tous voulaient l'entretenir, lui demander avis, être

soignés par lui. Au passage, de pauvres montagnardes lui remettaient une pièce d'argent en lui disant :

— Garde pour moi ! Cela me vient de mon allocation, car mon fils est soldat à la guerre. Garde, j'ai peur d'être volée. Je crains aussi de mal dépenser. Quand j'aurai besoin, j'irai te réclamer, Pârre Vidâl.

Le religieux me disait en souriant :

— M'obligent-elles à exercer ma mémoire ! Il faut que je me souvienne de tous ces dépôts. Malheureuses créatures ! Vous n'entendez chez elles aucune plainte, et pourtant combien d'entre elles, veuves, orphelines, infirmes vont gratter le sol pour en extraire des racines ! Oui, la détresse est grande dans cette tribu sans terres arables, aux familles de huit et dix enfans. Que faire ? Nous favorisons les engagemens à l'armée et nous plaçons les tâcherons. Nos Pères s'attachent à cette population des Ouadhia en proportion même de sa pauvreté. Certains d'entre eux souhaitent mourir au milieu de ces Kabyles, qui, je n'en doute pas, — peut-être m'accusera-t-on d'optimisme, — nous sont reconnaissans et aiment la France.

A la déclaration de la guerre, que de paroles émouvantes nous avons entendues dans les familles des soldats partis pour la France ! Au retour des fontaines, les femmes s'assemblaient sous le drapeau tricolore que nous avions planté sur le portique de notre couvent et lui adressaient des discours passionnés :

« O drapeau, qui couvres les têtes de nos maris et de nos fils, flotte toujours haut dans le ciel ! O nos garçons ! ramenez-nous ce drapeau-là triomphant, ou bien nous noircirons vos visages à la suie (1) ! ! ! »

Pendant notre promenade, plusieurs fois des femmes et des vieillards supplièrent le Supérieur de venir chez eux lire une lettre récemment arrivée de l'armée. Un tirailleur, ancien élève des Pères, écrivait à ses parens :

« Il faut connaître les Français en France pour savoir combien ils sont bons. Comme j'avais été renvoyé à l'arrière pour le repos, j'allais aider un jardinier. Alors cet homme me nourrit à sa table et sa famille me considéra comme un fils. Et ils me dirent : « Si tu veux, après la guerre, tu resteras chez nous, car tu es brave et honnête ; » mais ce sont eux qui sont braves et

(1) Dans les guerres entre tribus, les femmes noircissaient les visages des hommes qui fuyaient.

honnêtes. Après la guerre, je voudrais bien rester parmi ces jardiniers. »

Dans un autre logis, le Père Vidal traduisit à ses naïfs auditeurs, qui rabattaient leurs oreilles avec la main afin de ne pas perdre un mot, une page griffonnée au crayon violet par un caporal de « turcos. »

« O mes parens ! O mon père, écoutez et retenez cet écrit jusqu'à votre mort, car ceci est la vérité. Partout, dans les villes riches de France, les habitans nous donnent à manger et à boire et nous offrent des fleurs pour nos fusils, et nous disent des bonnes paroles, et nous traitent comme leurs propres enfans. Ainsi, sachez-le, les soldats kabyles et les Français sont aussi semblables que les doigts de la main; mais si nous sommes le petit doigt parce que nous sommes ignorans encore, les Français sont le grand doigt parce qu'ils savent beaucoup. Mais les uns et les autres nous appartenons à la même main, et cette main-là frappe durement ses ennemis et distribue le bien à ses amis. Répétez-le. »

Lorsque le Père eut achevé cette traduction, dans le silence profond qui suivit, les yeux de ces Kabyles considérèrent avec émerveillement la feuille qui recélait ces nouvelles étonnantes. Enfin, ils s'exclamèrent :

— Dieu est grand, et que notre fils soit béni de nous apprendre de telles choses !

Au détour d'un chemin, nous fûmes arrêtés par un jeune homme dont la courte gandourah laissait voir les genoux déliés et forts. C'était un superbe montagnard, large de poitrine, mince de flancs, avec un visage cuivré énergique. Il nous annonça :

— Je pars m'engager. Je suis tes conseils, Père Vidal. Ne me disais-tu pas le mois dernier : « Puisque ton travail de colporteur ne te nourrit plus et que vous êtes sept enfans à la maison, sois soldat. En allant combattre les Allemands, tu défendras la Kabylie, car vous serez plus heureux après la victoire de la France. » Mais avant de partir, Père Vidal, je te confie la garde de ma femme et de mes deux enfans. Si je n'avais pas su que je pouvais compter sur toi mieux que sur ma propre famille, je ne me serais pas engagé.

*
* *

Nous avons encore été les hôtes de quelques petits couvens du Djurjura, et lorsque nous nous promenions dans les villages, les Berbères que nous interrogions, afin de connaître leur sentiment sur les Pères répondaient presque toujours : « A la fin d'août 1914, quand les bruits de certaines victoires allemandes se répandirent dans le « bled, » quelques-uns d'entre nous frémirent. Même ceux qui se trouvaient heureux de la domination des Français qui améliora leur bien-être se souvinrent, malgré tout, qu'ils étaient les fils des insurgés de 1871 et regardèrent vers l'Europe, afin d'apercevoir les maîtres de l'heure. Quelle ne fut pas leur surprise lorsqu'ils remarquèrent que pas un Père Blanc ne quittait la Kabylie! Dans toutes leurs maisons ils continuaient d'aller et venir et de nous porter des secours comme au temps de la paix. Alors, le soir, dans les djemâa des villages, ces Kabyles dirent : « Puisque ces religieux français restent dans leurs logis et puisqu'ils continuent de nous assister, ô hommes, soyez-en asssurés, la France n'est pas vaincue, la France sera victorieuse. »

— Moins fatalistes que les Arabes, par conséquent plus sensibles à l'influence de notre civilisation, nous disait le Père L... à Aït-Lhassen, les Berbères nous jugent d'après nos actes, et nous vous affirmons que s'ils ne sont pas toujours reconnaissans des bienfaits qu'ils reçoivent, nous obtenons au moins d'eux une neutralité bienveillante. Chez leur élite, mieux encore, c'est du respect, sinon de l'affection. Quant à nos chrétiens, ils nous témoignent un vrai dévouement. N'oublions jamais, dans nos colonies, les services, même politiques, que nous rendent les indigènes convertis. En Indo-Chine, n'est-ce pas aux avertissemens des catholiques que nous devons d'avoir pu échapper à la tentative d'empoisonnement général de nos officiers et de nos troupiers ? Interrogez en Algérie les chefs indigènes, qui certes ne sont pas de nos catéchumènes, mais des musulmans ralliés à la France, et demandez-leur ce qu'ils pensent de l'action de nos Pères et de nos religieuses.

Pour répondre à ce vœu, nous nous rendons à Djemâa-Saridj, cette délicieuse oasis berbère où les sources de la région se sont assemblées pour fertiliser les terres et arroser caroubiers, oran-

gers, figuiers et grenadiers qui forment des sous-bois parfumés et multicolores. Le caïd Cheurfa, portant beau sous le turban qui fait un diadème à son front intelligent, nous accueille : « Certes! nous confie-t-il, le point de vue confessionnel des Pères Blancs ne m'intéresse pas, mais comment ne tiendrais-je pas pour une bénédiction la présence dans ma petite ville du couvent des Sœurs ? Si les femmes de cette commune sont un peu meilleures ménagères que leurs compagnes des villages montagnards, elles le doivent à l'éducation pratique qu'elles reçoivent de ces religieuses dévouées jusqu'à la mort. Et ce ne sont pas là des mots. Des faits leur valent l'admiration reconnaissante de notre population. En 1911, une épidémie de typhoïde faisait mourir jeunes femmes, vieillards et enfans. Avec abnégation les Sœurs Blanches veillaient nos malades, prodiguaient leurs remèdes, indiquaient les précautions à prendre, montaient la garde pour assurer le jeûne prescrit, sauvaient ainsi les convalescens et risquaient à chaque heure leur vie.

Le caïd voulut nous accompagner au couvent de Djemâa-Saridj édifié sur le modèle des petits moustiers toscans. Sur la galerie extérieure les pampres montent à l'assaut des gros piliers ocrés, et les lianes festonnent comme une décoration perpétuelle de fête entre leurs arceaux. Un jardin à végétation africaine exubérante, où chantent les oiseaux et les eaux vives, entoure ce couvent.

Prévenue de notre arrivée par une jeune Kabyle au teint de mandarine qui bondit afin d'accomplir plus vite sa commission, la Mère Supérieure, à laquelle quarante années de Kabylie n'ont pas enlevé son accent morlaisien qui frappe les syllabes comme un marteau sur l'enclume, regrette l'absence de deux Sœurs en ce moment occupées dans les villages environnans à donner leurs leçons d'hygiène, de ménage et de travaux manuels aux femmes qui ne savent ni coudre, ni tricoter, ni cuisiner ni soigner leurs enfans.

— Il meurt presque la moitié des nourrissons, faute de soins, ou plutôt à la suite d'horribles superstitions que nous combattons de notre mieux, nous assure la Supérieure.

Approuvant ces paroles, le caïd conclut :

— Les Sœurs Blanches l'ont compris, ce qu'il faut à nos femmes, ce n'est pas tant la connaissance de la grammaire française, qu'une éducation de mère de famille. Elles ignorent

les élémens mêmes de la civilisation. Incurie et malpropreté, gaspillage et basses sorcelleries, voilà leur lot.

Avec un sourire, la Supérieure reprit :

— Caïd Cheurfa, n'est-ce pas un peu la faute des musulmans, s'il en est ainsi? Ne préfèrent-ils pas que leurs filles restent incultes, afin de les mieux dominer?

Levant les bras, le caïd répondit avec bonhomie :

— Vous pourriez bien avoir raison! Cependant, dans le Coran, je vous l'assure, le Prophète n'interdit pas l'instruction des femmes.

— Mais il ne la conseille pas non plus, repartit la religieuse.

Sur la table du parloir où nous étions reçus, de vieilles monnaies vert-de-grisées se trouvaient amoncelées.

— Voilà le résultat des fouilles de notre chère sœur M..., nous apprit la Supérieure. A Djemâa-Saridj, ancien centre de colonisation romaine, nous avons découvert des sarcophages, des colonnes, des pièces, et nous voudrions être plus savantes pour reconstituer l'histoire de ce pays jadis christianisé. Après quinze cents ans, nous reprenons donc l'œuvre interrompue.

Dans un bâtiment séparé, à gauche de la cour, nous étions entrés dans l'atelier des tapis organisé par les religieuses, afin d'apprendre un métier à leurs jeunes Kabyles. La Sœur qui le dirige tâche de se procurer des modèles berbères anciens, afin de les faire reproduire par ses élèves qui étalent à nos pieds des tapis de haute laine où toutes les nuances des fleurs d'Afrique éclatent harmonieusement.

A la sortie du couvent, comme nous apercevions sur la place de Djemâa-Saridj, à l'ombre d'un caroubier, d'énormes pierres superposées, la Supérieure, avec un sourire malicieux nous expliqua leur signification :

— Ils nous narguent, ces blocs pesans qui commémorent l'Assemblée de 1850 par laquelle les tribus Berbères réunies ici proclamèrent que la loi salique serait désormais appliquée en Kabylie et que les femmes n'hériteraient plus. Ainsi, en face de notre maison, chaque jour, nous contemplons ce monument de la déchéance des femmes. N'est-il pas vrai, Si Cheurfa?

Le caïd en convint et ajouta :

— Vous autres, Sœurs Blanches, détruisez patiemment ce barbare témoignage de l'égoïsme, et par vous les femmes seront relevées qu'écrasaient ces rochers.

A Taguemmount-Azouz, une sorte de « Maternelle » fut organisée par les religieuses dans le triple dessein de garder les orphelines ou les petites filles sans surveillance, de leur apprendre à coudre et enfin de les nourrir sans offenser par une charité trop visible la susceptibilité ombrageuse de leurs parens, courtiers et revendeurs, atteints par la guerre qui ralentit leur négoce.

Les Sœurs nous content que la fierté des fillettes berbères de quatre à dix ans, fines et élégantes comme des Tanagra dans leur misère secrète, les surprend. Ces enfans ne se plaignent pas, ne réclament rien. Dans la salle, assises sur leur bancs, leurs petites figures ciselées comme des bijoux n'expriment aucune angoisse, mais elles ferment tout à coup les yeux et semblent s'endormir. Elles sont évanouies. Depuis la veille, elles n'ont pas mangé. Pendant la récréation, l'une d'elles danse avec une sorte de frénésie et s'effondre. Encore une qui n'a pu recevoir de sa malheureuse mère une pincée de farine de glands doux.

Un bon repas les ranime; et, lorsqu'elles se sont signalées par leur sagesse, la douce Sœur qui veille ces fillettes leur accorde comme récompense suprême... un petit morceau de savon de Marseille! Jamais parfum précieux ne fut emporté avec plus de fierté et de bonheur...

. . . .

A travers la montagneuse Kabylie presque inconnue, dans ces villages du Djurjura à peine desservis par des sentiers muletiers qui courent au bord des abîmes ou sont coupés par des oueds infranchissables pendant les crues, les petits couvens blancs attestent à ces archaïques Berbères qu'une France généreuse les protège et les élèvera de leur brutalité primitive vers la civilisation des roumis, faite de bonté, de pitié pour les faibles, de prévoyance et de méthode.

CHARLES GÉNIAUX.

LA CRISE DES TRANSPORTS MARITIMES

La Chambre des Députés a discuté, dans ses séances des 24 et 31 mars, deux interpellations sur la crise des frets et des transports. La presse en a rendu compte de façon sommaire, et le public n'y a vu qu'un des moindres incidens de cette époque tragique. Notre attention est absorbée par la lutte qui se déroule autour de Verdun. Pour ce qui est de la crise des transports, nous n'ignorons pas que la hausse considérable des articles de la vie courante en dépend. Mais les uns se consolent de cette hausse en usant du moratorium des loyers, en touchant leurs allocations de famille, en percevant des salaires beaucoup plus élevés ou des bénéfices de guerre ; les autres laissent philosophiquement passer la rafale.

Pourtant, il y a, dans cette perturbation des moyens de communication maritimes, plus qu'une affaire d'argent. Nous avons en effet besoin de jouir de la liberté des mers, non seulement pour l'alimentation de la population civile, mais encore pour le ravitaillement de nos armées. Comment nous fournir de houille et d'acier depuis que nos mines de charbon du Nord et notre bassin de Briey sont occupés par l'ennemi ? Comment recevoir l'essence, le coton, le caoutchouc, sinon par mer? Faute d'en être régulièrement pourvus, les fours des usines qui forgent nos armes s'éteindraient, les canons resteraient sans munitions, les convois automobiles s'arrêteraient au bord des routes... Sans songer à pousser le tableau trop au noir, je voudrais montrer les origines de cette crise nationale, qui traverse une phase particulièrement aiguë, et indiquer les remèdes de nature à la conjurer ou à l'adoucir, persuadé que ces remèdes sont à notre portée.

Ayant eu l'occasion de parcourir plusieurs fois le littoral de l'Océan et de la Méditerranée, de Dunkerque à Bayonne, de Port-Vendres à Nice, et de visiter la Corse et l'Algérie, j'ai pu voir la crise naître et se développer. J'en ai eu, en quelque sorte, l'obsédante vision le long des quais tumultueux de Marseille, de Bordeaux et du Havre...

***

Il est assez étrange de constater que le mal n'a pas été soupçonné tout d'abord. Le 8 août 1914, au moment de mon premier passage à Marseille, le trafic du port était absolument suspendu. Une file ininterrompue de *steamers* s'échelonnait sur tout le parcours des bassins de la Joliette et les rares navires qui entraient dans les docks n'y venaient que pour désarmer. J'ai cheminé depuis à travers les ruines de Nieuport, d'Ypres et d'Arras. Au milieu des décombres des cités détruites, parmi les incendies qu'allumaient les lourds projectiles allemands, c'est à peine si j'ai éprouvé une impression plus désolante qu'en naviguant devant cette nécropole de navires que la guerre venait, semble-t-il, de frapper à mort. La mobilisation ayant suspendu tous les transports par voie ferrée et enlevé au commerce la main-d'œuvre des dockers, aucun mouvement maritime n'était plus possible. Les bâtimens étrangers, eux-mêmes, devaient s'éloigner de ces rives désertes où les grues inactives dressaient au ciel pur de l'été méridional leurs bras mélancoliques. A ce moment, les armateurs avaient la sensation de quelque chose de définitif, inhérent à l'état de guerre et qui devait se prolonger avec lui. On n'entrevoyait pas la résurrection prochaine. Les compagnies de navigation, qui, par la suite, ont si cruellement souffert de la réquisition, l'envisageaient alors comme un bienfait et elles proposaient spontanément leurs navires aux autorités requérantes.

Six mois plus tard, la flotte marchande avait repris toute son activité; et la recherche à outrance de tout le fret possible allait faire sortir, du fond des darses où elles croupissaient, toutes les vieilles coques en état de tenir la mer. Alors se révéla l'insuffisance du tonnage flottant par rapport au trafic maritime. Étudions quelles sont les causes qui ont amené ce déficit.

La première, et la moins contestable assurément, est la

raréfaction du tonnage du navire. On estimait en chiffres ronds à 50 millions de tonneaux de jauge brute le total du tonnage mondial, au moment de la déclaration de guerre (1). Sur cet ensemble, la France figurait pour 2 500 000 tonneaux, la Grande-Bretagne pour 21 000 000, l'Allemagne pour 5 000 000 de tonneaux. Pour ne parler que des vapeurs, leur tonnage brut atteignait 45 000 000 de tonneaux environ, dont 27 millions aux alliés, et 6 millions aux Empires du Centre. L'inutilisation presque complète de la flotte austro-allemande a eu pour effet d'enlever au trafic mondial plus de 10 pour 100 du tonnage utile, tout en tenant compte des navires saisis dans les ports alliés, dont la jauge dépasse un million de tonneaux. Bien que la diminution du tonnage du navire trouve une contre-partie dans la diminution du trafic allemand, l'immobilisation de la flotte commerciale germanique n'en a pas moins influé sérieusement sur la situation maritime générale. En second lieu, ce que l'Empire n'a pu transporter sur ses propres navires, il l'a malheureusement confié à des compagnies de navigation neutres. Par suite du relâchement du blocus, nos ennemis ont reçu par la Hollande, le Danemark et les États scandinaves une grande partie des matières indispensables à leur entretien. Il nous est assez pénible de constater qu'une portion du tonnage neutre, dont l'utilisation nous eût été si précieuse, a servi à ravitailler nos adversaires. En outre, il est certain que leur flotte contribuait dans une trop large proportion au trafic entre les ports français et l'extérieur. Nos colonies elles-mêmes n'avaient pu s'affranchir du fléau teuton ! En 1913, le nombre des navires austro-allemands qui ont fréquenté nos possessions lointaines se monte à 1 687, représentant un tonnage de 3 319 000 tonneaux, ayant transporté 658 000 tonnes de marchandises, d'une valeur de 147 725 000 francs. Pour ne pas interrompre l'intercourse coloniale, nos bâtimens ont dû suppléer à l'absence des navires allemands.



La réquisition, la saisie et la destruction des navires par le fait de guerre ont accentué cette disette du tonnage. Nous avons

(1) Les auteurs varient dans l'appréciation de ce tonnage. Le chiffre de 50 millions de tonneaux a été donné par le sous-secrétaire d'État de la marine marchande à la tribune de la Chambre des députés dans la séance du 21 mars 1916.

déjà parlé de cette métamorphose des navires de commerce réquisitionnés. Nous avons montré comment, sur le pont des *steamers*, les pièces de 14 centimètres avaient chassé les chaises d'osier où s'alanguissaient les « transatlantiques » au cours de leurs paresseuses traversées; puis, de quelle façon, les fumoirs des paquebots avaient été bouleversés pour installer les salles de chirurgie des transports-hôpitaux, tandis que les paisibles cargo-boats étaient mués en transports auxiliaires d'escadre ou en ravitailleurs de l'armée d'Orient. Dans l'ensemble, on peut estimer que le tonnage de la flotte réquisitionnée ou affrétée par les Puissances alliées varie de 8 à 9 millions de tonneaux, ce qui représente 20 pour 100 de la flotte mondiale et 33 pour 100 de la flotte alliée, voiliers exceptés.

Voilà donc une fraction très importante de la marine alliée soustraite au trafic commercial, et absorbée en grande partie par les mouvemens de troupes ou de matériel, sans profit appréciable pour le ravitaillement général. La réquisition n'a pas seulement frappé l'armement par la quantité des navires qu'elle lui a pris, elle l'a atteint encore par la *qualité* des bâtimens sur lesquels le choix de l'État s'est porté. Il est bien évident que la marine pratiquant la devise : *Ego nominor leo*, a choisi les meilleures unités, parmi celles qui s'offraient. J'ai vu comment s'exerçaient les réquisitions, dans la hâte fébrile du départ à ordonner. Une dépêche du ministre parvient à l'Intendance maritime de Marseille. Il s'agit du transport d'une division sur les Dardanelles : vite le fonctionnaire zélé, qui veut exécuter les instructions de son chef, jette un coup d'œil sur la liste des paquebots présens sur rade et élimine toutes les non-valeurs, pour ne s'arrêter qu'aux types les plus récens, même si, comme le cas s'est présenté, le vapeur étant en charge, il faut le délester de ses marchandises. Lorsque l'on doit aménager un transport-hôpital, on s'adresse au plus confortable, car c'est dans le beau décor du paquebot rapide qu'il faut abriter les souffrances de nos blessés. On a ainsi enlevé à la Compagnie transatlantique : la *Lorraine*, la *Provence-II*, la *France-IV;* aux Messageries, le *Sphinx;* à la Sud atlantique, la *Lutetia;* à Cyprien Fabre, le *Canada* et la *Sant'Anna*. Dans ces conditions, la flotte non réquisitionnée doit avoir un rendement très inférieur à son tonnage réel, en raison de l'ancienneté des unités qui la composent.

La saisie par les belligérans des navires ennemis se trouvant dans leurs eaux, ainsi que l'immobilisation des bâtimens dans les ports neutres, au moment de la déclaration de guerre, a eu également pour effet d'amoindrir notablement la flotte commerciale active. Les Alliés ne se sont pas fait faute d'armer pour leur compte les navires austro-allemands qu'ils avaient sous la main; l'Italie, sans être en guerre avec l'Empire germanique, vient de s'y résoudre, et nous savons qu'une telle détermination a entraîné la rupture des relations diplomatiques entre l'Allemagne et le Portugal. D'autre part, les navires alliés saisis dans les ports germaniques et les navires allemands immobilisés dans les ports neutres restent toujours inutilisés. Il existe notamment 171 000 tonnes de navires britanniques et 23 000 tonnes de navires français ou russes, détenus dans les ports allemands.

Les pertes alliées ou neutres dues à l'état de guerre, par capture ou destruction, atteignaient, au 30 mars, 2 140 000 tonneaux, soit 4,2 pour 100 de la flotte mondiale. En ce qui concerne la flotte française, le chiffre, au 15 avril 1916, était de 176 422 tonneaux et la liste des vaisseaux qui disparaîtront ainsi dans les profondeurs de l'Océan, sans aucun profit pour le commerce du monde, tend à s'allonger chaque jour davantage.

On voit quelles amputations ont été pratiquées dans la flotte marchande alliée ou neutre, par réquisition, saisie ou destruction. Si l'on additionne tous les élémens que nous venons de donner, savoir la flotte austro-allemande, 5 000 000 tonneaux (en tenant compte des navires utilisés par les Alliés), les réquisitions 9 000 000 de tonneaux, les pertes 2 140 000 tonneaux, les navires séquestrés en Allemagne 200 000 tonneaux, on obtient une réduction de 16 340 000 tonneaux sur le tonnage mondial mis à la disposition des nations alliées ou neutres, soit un pourcentage de 32 pour 100. La flotte qui navigue encore commercialement est, en outre, assez sérieusement gênée dans sa marche, pour que cette situation influe sur l'organisation générale des services maritimes. Plusieurs circonstances ont entraîné ce que j'appellerai l'allongement des voyages. La fermeture des Détroits nous a contraints d'aller chercher dans l'Amérique du Sud le blé que nous prenions à Odessa, et au Texas le pétrole qui provenait de Roumanie : d'où traversée plus longue et indisponibilité plus prolongée des pétroliers ou des transporteurs de céréales.

Certaines Compagnies de navigation d'Extrême-Orient ont renoncé à passer par le canal de Suez, pour doubler le cap de Bonne-Espérance. De ce fait, la traversée de Colombo sur l'Angleterre, durera dix jours de plus. Enfin, les précautions à prendre pour éviter la rencontre des sous-marins entraînent également à des pertes de temps sensibles : suspension des départs, déroutemens, atterrissages de nuit, etc. Voici un exemple personnel. Au moment où j'allais rentrer en France, étant en Algérie, des submersibles allemands écumaient les eaux de l'Afrique du Nord. Une dépêche du ministre de la Marine suspendit la navigation pour quarante-huit heures entre la France et l'Algérie. Quand notre appareillage fut décidé, il s'effectua de nuit, tous feux éteints. Notre commandant, pour tromper la surveillance des pirates, inclina sa route de plusieurs milles dans l'Est et évita les Baléares pour rentrer à Marseille avant l'aurore. Nous y arrivâmes de plusieurs jours en retard sur notre itinéraire, après une traversée qui avait duré trente-six heures, au lieu de vingt-six. Ce n'est là qu'un fait isolé, dont la répétition amène forcément un grand ralentissement des expéditions maritimes.

***

Cette raréfaction brutale et cette mauvaise exploitation du tonnage se sont produites à une époque où les besoins devenaient de plus en plus pressans. Il importe de remarquer, toutefois, que l'augmentation du trafic a été assez lente à s'affirmer. Après la stagnation complète des importations, imputable à la mobilisation des chemins de fer, il s'est écoulé une période relativement longue pendant laquelle le mouvement général des affaires fut nettement inférieur à ce qu'il était avant la guerre. Mais le réveil de la marine marchande était proche. A Marseille, le trafic, qui représentait, en janvier 1915, 51 pour 100 du trafic moyen de l'année précédant la guerre, bondissait, en fin de février, à 123 pour 100. A Bordeaux, au cours de l'année 1915, le tonnage des navires ayant remonté le fleuve excédait de 1 090 833 tonneaux celui de 1913. Je ne veux pas surcharger cette étude de statistiques fastidieuses. Il suffira d'une statistique éloquente, que j'emprunte au discours prononcé par M. Louis Dubois devant la Chambre des Députés, le 31 mars 1916, pour faire comprendre quel est le surcroît de besogne qui

incombe à la flotte marchande du fait de l'accroissement de nos importations. Les douze principales gares-ports du réseau de l'État recevaient 6017000 tonnes en 1913; elles en ont admis 10404000 en 1915 : soit une augmentation de 73 pour 100.

Si l'on envisage la situation d'ensemble, on s'aperçoit que nos importations, qui étaient de 48 millions de tonnes en 1913, sont bien tombées à 32 millions; mais il en est venu 31 millions par mer, au lieu de 30 millions en 1913, ce qui s'explique par la fermeture presque complète de nos frontières terrestres. En tenant compte des marchandises de toute sorte introduites en France pour le ravitaillement des armées anglaises ou belges, on ne s'étonnera plus que le port du Havre, qui avait reçu 2700000 tonnes en 1913, en ait débarqué 4500000 en 1915; que Rouen soit passé de 5 millions à 8 millions d'importations; tandis que des ports secondaires, comme Dieppe, qui importaient 545474 tonnes en 1913, reçoivent 849469 tonnes de marchandises en 1915! En 1916, les importations continuent à s'accroître. Elles atteignent actuellement le chiffre de 3 millions de tonnes par mois pour les seules marchandises sujettes aux droits de douane, non compris celles destinées à la réexportation.

M. Charles Gide, en formulant dans son traité d'économie politique ce que J.-B. Say a appelé la loi des débouchés, enseigne que celle-ci, quoique vraie en principe, n'empêche pas d'incessantes ruptures d'équilibre dans l'échange, lesquelles provoquent des crises, que le savant professeur appelle des « maladies de l'organisme économique. » Nous sommes ici en présence d'une de ces maladies dont le symptôme se traduit par la hausse des frets, c'est-à-dire par l'exagération du coût des transports maritimes. Le propre de toutes les crises de déficit est d'entraîner de pareilles conséquences. Faut-il crier à l'accaparement, au profit scandaleux, ainsi que l'ont fait quelques-uns? je ne le pense pas. Les armateurs, en l'espèce, se sont bornés à profiter de l'infaillible loi de l'offre et de la demande. Ils ne l'ont pas provoquée, pas plus que le viticulteur qui vend son vin 70 francs l'hectolitre. Il n'y aurait donc aucune raison de frapper le bénéfice de l'un plutôt que celui de l'autre.

Il ne faut pas non plus négliger l'augmentation du taux des assurances qui sont incorporées dans les frais de transport. Il a fallu tenir compte du risque de guerre. Les États belligérans les prennent à leur compte, moyennant une prime assez faible.

L'assurance d'État fixée par la Commission exécutive du ministère des Finances est actuellement de 0 fr. 80 de Bordeaux à New-York et varie de 0 fr. 75 à 1 fr. de France sur l'Angleterre. Quant aux assurances ordinaires, elles ont subi elles-mêmes une hausse appréciable.

Le fléchissement marqué des exportations a également contribué à modifier les bases des contrats d'affrètement. En temps normal, il y a des échanges à peu près équilibrés entre les importations et les exportations; le fret est donc réparti également à l'aller et au retour entre les importateurs et les exportateurs. Aujourd'hui, la France vend moins qu'autrefois, tant à cause du ralentissement de notre production que des prohibitions de sortie. A Rouen, de 449 000 tonnes en 1913, les exportations sont tombées à 171 000 tonnes en 1915; à Boulogne de 379 000 à 55 000 tonnes; à Saint-Nazaire de 252 000 tonnes à 82 000 tonnes; à Nantes de 352 000 à 135 000 tonnes. Les bateaux partant à vide, les chargeurs, qui introduisent des marchandises en France, doivent payer intégralement les frais généraux du voyage, comme s'ils en profitaient entièrement.

Comment, sous l'action de ces différentes causes, ne se serait-il pas produit une majoration des prix? Dès le mois de juin 1915, celle-ci oscillait entre 25 et 30 pour 100 sur presque tous les produits importés. Actuellement, le fret de la tonne de céréales de la Plata s'est élevé de 12 fr. 50 en 1914 à 155 francs fin 1915. Le fret de la viande congelée du Sud-Amérique de 92 francs à 300 francs, celui du riz de l'Indo-Chine de 35 francs à 182 francs. A Marseille, le fret sur l'Angleterre est monté successivement à 75, 115 et même 130 francs la tonne, puisqu'on a atteint le cours de 95 *shillings*. Le charbon de Cardiff que l'on exportait sur le Havre à 5 fr. 25 en 1913, paye 42 francs le 17 mars 1916; aux mêmes époques, à Rouen les chiffres passent respectivement de 7 francs à 45 francs; à Saint-Nazaire de 6 fr. 50 à 60 francs; à Bordeaux de 7 francs à 75 francs; à Gênes de 11 francs à 132 francs. Le transport du minerai de Bilbao vaut à Bordeaux 38 francs au lieu de 7 fr. 50. J'arrête là mes citations. En résumé, les frets représentent fin mars *le décuple* de ce qu'ils représentaient avant la guerre.

Les navires eux-mêmes, vu leur rareté, ont triplé ou quadruplé de valeur. Des navires valant 100 000 livres avant la guerre se vendent maintenant de 400 000 à 500 000 livres, de

sorte que, pour faire fructifier leur capital, les armateurs sont contraints d'envisager une majoration de loyer proportionnelle à cette plus-value. Celle-ci augmentant à mesure que les sous-marins allemands détruisent des navires, il semble que la courbe des frets doive, à moins qu'on n'y mette bon ordre, continuer à progresser sous l'influence des ventes de navires, de nombreux armateurs ayant cherché dans cette opération un enrichissement immédiat.

Voici les conséquences de cette hausse. Avant la guerre, nous payions 350 millions par an à l'armement étranger; en 1915, nous avons acquitté près de 2 milliards de traites au profit de cet armement, dont les trois quarts pour l'Angleterre. En 1916, si cette ascension vertigineuse du fret continue, c'est peut-être 3 à 4 milliards que la nation française devra donner aux marines marchandes alliées ou neutres. Nous n'aurons même pas la consolation de penser que nos armateurs en profiteront; leurs navires ayant été en grande partie réquisitionnés, leurs recettes sont peu de chose en comparaison de ce que nous devrons verser au dehors. On peut s'en faire une idée par le calcul suivant : nos importations étant de 3 millions de tonnes, à raison de 60 francs par tonne de fret moyen, payent 200 millions de fret par mois en chiffres ronds. Sur cet ensemble, la part du tonnage français représente 26 pour 100 des navires transporteurs, le pavillon étranger figurant pour 74 pour 100, dont 48 pour 100 sous pavillon anglais. Mais comme nous possédons peu de cargo-boats et beaucoup de paquebots dont le rapport est moindre, on peut compter que nos armateurs n'encaissent que 40 millions, contre 160 millions prélevés par l'armement étranger. Il est impossible de ne pas se montrer soucieux de l'importance de cette dette. L'État ou le consommateur français auront finalement à la solder sous forme d'augmentation du prix des produits importés et elle entraînera une perturbation encore plus grande dans notre cours du change. La question des affrètemens se présente donc comme un des problèmes les plus préoccupans qui se posent dans notre pays par suite de la prolongation de la guerre.

*
* *

Malheureusement, la crise des transports ne se dénoue pas à l'arrivée, elle subsiste même après le mouillage du navire. Elle

s'aggrave et se prolonge dans le port et même au delà du port. A la crise *mondiale* due à la raréfaction du tonnage flottant, s'ajoute une crise *nationale* qui tient à l'encombrement des quais, à l'insuffisance des moyens de déchargement et d'évacuation des marchandises. Si nous subissons malgré nous la loi générale de la pénurie des instrumens maritimes, on peut se demander si nous n'eussions pas été à même d'éviter que cette crise se développât, en organisant avec plus de prévoyance la libre circulation des produits importés sur le sol français. Qu'on me pardonne une métaphore, dont Molière n'eût pas rougi. On ne peut reprocher à un médecin l'embarras dont souffre l'estomac de son malade, mais on peut lui en vouloir de n'avoir pas su le dissiper à l'aide d'une médecine appropriée.

Pour se convaincre de l'état de congestion de nos établissemens maritimes, rien ne vaut un voyage sur le littoral. En juillet 1915, lorsque, au sortir du tunnel de l'Estaque, j'aperçus la rade de Marseille se déroulant à mes pieds sous le soleil matinal, je fus étonné d'y contempler toute une flotte ancrée devant les bassins. « Voilà, dis-je, des transports militaires qui s'apprêtent à cingler vers les Dardanelles. — Pas du tout, me fut-il répondu, ce sont des bâtimens de charge, qui attendent une place à quai. » J'en avais compté trente-deux. Je suis heureux d'apprendre, à la date d'aujourd'hui, qu'on a pu réduire à trois ou quatre seulement le nombre des cargo-boats mis en purgatoire. A Bordeaux, il y eut, en septembre 1914, jusqu'à 23 navires stationnant au Verdon avant d'être admis à remonter la rivière : leur nombre varie actuellement de 8 à 10. Et je me souviens qu'à Saint-Nazaire des charbonniers attendaient, dans l'avant-port, leur tour d'être déchargés. Même situation pour le Havre, les navires devant relâcher bien souvent dans un port voisin avant de suivre leur destination. On conçoit que, pendant le temps où ils sont inutilisés, l'armateur fasse payer au chargeur la location de ses navires. C'est ce qu'on appelle les *surestaries*. Elles sont fonction du temps d'indisponibilité et du tonnage du bâtiment. A Bordeaux, on paye actuellement 3 francs de surestarie par tonne. A Dieppe, le chiffre, qui était de 7 fr. 80 par tonne de charbon en février 1916, est tombé à 5 fr. 25 en mars, et il dépasse actuellement 10 francs. A Nantes, il se tient au cours de 3 francs. On a cité à la tribune du Sénat des chiffres de surestaries qui monteraient jusqu'à 30 francs,

mais il ne peut s'agir que de cas très particuliers. Le ministre des travaux publics a rectifié cette assertion en ramenant à 6, 7 et 8 francs au maximum la moyenne de surestaries par tonne. En prenant le chiffre intermédiaire de 7 francs et en le multipliant par les importations, on arrive à cette conclusion qu'il faut fixer approximativement à 21 ou 22 millions le tribut mensuel que nous payons aux marines française et étrangères, sous forme de surestaries. C'est déjà un total impressionnant!

Il en est ainsi, parce que les quais exploitables ne sont pas assez vastes et que le déchargement des navires ne s'opère pas avec assez de rapidité. Bien avant la guerre, on se plaignait de l'exiguïté de nos ports et les Chambres de commerce avaient entrepris, à peu près partout, des travaux d'amélioration importans. On a dû improviser des installations de fortune pour augmenter les postes de déchargement. Les autorités locales ont fait preuve de beaucoup d'initiative, mais elles n'ont pu d'un coup de baguette magique faire reculer les berges des fleuves et surgir du fond de la mer les blocs de béton.

Je dois dire, enfin, que les bases navales militaires ont accaparé une surface très appréciable de quais. A Rouen, le port appartient presque entièrement à l'armée britannique; au Havre, à Dieppe, à Boulogne, celle-ci possède des terre-pleins spacieux. A Marseille, le trafic pour le compte de l'État (guerre, marine, ravitaillement de la population civile) enlève au commerce la libre disposition de la moitié environ de la superficie totale des hangars, soit 63 000 mètres carrés. La base française occupe les hangars 3, 4 et 6 et 15 000 mètres carrés du quai des Anglais, soit 35 000 mètres carrés. La base britannique dispose des hangars 7 et 8 du môle D et de 1 000 mètres carrés environ du quai des Anglais : soit 28 000 mètres carrés. Au surplus, nous ne nous en plaignons pas et nous les lui cédons de bon cœur...

Après bien des tribulations, voici notre navire à quai. Hélas! il n'est pas encore au bout de ses peines, car les dockers lui feront souvent faux-bond. La mobilisation a privé l'acconage de ses hommes les plus jeunes et les plus vigoureux. On a essayé d'employer des étrangers, des Espagnols, des Kabyles, des Marocains : ces expériences n'ont point donné ce qu'on en espérait. Les prisonniers allemands, au contraire, nous ont rendu des services. Je les ai vus pour la première fois à Saint-

Nazaire, coltinant des sacs de farine et couverts de poussière blanche. A la Rochelle et à Rochefort, ils avaient changé de couleur; ils déchargeaient du cardiff. Les premiers maîtres de la marine, qui les surveillaient, se déclaraient satisfaits de leur discipline et de leur travail. Mais partout on déclarait qu'ils étaient en nombre trop infime.

***

En supposant le problème du déchargement résolu, un autre se présente, beaucoup plus complexe : celui de l'enlèvement des marchandises. A ce point de vue, l'encombrement des quais dépasse parfois tout ce qu'on peut imaginer. Le long des darses de Marseille, du Vieux-Port à l'Estaque, c'est une accumulation invraisemblable de marchandises de toute provenance, à travers lesquelles on circule difficilement. Quand, d'aventure, l'unique pont transbordeur, qui fait communiquer la mer avec les docks de construction, est ouvert, en un clin d'œil les voitures de charroi s'enchevêtrent et la circulation est pour ainsi dire interrompue pendant tout le laps de temps que dure la manœuvre. Les marchandises séjournent sous l'âpre vent de mistral : elles se dessèchent et se détériorent. Au quai des matières grasses, le soleil darde des rayons implacables sur les fûts de pétrole ou de mazout, dont des mares visqueuses se répandent sur le sol. A Bordeaux, changement de décor : une pluie fine pénètre les laines du Sud-Amérique dont les balles baignent pendant de longues semaines dans la boue de la rivière. A Dieppe, lors de mon passage, pas une grue ne fonctionnait faute de matériel roulant et le port était encombré de navires. Presque chaque jour à Boulogne, on peut voir le travail arrêté durant plusieurs heures. Certains négocians ayant essayé de faire travailler la nuit, ont dû y renoncer, car les wagons leur manquaient ensuite pendant le jour. Au Havre, l'engorgement est tel que, dans la première quinzaine de janvier, la gare n'a pu être ouverte au public que deux fois, à raison de six heures chaque fois.

Il est certain qu'il y a eu insuffisance de la main-d'œuvre affectée au mouvement des marchandises. Insuffisance numérique et qualitative tout à la fois. La guerre a apporté dans cette branche de l'activité nationale une indéniable perturbation. La réquisition des chevaux et des voitures a enlevé aux

entrepreneurs de camionnage leurs instrumens de travail, les empêchant ainsi de donner suite aux commandes de leurs cliens. Le département de la Guerre a bien essayé de remédier à cet état de choses en envoyant des voitures réquisitionnées; un dépôt a été constitué à Marseille, près de la gare des voyageurs; mais quels véhicules y ont été rassemblés? de petites charrettes, à peine capables d'enlever quelques centaines de kilos. De sorte que, quand on a voulu s'en servir, on s'est aperçu que le remède était pire que le mal. Ces voitures, vu leur nombre excessif par rapport à leur peu de rendement, interrompaient la circulation des voies. Il aurait fallu des poids lourds; or, le service de l'avant absorbait toutes nos disponibilités en camions-automobiles. Ce n'est que tout récemment que la Chambre de commerce a créé un parc d'automobiles qui sont loués aux intéressés. De ce fait, le port a pu être dégagé.

Cependant, cet embouteillage des ports de commerce tient surtout à la pénurie des wagons. Nous avons vu dans quelle proportion le trafic des chemins de fer avait augmenté au Havre, à Rouen et à Dieppe. A Boulogne, il est passé de 719 000 tonnes en 1913 à 1 316 000 en 1915; à Saint-Nazaire, de 1 490 000 à 2 122 000; à Nantes, de 1 611 000 à 2 429 000; à la Pallice, de 486 000 à 921 000. De même que pour faire face aux transports maritimes grandissans, le tonnage flottant devenait de plus en plus rare, de même le matériel roulant des chemins de fer disponible diminuait dans de notables proportions. Sur un parc d'environ 360 000 wagons à marchandises que nous possédions en août 1914, 47 000 à peu près ont été retenus par l'ennemi. Si l'on déduit de ce chiffre 3 000 wagons allemands saisis et 7 000 wagons belges, il nous manquerait encore 37 000 wagons. En outre, les besoins de la défense nationale nous obligent à maintenir dans la zone des armées de 20 à 25 000 wagons. Ce chiffre a atteint 40 000, dit-on, au moment de la bataille de la Marne. Il n'est pas besoin de pousser la démonstration plus loin pour comprendre les motifs de l'engorgement des ports.

Comme ici la concurrence ne joue pas, il n'y a pas eu hausse dans le coût du transport, ainsi que pour le fret; mais nous avons montré que cette situation réagit fortement sur le prix de revient général de la marchandise, puisqu'elle occasionne des retards dans le déchargement et le payement de surestaries. Tout se tient dans un voyage maritime, depuis le moment où

le navire prend charge jusqu'au jour où les colis sont livrés aux mains du consommateur. Il y a donc une relation étroite entre le transport à terre et le transport en mer. C'est pourquoi nous n'avons pu dissocier aucun des élémens de la question, afin que celle-ci fût bien connue.

Que dis-je! il importerait de porter nos investigations même sur le territoire américain. Il y a aux alentours de New-York 45 000 wagons qui attendent d'être déchargés à destination de l'Europe; vous pensez bien que les chargeurs des États-Unis ne feront pas les frais de cette immobilisation.

*
* *

Nous sommes maintenant fixés. Lorsqu'on aura totalisé le prix du fret, les assurances, les surestaries, les droits de stationnement, les pertes de toute nature, matérielles ou commerciales, subies par les retards de livraison, on s'expliquera le taux des mercuriales dont nous nous plaignons. Ainsi que l'a fait remarquer un orateur, à la Chambre des Députés, « la crise des transports est à la fois d'ordre militaire et d'ordre économique. Dans les deux cas, c'est la guerre qui en est la cause première et permanente. » Nécessairement, tant que la cause subsistera, le mal doit persister. Est-il au moins possible d'espérer qu'il se calmera? Les crises économiques, avons-nous dit, sont comparables aux maladies de l'organisme humain. A défaut d'une guérison impossible, il existe des palliatifs qui atténuent la gravité du mal. Cherchons quels sont les remèdes appropriés au cas qui nous occupe.

En ce qui concerne la perturbation apportée au cours du fret, il semble *a priori* qu'il soit assez peu aisé d'en adoucir les rigueurs. D'une part, tout le monde s'accorde à dire que le volume des transactions augmentera en 1916 par comparaison avec l'année précédente; d'autre part, le tonnage flottant se fera de plus en plus rare, à mesure que se poursuivra la campagne sous-marine allemande. On ne peut guère compter sur les constructions neuves pour combler les vides creusés par les sous-marins dans les rangs de la flotte marchande alliée ou neutre. La moyenne nécessaire pour faire face à l'usure normale des bateaux en temps de paix, ou aux pertes par suite de naufrages, atteignait 3 millions de tonnes. En 1915, l'ensemble des chantiers de construction du monde entier n'a pas produit plus

de 1 500 000 tonnes! Il y a donc déficit non seulement par rapport aux sinistres dus à des événemens de guerre, mais encore par rapport aux disparitions ordinaires de navires.

Comment sortir de cette impasse? On a proposé au Parlement de taxer le fret, afin de limiter les bénéfices des armateurs. Je ne trouverais rien à objecter à cette mesure, si elle était réalisable. Mais à quoi servirait de taxer les navires français qui n'absorbent qu'une partie malheureusement peu importante du trafic, si le pavillon étranger restait libre? Pour que la taxation produisît des résultats réels, il faudrait qu'elle fût décidée de concert avec les nations alliées. Même dans cette hypothèse, les neutres refuseraient de se plier à cette décision arbitraire, qui risquerait ainsi de manquer en partie son but. Toutefois, c'est dans la voie de l'entente avec le gouvernement anglais qu'il faut s'engager pour obtenir une réduction du prix des transports. Tel fut l'objet du voyage à Londres de M. Sembat, voyage à la suite duquel le sous-secrétaire d'État de la marine marchande a pu déclarer à ses interpellateurs : « Nous pourrons, sur ces deux questions de la centralisation des affrètemens et de la réduction du prix des charbons, vous apporter la double satisfaction que très légitimement vous recherchez. » Pour le moment, le principe de cette réduction a été seul admis, les moyens d'exécution ont été renvoyés à l'examen d'une commission.

La Grande-Bretagne, notre fidèle et loyale alliée, se rendra certainement compte que la France, si prodigue de son sang et de ses richesses, ne peut supporter plus longtemps la dîme écrasante que prélèvent sur ses échanges les armateurs étrangers. Grâce à l'importance du tonnage inscrit au *Board of Trade*, celui-ci exerce une sorte de contrôle sur le fret mondial. Il serait facile à nos amis de faire baisser ce fret soit en le taxant, soit en réquisitionnant les navires. Il ne paraît pas exagéré de leur demander que cette solution soit adoptée, tout au moins pour le transport du charbon, de l'acier et généralement des importations destinées à la fabrication du matériel militaire. Au lieu de cela, le gouvernement anglais a frappé les bénéfices de guerre d'une taxe de 50 pour 100, qui a eu pour effet de faire augmenter encore le prix du fret! Il est aisé de voir que, de cette façon, le Trésor anglais perçoit indirectement un impôt élevé sur la consommation française, puisqu'une grande

partie de notre transit est confiée à des armateurs britanniques.

Il serait sage de rechercher également une meilleure utilisation de la flotte française, en s'efforçant de diminuer le nombre des navires réquisitionnés dont l'emploi n'a pas toujours été parfait, et d'autre part en permettant à ces navires de prendre des marchandises quand le service militaire ne s'y oppose pas, au lieu de voyager sur lest, fait qui arrive journellement. Un intérêt national évident s'attache aussi à la réouverture des chantiers de construction navale; faute de quoi, notre marine marchande se trouvera dans une situation d'infériorité désastreuse à la signature du traité de paix. La proposition de loi de M. de Monzie, qui tend à créer une société de crédit hypothécaire ayant pour objet les prêts garantis par des hypothèques sur des navires construits ou en construction ou sur des immeubles à destination maritime, s'inspire de cette considération.

S'il ne dépend pas de nous de redresser les cours du fret, il nous appartient d'améliorer les conditions de manutention des marchandises. Il m'est permis de penser que sur ce point nous avons manqué de prévoyance, en ne prenant pas, quand il le fallait, les mesures voulues pour y parer. Actuellement, de grands efforts sont réalisés pour augmenter les surfaces de quais et les postes de déchargement. A Bordeaux, la Chambre de commerce a pu livrer 600 mètres de quais nouveaux : les quais de Bourgogne qui ont 198 mètres de long et les appontemens de Bassens, en service depuis un mois, d'une longueur de 400 mètres. A Dieppe, la Chambre de commerce qui possédait 23 grues en compte 37 actuellement; deux appontemens sont en cours de construction et le mur Ouest du bassin à flot va être prolongé de 170 mètres, travail qui aura pour résultat de porter à 8 le nombre des places à quai. A Boulogne, la mise en service du bassin de marée Loubet, où les navires calant 6 mètres peuvent entrer à toute heure, a permis de tripler le rendement du port. Saint-Nazaire se trouve aujourd'hui dégagé. A Marseille enfin, la situation s'est beaucoup améliorée ; les navires ne subissent plus de retards appréciables pour leur entrée dans le port où leur durée de séjour est assez courte. Les chargemens et les déchargemens s'effectuent d'une manière rapide, puisqu'on décharge en moyenne 25000 tonnes par jour, et le camionnage des colis pour la ville se fait régulièrement.

Ces quelques exemples prouvent que es Chambres de

commerce ne négligent rien pour perfectionner nos établissemens maritimes. En même temps, elles se préoccupent de remédier à la pénurie de dockers civils. Bordeaux emploie 600 prisonniers allemands, Pauillac 200. A Dieppe, le contingent des prisonniers a été porté de 150 à 200. A Marseille, leur total atteint 1 200 unités environ. Cette main-d'œuvre n'est malheureusement pas inépuisable et j'estime qu'il eût été sage de faire appel aux travailleurs indigènes. Si les Arabes n'ont pas donné toute satisfaction, en revanche, les coolies chinois, que l'on emploie dans le monde entier pour les travaux les plus divers, auraient certainement fait de bons dockers. Pourquoi n'en a-t-on pas recruté dans les ports de la Chine? Il est enfin assez étonnant qu'on ne soit pas parvenu dans la plupart des localités à organiser le travail de nuit.

La question de la pénurie de wagons est beaucoup plus complexe. Nos Compagnies de chemins de fer ont bien commandé 35 000 wagons pour combler leur déficit; nous devrions recevoir mensuellement, d'après les prévisions du contrat, de 1 000 à 1 500 wagons depuis le mois dernier; mais par suite de l'intensité des productions métallurgiques, demandées par la Guerre, les usines sont, là comme ailleurs, en retard dans l'exécution de leurs commandes. A la date du 31 mars, il n'était arrivé que 500 ou 600 wagons. Nos ateliers de construction spéciaux se trouvant pour la plupart dans les régions envahies, nous restons sur ce point tributaires de l'étranger. Nous avons pris toutes les mesures voulues pour obtenir notre matériel le plus rapidement possible. Que pouvons-nous faire de plus? Suppléer à l'insuffisance de la traction roulante par la navigation fluviale? Nous nous y efforçons. Nous essayons également de doter nos ports de voitures automobiles qui, dans certains cas, peuvent remplacer le matériel de chemin de fer, mais il ne faut pas se dissimuler, a dit le colonel Gassouin, que « tant que nos 35 000 wagons ne seront pas là, nous aurons les plus grosses difficultés à conjurer la crise des transports. »

Nous nous trouvons donc en présence d'un programme gigantesque à réaliser en pleine guerre, à un moment où les ressources de l'activité nationale sont absorbées par d'autres soucis. Déjà, nous avons, depuis le début des hostilités, posé plus d'un millier de kilomètres de voie en tant que raccordemens, embranchemens, développement de gares. Au Havre, les instal-

lations qui pouvaient recevoir 700 wagons par jour ont été portées à 1 100 wagons et le seront bientôt à 1 300. Ce labeur doit être poursuivi d'une façon infatigable, car les résultats acquis restent insuffisans.

L'organisation elle-même du service des transports a été critiquée. La loi de 1888 avait placé tous les chemins de fer sous l'autorité du ministre de la Guerre. Ce régime a été étendu dans la suite à la navigation, par la création, au 4e bureau de l'armée, de la Commission de la navigation et par l'institution d'une Commission des ports maritimes. On peut se demander si la centralisation nécessaire des questions intéressant les ports ne se serait pas plus utilement opérée dans les mains du sous-secrétaire d'État de la Marine marchande, dont les services sont plus compétens pour résoudre les difficultés que soulève l'affrètement des navires et qui, déjà, s'occupe de tout ce qui concerne le voyage maritime. On rendrait aux Chambres de commerce plus de liberté et, pour satisfaire aux exigences de la défense nationale, il paraîtrait suffisant d'accorder au représentant local du ministre de la Guerre un droit de priorité dans le déchargement de toutes les marchandises que celui-ci signalerait comme urgentes à évacuer. Il semble qu'il y ait une sorte de solution de continuité entre le règne de la Commission de navigation du quatrième bureau et celui du Comité des transports maritimes, institué par décret du 29 février 1916, sous l'autorité du ministre de la Marine et chargé de centraliser tous les renseignemens relatifs aux frets, de suivre la situation des moyens de transports maritimes, d'améliorer leur rendement et de « dresser le programme des importations réalisables en classant ces importations suivant leur degré d'urgence et d'utilité. »

* * *

Mais il ne suffit pas de combattre les manifestations extérieures de la crise; il faut encore remonter à l'origine même du mal et l'attaquer dans ses racines profondes, comme on lutte contre une invasion microbienne. A cet égard, la genèse de la crise des transports doit être recherchée dans une rupture d'équilibre entre la production et la consommation.

Que la production ait été contrariée par les circonstances, personne n'en doute. Les Allemands détiennent une notable

portion du sol français, et il se trouve, malheureusement, que nous retirions du territoire envahi la houille, indispensable à la marche de nos usines, et le minerai de fer destiné à forger nos armes. La situation serait bien différente si nous pouvions exploiter, d'une façon intensive, nos mines du bassin houiller du Nord et nos riches gisemens de fer de Briey. A bien d'autres titres, l'occupation de nos départemens industriels réagit défavorablement sur notre situation économique. En outre, la raréfaction de la main-d'œuvre a amené une baisse indéniable dans le rendement de nos instrumens de production.

Comment, dans cette occurrence, faire face à la consommation grandissante? Il ne s'agit pas seulement de l'effroyable dépense de richesses qui s'accomplit, heure par heure, sur le front : de la poudre qui se volatilise, des projectiles qui labourent la terre, des balles qui se perdent, des équipemens, des armes, des habillemens qui s'usent ou disparaissent, des voitures automobiles qu'on abandonne au bord de la route, de l'essence qui se brûle dans les convois incessans de troupes ou de matériel. Tout cela amène, directement ou indirectement, des consommations inouïes de coton, de produits chimiques, d'acides, d'acier, de nickel, de cuivre. Mais il faut encore songer que les besoins des armées en campagne absorbent une quantité tout à fait inusitée de liquides et de denrées. Je n'en donnerai qu'un seul exemple. Le stock disponible en bœufs de boucherie, pour la consommation ordinaire d'une année, en temps de paix, n'était que de 1 800 000 têtes; tandis qu'en ajoutant aux rations militaires la fourniture quotidienne de 100 grammes par habitant civil, c'est en un seul trimestre de guerre que devait être absorbée toute cette réserve de bétail. Ce raisonnement pourrait être appliqué à la plupart des vivres entrant dans la nourriture du soldat : au blé, aux pommes de terre, au vin surtout, dont l'Intendance a dû réquisitionner presque toute la récolte. Il suffit, d'ailleurs, de songer aux 93 millions que nous dépensons par jour pour se représenter ce que cette somme suppose de matériel anéanti pour chaque jour de guerre. Le terme de guerre *d'usure* convient bien à une telle déperdition d'énergie. On aurait pu espérer tout au moins que la population civile pourrait se limiter dans ses besoins. Mais toute une série de considérations ont fait, au contraire, qu'il y a eu des gaspillages, sinon dans les articles

de luxe, du moins dans les matières d'emploi courant, qu'il eût été particulièrement essentiel de ménager.

Il nous reste donc un double devoir à remplir : augmenter notre production nationale et réduire notre consommation, aussi bien celle des particuliers que celle des services publics. Avons-nous conscience d'avoir fait à cet égard tout ce que nous pouvions? Il semble, au contraire, que, depuis cette guerre, nous ayons cédé à la tentation de dépenser sans limite. Nous avons mis une sorte d'orgueil imprudent à ne nous priver de rien, en face d'une Allemagne affamée. Nous devrions, au contraire, nous représenter les répercussions ruineuses de nos consommations sur le taux du fret. Chaque Français qui gaspille une richesse importée contribue à aggraver la crise des transports. Voilà ce qu'il faudrait se dire. Si nous avions les uns et les autres conscience de l'erreur patriotique que nous commettons en achetant un objet superflu, nous arriverions à soulager, chacun pour notre part, le trafic de nos ports de commerce.

La Grande-Bretagne, qui pourtant bénéficie de la hausse des frets autant qu'elle en souffre, nous donne l'exemple en prohibant l'entrée de certains articles de luxe. Cette décision va encore faire hausser les frets sur Londres, en tarissant notre meilleure source d'exportation. Pourquoi n'adopterions-nous pas une mesure analogue? Il est temps de songer à endiguer le fleuve par lequel s'écoule la fortune de la France.

Les consommations des particuliers représentent relativement peu de chose en regard des dépenses des services publics. Nous nous garderons de faire ici le procès des administrations, quelles qu'elles soient. Cependant, il est facile de constater que des approvisionnemens s'accumulent dans les ports et subissent des avaries sans être évacués, preuve qu'on aurait pu attendre pour les importer. Non seulement les commandes de certains ministères sont parfois excessives, mais encore elles sont faites sans qu'on ait toujours songé aux moyens pratiques de les acheminer sur notre pays. La hausse brusque des frets a surtout été provoquée par cette disproportion entre les offres d'affrètement et le tonnage disponible. En équilibrant nos demandes avec les moyens dont nous disposions réellement, on eût évité la plupart des difficultés actuelles. Il y a lieu d'espérer que le Comité des transports saura régulariser le fonctionnement

de notre service d'importation, ce qui aura pour effet d'atténuer notablement les conséquences de l'encombrement des marchandises dans les ports et de stabiliser le cours des frets.

Les Allemands connaissent aussi bien que nous cette situation et elle leur a été un prétexte à de folles espérances. Nos ennemis ne se cachent pas pour dire qu'ils comptent sur la crise des transports pour hâter à leur avantage la fin de la guerre. Tel était notamment le but de leur campagne sous-marine contre les neutres. Ils se flattaient de rendre les mers inhabitables et de raréfier le tonnage flottant au point que le trafic mondial serait pratiquement interrompu. Telle était leur thèse, qui concordait pleinement avec leur sauvage conception du droit de la guerre. Heureusement, il y a loin de la coupe aux lèvres. En admettant que leur raisonnement fût exact, s'ils ont pu vivre sur eux-mêmes pendant 18 mois, qui nous empêcherait de faire comme eux? Mais qu'on se rassure ; nous ne serons jamais réduits à cette extrémité : la mer est grande, nos navires n'ont pas peur. « Le chien aboie, la caravane passe ! » Enfin, il est permis de croire que la fière et nette réponse du président Wilson à la note allemande, changera considérablement la situation.

Quoi qu'il en soit, et en admettant même que les Allemands ne modifient pas leurs méthodes de guerre sous-marine, on peut affirmer que celle-ci manquera son but essentiel qui était de suspendre, ou même de gêner le ravitaillement des Alliés. Quelque regrettable que puisse être la perte de plus de 2 millions de tonnes de navires marchands, il en reste encore assez pour nous permettre de jouir de la liberté des mers qui demeure toujours la grande force de l'Entente. Celle-ci possède, après plus de 20 mois de guerre, 25 millions de tonnes de navires. Malgré tous leurs efforts, les Allemands ne peuvent compter, avant la victoire de nos armes, diminuer ce tonnage dans des proportions embarrassantes. Nous avons, en outre, à notre disposition la flotte neutre. Jusqu'ici, nos adversaires n'ont pas osé toucher à la marine américaine, de peur que par rétorsion les États-Unis ne missent la main sur les navires allemands immobilisés dans leurs ports. Peut-être aussi pouvons-nous espérer que quelques nations suivront l'exemple du Portugal en armant les navires retenus chez eux. Ce serait alors quelques centaines de mille tonnes libérées pour le trafic mondial.

La destruction de nouveaux navires ne pourrait, en conséquence, se traduire que par une hausse des frets plus accentuée. Or, il nous est permis d'enrayer ce mouvement. Celui-ci profite à 26 millions de tonneaux de navires alliés, y compris les bâtimens saisis, contre 18 millions de tonneaux de navires neutres, sur lesquels la moitié à peine travaille pour nous. En limitant par voie d'entente, entre les nations alliées, le bénéfice des armateurs, c'est-à-dire par la taxation du fret, le problème pourrait recevoir sa solution, puisque ce sont les Alliés qui pâtissent et qui bénéficient tout à la fois de cette hausse. Il semble d'ailleurs que la question soit sur le point d'aboutir si l'on en croit les déclarations qui ont été faites au Sénat dans la séance du 15 avril dernier. « Le gouvernement anglais, a dit le rapporteur de la loi sur le prix des charbons, possède, d'après les témoignages de M. le ministre des Travaux publics, la possibilité d'abaisser le taux des frets pour les navires portant le pavillon britannique. Il espère aussi être en mesure d'imposer la même limitation de prix aux armateurs neutres. »

Nous pouvons donc envisager l'avenir avec confiance. Ainsi que M. Nail l'a déclaré : « Nous payons la rançon anticipée de la victoire. La crise des frets, les Allemands seraient peut-être heureux de la subir, plutôt que de connaître les jours sans viande, les cartes de pain et de pommes de terre, symptômes précurseurs de la défaite et de la révolution. »

René La Bruyère.

PIERRE-MAURICE MASSON

Lui aussi ! Ce jeune maître, — car c'en était un, — dont la Sorbonne s'apprêtait à applaudir les thèses courageusement achevées dans les tranchées lorraines, cet être si délicieusement vivant, aujourd'hui mort, tué net par un éclat d'obus ! Cette fine et riche nature, ce cœur généreux et ardent, cette pensée robuste et agile, ce souple talent si plein d'avenir, cette œuvre déjà imposante (1) : tout cela brisé, ruiné, enseveli... Qu'on me pardonne d'exprimer naïvement ma douleur ! Si personnelle qu'elle me soit, j'ai le sentiment que, comme toutes nos douleurs d'aujourd'hui, elle est un peu collective. Depuis douze années que je le connaissais, j'aimais tendrement Maurice Masson, d'une affection presque fraternelle ; mais je n'aimais pas seulement son âme délicate et charmante, j'aimais sa haute distinction d'esprit, et je n'étais pas le seul à voir en lui l'une des personnalités représentatives de sa génération. La Sorbonne, en conférant solennellement au candidat qu'elle n'avait pu entendre l'honneur d'un doctorat posthume, vient de témoigner que nous ne nous étions point trompés...

Pierre-Maurice Masson était Lorrain. Il appartenait à l'une de ces familles de la bonne bourgeoisie provinciale où se conservent jalousement les fortes traditions morales et religieuses, et qui sont l'honneur solide et trop méconnu de notre race. Le sens pratique des affaires y va de pair avec le goût des choses de l'esprit. Le père était un peu artiste ; il peignait,

(1) *Fénelon et Mme Guyon*, Hachette, 1907 ; — *Alfred de Vigny*, Bloud, 1908 ; — *Une vie de femme au XVIIIe siècle : Mme de Tencin*, Hachette, 1909 ; — *Lamartine*, Hachette, 1910 ; — *La Profession de foi du Vicaire savoyard de Jean-Jacques Rousseau*, édition critique, Hachette, 1914-1916 ; — *La Religion de Jean-Jacques Rousseau*, 3 vol., Hachette, 1916.

dessinait. On vit sans déplaisir l'enfant s'orienter vers une profession libérale. En 1900, après de fortes études à Nancy, puis au lycée Louis-le-Grand, il entrait à l'École normale.

Ce qu'était l'École normale d'alors, je suis trop imparfaitement informé pour le dire avec une entière précision. Tout me fait croire que, suivant l'usage, on y menait une vie de fécond travail, d'ardentes et libres discussions, de chaude amitié. Les tempéramens les plus opposés s'y développaient sans contrainte. Parmi ses aînés, Maurice Masson y connut le socialiste Albert Thomas, notre secrétaire d'État aux munitions, et parmi ses cadets, Émile Clermont, le subtil auteur de *Laure*, comme lui, hélas! tué à l'ennemi. Plusieurs de ses camarades de promotion ont déjà tenu les promesses qu'ils faisaient concevoir : Paul Hazard, Pierre Villey, — noms connus de nos lecteurs, — le philosophe Jacques Chevalier, l'historien Maurice Legendre. Dans ce milieu très ouvert et très vivant pénétraient et s'exerçaient les influences les plus diverses : celle de Jaurès et celle de Brunetière, celle de M. Boutroux, de M. Bergson, d'Édouard Le Roy, celle aussi de M. Loisy. Le problème religieux y était souvent posé et discuté. Il semble bien que, d'assez bonne heure, Maurice Masson, catholique complet, s'y soit formé, sur ces hautes questions, une sorte de philosophie qui correspondait aux multiples besoins de sa nature, à la fois très simple et très élevée : quelque chose comme un stoïcisme chrétien, qui du reste est allé en s'attendrissant de plus en plus. En tout cas, il s'était profondément épris de Vigny, qui lui a inspiré son premier article. Et dès lors, sans y tâcher, par sa simple manière d'être, tout ensemble enjouée et grave, il faisait sentir non seulement à ses camarades, mais à ses maîtres eux-mêmes, avec la précoce vigueur de sa pensée et de son talent, l'ardeur et la richesse de sa vie morale.

La variété de ses goûts et de ses aptitudes n'était pas sans danger pour le choix définitif d'une discipline intellectuelle. Un moment, je crois que la philosophie l'a tenté. Mais s'il aimait les idées, il aimait aussi la vie, et son imagination n'était point indifférente aux choses concrètes, au décor mouvant du monde. De plus, il était passionné d'érudition, d'information exacte et précise, et, à l'école de M. Bédier, de M. Lanson, il s'était initié à toutes les exigences, à tous les scrupules de nos modernes méthodes critiques. Bref, à bien des égards, il

avait un tempérament d'historien. Il crut tout concilier en se tournant du côté des études d'archéologie, d'épigraphie et d'exégèse, et, son amour des voyages aidant, il rêva d'entrer à l'École d'Athènes. L'excellent Georges Perrot, qui l'aimait et l'estimait beaucoup, voyait en lui un de ses futurs « Athéniens. » La destinée a disposé de Maurice Masson autrement.

L'occasion vint s'offrir en effet à lui d'occuper la chaire de littérature française moderne de l'Université de Fribourg en Suisse. Après quelques hésitations, il accepta. Dans ce champ d'études, qui n'était d'ailleurs point nouveau pour lui, il s'avisa bien vite qu'il trouverait aisément l'emploi de toutes ses facultés et de toutes ses préoccupations. Surtout, l'homme d'action, le soldat qu'il y avait en lui, comprit que, dans ce poste de confiance qui lui était proposé, il aurait une œuvre particulièrement utile à poursuivre et à réaliser. Il accepta.

Fondée en 1889 par un homme d'État supérieur, qui aura une belle page dans l'histoire de son pays, M. Georges Python, l'Université de Fribourg est l'une des institutions les plus originales de notre temps. Université catholique, sans exclusivisme d'ailleurs, et puisque aussi bien le canton de Fribourg est catholique, mais Université d'État, au même titre que les Universités de Genève, de Lyon ou d'Upsal, l'Université de Fribourg a pour caractère essentiel d'être une Université internationale. Réunir et grouper autour de l'idée catholique des représentans qualifiés des diverses méthodes d'enseignement et des différentes « cultures » nationales, créer pour les étudians de tous les pays un centre, peut-être unique, d'études, d'observations et d'expériences : telle avait été la généreuse et haute pensée de son fondateur. En fait, par la faute des circonstances, par la faute aussi de nos Français, trop casaniers, il s'était souvent produit une certaine rupture d'équilibre dans la « répartition » des nationalités et des influences ethniques. Ai-je besoin d'ajouter que cette rupture d'équilibre s'était toujours faite au profit de l'envahissante Allemagne? Il y a vingt-quatre ans de cela, l'Université de Fribourg ne possédait qu'un seul professeur français laïque; à la Faculté des Lettres, en face de *neuf* professeurs allemands, il n'y avait ni un Italien, ni un Français, pas même dans la chaire de littérature française. Et comme si la part du lion ne leur suffisait pas, quelques professeurs allemands s'avisèrent même un jour de tenter, contre le gouverne-

ment du pays qui les hospitalisait, un véritable petit coup d'État, qu'ils soulignèrent par une bruyante démission collective et par une fort inélégante brochure. Ils préludaient à « l'avant-guerre ! »

C'est dans ce milieu très cosmopolite, passionnément curieux, excitant et vivant, que Maurice Masson fut appelé à évoluer. Il s'y adapta avec une remarquable souplesse. Mettant à profit l'expérience de ses devanciers, il se rendit un très juste compte des conditions et des limites de son action. Il comprit qu'il ne suffisait pas de faire consciencieusement d'excellens cours et de diriger dans leurs travaux les étudians qui s'adressaient à lui, mais qu'il fallait se répandre au dehors, produire, s'encadrer dans les organisations locales, tâcher d'y rendre service, bref, ne perdre aucune occasion de témoigner discrètement pour la pensée et pour la vie françaises. Ce programme, que la concurrence allemande rendait parfois plus méritoire et plus difficile à réaliser qu'on ne pense, nul ne mit plus de généreuse ardeur que ce jeune homme de vingt-cinq ans à le concevoir et à le remplir. Et que cette lente action continue et collective ait produit ses fruits, c'est ce qu'on ne saurait nier. Les sympathies de la population fribourgeoise pour notre cause auraient été moins vives, si elle n'avait pas vu à l'œuvre quelques Français authentiques. Et, d'autre part, si j'en juge par divers aveux que j'ai pu recueillir, les professeurs et étudians allemands qui sont passés par Fribourg ont dû être moins surpris que la plupart de leurs compatriotes de la vitalité française.

Maurice Masson fut, tout de suite, un remarquable professeur. Il parlait bien, avec une vivacité pressante, ingénieuse et spirituelle qui attirait et retenait l'attention. Et sa parole était nourrie et précise. Il avait lu, ce qui s'appelle lu, les œuvres dont il parlait, et il s'efforçait toujours de présenter à ses auditeurs le dernier état des questions que chacune d'elles soulevait. Il s'en serait voulu, par exemple, de faire un cours sur Lamartine, sans avoir exploré au préalable les manuscrits de la Bibliothèque nationale. Et ainsi du reste. Travailleur infatigable, il acquérait ainsi au jour le jour cette étonnante érudition dont chacun de ses écrits porte la trace. Et par la nature de son enseignement, comme par les directions qu'il donnait à ses étudians, il prouvait assez clairement que la science française, pour la précision, la méthode... et l'agrément, ne le cédait peut-être en rien à la docte science allemande.

Ces recherches, ces lectures, après avoir alimenté de suggestives et vivantes leçons, aboutissaient peu à peu à des articles et à des livres. Quelques-uns de ces articles ont paru ici même : on en a goûté l'élégante construction, la solidité substantielle, la forme aisée, allante, joliment française. Le XVIII[e] siècle avait attiré de bonne heure Maurice Masson, et la grâce piquante de ses écrivains s'était transmise à leur historien. En arrivant à Fribourg, il avait déjà arrêté l'important sujet d'étude auquel il allait vouer son principal effort. Analyser dans ses origines historiques et psychologiques la conception religieuse de Rousseau, en suivre comme à la trace les transformations successives, en retracer les destinées littéraires et morales, il lui avait paru qu'il y avait là un de ces sujets complexes, intéressans, féconds en aperçus de toute sorte, comme il les aimait, et où il pourrait se mettre tout entier. Il s'y consacra pendant dix ans, en effet, mais non sans se permettre, au gré des occasions ou des circonstances, des échappées, des incursions dans des régions plus ou moins voisines. Fénelon et M[me] Guyon, Vigny, M[me] de Tencin, Angellier, Lamartine, Chateaubriand lui inspirèrent tour à tour des études plus ou moins détaillées, toutes ingénieuses et pénétrantes. A deux reprises, pour son *Vigny* et pour son *Lamartine*, l'Académie lui avait décerné le prix d'éloquence. Brunetière disait des pages sur Alfred de Vigny qu'elles lui rappelaient les premiers articles de Sainte-Beuve. Et quant aux thèses sur Rousseau, heureusement achevées et qui viennent de paraître, elles sont, au témoignage d'un juge compétent et sévère, M. Lanson,

> le travail le plus considérable, le plus riche, le plus fort qui, depuis des années, ait été donné sur Jean-Jacques Rousseau... Il n'y a, dit encore M. Lanson, il n'y a pour ainsi dire pas de problème relatif à la vie, au caractère et à l'œuvre de Rousseau, ni de problème relatif à l'évolution du sentiment religieux entre Fénelon et Chateaubriand, — pas un problème philologique, historique, psychologique, esthétique, — qui ne soit touché dans ce beau livre, et qui n'y reçoive une solution toujours neuve par quelque endroit, toujours ingénieuse et sérieuse, parfois définitive.

Je reviendrai sur cet important travail. Je ne puis en noter aujourd'hui que ce qui a trait à la physionomie morale et littéraire de son auteur. Or, ce qui fait l'originalité du livre de Maurice Masson sur Rousseau, comme aussi bien de toute son œuvre critique, c'est qu'il est à la fois le livre d'un érudit, — du

plus consciencieux et du plus minutieusement exact des érudits, — d'un historien philosophe et psychologue aussi curieux des grandes idées générales que des âmes individuelles, et enfin d'un véritable écrivain. Masson porte allégrement tout le poids de sa science, parce qu'il la pense et qu'il la juge, et en même temps, il se refuse à être ennuyeux, et il a trop de goût pour n'avoir pas le vif sentiment du style. De là l'agréable sécurité qu'on éprouve à le lire : il instruit, et il plaît; sa langue fine, agile, nerveuse, élégante et élancée comme sa personne, est parmi les meilleures de celles qu'on parle aujourd'hui.

C'étaient là de bien beaux dons; et ses maîtres et ses amis attendaient beaucoup d'un esprit aussi riche et aussi bien muni. La vie, au total, lui avait été facile et ne l'avait point gâté : il restait bon, simple, dévoué, délicat. Ce Lorrain, très justement fier de sa province natale, était entré dans une famille lorraine : il avait épousé l'une des filles d'un membre de l'Institut, mort récemment, M. René Zeiller, dont les beaux travaux sur le sol lorrain nous ont enrichis d'un nouveau trésor souterrain. Il achevait la rédaction de ses thèses, quand la guerre survint et « le mit à son poste de combat. » Il partit, non sans tristesse, mais plein d'ardeur et d'espoir. Il était sergent de territoriale. Il resta longtemps dans un fort de Toul, se réacclimatant au métier militaire qu'il avait toujours aimé. Les heures s'écoulaient, souvent longues et monotones. Il aspirait à une vie plus active qui, peut-être en le rapprochant du danger, opérerait entre ses hommes et lui une fusion plus complète. Il souffrait parfois de l'indigence d'amitié. Il écrivait de longues lettres, d'un tour exquis, et parmi lesquelles il en est d'admirables. J'espère qu'on en publiera quelques-unes : elles feront mieux connaître cette âme d'élite, et elles prolongeront son action.

Il y avait en lui l'étoffe d'un vrai chef, et l'on s'en aperçut assez vite. On le nomma sous-lieutenant, et on l'envoya au front. Il fut enchanté de « faire en guerre œuvre plus guerrière » et s'accommoda à merveille de la dure vie de « troglodyte des tranchées » qu'il décrivait en termes pleins d'humour et de saveur pittoresque. « J'ai plus de responsabilités, disait-il, je prends mon métier au sérieux, et je passe toute ma journée à surveiller mes hommes, et à tâcher de les connaître, pour en tirer le meilleur parti, en leur rendant la vie aussi supportable que possible. » Il y parvenait fort bien d'ailleurs, et ses hommes

adoraient cet officier si brave, si gentiment paternel, et dont l'élégante beauté virile portait si crânement l'uniforme.

Cependant cette vie d' « ermite vaseux » comportait quelques loisirs. L'idée vint à Maurice Masson de les mettre à profit pour achever la rédaction, l'impression et la correction de son *Rousseau*. Avec une activité un peu fébrile qui nous étonnait et nous inquiétait parfois, à la manière d'un pressentiment funèbre, mais avec une liberté et une sérénité d'esprit que nous admirions, et où il entrait de la bravoure, de la coquetterie, et une subtile ironie à l'égard des « Boches, » il se mit à la besogne. Au fond de son « trou inconfortable » transformé en cabinet de travail, il corrigeait ses épreuves, et il « narguait les obus. » « Et pourtant, ils tombent dru, ajoutait-il, et depuis que je vous ai commencé ce petit mot, voilà trois fois déjà que ma bougie s'est éteinte sous le souffle des torpilles qui viennent éclater sur mon toit. Avouez qu'il est plaisant, au milieu d'un pareil sabbat, de s'amuser à distinguer encore les deux Jean Sarrazin... » La thèse achevée, — « ce livre qui aura été pour lui, ainsi qu'il le disait joliment, comme la bague-souvenir que l'on cisèle en campagne, » — il se faisait une fête de venir, en soldat, « l'épée au poing, » la soutenir à la Sorbonne. La date était fixée. L'offensive allemande vint ruiner ce beau projet, et précipiter le fatal dénouement.

Car notre ami, affecté à un régiment de réserve, et bientôt nommé lieutenant, avait été envoyé, il y a quelques mois, dans l'un des secteurs les plus tragiquement célèbres du front. « Mathématiquement, disait-il, si nous restons trois mois là-haut, mon tour doit venir. » Il n'avait pas d'illusions. Il multipliait les lettres, comme si, sentant sa fin prochaine, il voulait, en se faisant tout à tous, donner à ceux qu'il aimait le plus possible de lui-même. Son âme s'élevait, s'épurait encore. Lui qui, s'il s'était écouté, aurait pu aisément être un peu « aristocrate, » il ne tarit pas sur l'affection admirative que lui inspirent ses soldats; il s'en voudrait de quitter ces « héros inconsciens; » il « les remercie intérieurement pour le réconfort que leur seule vue lui donne; » et quand il va « s'asseoir au parapet, près de l'un d'eux, » quand, « reçu avec un bon sourire d'amitié et de confiance, il regarde ces yeux paisibles que le danger n'effraie pas, » il se dit « content d'être à la fois le chef et le camarade de tels hommes. » Et la mort qui frappe à coups

redoublés parmi ses proches lui inspire ces hautes pensées :

Heureusement, toutes ces tristesses mêmes portent avec elles leur remède, et presque une certaine joie. Avant-coureurs de la vie éternelle ces nobles âmes qui ont su faire leur sacrifice avec tant de générosité restent près de nous comme des aides et des amis. On se sent porté par leur exemple, et l'on veut demeurer dignes d'eux... Jamais... je n'ai mieux éprouvé au dedans de moi la présence efficace de X... que depuis que le lien terrestre est brisé entre nous. Dans la maisonnette solitaire où je t'écris ceci, je me sens entouré affectueusement par d'invisibles entraîneurs... Tous me disent que la mort n'est pas si dure, et qu'il y a des choses qui valent mieux que la vie. Je ne le désire certes pas, mais je n'ai pas peur de les suivre...

Et encore :

Pouvant disposer de sa vie, S... a jugé que son devoir était de faire plus que son devoir, et qu'une vie, si utile qu'elle fût, ne vaudrait pas l'exemple qu'il donnerait en la perdant, car une mort comme celle-là fait germer la vie derrière elle.

La veille de sa mort, il écrivait enfin à M. Rébelliau :

Pour l'instant, ce n'est point de livres qu'il s'agit. Il s'agit de tenir et de fixer la victoire, et, en attendant, de croire en elle. Je n'oublie point de quelles tristesses vous la paierez ; vous savez aussi les nôtres. Mais n'est-ce point la meilleure façon de rester fidèle à ceux qui sont morts pour la France en péril que de penser moins à eux qu'à la France, tant que le péril durera ?

Le lendemain, 16 avril, au moment d'un bombardement terrible, plus pressé de s'assurer que chacun était à son poste que de regagner son abri, mais « jugeant que son devoir était de faire plus que son devoir, » il donnait sa vie pour cette France qu'il avait si vaillamment servie et si passionnément aimée.

Et maintenant, dans le petit cimetière du front dont il avait envoyé la photographie aux siens, il repose, en attendant le grand réveil de la victoire française. Soldat, professeur, écrivain, suivant le mot du poète qu'il aimait, mais transfiguré par l'espérance chrétienne, il a fait énergiquement, jusqu'au bout, jusque sous le feu de l'ennemi, sa longue et lourde tâche. Il est mort de la plus belle mort que puisse souhaiter un écrivain français. Il nous laisse, avec un admirable exemple, une œuvre forte, variée, suggestive, une haute, pure et tendre mémoire. Ne le plaignons pas, puisqu'il ne voulait pas être plaint. Envions-le plutôt. Imitons-le. Continuons-le. Travaillons.

VICTOR GIRAUD.

REVUES ÉTRANGÈRES

ENCORE DE NOUVELLES SÉRIES D'« ATROCITÉS » ALLEMANDES

German Atrocities, an official Investigation, par le professeur J. H. Morgan, un vol. in-8°, Londres, librairie Fisher Unwin, 1916. — *Caged dying Men*, rapport officiel d'une commission d'enquête sur le traitement des prisonniers anglais au camp de Wittenberg, dans le *Daily Mail* du 10 avril 1916.

« Il y a présentement dans un hôpital de Londres un soldat anglais appelé Stanley Turner qui, — pour incroyable que cela puisse paraître, — a été sauvé de la mort par la pitié de quelques Allemands ! Blessé très grièvement pendant une attaque, Turner était resté étendu, depuis un samedi matin jusqu'au lundi suivant, à mi-distance entre sa tranchée et la tranchée allemande : si bien qu'il allait périr d'épuisement et de fièvre lorsqu'un officier anglais, qui savait un peu l'allemand, s'est avisé de demander aux occupans de la tranchée ennemie s'ils ne consentiraient pas à laisser enlever le soldat blessé. — Nous vous donnons tout juste cinq minutes ! — ont daigné répondre les Allemands d'en face. Et le plus étonnant est que, en effet, pas un coup de fusil n'a été tiré sur les brancardiers anglais qui, — sans perdre un instant, comme l'on peut penser, — ont couru relever leur camarade et l'ont ramené à l'intérieur de leurs lignes. »

Voilà un trait de bonté allemande dont je ne prétendrai pas, à coup sûr, qu'il ait eu rien de sublime, ou même de particulièrement mémorable ! Mais j'ai cru devoir le signaler parce que c'est, en vérité

l'unique trait de ce genre qu'il m'ait été donné de découvrir, depuis bientôt deux ans, non seulement dans des journaux anglais ou français, mais encore dans la demi-douzaine de « livres de guerre » allemands qui me sont tombés sous la main. Pas une fois, par exemple, l'auteur d'un petit recueil berlinois intitulé : *Nos Héros* n'a eu l'idée d'enregistrer, — dût-il l'inventer au besoin, — le moindre épisode qui nous montrât ses « héros » allemands se conduisant d'une manière simplement « humaine » à l'égard de soldats ou de civils ennemis. Et je sais bien, après cela, que la *Légende Dorée* est toute pleine d'histoires comme celle de ce cupide et méchant receveur d'impôts égyptien nommé Pierre qui, un jour, — faute d'avoir à sa portée un autre projectile, — avait lancé à la tête d'un mendiant le reste d'un petit pain de seigle qu'il était en train de manger ; et puis, la nuit suivante, ayant été saisi d'une fièvre maligne, ce Pierre avait eu un rêve où il s'était vu forcé de comparaître devant le tribunal suprême. « Et voici que, sur l'un des plateaux d'une balance, des diables tout noirs déposaient ses péchés, tandis que de l'autre côté se tenaient tristement des anges vêtus de blanc qui ne trouvaient rien à mettre pour faire contrepoids ! Et l'un de ces anges dit : « Hélas ! nous n'avons rien à mettre « sur ce plateau, si ce n'est un morceau de pain de seigle que le « seigneur Pierre a donné au Christ ce matin, et encore contre son « gré ! » Et les anges mirent le pain sur le plateau, et Pierre vit qu'il faisait contrepoids à tous ses péchés. » Mais malgré tout ce qui nous a été ainsi révélé des trésors infinis de la paternelle indulgence divine, j'ai peine à me représenter les deux plateaux de la balance ramenés, semblablement, à l'équilibre parfait lorsque, là-haut, « devant le tribunal suprême, » en réponse à des milliers de diables noirs qui seront venus rappeler la longue et tragique série des « atrocités » allemandes, le groupe désolé des anges préposés à la garde spirituelle de l'empereur Guillaume et de ses sujets aura timidement murmuré le récit des « cinq minutes » accordées par les habitans d'une tranchée allemande pour permettre à des soldats anglais de sauver de la mort un de leurs compagnons !

Sans compter que le pain de seigle donné, « contre son gré, » par le « seigneur Pierre » n'a pas eu du tout pour effet de lui valoir aussitôt la béatitude éternelle. « Ajoute encore quelque chose à ce pain de seigle, — lui ont dit ses anges, — si tu ne veux pas tomber entre les griffes de ces mauvais diables ! » Et il faut lire dans la *Légende Dorée* toute la somme énorme d'humble repentir et de brûlant amour « ajoutée » désormais par l'ex-receveur d'impôts à ce qu'il avait plu

au Très-Haut d'accepter miraculeusement comme un premier essai de charité chrétienne! Tandis que les Allemands, bien loin d'avoir mis fin à leurs « atrocités » après le fugitif élan de pitié d'une poignée d'entre eux, nous semblent au contraire s'acharner toujours davantage à réaliser le type absolu de la « barbarie. » De jour en jour notamment, — tout au moins jusqu'aux complications « diplomatiques » de ces dernières semaines, — leurs journaux nous ont apporté un témoignage plus manifeste de la passion croissante avec laquelle la masse entière du peuple accueillait et encourageait les exploits monstrueux de ses sous-marins; et j'ai appris d'une source très sûre qu'après avoir naguère rejeté d'un commun accord, comme autant de mensonges outrageans pour l'honneur de leur nation, les relations des sévices pratiqués en Belgique et en Pologne par les troupes allemandes, une foule de bourgeois, d'ouvriers, et de paysans d'outre-Rhin en étaient arrivés maintenant à déplorer ouvertement qu'un excès de scrupule de leur maître impérial empêchât l'escadre bien-aimée de leurs zeppelins de procéder à l'anéantissement radical de toute la population civile de Paris et de Londres. C'est comme si, sous le choc d'une déception trop complète infligée soudain à ses rêves secrets de rapine et de domination, cette race naturellement brutale et sauvage avait reconnu l'impossibilité pour elle de s'accommoder plus longtemps d'une « civilisation » qui jamais, d'ailleurs, n'était parvenue à toucher les sources profondes de son être, — de telle sorte qu'elle ne songerait plus dorénavant qu'à en dépouiller jusqu'aux moindres vestiges !

Rien de plus significatif, à ce point de vue, que l'effroyable progrès de toutes les formes du crime, dans la vie allemande de ces années de guerre. Car il n'en a pas été de l'Allemagne comme de notre pays et de l'Angleterre, où c'est chose certaine que la tâche de la police et des tribunaux s'est trouvée sensiblement allégée depuis qu'une même angoisse patriotique a envahi tous les cœurs. Sans arrêt, au contraire, les « variétés » les plus abominables de l'assassinat et du brigandage ont continué à se développer parmi les rues de Berlin et des autres capitales ou grandes cités d'outre-Rhin. Jamais encore, je crois bien, la rubrique des « faits-divers » des journaux de là-bas n'avait été fournie aussi abondamment; et c'est également dans ces journaux que j'ai lu à quel point les pouvoirs publics se montraient alarmés, en particulier, de la place considérable que tenaient les enfans, les jeunes garçons d'une quinzaine d'années, dans la liste des héros de

ces « faits-divers. » Ou bien ce sont de très jeunes femmes, telles que la demoiselle Ullmann et son amie la dame Sonnenburg qui l'autre jour, à Berlin, ont égorgé une de leurs voisines, afin de pouvoir envoyer à leurs « hommes, » sur le « front, » l'argent qu'elles espéraient découvrir dans ses poches. Elles avaient invité leur victime, une ouvrière appelée Franzke, à venir prendre le « café au lait » dans le logement de l'une d'elles. « Après quoi, ayant installé la Franzke de façon qu'elle eût le visage tourné vers le mur, la fille Ullmann s'était mise à marcher de long en large derrière elle, avec un rasoir ouvert dans la main, pour être prête à lui couper la gorge au moment où l'invitée se pencherait sur sa tasse de café ; et puis, à ce même moment, la Sonnenburg avait pris le cou de la Franzke dans un nœud coulant, ce qui avait facilité le travail de sa complice. Mais comme la malheureuse ouvrière, malgré ces précautions, leur avait opposé une vive résistance, la fille Ullmann, lorsqu'elle avait enfin réussi à la tuer, s'était encore vengée sur son cadavre en coupant, avec le rasoir, l'un de ses poignets. Cela fait, les deux amies s'étaient soigneusement lavé les mains, et étaient revenues savourer à loisir leur café au lait. » Arrêtées au bout de quatre semaines par la police berlinoise, la fille Ullmann et sa complice ont avoué qu'elles avaient d'abord songé à se servir d'un revolver, et s'étaient longuement exercées à la pratique de cette arme. — Je cite ce cas entre vingt autres non moins caractéristiques, où l'on retrouverait, de la même manière, un mélange singulier d'inconscience quasi « enfantine » et de dépravation. Ne lisais-je pas, tout récemment, l'histoire d'un petit collégien saxon qui avait essayé d'assassiner sa propre mère pour se procurer le moyen d'aller contempler, dans les somptueux « cinémas » de sa ville natale, les exploits, — plus ou moins « truqués, » — de l'armée allemande ?

« D'année en année, — écrivait le fameux « sociologue » germano-américain Gustave Aschaffenburg, — le nombre des crimes s'accroît dans tout l'Empire allemand suivant des proportions absolument effrayantes même pour l'optimiste le plus invétéré. Et ce qui achève de prêter à ce phénomène social une gravité exceptionnelle, c'est que l'immense majorité des auteurs de ces crimes est faite de jeunes gens de toute condition. Dans toutes les classes de la société, nous assistons à une extension incessante, et toujours de plus en plus rapide, d'une pourriture morale contre laquelle notre système pénal se montre de plus en plus puissant, » Aussi bien le *Manuel statistique de l'Empire d'Allemagne* de 1907 était-il déjà obligé de constater que

« le nombre des criminels précoces, âgés de douze à dix-huit ans, avait presque doublé depuis l'année 1883. » Et voici ce que disait hier encore à un rédacteur du *Daily Graphic* un négociant danois, M. Torssen, qui venait de passer plusieurs mois à visiter diverses régions de l'Allemagne :

De tous les signes de démoralisation que j'ai observés pendant mon voyage, l'un des plus frappans est, à coup sûr, l'énorme progrès du crime. En temps de paix, la plupart des crimes étaient commis par des hommes d'âge adulte : mais aujourd'hui, bien que tous ces hommes se trouvent retenus sur le « front, » vous ne sauriez croire à quel point le meurtre, le vol et d'autres forfaits se sont multipliés, tout cela ayant désormais pour auteurs des femmes ou surtout de tout jeunes gens des deux sexes. Un magistrat de Munich, qui me signalait avec une inquiétude trop justifiée cet accroissement du crime pendant la guerre, ajoutait en propres termes ceci : « Notre bonne chance nous a, il est vrai, épargné jusqu'à présent les angoisses d'une invasion étrangère; mais nous avons à l'intérieur un ennemi non moins terrible que celui du dehors, et dont la force grandissante constitue un grave danger pour notre vie nationale. » Les journaux allemands évitent autant qu'ils peuvent d'insister sur ce sujet, de manière à ne pas trop effrayer le public : mais le peu qu'ils sont contraints d'avouer suffit pour faire soupçonner l'extrême gravité de la situation. C'est ainsi que, par exemple, le Sud-Ouest de Berlin est tout rempli de cambrioleurs, et même la paisible forêt de Grünewald (le bois de Vincennes berlinois) sert maintenant de refuge à des bandes organisées de jeunes brigands.

Et comment ne pas regarder, aussi, comme l'indice d'un véritable retour à l' « animalité » la conduite des autorités et de la population allemandes vis-à-vis de plusieurs centaines de prisonniers de guerre atteints d'une terrible épidémie de typhus dans le camp saxon de Wittenberg? Nos journaux ont signalé brièvement, le mois passé, les conclusions du rapport officiel d'un comité d'enquête anglais sur cette suite nouvelle d' « atrocités, » égale ou peut-être même supérieure en ignominie à toutes celles qui nous avaient été révélées jusqu'alors ; mais l'on ne saurait trop regretter qu'il ne se soit pas trouvé quelque moyen de placer et d'entretenir plus durablement sous les yeux du public français le texte entier d'un rapport dont chaque ligne aurait eu de quoi raviver dans nos cœurs la haine généreuse,— et nécessaire, — du « Boche. » Qu'on lise, par exemple, ce récit de l'arrivée à Wittenberg d'un groupe de six médecins anglais :

L'épidémie de typhus a éclaté en décembre 1914. Aussitôt tout le personnel militaire et médical du camp s'est retiré précipitamment : si bien

que, depuis cette date jusqu'au mois d'août 1915, aucune communication n'a plus eu lieu entre les prisonniers et les autorités allemandes, si ce n'est sous la forme de commandemens criés du dehors à l'intérieur du camp. Les provisions, pareillement, étaient envoyées du dehors au moyen d'un système de wagons à « trolley. »

Pendant les deux premiers mois, les prisonniers malades ont eu à se passer complètement de tous soins médicaux. Le 10 février 1915, six des treize médecins anglais retenus prisonniers à Halle, — contrairement à tout droit, — ont reçu l'ordre de se rendre au camp de Wittenberg. Aucune explication ne leur a été donnée des motifs de cet ordre, et c'est seulement de la bouche du conducteur de leur train qu'ils ont appris l'existence à Wittenberg d'une épidémie de typhus. En arrivant au camp, les médecins ont été frappés du silence apathique des prisonniers anglais entassés dans les deux grandes salles. Au milieu d'une obscurité lugubre, ces infortunés marchaient de long en large, ou bien gisaient sur le sol, tous déjà touchés par la maladie. Le soir de ce même jour, deux des médecins anglais ont été transférés dans des hôpitaux installés en dehors du camp. Des quatre autres, un seul, le major Lauder, est demeuré vivant.

Malades ou bien portans, les prisonniers étaient contraints à dormir, trois par trois, sur un seul matelas : ce qui rendait la transmission de la maladie presque inévitable. Vainement le major Lauder a demandé aux autorités que l'une des deux salles fût réservée aux malades atteints du typhus : du dehors, les officiers allemands ont enjoint aux quelques gardiens maintenus dans le camp de s'opposer à la séparation ainsi réclamée, — sans même tenter, d'ailleurs, la moindre justification d'une défense aussi insensée. Nul moyen d'obtenir pour les malades la nourriture ou les remèdes dont ils avaient besoin. Chaque jour, des doigts de pieds se prenaient de gangrène, et impossible de se procurer de quoi les bander! L'un des rares prisonniers anglais sortis vivans de Wittenberg, le soldat Lutwyche, a dû, à son retour d'Allemagne, se faire amputer les deux jambes, tandis que, sans l'ombre d'un doute, la gangrène dont il souffrait aurait pu se guérir avec un pansement moins rudimentaire.

Je ne puis malheureusement songer à pousser plus loin mes citations ; mais les quelques lignes qu'on vient de lire suffiront déjà pour donner une idée d'une lâcheté vraiment monstrueuse et qui est encore, au dire des témoins les plus autorisés, l'un des traits distinctifs de l'« abrutissement » de la race allemande. Que l'on se représente le degré d'abjection morale où doivent être descendus ces officiers et ces médecins allemands du camp de Wittenberg qui, depuis l'apparition des premiers signes du typhus, « s'enfuient précipitamment » au dehors et n'osent plus remettre le pied au camp aussi longtemps qu'il y reste un seul prisonnier malade ! Ou plutôt non : une fois, au cours des six mois qu'a duré l'épidémie, les prisonniers ont reçu la visite du médecin-chef du camp, le très galonné docteur

Aschenbach. « Ce haut dignitaire nous est arrivé revêtu de haut en bas d'un costume imperméable, avec des gants de caoutchouc et, sur la tête, un masque pareil à ceux qui servent à protéger des gaz asphyxians. Sa visite, précédée d'une foule de mesures de précaution, n'a pas duré, en tout, plus de dix minutes. » Et le rapport ajoute que, dès la semaine suivante, cette visite de l'intrépide docteur Aschenbach a mérité à celui-ci d'être décoré de la Croix de Fer, — « pour services exceptionnels rendus en combattant une épidémie de typhus (1)! »

Lâches et féroces, tels étaient bien les Allemands de Wittenberg. Écoutons encore ce passage de la relation du docteur Lauder, — dont chaque détail nous est confirmé par le témoignage unanime de vingt autres prisonniers anglais récemment rapatriés : « Nos morts étaient enterrés dans un cimetière improvisé sur la limite extérieure du camp. Les Allemands nous envoyaient, tous les jours, un certain nombre de cercueils où nous déposions les prisonniers morts, après quoi les collègues encore valides de ceux-ci étaient autorisés à les emporter jusqu'au cimetière, en passant par une porte découpée dans la clôture de fils barbelés. Le cimetière était beaucoup trop petit, de sorte que les cercueils avaient peine à être entassés les uns sur les autres. Mais ce que les prisonniers avaient le plus de peine à supporter était *les sarcasmes insultans avec lesquels ces cercueils de leurs malheureux camarades ne manquaient jamais d'être accueillis par les habitans de Wittenberg, qui se tenaient en dehors des barrières, et avaient toute permission d'outrager aussi bien les morts que les vivans!* » D'une façon générale, les prisonniers en étaient arrivés à souhaiter d'être atteints du typhus. « Ils préféraient ce mal, avec toutes ses horreurs, au régime abominable que leur faisaient subir leurs gardiens allemands. »

Et voici maintenant une autre série d'« atrocités, » rapportées à grand renfort de preuves « documentaires » par l'un des maîtres les

(1) Autre trait de l'incroyable « lâcheté » allemande : plusieurs prisonniers revenus d'Allemagne m'ont dit que leurs gardiens les avaient priés de leur donner, avant de partir, une sorte de « certificat » attestant que ces gardiens s'étaient montrés indulgens et serviables à leur endroit : après quoi ils avaient cousu le papier sous la doublure de leur capote, « pour le cas où ils seraient appelés sur le front. » En d'autres termes, ces soldats allemands ne rêvaient déjà qu'à la possibilité pour eux de devenir, à leur tour, nos prisonniers de guerre : et je crois les entendre murmurant à leur « fiancée, » en manière de consolation : « Ne te fais pas trop de soucis, ma chère Marguerite! Avec l'aide du bon Dieu, et à force d'y tâcher, je réussirai bien à me faire prendre par l'ennemi dès mon arrivée sur le front! »

plus considérables du barreau anglais, M. J. H. Morgan, professeur de droit constitutionnel à l'Université de Londres ! M. Morgan a été l'un des membres les plus actifs de la Commission chargée d'aller s'enquérir, sur les lieux, des crimes commis par les Allemands dans les régions occupées par les troupes anglaises ; et nul doute qu'il ait contribué déjà, pour sa bonne part, à la rédaction du rapport officiel publié naguère par cette Commission. Son séjour prolongé dans le Nord de la France et de fréquentes visites à d'autres parties du « front occidental » lui ont même procuré l'occasion d'observer toute sorte de menus aspects de notre vie française, que nous traduit avec une précision et une délicatesse singulières un article récent du *Nineteenth Century*. Nous y trouvons décrits, par exemple, des types infiniment divers de « poilus » de tout âge et de toute origine ; ou bien c'est, à propos de la survivance « miraculeuse » de la statue équestre de Jeanne d'Arc décorant le parvis de la cathédrale de Reims, ce magnifique éloge de la femme française :

Pendant que je regardais l'héroïque Pucelle continuant à élever vers le ciel son étendard, en face de la cathédrale profanée, et toujours absolument intacte au milieu des ruines qui l'entouraient, j'ai eu soudain l'impression d'avoir là devant moi un symbole parfait de toutes les femmes de France. Je me suis souvenu d'avoir rencontré partout d'authentiques descendantes spirituelles de Jeanne d'Arc. N'était-ce pas l'une d'elles qui m'était apparue sous l'espèce de la petite vieille que j'avais vue, tout à l'heure, faisant l'école au fond d'une cave, et enseignant avec une gaîté héroïque les légères « chansons de France » à des enfans qui arrivaient et s'en allaient coiffés de leurs petits masques respiratoires, indispensables pour les protéger contre les obus empoisonnés qui ne cessent point de tomber parmi les vénérables places et rues de leur ville ? N'était-ce pas une héritière de Jeanne d'Arc que j'avais rencontrée sous l'espèce de l'aimable « patronne » de mon hôtel, demeurant fidèlement à son poste. et répondant avec une simplicité indomptable à mes questions sur l'averse quotidienne des obus allemands : « Ma foi, m'sieu, on a vite fait de s'y habituer ! » Et ces travailleuses des champs que, tout de même que Jeanne, j'avais vues « hardies de chevaucher chevaux et les mener boire ! » Et puis encore ces tranquilles âmes qu'il m'avait été donné d'entrevoir sur tout mon chemin, ces femmes et ces mères françaises vivant frugalement de leur allocation de vingt-cinq sous par jour, et dont les doigts agiles ne se lassent point de confectionner des « tricots » pour leurs chers « poilus » et qui, tout de même que Jeanne en présence de ses juges, pourraient affirmer que, « quant à ce qui est de filer et de coudre, elles pourraient tenir tête à n'importe quelle femme de Rouen ! » Et cette autre petite vieille qui, chaque jour et du matin au soir, l'été passé, stationnait en plein soleil devant la porte d'une ambulance voisine du Vieil-Armand avec

un parapluie tout décoloré dans ses mains tremblantes, attendant l'entrée ou la sortie des blessés amenés sur des brancards afin d'abriter leurs yeux de l'aveuglante lumière, n'était-elle pas, elle aussi, une fille spirituelle de Jeanne, qui lui avait légué sa « grande pitié au royaume de France? »

Et c'est ce que les fils de France ont clairement compris. Au Nord de Reims s'étend une ligne de tranchées crayeuses occupées par un certain régiment; et derrière ces tranchées sommeille un village dont l'église, presque entièrement détruite, se pare d'une statue de Jeanne d'Arc persistant, là comme partout, à se dresser tout à fait intacte sur son piédestal. Or, au delà de ce village, s'ouvrent des abris garantis des bombes, des abris soigneusement creusés par un régiment de chasseurs qui, depuis, a été envoyé sur un autre point du « front; » et la première chose qui ait frappé mon regard en y pénétrant, avant même que j'eusse le loisir d'admirer l'ingénieuse maîtrise de ce « travail d'art, » a été la manière dont ses créateurs l'avaient décoré : car au seuil de l'abri, surmontant l'inscription : *49e chasseurs à pied*, s'élevait, avec la grâce élancée d'un ange s'apprêtant à prendre son vol, une exquise petite statue de Jeanne d'Arc! Celle-ci est bien, en vérité, la perpétuelle réincarnation de la France, comme aussi le secret de son immortelle jeunesse. Une France repue et satisfaite peut faire parfois semblant de l'oublier; une France rationaliste peut affecter de la « laïciser ; » mais toujours la France éprouvée et souffrante est revenue, revient, et reviendra vers elle! C'est en elle que toujours la vraie France retrouvera son souffle et le sang de son cœur.

Mais il faut que j'arrive aux « atrocités » dont l'étude a fait l'objet du long séjour en France de M. Morgan. Non content de travailler, comme je l'ai dit, à la rédaction du rapport officiel de la commission anglaise dont il était membre, l'éminent professeur de droit constitutionnel a encore recueilli, pour son propre compte, un certain nombre de témoignages dûment contrôlés, et qui ne laissent pas de nous renseigner efficacement, eux aussi, sur l'étonnante dépravation morale des Allemands. Voici d'abord, par exemple, des relations apportées, sous serment, le 16 octobre 1914, devant le commissaire de police de la ville de Bailleul! Une « ménagère » appelée Hélène B... raconte qu'elle a vu six soldats allemands « présenter à un officier trois jeunes gens civils qui portaient des paquets. » L'officier a dit aux soldats, en langue française, — sans doute afin d'être compris des trois jeunes gens : « Allez vite les fusiller dans la prairie! » Et c'est bien ce qu'ont fait les soldats, ainsi qu'il résulte des affirmations d'une dizaine d'autres témoins, également cités par M. Morgan. L'un de ces témoins, Mme Gabrielle D..., dont la maison se trouve exactement en face de la « prairie » où a eu lieu l'exécution, avait alors chez elle un soldat allemand qui s'occupait à « faire la cuisine, » et qui lui a

dit, en désignant du doigt le funèbre cortège : *Regardez, madame, comme c'est beau! Voir fusiller des civils français, regardez, c'est ça qui est du beau travail ! On devrait les tuer tous comme ça!*

Pareillement le réserviste prussien Richard Gerhold, tué en septembre 1914 à Nouvion en Picardie, avait écrit, peu de jours auparavant, sur son carnet de route : « C'est pour moi une folle joie quand on peut se venger de cette canaille de curés belges et français! » Et comment ne pas mentionner encore ce passage d'une lettre qu'écrivait à sa fiancée, de Péronne, le 16 mars 1915, le soldat bavarois Johann Wenger : « Je t'envoie un bracelet fait d'un éclat d'obus. Tu auras là un beau souvenir d'un guerrier allemand qui a fait toute la campagne et tué des tas de Français. J'ai aussi tué à la baïonnette un bon nombre de femmes. Pendant le combat de Badonviller j'ai ainsi expédié sept (7) femmes et quatre (4) jeunes filles dans l'espace de cinq minutes. Le capitaine m'avait dit de tuer ces truies françaises à coups de fusil, mais j'ai préféré me servir de ma baïonnette (1). »

M. Morgan nous transmet aussi une très curieuse série de témoignages russes, qui lui ont été communiqués par une commission officielle de Pétrograd. Qu'on me permette d'en extraire, tout au moins, la saisissante déposition du soldat Nicolas Dorojka :

Durant la seconde moitié de juin 1915, le régiment de ce témoin a pris part à un combat près d'Ivangorod. Resté maître du champ de bataille, le régiment s'y est installé pour la nuit; et quelques-uns des soldats ont aidé les brancardiers à transporter les blessés dans un hangar de bois, couvert de paille, à l'extrémité du village voisin. D'après les témoignages des médecins et de tout le personnel de la Croix Rouge, le nombre des blessés logés dans ce hangar était d'environ soixante-dix. Or voici que, vers onze heures de la nuit, on a entendu le fracas soudain et violent d'une fusillade : le village venait d'être cerné par des Allemands! Le témoin Dorojka a pris son fusil et s'est enfui avec trois camarades ; mais, dans l'obscurité, ils sont tombés sur une patrouille allemande qui leur a enlevé leurs armes, et les a ramenés dans le même hangar où le témoin avait aidé à transporter les blessés russes. Quelques instans plus tard, un officier allemand a donné un ordre à ses soldats ; puis, rassemblant de ses propres mains une brassée de la paille qui tapissait le sol du hangar, il l'a placée contre l'un des coins du bâtiment, et y a mis le feu avec une allumette. Le témoin déclare qu'il s'est presque évanoui en voyant l'officier mettre le feu au hangar. La paille s'est tout de suite enflammée, le feu a commencé à envelopper le bâtiment ; et bientôt des cris perçans se sont élevés de l'in-

(1) C'est le soldat lui-même qui répète en chiffres, dans des parenthèses, — pour être plus sûr de se faire bien comprendre, — le nombre des femmes et jeunes filles qu'il a « expédiées. »

térieur : c'étaient les blessés qui appelaient au secours ! A ce moment, l'officier qui avait allumé l'incendie s'est aperçu de la présence des quatre prisonniers, debout sur le seuil : sans dire un mot, il s'est approché d'eux et a déchargé son revolver contre la tempe de l'un des camarades du témoin, qui aussitôt est tombé à terre. Pendant que l'officier s'apprêtait à frapper pareillement un autre des prisonniers, Dorojka, ayant pris son élan, a réussi à franchir un groupe de soldats allemands et à s'échapper sans trop de dommage, malgré les coups de revolver tirés contre lui. Il a erré au hasard toute la nuit, et a fini par rentrer dans les lignes russes.

Cet officier s'amusant à brûler vifs soixante-dix blessés russes, voilà un trait qui eût mérité de prendre place en compagnie des « atrocités » décrites, l'autre jour, par M. John Morse (1) ! Et combien d'autres détails encore, dans ces témoignages envoyés de Russie au professeur Morgan, qui auraient également de quoi confirmer le jugement du vieux négociant anglais, — devenu volontaire dans l'armée russe pour montrer aux Allemands la « couleur de ses yeux, » — sur la transformation d'une race soi-disant « civilisée » en une horde d'animaux féroces ! De la même façon que, tout à l'heure, nous voyions les habitans de Wittenberg accablant de leurs ignobles sarcasmes, à la fois, les cercueils des victimes anglaises du typhus et les survivans du fléau, nous lisons dans un des rapports publiés par M. Morgan toute espèce de « bonnes farces » inventées par les soldats allemands pour vexer et torturer leurs prisonniers russes. « Ils annonçaient aux prisonniers qu'on allait leur donner un supplément de soupe ; et puis quand les Russes se précipitaient vers la cuisine, on lâchait contre eux une meute de chiens qui leur mordaient les jambes, au grand ravissement de tous les spectateurs. » Il n'y avait pas jusqu'aux infirmières allemandes, — jusqu'à des femmes vêtues de l'uniforme de Sœurs de Charité, — qui ne se divertissent à mystifier les blessés russes confiés à leur garde. Elles feignaient de leur offrir du pain et des saucisses ; après quoi, lorsque les blessés étendaient la main, elles y assénaient un fort coup avec une cuiller de bois ; ou bien encore elles frottaient le visage des blessés avec une saucisse dont elles-mêmes, sans doute, se régalaient ensuite ! Dans toutes les villes où passaient des convois de soldats russes blessés, la foule des habitans civils se pressait autour d'eux, « les frappait violemment, tirait leurs moustaches, et leur crachait dans la bouche ! »

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars dernier.

Lâches et féroces : toujours, décidément, ce sont les deux mots qui nous reviennent en tête, au spectacle de ces Allemands « décivilisés. » Et puis encore, avec cela, une fourberie à la fois si fuyante et si effrontée qu'elle aussi évoque en nous l'idée d'une race où ne subsiste plus aucun vestige de dignité « humaine. » Entre toutes les formes de la dépravation allemande, c'est même là, peut-être, la plus répugnante; et l'on conçoit sans peine l'étonnement mêlé de dégoût qu'éprouve, devant elle, le professeur Morgan. Mensonge à tous les degrés de l'échelle sociale, depuis le soldat prêt à cacher sa traîtrise sous les sermens les plus solennels jusqu'à cet Empereur qui ose maintenant affirmer sans rougir, à la face du monde, qu'il « n'a pas voulu » la présente guerre! Mensonge au fond de chaque parole du gouvernement impérial, à tel point que, suivant l'expression de l'éminent professeur anglais, « nul homme raisonnable et sans parti pris ne peut plus y croire si peu que ce soit. » N'a-t-il pas en effet, ce gouvernement qui ne cesse pas de se targuer de sa « loyauté, » n'a-t-il pas « falsifié à dessein des documens belges absolument anodins, de manière à en faire un grief contre la Belgique, » n'a-t-il pas « à plusieurs reprises rompu des engagemens contractés par lui vis-à-vis du ministère anglais et du Vatican, » n'a-t-il pas « sciemment, tous les jours, détourné de leur sens le plus manifeste les différens articles des conventions internationales où il avait souscrit? » Une publication foncièrement allemande, éditée en Suisse pour tromper les pays neutres sur sa véritable origine, « et dont le titre même, — la *Revue Internationale*, — est déjà un mensonge, » n'a-t-elle pas reconnu expressément que « toutes les histoires de mutilation de soldats allemands, naguère activement propagées par les autorités allemandes, n'étaient en réalité rien d'autre que le produit d'une *suggestion* hystérique? »

J'ai eu pour ma part, — ajoute M. Morgan, — l'occasion de collaborer avec les autorités françaises à la démonstration de l'entière authenticité d'un ordre émanant d'un général de l'armée allemande qui prescrivait à ses soldats de massacrer tous les blessés qui leur tomberaient entre les mains. Tout d'abord, cette authenticité avait été niée, de la façon la plus énergique, par le gouvernement impérial de Berlin : mais lorsque ensuite nos recherches l'ont établie sans l'ombre d'un doute possible, le même gouvernement a publié une déclaration affirmant qu'un ordre analogue avait été émis, une année auparavant, par l'un des généraux de l'armée anglaise, — excuse tout à fait mensongère, d'ailleurs, et qui jamais n'a pu s'accompagner du moindre semblant de preuve.

Mais, aussi bien, me paraît-il que les autorités allemandes souffrent

aujourd'hui d'une espèce de perversion morale absolument morbide. C'est ainsi que, l'année dernière, le gouvernement impérial écrivait, dans un mémoire où il tâchait à se défendre du crime abominable qu'avait été le torpillage de la *Lusitania* : « Le cas de cette destruction du paquebot anglais met en relief, avec une clarté horrible, à quel affreux sacrifice d'existences humaines aboutit la pratique de la guerre telle qu'elle est exercée par nos ennemis. » Cette affectation de s'indigner devant les conséquences de ses propres crimes, et cet effort à en rejeter la faute sur autrui sont certainement parmi les signes les plus remarquables de la susdite perversion morale de l'âme allemande, — dont chaque jour nous apporte de nouveaux témoignages.

Il faut lire, dans l'éloquente *Introduction* de l'ouvrage de M. Morgan, toute sorte d'autres exemples de cette « perversion » du sens moral chez la race allemande. Et la conclusion qu'en tire inévitablement le savant professeur est que toute convention internationale signée désormais avec un tel adversaire ne risquerait pas seulement de demeurer vaine, mais aussi de devenir pour nous un « danger positif, » — en raison de ce que M. Morgan appelle la « casuistique d'une nation de sauvages intellectuels. » Le moyen, en vérité, de ne pas se défier des effets d'une convention signée par des peuples de bonne foi, attachant aux mots leur sens authentique, avec un peuple qui, selon l'expression célèbre du vieux Thucydide, « a prostitué les mots jusqu'à leur faire perdre leur relation naturelle à l'égard des choses? » Il y a là un problème politique infiniment délicat, et qui mérite bien de retenir toute l'attention des Puissances Alliées. Évidemment, celles-ci devront, même après la paix, se préoccuper de modifier leurs anciens codes internationaux, de façon à nous garantir des « tours » et des « retours » de la fourberie allemande. Sans compter l'obligation pour elles de tâcher, dès maintenant, à nous en garantir en préparant de toutes leurs forces l'avènement, plus ou moins prochain, d'une victoire qui leur permettra d'opposer, ensuite, une digue plus solide aux futurs assauts d'une « casuistique » bien autrement dangereuse que celle des Sanchez et des Escobar !

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Comme la note du Président Wilson au gouvernement impérial allemand réclamait une réponse immédiate, on pouvait croire qu'il ne se passerait pas quinze jours sans que cette réponse fût arrêtée, envoyée, connue dans le détail ; et comme la réponse réclamée consistait uniquement dans le choix entre les deux propositions de la plus simple des alternatives, oui ou non, il semblait qu'il ne fallût pas tant d'allées et venues, tant de consultations, tant d'audiences solennelles, pour n'arriver qu'à tant de *car*, de *si*, de *mais*, et de *peut-être*. Mais c'était à la fois méconnaître l'esprit et ignorer la situation de l'Allemagne, portée par l'un à ergoter sans bonne foi et obligée par l'autre à tâcher de s'esquiver sans fausse honte. En attendant qu'il fût prêt à ne dire aux États-Unis ni oui, ni non, et que sa presse, docile jusque dans la colère, eût épuisé sur eux le trésor de ses séductions et l'arsenal de ses menaces, l'Empire qui, hier, se croyait déjà le maître du monde, montait contre le plus détesté de ses ennemis, contre l'Angleterre, un triple coup, et le manquait.

Pas de doute possible sur l'origine : le coup a bien été monté par l'Allemagne contre l'Angleterre. Tous les faits, ici, sont publics, évidens, incontestables. Par la concordance de ces trois attaques, deux de vive force, maritime et aérienne, une en traîtrise, l'insurrection d'Irlande, la politique prussienne a mis sous son œuvre sa signature, qui est un curieux mélange d'astuce, d'impudence et de niaiserie. Le lundi soir, 24 avril, un raid de zeppelins, le trente-troisième ou le trente-quatrième de la série, mais qu'on eût dit plus méthodique que les autres, fouillait la côte anglaise, comme s'il se fût agi, on en a fait l'observation, de « reconnaître la route entre Helgoland et Lowestoft. » Presque en même temps, ou aussitôt après, une escadre allemande, composée de vaisseaux rapides, croiseurs et contre-torpilleurs, apparaissait, courait le long de cette partie de la

côte britannique, de Lowestoft à Yarmouth, lâchait quelques coups de canon, puis, accrochée par les forces, médiocres, de la défense locale, s'échappait et montrait sa légèreté en filant au bout de vingt minutes de combat, dans la crainte d'une plus mauvaise rencontre et d'un pire destin. Presque en même temps encore, voici le mélodrame ou le roman-feuilleton. La scène se passe à Tralee-Bay, sur la côte Sud-Ouest d'Irlande. On voit rôder un sous-marin, qui a l'air d'escorter un second navire. Ce second navire, pour inspirer plus de confiance, louvoie tranquillement sous une honnête et candide figure de caboteur hollandais. Ils avancent tout doucement, à petite vapeur, le corsaire au pas du marchand, comme des gens qui ne porteraient vraiment que des harengs dans leurs barils. Là-haut, en pleine mer du Nord, une patrouille anglaise les a « arraisonnés, » leur a demandé leurs papiers ; ils en ont présenté de si parfaitement en règle qu'ils ont été invités à passer, avec un salut. Le capitaine n'a pas fini d'en rire, lorsque, ayant brusquement piqué au Sud, il arrive en vue de la verte Erin. Soudain, un coup de semonce, « par le travers de l'avant du hollandais. » C'est d'autant plus sérieux qu'il va être procédé à la visite du bâtiment suspect. Il faut avouer que le bâtiment n'est pas hollandais, mais allemand ; que ses vingt hommes d'équipage sont allemands ; que ses officiers sont allemands ; que sa cargaison, — 20 000 fusils de guerre, des mitrailleuses et des munitions, — est allemande ; bref, que ses desseins sont allemands. Tandis qu'ayant reçu l'ordre de suivre jusqu'au port de Queenstown la vedette qui l'a capturé, le faux hollandais, auquel on ne saurait du moins refuser le courage, arbore enfin son drapeau et bravement essaie de se couler, on rattrape deux hommes qui s'enfuyaient dans un canot pliant, et dont l'un ne tarde pas à confesser qu'il est sir Roger Casement. Dès son début, l'équipée tourne court : Feringhea a parlé !

Nous n'avons point l'intention d'entreprendre une longue biographie de sir Roger Casement : ce n'était hier qu'un intrigant, mêlé à des affaires louches, traînant en pays étranger les titres qu'il avait emportés du sien, et le reste de crédit que lui avaient laissé ses anciennes fonctions ; c'est maintenant quelque chose de plus, ou quelque chose de moins ; il réglera son compte avec le lord-chief justice, et le règlement sera sans doute sévère, puisque lui, il n'a pas même, dans son crime, cette dernière excuse d'être Allemand. Au surplus, l'aventure de sir Roger ne serait qu'un épisode sans intérêt, si elle n'avait servi à découvrir, dirigeant le complot et tirant les ficelles, la main de l'Allemagne. Trois jours auparavant, le vendredi

21 avril, le bruit avait été répandu à Amsterdam, pour être, de là, répandu à Londres, que sir Roger Casement venait d'être arrêté et emprisonné en Allemagne. Arrêté et jeté en prison, pourquoi ? Pour lui permettre de s'embarquer, en toute sûreté, à Kiel, ce même Vendredi-Saint, qui devait lui porter malheur. C'était, comme on le devine, le fin alibi, le plus fin qu'ait été capable d'inventer la police allemande; et c'est un paraphe ajouté à la signature de ce beau travail. Mais, dans les plans de l'Allemagne, sir Roger Casement n'était qu'un instrument; l'incursion des croiseurs et le raid des zeppelins n'étaient que des diversions; sa machine infernale à triple détente ne manquerait pas de semer la révolution en Irlande, la panique en Angleterre, la prudence aux États-Unis.

De fait, le lundi de Pâques, 24 avril, le lundi des zeppelins et des croiseurs, pendant que, fidèle aux chères habitudes, tout le Dublin officiel était aux courses, éclatait un mouvement d'une violence foudroyante, qui dépassait l'émeute, et d'un coup allait aux extrêmes, à la séparation d'avec la Grande-Bretagne, à la proclamation de la République irlandaise, au comble des désirs profonds et passionnés de l'Allemagne. En un instant, les insurgés se sont emparés de l'hôtel des postes, des deux gares du chemin de fer, du Palais de justice, de nombre d'édifices publics et privés; d'autres se sont enfermés dans la Bourse du travail, dans Liberty-Hall; ils ont, auparavant, dressé des barricades et coupé les communications, si bien que les fonctionnaires, absens de la ville pour les fêtes, ont du mal à y rentrer. Dans les comtés, sur quelques points, des troubles se dessinent; à Atheney, à Galway, en deux ou trois centres encore. Peut-on dire que c'est une surprise, et que rien n'avait permis de prévoir la rébellion ? Lord Middleton a affirmé le contraire, le lord-lieutenant ou vice-roi d'Irlande, lord Wimborne, l'a reconnu, et le secrétaire d'État pour l'Irlande, M. Birrell, ne l'a point nié. Il semble, en effet, que, depuis le commencement de l'année, les signes se soient multipliés. Le 5 février notamment, et le 17 mars, jour de la Saint-Patrick, à Dublin et à Cork, plusieurs centaines de « volontaires irlandais, » 1 600 ici, et là 1 100, paradent et défilent, armés, pour les deux tiers, de fusils, « du reste hétéroclites; » ils font, de carrefour en carrefour, « une sorte de répétition de petite guerre. » Perquisitions et saisies d'armes, de munitions ou de manifestes, le 14 mars à Cork, le 22 et le 24 à Dublin; le 27 mars, ordre d'expulsion contre trois organisateurs de la fédération des volontaires, antérieurement arrêtés; le 16 mars, à Tullamore, le 31 à Dublin, meetings et conflits avec la police. Arrive le

mois d'avril. Le 4, à la conférence irlando-américaine de Londres, un ancien fenian, John Devey, presse les Irlando-Américains de lever un fonds de 1 million de dollars pour organiser une révolte en Irlande; le 10, arrestation à Dublin de deux individus qui transportaient dans une automobile des fusils et des munitions; le 23, à Currahane Strand, saisie d'un bateau submersible contenant une cargaison d'armes et de munitions. Sauf le petit courant de la surveillance quotidienne en temps calme, les autorités paraissent n'avoir opposé à tous ces préparatifs que leur flegme : en cela, il y a eu faillite partielle, défaillance de la fonction gouvernementale. Qui ne sait le prix auquel de tels abandons se paient? Meurtres, incendies, destructions, répressions, fusillades, déportations; au total, directement ou indirectement, des milliers de victimes. Après une semaine de lutte, l'insurrection est partout domptée, elle expire ; laissons-en aux journaux le récit circonstancié: ce qui nous intéresse, c'est beaucoup moins ce qu'elle a fait, et comment elle l'a fait, que pourquoi elle l'a fait; autrement dit, c'est ce qu'elle a voulu être, c'est ce qu'on aurait voulu qu'elle fût. Et l'important, par-dessus l'intéressant, est d'identifier avec certitude, de personnifier ce vague, fugace et impersonnel « On. »

Deux élémens se sont associés visiblement pour bouleverser l'île, s'ils l'avaient pu, et le deuxième est tout moderne : celui qui a établi, comme d'instinct, son quartier général à Liberty-Hall, à la Bourse du travail. C'est ce qu'on pourrait nommer l'élément, non pas proprement socialiste, mais syndicaliste, recruté parmi les ouvriers, en particulier des transports, et obéissant à James Connolly, naguère lieutenant de Jim Larkin, comme lui éminent « gréviculteur. » Mais le premier élément est connu, pour ainsi dire, de toute éternité, dans la suite séculaire et ininterrompue des agitations de l'Irlande. Il se qualifie maintenant de *Sin-Fein*, qualifie ses adeptes de *Sinn-Feiners*, ce qui assure-t-on, veut dire : « Nous-mêmes, » en gaélique. Ce serait donc le parti de l'autonomie, de l'indépendance, de la souveraineté irlandaise. — Fraction insignifiante de la nation, notait M. Louis Paul-Dubois dès 1907, et qui n'en est ni la plus éclairée, ni la plus recommandable ; exaltés, déclassés, rêveurs, gamins, mauvais sujets. — Mais que les *Sinn-Feiners* soient ce qu'ils veulent ou ce qu'ils peuvent être, M. Jules de Lasteyrie, en 1865 et 1867, M. John Lemoinne, en 1848, ne s'exprimaient pas différemment, dans la *Revue*, sur le compte des « Fenians » ou de « la Jeune Irlande. » Les mots mêmes, les noms mêmes décèlent et étalent la parenté. Quel que soit le sens du gaélique *Sin-Fein*, les *Sinn-Feiners* rappellent les

Fenians, qu'on rattachait, il y a cinquante ans, aux *Feini*, le plus méridional des trois peuples primitifs qui habitaient Erin ; et quant à ces Feini, on les faisait descendre ni plus ni moins que d'un certain Fenius, roi de Phénicie, qui aurait été le Francus de l'Irlande, le héros troyen que toute nation un peu fière se doit d'inscrire en tête de sa généalogie. Pour nous en tenir à une filiation plus certaine, les Sinn-Feiners se relient aux Fenians, qui continuaient la Jeune-Irlande, laquelle perpétuait les Irlandais-Unis, les Enfans-Blancs, les Enfans-du-Chêne, les Enfans-de-l'Acier, les Pieds-Blancs, les Pieds-Noirs.

Le but ou l'objectif est le même. L'autre jour, Connolly, « commandant militaire des forces républicaines de Dublin, » grimpé sur le toit d'un tramway, harangua la foule en ces termes : « Concitoyens ! Nous avons conquis l'Irlande et occupé le siège du gouvernement. Tous les Irlandais ont le devoir de nous aider, et en leur nom je proclame la République d'Irlande. » Aussitôt, symboliquement, une grande affiche où flamboyait, en énormes caractères rouges : « Proclamation de la République irlandaise, » fut étendue, comme un drap, barrant le trottoir. La nouvelle République, — *the Irish Republic*, — a son journal : *Irish War News ;* il publie le communiqué du « général G. H. Pearse, commandant suprême de l'armée et président du Gouvernement provisoire, » qui vaut d'être conservé par curiosité : « La République irlandaise, disait le Bulletin, a été proclamée le lundi de Pâques, 24 avril, à midi. Simultanément, la division de Dublin de l'armée républicaine, y compris les volontaires irlandais de la milice citoyenne, occupait les positions dominantes de la cité. La bannière républicaine flotte sur le palais de la poste. » Mais combien de fois depuis la Révolution française, et même depuis la Révolution d'Amérique, cet étendard n'avait-il pas été déployé, combien de fois la République irlandaise proclamée ! Toujours en vain ; cette fois plus vainement que jamais.

Les personnages sont les mêmes, c'est-à-dire que d'autres hommes, affublés des mêmes oripeaux, jouent le même rôle. Par génération spontanée, « les généraux » foisonnent. « On appelait général quiconque portait un revolver. » C'est un phénoméne universellement constaté aux heures d'anarchie : le pavé des villes devient d'une fécondité incroyable ; il y pousse à vue d'œil des chefs improvisés. Leur cas n'est pas exempt de quelque cabotinage : plus d'un prend son parti de monter plus tard sur l'échafaud, s'il monte d'abord sur le théâtre. La « Comtesse verte, » au moment de se rendre, l'autre jour, baisa dévotement la crosse de son browning.

Aussi le *Crown security bill* a-t-il jadis supprimé l'échafaud, et atténué en simple « félonie » la haute trahison. « Il y aura, disait le solicitor général, un grand avantage à convertir la trahison en simple félonie, parce qu'il y a des gens qui commettent des crimes uniquement pour faire parler d'eux. C'est pour cela qu'on se jette du haut de la colonne. » Ce qu'on nous a conté des meneurs du *Sin-Fein* n'engage pas à corriger la rigueur de ce jugement.

Les procédés, les moyens sont les mêmes. Ce sont ceux de la guerre révolutionnaire, de la guerre de rue, qui n'exclut pas les plus abominables. L'autre semaine, Dublin a revu les flammes de cet enfer jaillir du soupirail et de la fenêtre. Le pétroleur, ou la pétroleuse, est, depuis longtemps, de toutes les Communes. Chacun, homme ou femme, récite sa théorie, son catéchisme du parfait insurgé : « bloquer les troupes dans leurs casernes, couvrir la ville de barricades, couper les chemins de fer. » La leçon de nos Journées parisiennes n'est pas perdue. L'organe de John Mitchell, l'*United Irishman*, a baptisé ces gentillesses : « Plan d'opérations à la mode française, *French fashion.* »

La conduite de l'affaire et sa fin sont les mêmes. On ne s'est pas plus caché, cette fois-ci, des autorités constituées que ne s'en cachaient les « confédérés » d'autrefois, lorsqu'ils avaient l'audace d'écrire « à Son Excellence le comte de Clarendon, espion général de Sa Majesté et suborneur général en Irlande » : « Il n'y a point de jour fixé pour la prise du château. Vous le saurez aussitôt que nous. Vous le fixerez vous-même. » Pareillement, ou parallèlement, les autorités d'autrefois ne s'en inquiétaient pas plus que ne se sont émues celles d'hier, au moins tant qu'elles n'eurent devant elles que des meetings et des revues : « Le gouvernement anglais assistait à ces grandes démonstrations verbales avec la plus désolante impassibilité. » Mais soudain des clubs remplacèrent ces grands meetings que dédaigneusement Wellington avait traités de « farces. » L'agitation irlandaise, de type oratoire et procédurier, telle que l'avait menée Daniel O'Connell, en maître et presque en roi, qui avait eu sa liste civile et à qui il n'avait manqué que la couronne, retournait à la conspiration de type classique. L'Irlande revenait à son vice invétéré, à sa vieille pratique des sociétés secrètes ; très peu secrètes, puisque les clubistes, par compagnies de vingt ou trente hommes, défilaient devant O'Brien, dans un champ près de Cork, sous le regard placide du lord-lieutenant. Alors, comme à présent, « les jeunes gens des clubs passaient leurs journées dans les tirs à la carabine ou à faire l'exercice avec la pique ;

des convois d'armes, achetées en Angleterre même, arrivaient librement en Irlande. » La révolution préparait son règne par la terreur et désignait ouvertement dans chaque district ses futurs otages, qu'elle marquait, ses *marked men*. La seule différence entre autrefois et aujourd'hui, c'est qu'autrefois le gouvernement anglais s'éveilla, suspendit l'*habeas corpus*, proclama la loi martiale, l'état de siège, et que lord Lansdowne et lord John Russell firent ainsi avorter le mouvement en le devançant; ce que M. Birrell et lord Wimborne n'ont pas fait l'autre jour, par une confiance excessive qu'ils vont racheter dans la retraite.

Le mouvement des *Sinn-Feiners* s'est déroulé exactement comme le mouvement des Fenians, et dans les mêmes lieux, quoique, cette fois, à cause des circonstances, il ait revêtu plus de gravité. La nuit du mardi 5 au mercredi 6 mars 1867, comme le lundi de Pâques 1916 à midi, le soulèvement avait été simultané à Dublin et dans les environs, à Drogheda, à Cork, dans quelques parties du Limerick, dans la partie du Tipperary au Nord des Galtees, et au Sud des mêmes montagnes, entre le Black-Water et le Lee. Quarante postes de police avaient été attaqués sur cette étendue de soixante-dix lieues de longueur, de vingt ou trente lieues de largeur, sans qu'aucun poste de plus de cinq hommes eût été pris, sans qu'aucun rassemblement eût attendu l'approche d'une troupe quelconque. « Neuf chefs armés chacun d'un revolver se sont laissé mettre des menottes et ont pu être traînés en prison par quatre hommes de police. » Axiome à l'usage des constables et de la *yeomanry* : « Il est acquis qu'un soldat de police vaut cinquante fenians ; quatre hommes de police en ont battu deux cents; quinze hommes de police en ont battu deux mille. » Le fenian, « prêt au martyre, » très excitable, enthousiaste, avait couru, pieds nus et tête nue, au rendez-vous dans la bruyère ; puis, le premier feu tombé, il s'était soumis. Cette fois, la résistance a été plus dure, mais également inutile : le bilan se liquide par des centaines de morts, auxquelles s'ajoutera une douzaine d'exécutions. Jamais les insurrections irlandaises n'ont tenu; et c'est peut-être ce qui, pour une part, explique l'optimisme serein du gouvernement britannique : il ne prend pas la peine de prévenir des désordres qu'il a si peu de peine à réprimer.

Les mobiles non plus, les têtes, les cœurs, les âmes n'ont pas changé. Pour les plus désintéressés, les plus sincères, les idéalistes, c'est toujours : « L'Irlande l'Irlande; l'Irlande à elle seule, avec tout ce qu'elle possède, depuis le gazon jusqu'au firmament. » Une poignée

de républicains à l'antique peut bien rêver aussi d'une Irlande républicaine. Des socialistes ouvriers ou agraires peuvent bien construire en esprit une société irlandaise régénérée et heureuse après tant de siècles de misère. Mais, plus bas, il y a les autres. Comme en tout temps et en tout pays, il y a les pêcheurs en eau trouble. Il y a les affamés de notoriété et de pouvoir. Il y a les amateurs de bruit et de panache, ceux qui abritent des appétits derrière des systèmes, ceux qui tirent, surtout en l'air, des coups de pistolet. Il y a les fanatiques, les hypnotisés, les faiseurs, les dupes. Il y a ceux qui se dévouent, ceux qui s'inclinent, ceux qui se donnent, ceux qui se prêtent, et ceux qui se vendent. Il y a ceux qui travaillent pour la gloire, ceux qui travaillent pour la patrie, et ceux qui travaillent pour l'étranger. Les insurgés de la dernière semaine d'avril ont travaillé pour l'étranger, et pour quel étranger! pour le roi de Prusse. Cette révolte de l'Irlande n'a point du tout été irlandaise, mais allemande; elle n'a gardé d'irlandais que la forme; c'est un métal, un plomb allemand coulé dans le moule des révolutions irlandaises; la tentative de guerre civile n'était qu'un acte ou qu'une scène de la grande guerre européenne. Aucune question vraiment irlandaise n'était posée, ni même aucune espèce de question. Cela nous met à l'aise pour la condamner, sans étouffer l'écho que n'ont cessé d'éveiller chez nous, comme en Angleterre même, les justes plaintes de l'Irlande. Et cela nous fournit une occasion de faire deux réflexions : l'une, que, chaque fois que l'Irlande, par une campagne « pacifique et légale, » fût-elle de celles qu'on a définies « pacifiques, c'est-à-dire jusqu'à la dernière extrémité en deçà de la guerre ; légales, c'est-à-dire jusqu'à la dernière limite en deçà de la loi, » a été amenée à portée d'accomplir son vœu, des forcenés ou des insensés sont venus tout compromettre. Ainsi, contre O'Connell, s'était formée la Jeune Irlande, et contre M. John Redmond se dresse le Sin-Fein. L'autre réflexion, plus essentielle encore, c'est que, chaque fois que l'Angleterre a été engagée dans une guerre extérieure, ses ennemis se sont efforcés de déchaîner une révolte et d'opérer un débarquement en Irlande, sans que jamais aucun de ces projets ait abouti. L'Allemagne avait sous les yeux nos exemples de 1796 et de 1798; longtemps avant les nôtres, celui de l'Espagne; et le sien propre, l'expérience, qui date de plusieurs siècles, de Martin Schwartz, avec 2000 lansquenets, allant à Dublin aider au couronnement du prétendant national Lambert Simnel, traversant le canal d'Irlande, et finalement déconfit à la bataille de Stoke-on-Trent. Tout entière à sa haine, elle n'a pas entendu l'avertissement.

La main de l'Allemagne, répétons-le, traîne partout en cette tragi-comédie. Elle s'est glissée, depuis des années, dans l'université, dans les municipalités de Dublin et de Cork, avec les professeurs allemands de philologie celtique, Zimmer et Kuno Meyer. Dès le premier jour de l'insurrection, elle a tenu la plume qui a écrit la proclamation de James Connolly. C'est elle qui a rédigé, dans le premier numéro du journal *Irish War News*, le long article qui a pour titre : *Si les Allemands conquièrent l'Angleterre*. C'est elle qui lance effrontément des dépêches de ce genre : « Verdun est tombé aux mains des Allemands ; la Hollande a déclaré la guerre à l'Angleterre et la flotte britannique a perdu dix-huit bâtimens en un combat dans la mer du Nord ; » pendant exact à la pancarte exposée en face des tranchées anglaises sur l'Yser et annonçant un désastre britannique en Irlande. C'est elle qui promet l'appui de la « chevaleresque » et « victorieuse » Allemagne, car quelle autre main qu'une main allemande aurait pu, sans se dessécher, accoler à ce nom ces deux épithètes? Elle est là, la main allemande, et elle y tricote, et elle y tripote, comme elle tricote et tripote dans l'Afrique australe, aux États-Unis, dans les Indes néerlandaises. Le véritable sens de la *Weltpolitik*, n'est-ce pas : l'Allemagne partout, et se croyant chez soi chez les autres, avide de chasser les autres de chez eux? En Irlande, on ne peut pas dire qu'elle n'ait pas obtenu de résultat, bien que ce ne soit pas celui qu'elle cherchait. Elle a fait apparaître l'unité, l'unanimité de l'Empire britannique dans la guerre soutenue et à soutenir contre elle. Elle a donné l'argument décisif en faveur du service militaire obligatoire. Et, par là, si elle n'a pas fait de révolution en Irlande, elle a contribué, malgré elle, à en faire une en Angleterre. Elle a tacitement avoué que l'infiltration allemande crée ou entretient, à l'intérieur de chaque État, une constante et croissante menace, dans le moment même où elle est, vis-à-vis de la plus puissante des Puissances neutres, dans une position infiniment délicate.

C'est le 4 mai seulement que le gouvernement allemand a remis sa prétendue réponse à la note américaine qui lui avait été signifiée le 20 avril. De ce document gratté et regratté, pendant quatorze jours, par des civils, des marins et des militaires, on n'est pas sûr encore d'avoir un texte authentique. Il en existe plusieurs variantes. Il y en a, s'il est permis de s'exprimer ainsi, pour l'usage interne et pour l'usage externe, pour l'opinion allemande et pour le dehors. Il y a la version adoucie des radiotélégrammes et la version renforcée de l'Agence Wolff. La presse allemande, la plus savamment orchestrée

du monde, où chaque journal est chargé de tenir sa partie et joue sous le bâton du chef, les a, par surcroît, embrouillées de son mieux, enveloppées de fumée et de tapage. L'Allemagne manie ses gazettes comme elle manœuvre son artillerie lourde; elle s'en sert pour retourner le terrain, pour étourdir et pour affoler l'adversaire.

Dans la dissertation signée de M. de Jagow, on distingue, à la loupe, les traces de deux tendances et les manières de cinq ou six collaborateurs. Non seulement le gouvernement impérial s'y montre préoccupé de faire deux visages : un visage farouche, inflexible, pour l'Allemagne même, un visage moins repoussant pour les États-Unis; mais on l'y sent déchiré, écartelé par des sentimens opposés, rage et crainte, peur et fureur, qui le tirent, comme des chevaux emportés, de contradiction en contradiction. La bouche gronde ou raille, l'œil appelle, et le tout fait un singulier mélange. C'est de la résignation poudrée d'impertinence, de la provocation avec « mille pardons, » le pour et le contre, le oui et le non en quatre cents lignes. « Devine si tu peux, et choisis si tu l'oses. » Si le Président Wilson aime les énigmes, il a eu de quoi s'exercer.

La « réponse » allemande commence par admettre ce que la chancellerie avait jusqu'ici contesté, avec dessins et croquis annexés : la possibilité que le navire mentionné dans la note du 20 avril comme ayant été torpillé par un sous-marin allemand soit effectivement le *Sussex*. C'est que l'enquête est là, et qu'elle est telle que, sur ce point, toutes les issues sont fermées. Mais, pour Berlin, ce n'est qu'un point de fait, un point de détail, un menu point, que le gouvernement impérial se refuse à laisser généraliser. Il n'accepte pas que les États-Unis le posent « comme un exemple des méthodes de destruction délibérée et sans discernement de navires de toutes provenances et de toute destination par les commandans de sous-marins allemands. » On lui fait injure : « Par égard pour les intérêts des neutres, » et au risque de procurer un avantage à ses ennemis, l'Allemagne a donné des ordres pour que la guerre sous-marine fût menée « selon les règles du droit international, qui s'appliquent à la visite, à la perquisition et à la destruction des navires de commerce. » Elle ne les « donnera » pas, elle les « a donnés. » Certes, il peut se produire des erreurs, qui peuvent produire des accidens. Mais qu'y faire ? Il faut être indulgent aux faiblesses humaines, et même inhumaines. « Certaines tolérances doivent être accordées dans la conduite de la guerre navale, contre un ennemi qui recourt à toutes sortes de ruses, qu'elles soient licites ou ne le soient pas. » Pour ce

qui est des principes sacrés de l'humanité, — des principes, entendons-le bien, — l'Allemagne y attache autant de prix que personne. Tout le mal vient de l'Angleterre, et les États-Unis eux-mêmes ne sont pas sans reproche. Si les États-Unis avaient écouté l'Allemagne, ils auraient pu « réduire au minimum pour les voyageurs et les biens américains les dangers inhérens à la guerre navale. » Ils n'avaient qu'à obliger l'Angleterre, puisque l'Allemagne n'est pas maîtresse de la mer, à renoncer au blocus, à lui livrer le passage, à neutraliser complètement la mer. Ils n'avaient qu'à empêcher l'Angleterre « d'affamer des millions de femmes et d'enfans allemands dans le dessein avoué de contraindre à la capitulation les armées victorieuses des Puissances centrales. » L'indulgence, la partialité, l'injustice des États-Unis ont aggravé, par conséquent, « cette guerre cruelle et sanglante. » Il ne manquerait plus que, par leur faute encore, elle fût « élargie et prolongée ! » Cet horrible souci empoisonne la conscience de la triomphante Allemagne. Parce qu'elle est triomphante, rien ne lui interdit d'être généreuse. Et voici, peut-être, la phrase pour laquelle tout le reste est écrit : « Le gouvernement allemand, conscient de la force de l'Allemagne, a annoncé, deux fois dans l'espace des quelques derniers mois, qu'il était prêt à faire la paix sur une base qui sauvegardât les intérêts vitaux de l'Allemagne. » Ah ! si les États-Unis le voulaient ! Si le Président comprenait !... C'est là, bien plus que sa conclusion qui n'est pas une conclusion, ce qui mérite de subsister de cette réponse qui n'en est pas une. L'Allemagne s'abstiendra *si...* Elle donnera des instructions, *pourvu que...* Ergotage et verbiage, du vent. Mais écoutez ce cri, cet aveu, ou ce soupir : la paix ! Diplomatiquement, la soi-disant réponse allemande n'est qu'un mémoire de procureur ; psychologiquement, elle est une révélation.

L'Allemagne et son Empereur sont pleins de précipices. A la lecture d'un si lourd et perfide, plat et cauteleux factum, M. Woodrow Wilson aurait eu le droit de réfléchir, et même d'hésiter. Quatre partis lui étaient offerts : céder, rompre, discuter, attendre. Les « gros malins » de la Wilhelmstrasse l'invitaient à une conversation, avec la Grande-Bretagne en tiers. En somme, ce qu'ils lui demandaient, c'était de renvoyer à l'Angleterre, comme à sa véritable adresse, la note des États-Unis au gouvernement impérial ; d'être auprès d'elle leur interprète, leur commissionnaire ; de renverser l'échelle des valeurs morales et de placer sur le même degré, de frapper de la même réprobation la guerre maritime conforme au droit et l'assassi-

nat contraire à tout droit. Ils se flattaient de le pousser ainsi à se faire ou l'instigateur d'une querelle inique ou le médiateur d'une paix impossible. Impossible, même s'il fût entré dans le jeu : de quelque respect que soit entouré et de quelque crédit que jouisse le Président des États-Unis, il y a des choses qui dépendent de M. Wilson et des choses qui ne dépendent pas de lui. Il ne peut, à lui seul, sur la prière de l'Empereur, décréter une paix que personne ne veut, tant qu'elle se présente comme la paix allemande, tant que l'Allemagne n'a pas appris que vivre, ce n'est point manger autrui. Rien n'est (quelquefois, du moins) plus habile que l'honnêteté. La droiture de M. Wilson l'a sauvé. Il a empoigné les deux branches du piège allemand, et il les a brisées entre ses doigts. Il prend l'Allemagne à son serment, attache à sa parole plus de prix qu'elle-même, met à l'impératif ce qu'elle a mis au conditionnel. C'est convenu, c'est juré : les sous-marins allemands ne s'attaqueront plus aux neutres, épargneront, ménageront les non-combattans ; l'Allemagne fera ce qu'elle doit faire, quoi que fasse tel ou tel autre gouvernement belligérant, et sans qu'elle ait à considérer ce que les États-Unis font ou ne font pas à l'égard de tel ou tel gouvernement : ils demeurent libres d'agir comme il leur convient, c'est l'Allemagne qui ne l'est pas de se conduire comme il lui plaît. « Sa responsabilité est personnelle, elle n'est pas conjointe, elle est absolue et non relative. » Nous voilà sortis de l'équivoque. M. Wilson a paré, il est gardé, il voit venir. Qu'est-ce qui vient ? Ou nous n'avons jamais été aussi près de la rupture, ou l'Allemagne n'a jamais subi une si complète humiliation. Son attitude va donner la mesure de son usure. Regardons bien le dynamomètre.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

ire
aix
ue
ent
les
la
ant
le-
ui.
La
du
lle-
ne,
'est
res,
ce
elli-
ou
ores
se
elle
oilà
nir.
up-
ion.
le